

## Exode dans les Balkans

L'expulsion massive par le régime communiste de Sofia de ses ressortissants d'origine turque, qui s'ajoute depuis la semaine dernière au rythme quotidien de plusieurs centaines en Turquie, prend de jour en jour des allures plus dramatiques. 5 000 personnes sont arrivées pendant la seule journée du mardi 13 juin à la frontière turco-bulgare, portant à 20 000 le nombre de réfugiés officiellement recensés en Turquie.

La minorité turque de Bulgarie est estimée à environ 900 000 personnes, soit le dixième de la population. Elle disposait jusqu'à une époque encore relativement récente des droits d'une minorité nationale, ayant sa presse et ses écoles. Les choses ont commencé à changer à la fin des années 70, avec le début d'une campagne anti-islamique associant dans la répression musulmans d'origine turque et musulmans d'ascendance bulgare, les Pomaks.

Début 1985, les autorités bulgares ont décrété que l'« État-nation bulgare ne comprend pas d'autre peuple que les Bulgares ». Selon cette thèse, les Turcs de Bulgarie sont les descendants de slaves bulgares convertis de force à l'islam durant les siècles de domination ottomane, qu'il convient de « faire remonter » dans la nation bulgare, y compris en les forçant à christianiser leurs noms de famille et ceux de leurs villages.

La mise en œuvre de cette politique d'assimilation forcée a provoqué dès 1985 des troubles graves, qui auraient fait, à l'époque, selon les organisations humanitaires occidentales, près d'une centaine de morts. Depuis, l'accès au travail et aux droits sociaux était refusé à ceux qui rejetaient les « noms bulgares reconstruits ». La reprise de l'agitation en mai a fait plusieurs morts, avant que les autorités décident purement et simplement d'expulser les récalcitrants hors des frontières bulgares.

La Turquie, qui a déjà intégré plus de 500 000 Turcs de Bulgarie au terme d'accords d'immigration signés en 1950 et en 1968, ne considère comme le protecteur naturel des minorités turques se trouvant en Bulgarie, mais aussi en Grèce. Elle n'a cessé de dénoncer la politique bulgare. Son gouvernement commence néanmoins sérieusement à s'inquiéter devant le flot de réfugiés.

Aux prises avec une situation politique et économique qui n'est guère brillante, accueillent déjà des milliers de réfugiés kurdes d'Irak installés à sa frontière orientale. Ankara aurait les pires difficultés à faire face à une immigration massive.

Le premier ministre, M. Turgut Ozal, a tenté plusieurs fois de faire pression sur l'Union soviétique, les accusant de ne défendre les droits de l'homme que lorsqu'il s'agit de leurs intérêts. De fait, si le gouvernement américain a vigoureusement dénoncé le même jour « les actions violentes de la Bulgarie contre sa minorité », en violation « des engagements pris par les autorités bulgares à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe », les capitales occidentales sont restées jusqu'à présent relativement discrètes.

Après l'exode forcé en Hongrie de milliers de personnes de la minorité hongroise de Roumanie, après la répression des tensions nationales en Yougoslavie, l'affaire bulgare relance pourtant de façon dramatique le problème des minorités dans une région, les Balkans, qui a toujours été le théâtre de rivalités nationales.

## La première visite du président de la République à Varsovie

### En Pologne, M. Mitterrand entend respecter un équilibre entre le pouvoir et Solidarité



M. Mitterrand devait arriver mercredi 14 juin en début d'après-midi à Varsovie pour sa première visite en Pologne en qualité de chef de l'Etat. Au cours de son séjour, le président de la République, qui rencontrera le général Jaruzelski et M. Walesa, entend respecter l'équilibre entre le pouvoir et Solidarité.

VARSOVIE  
de notre envoyée spéciale

M. Mitterrand, dont c'est la première visite en Pologne en tant que chef d'Etat, arrive à Varsovie entre les deux tours d'une élection qu'il pourra, à juste titre, qualifier d'historique : c'est la première fois, dans un pays de l'Europe socialiste, que les électeurs ont la possibilité de désigner le Parti communiste et de donner leurs voix à un véritable mouvement d'opposition. Les Polonais ont

même si largement mis à profit cette possibilité que le second tour, le 18 juin, sera réduit à un exercice de repêchage des candidats du pouvoir, ceux de Solidarité, à neuf exceptions près (sur 261 candidats), ayant fait le plein des suffrages dès le premier tour.

Lorsque les dates de ces élections parlementaires ont été annoncées, la France s'est assurée que celle de la visite présidentielle ne gênait personne.

SYLVIE KAUFFMANN  
(Lire la suite page 3.)

## Les otages au Liban et la détention d'Anis Naccache

### M. Chirac craint une reprise des attentats terroristes

Prenant la parole mardi 13 juin devant les élèves de l'Ecole supérieure des sciences économiques de Cergy-Pontoise, l'ancien premier ministre, M. Jacques Chirac, a exprimé son inquiétude en ce qui concerne une reprise du terrorisme en France.

Il a aussi affirmé, à propos de l'amnistie présidentielle prévue pour le 14 juillet, qu'« on serait bien inspiré de réfléchir sur la libération de certains », dont Anis Naccache, condamné à la réclusion perpétuelle pour une tentative d'assassinat contre l'ancien premier ministre iranien Chapour Bakhtiar. Il a précisé que son inquiétude était « purement intuitive » et qu'il ne disposait d'aucun « élément d'information » pour étayer sa crainte.

(Lire page 32 l'article de JACQUES AMALRIC et nos autres informations.)

## Baisse de la livre

M. Thatcher apporte son soutien au chancelier de l'Echiquier, Nigel Lawson  
PAGE 27

## Reprise en main en Chine

Trois journalistes expulsés  
PAGES 4 et 5

## GUIDE

## ARTS ET SPECTACLES

Rétrospective Pasolini  
Tous les films nouveaux  
DEUXIÈME CAHIER

## L'enquête

Le nouveau paysage de l'Asie du Sud-Est  
PAGE 6

## Bicentenaire

M. François Mitterrand défend « la célébration grandiose de la République ».  
PAGE 32

Le « défilé fantasma » de Jean-Paul Goude  
PAGE 15

## Concours général

La liste des lauréats  
PAGE 14

## « Grand Jury RTL- le Monde »

M. Valéry Giscard d'Estaing, invité mercredi 14 juin :  
M. Simone Veil, jeudi 15, de 18 h 15 à 19 heures

Le sommaire complet se trouve page 32

## De l'aventure électorale à la tentation chinoise

### Les conservateurs communistes face aux réformes

Si discrètement qu'ils aient été commentés dans la plupart des capitales des pays socialistes, les événements de Chine — mais aussi la retentissante défaite électorale du pouvoir en Pologne — ont naturellement donné matière à réflexion au sein de divers partis communistes, celui d'URSS en premier lieu, secoués par le vent des réformes et de la perestroïka.

par Michel Tatu

Les événements de Chine et de Pologne vont-ils donner des idées aux conservateurs qui tentent, un peu partout dans le monde communiste, de lutter contre le vent des réformes ? Sans doute. Mais les approbations maladroitement adressées par un tout petit nombre de pays « frères » aux massa-

creurs de Pékin ne reflètent qu'une partie du débat.

Aucun des pays communistes en effet, pas même l'URSS malgré ses incommensurables problèmes, ne se trouve dans une situation aussi turbulente que la Chine depuis deux mois, ni ne doit faire face à une telle déliquescence du pouvoir politique. La question d'une répression en force ne se pose donc pas pour les dirigeants, et rien n'interdit à un conservateur intelligent de critiquer les méthodes employées par le 27<sup>e</sup> corps d'armée à Pékin.

Les mêmes, en revanche, ont beau jeu de dire : « Les réformes politiques conduisent aux dérangements que nous voyons en URSS, mais les réformes économiques, même quand elles donnent des résultats dans l'immédiat, ne sont pas sans danger non plus. Deng Xiaoping paye aujourd'hui ses compromissions

du début des années 80 avec le capitalisme à l'intérieur et avec les Etats-Unis à l'extérieur. » Si le raisonnement ne répond à aucun des problèmes de fond des sociétés communistes, il est efficace sur le plan de la logique des appareils, entièrement axée sur la conservation du pouvoir.

Cette même logique trouve encore mieux à s'exercer au spectacle des élections polonaises : la preuve est faite que même dans un pays devenu apparemment « raisonnable », même avec une opposition modérée, pour ne pas dire compréhensive, comme l'était dans la dernière période le mouvement dirigé par Lech Walesa, le parti a tout à perdre à des élections libres. La preuve est faite, notamment, que les gardes-fous institués au prix d'acrobaties bien peu démocratiques pour sauvegarder une représentation minimale du pouvoir en place ne tiennent pas devant le raz de marée

de la protestation populaire, comme l'ont compris à leurs dépens les membres de la « liste nationale » polonaise et, avant eux, les responsables du parti à Leningrad. Même les sièges soustraits à la concurrence et verrouillés à l'intention des petits ou grands chefs peuvent échapper à ces derniers, les électeurs se déplaçant en masse pour rayer leurs noms des listes.

Or cette leçon a une portée pratique immédiate pour les apparatchiks soviétiques. La tempête des élections nationales de ce printemps est maintenant passée, et les conservateurs optimistes, s'il en existe, peuvent espérer que M. Gorbatchev saura gérer le congrès turbulent qui en est résulté. Mais une autre tempête, encore plus redoutable, se profile à l'horizon : celle des élections locales.

(Lire la suite page 4.)

## La mort du claveciniste

### Scott Ross, le virtuose ailé

Le claveciniste Scott Ross est mort du sida mardi 13 juin à Paris. Il était âgé de trente-huit ans.

Scott Ross, qui cultivait en maître incontesté le clavecin, l'instrument des princes et des élégances, adorait les blousons de cuir, symboles de son personnage volontiers paradoxal. Mais, comme Schubert, cet irrégulier, ce « loup solitaire », comme dit Jean-Michel Damatin, portait le monde en lui et nul à notre époque n'est allé si loin avec cet instrument d'exploration inédit, ce « scanner » qu'était pour lui le clavecin.

Il caressait sa barbe blonde en regardant son auditoire avec un air rêveur, peut-être légèrement

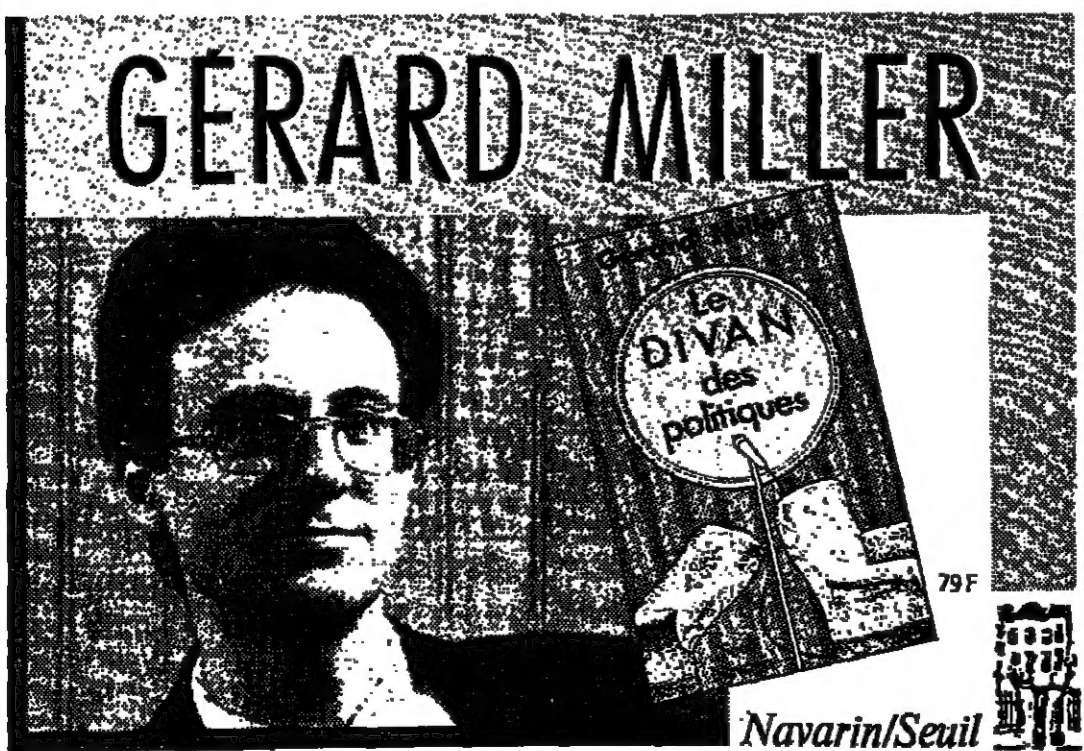
goguenard, et puis entrait en musique en dodelinant doucement de la tête. Dans son jeu, rien d'un fort en thème, tout d'un poète. Jamais il ne nous imposait sa virtuosité, si légère et parfaite qu'elle se faisait oublier ; jamais il ne ferrait sur son instrument d'où la musique sourdait en un flot intarissable, comme une fontaine jaillissant de tous côtés.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 17.)

## Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.  
Pages 22 à 24



Navarin/Seuil

M 0147 - 0615 0 - 4,50 F



3790147004500 06150

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 F. ; Canada, 1,95 \$ ; Danemark, 7,20 F. ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 110 pes. ; Grèce, 160 dr. ; Hongrie, 80 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; République, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 F. ; USA, 90¢ ; USA (Canada), 2 \$.



## RÉFORME DE L'ENA

### S'ouvrir sans se renier

par MICHEL DURAFOUR (\*)

A peine le gouvernement vient-il de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet de loi créant un troisième concours d'entrée à l'École nationale d'administration qu'aussitôt certains esprits s'enflamment (1). Singulière vertu de cette école : chaque modification du régime des concours ou de la scolarité devient immédiatement un sujet de débat, presque de polémique.

Cette fois-ci, de quoi s'agit-il ?

Simplement de créer, à côté du concours destiné aux étudiants et du concours destiné aux fonctionnaires, un troisième concours ouvert aux candidats n'entrant ni dans l'une ni dans l'autre de ces catégories, et ce afin de favoriser une diversification du recrutement de notre haute fonction publique, qui demeure bien nécessaire.

Ce troisième concours serait ouvert à toute personne âgée de moins de trente-cinq ans qui peut justifier d'une expérience professionnelle d'une durée de huit années, quel que soit le secteur dans lequel s'est exercée cette activité. Cette limite d'âge est reculée de la durée du service national effectué et d'un an par enfant à charge.

Les candidats qui le souhaitent pourraient suivre une formation adéquate au concours d'une durée d'un an. Une fois admis au concours, ils suivraient la même scolarité que l'ensemble des élèves ; et à l'issue de la scolarité, ils choisiraient leur carrière dans les mêmes conditions que les autres élèves.

Au total, c'est donc un projet équilibré que le gouvernement soumet au Parlement : il doit permettre, chaque année, à l'administration de recruter une dizaine de hauts fonctionnaires venus d'horizons nouveaux, dotés d'expériences différentes, et ce conformément aux principes fondamentaux de notre fonction publique que sont le recrutement par concours et l'égalité de traitement, au respect desquels le Conseil constitutionnel est particulièrement vigilant.

Loin d'être absent de la démarche, le service public a beaucoup à y gagner : ce sera, pour lui, un véritable enrichissement que de s'attacher les services de personnes qui éprouvent le goût de l'intérêt général, mais qui, jusqu'à

présent, ne peuvent suivre leur vocation simplement parce qu'elles ne remplissent pas les conditions requises pour se présenter au concours externe ou au concours interne.

Ces personnes, prêtes à une telle reconversion, n'en connaissent le nombre potentiel, j'en conviens ; mais le courrier abondant que je reçois me montre qu'elles se trouvent dans les catégories les plus diverses : alors, pourquoi vouloir limiter le vivier des candidats à certains profils de formation ou d'activité ? A partir du moment où l'on souhaite procéder à une diversification réelle du recrutement de notre haute fonction publique, autant n'exclure personne. L'égalité d'accès de tous aux emplois publics nous le commande tout particulièrement, en cette année du bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Le projet du gouvernement, il faut le souligner, s'inscrit dans le cadre d'une démarche plus générale, qui tend à faciliter l'accès à la fonction publique, selon la volonté clairement exprimée par le président de la République dans sa « Lettre à tous les Français » : cette démarche se concrétise également par la volonté de Lionel Jospin de supprimer toute limite d'âge pour le recrutement de certains corps d'enseignants.

Pourquoi, en effet, priver l'Etat d'un apport qui lui est utile, sinon nécessaire ? L'idée même de limite d'âge correspond de moins en moins aux aspirations d'une société en mouvement, dont les membres sont prêts à changer d'activité en cours de carrière.

Sans doute la suppression systématique de limite d'âge soulèverait-elle des problèmes techniques délicats à résoudre ; mais il ne faut pas renoncer à procéder, chaque fois qu'il est possible, aux assouplissements nécessaires, notamment au niveau des concours internes, afin de favoriser la promotion des agents déjà en place. C'est d'ailleurs ce qui m'a conduit à décider, parallèlement au projet de troisième concours, de porter à trente-cinq ans la limite d'âge requise pour présenter le concours interne d'entrée à l'ENA.

Je souhaite que cette démarche lève de nombreux points de blocage, qui sont une des causes du malaise actuel de notre fonction publique. Je souhaite aussi qu'elle favorise un meilleur échange, et donc une meilleure compréhension, entre l'administration et le reste de la société.

Une administration efficace – au sens de l'efficacité sociale, – ce n'est pas une administration à ce point coupée du monde qu'elle ne sait même plus accueillir tous ceux qui ont envie de la servir ; ce n'est pas non plus une administration qui confond l'attachement légitime à des valeurs avec le repli sur des dogmes, l'ouverture avec le reniement.

Nous avons, en cette fin du vingtième siècle, à imaginer le

(\*) Ministre de la fonction publique et des réformes administratives.

service public de demain ; c'est une tâche complexe d'amener l'administration, timide par nature, à repenser l'ensemble de ses relations avec son environnement, comme l'ensemble des relations de ses composantes.

Je m'efforce de le faire sans bruit, sans drame ; toute contribution au débat est utile ; je l'écoute, je la lis avec intérêt ; je suis ouvert au dialogue. Mais je ne crains rien tant que l'incantation qui paralyse l'initiative ou les faux bons sentiments, qui masquent mal des arrière-pensées, lesquelles vont à l'encontre de l'esprit du service public et du principe d'égalité sociale. La bonne solution est quelque part, à mi-chemin des comportements excessifs et des idées reçues.

(1) NDLR : lire les articles de M. Anicet Le Pors, ancien ministre, et de M. Raphaël Alomar, président de l'Association des anciens élèves de l'ENA, dans le Monde du 30 mai.

## CHINE

### Génération

par ALAIN FINKIELKRAUT (\*)

LES mêmes qui compensent hier l'occupation de la place Tiananmen au mouvement de mai 68 se déchaînent aujourd'hui contre les octogénaires meurtriers et moribonds, féroces et séniles – féroces parce que séniles, meurtriers parce que moribonds – qui nient dans le sang le soulèvement de la jeunesse chinoise.

Faut-il rappeler cependant qu'à la différence des contestataires de mai les étudiants de Pékin réclament d'une révolution démocratique, et non d'une révolution culturelle ? Faut-il également rappeler que ces étudiants ne se sont pas révoltés en tant que jeunes, mais en tant qu'héritiers ? Héritiers d'une culture qu'ils voulaient arracher à l'emprise de l'idéologie ; héritiers des vies saignées de leurs pères ; héritiers même, à en croire certaines banderoles et certaines chansons, de la Révolution française de 1789.

C'est cette mémoire, c'est cette présence des morts, c'est cette résurrection intempestive et subversive du passé dans l'Empire de l'Oubli, que Li Peng, quinquagénaire aux abois (à moins que ce ne soit Qiao Shi,

saxopénaire robuste et impassible), s'efforce, depuis quelques jours, de terroriser et d'énervier. Quant à Deng Xiaoping, la plupart des journalistes et des experts nous le présentent, il y a quelques mois encore, comme un réformateur pragmatique, dynamique, ouvert et moderne.

Ce n'est que depuis l'écrasement du printemps de Pékin que tout le monde s'est mis à gloser frénétiquement sur son grand âge, comme si se révélait désormais non la barrière politique d'un régime, mais celle, psychologique, des vieillards.

Si la normalisation en cours devait, au bout du compte, échouer, si les modérés du Parti l'emportaient finalement sur les durs, ou si – hypothèse utopique – un régime communiste était, pour la première fois dans l'histoire mondiale, vaincu par une révolution, un immense événement historique aurait lieu : ce serait le début de l'implacable banalité d'un processus naturel que de céder, comme nous le faisons aussitôt, le trône de la jeunesse et la débauche des gâteaux.

(\*) Écrivain et philosophe.

## Au courrier du Monde

### EUROPÉENNES

#### Caricature de démocratie

Un haut fonctionnaire tenu à l'obligation de réserve et qui nous a demandé de préserver son anonymat nous adresse le témoignage suivant :

N'en déplaise à ceux qui s'inquiètent du taux d'abstention, et dût-on me traiter de mauvais citoyen, je ne voterai pas aux élections européennes. Je refuse de participer au mode de scrutin choisi (il y a dix ans) pour la désignation des parlementaires français, car c'est une caricature de démocratie. La présentation de listes (bloquées) au niveau national n'offre à l'électeur qu'un rôle marginal dans le choix de ses représentants et, ensuite, le prive de la possibilité de sanctionner le travail de l'élu si celui-ci se porte de nouveau candidat (ou plutôt si sa formation politique en décide ainsi) au terme de son mandat.

En réalité, le système adopté, que les appareils des partis avaient déjà essayé d'imposer pour les élections législatives nationales au lendemain de la guerre, représente pour eux l'idéal, puisqu'il leur permet pratiquement d'assurer l'élection des candidats placés en « position éligible », l'incertitude ne jouant que sur une « zone grise » dans

chaque liste. De son côté, le citoyen se trouve confronté à une panoplie de listes qui reflètent, non pas différentes options de politique européenne, mais essentiellement des considérations de politique intérieure évoquées dans des énoncés fermés et sur lesquelles il n'a pas eu son mot à dire. Ayant fait son « choix » d'une de ces listes, il est invité à entériner un cocktail qui peut inclure des personnes de valeur, mais comprend aussi généralement des vedettes dont certaines n'ont aucunement l'intention de siéger régulièrement à Strasbourg et des apparatchiks qui n'ont jamais réussi à se faire élire ou ont se présenter dans une circonscription législative.

Or, on ne peut pas s'empêcher de rapprocher ce mode de scrutin – qui revient à une quasi-désignation des futurs parlementaires par les états-majors politiques – des avantages matériels dont nos « élus » bénéficieront et qui sont excessifs au regard de la sinécure que constitue le mandat européen pour un trop grand nombre d'entre eux. Ainsi le Parlement européen offre une belle réserve de prébendes aux appareils politiques. C'est là un sujet tabou que ceux-ci se sont bien gardés d'aborder.

#### Harmoniser les modes de scrutin

Avec un peu de volonté politique, il serait possible d'apporter des remèdes à cette situation (pour l'échéance de 1994), puisque le mode de scrutin ne dépend que de chaque Etat membre. Bien sûr, l'idéal serait d'harmoniser les modes de scrutin partout en Europe, mais les études faites en ce sens par des groupes de travail du Parlement européen n'ont pas abouti, et, d'ailleurs, la plupart de nos partenaires ont déjà choisi des formules plus équitables que la nôtre. C'est à nous de nous en rapprocher. On peut imaginer différentes solutions : celle d'un scrutin de liste au niveau régional est séduisante ; mais ce n'est sans doute pas la seule qui mérite d'être examinée.

L'amélioration du mode de scrutin ouvrirait, du point de vue français du moins (mais il faut d'abord balayer devant sa porte), la voie à une réforme du Parlement européen : les élus, plus représentatifs, pourraient se voir confier davantage de responsabilités, en particulier dans le domaine de la fiscalité et de la législation européennes, qui échappent à tout contrôle démocratique. Peut-être pourrait-on aussi abolir l'absurde distinction entre dépenses « obligatoires » et dépenses « non obligatoires » qui amène les parlementaires européens à gonfler ces dernières – sur lesquelles ils ont plus de pouvoirs – sans avoir aucune idée de leur véritable utilisation.

### CITOYENS

#### Vacance du vote

Les Français sont, à juste titre, invités à étaler leurs vacances... et à voter. Or, cette année, ceux d'entre eux qui seront en vacances le 18 juin seront privés du droit de vote !

En cette année du Bicentenaire, était-il vraiment nécessaire, pour lutter contre la fraude électorale, de recréer une catégorie de citoyens passifs ?

GABRIEL TISSERAND (Reims.)

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27  
Tél. MONDIPAR 850572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauret (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Date de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wauts.

Rédacteur en chef :  
Daniel Vermet.

Correspondant en chef :  
Claude Sales.

**Le Monde**  
**PUBLICITÉ**

5, rue de Montesson, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-32 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F

**Le Monde**  
**TELEMATIQUE**  
Composés 38-15 - Tapes LEMONDE  
ou 38-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437

Reconnu d'intérêt public par la loi  
du 10 septembre 1974 (n° 11) 42-47-98-72

#### ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	345 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 035 F	1 095 F	1 404 F	2 100 F
1 an	1 350 F	1 380 F	1 800 F	2 400 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVUEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements  
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

#### BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

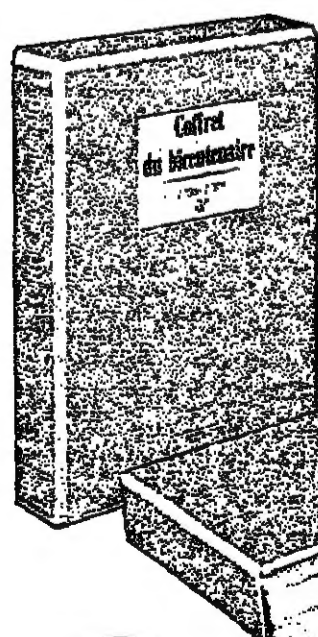
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## LE COFFRET DU BICENTENAIRE

POUR conserver votre collection du Monde de la Révolution française et la mettre en valeur dans votre bibliothèque.

En carton pelliculé, lavable.



40F

Port inclus

Vous pouvez passer votre commande sur feuille libre ou en découpant le bon ci-dessous

**LE COFFRET DU BICENTENAIRE**

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

LOCALITÉ \_\_\_\_\_ Nbre d'ex. \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ X 40F =

Commande et règlement à adresser à

DIFFUSION N° 1 - LE MONDE

BP 212

CLEON

78410



La fin du voyage de M. Gorbatchev à Bonn

## Le chef du Kremlin invite les industriels de la RFA à s'engager avec hardiesse en URSS

M. Mikhaïl Gorbatchev a quitté Bonn mercredi 14 juin pour Stuttgart, où il doit rencontrer le ministre-président, M. Lothar Späth, et s'entretenir avec des professeurs et des chercheurs de l'université. M. Gorbatchev rendait visite, de son côté, en compagnie de l'épouse du chancelier, à une famille allemande.

BONN  
de notre correspondant

« Je me sens ici comme chez moi, comme sur la place Rouge ! », a confié Mikhaïl Gorbatchev au porte-parole de la délégation soviétique, M. Guennadi Guerassimov, à l'issue de son bain de foule sur la place du Marché de Bonn (nos dernières éditions du 14 juin). Couvert de fleurs et de compliments, le numéro un soviétique et son épouse Raisa ne se sont pas formalisés du lapsus du bourgmestre de Bonn qui, dans son émotion, l'avait remercié d'avoir maintenu sa visite en dépit « du grave accident de Tchernobyl ».

L'événement de la deuxième journée a été la signature et la publication de la « déclaration conjointe » germano-soviétique qui faisait le bilan de l'échange de visites du chancelier et du secrétaire général du Parti communiste de l'URSS. Ce document de six pages, divisé en quatre grandes parties de chapitre, se veut la charte des relations entre les deux pays pour le troisième millénaire. « Elle correspond, peut-on lire dans sa conclusion, au désir profond et longtemps nourri des peuples de clarifier dans l'avenir et la réconciliation les blessures du passé et de construire ensemble un avenir meilleur. » Ainsi, vingt-six ans après avoir scellé la réconciliation et amorcé une intense coopération avec son voisin occidental, la République fédérale d'Allemagne s'engage dans une voie semblable avec son grand voisin oriental. Ainsi, il n'est pas

exagéré de qualifier ce texte d'« historique », qualificatif qu'emploient les deux parties. Il donne corps à cette idée qu'il est possible de « surmonter la division de l'Europe » et assigne cet objectif pour le troisième millénaire aux deux principales puissances présentes au centre du continent.

Quelle valeur, cependant, accordent aux formulations contenues dans ce texte, qui apparaissent comme nouvelles dans la pensée soviétique, notamment celles mentionnant « le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » ? Les officiels allemands qui ont participé à l'élaboration de cette déclaration considèrent que cette mention est « une sensation ». Elle entérine, selon eux, la fameuse doctrine Brejnev de la souveraineté limitée des Etats situés dans l'orbite soviétique. D'autres commentateurs, comme l'éditorialiste du quotidien des milieux d'affaires *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, soulignent que le gouvernement fédéral n'a obtenu l'inclusion de cette formule dans la déclaration conjointe qu'en échange de l'assurance que la RFA n'entreprendrait rien qui puisse « déstabiliser la RDA ou d'autres Etats du pacte de Varsovie ».

Revenir tout ce qui divise, ne rétorique que ce qui unit a été le mot d'ordre qui a présidé à la rédaction de cette déclaration : le chapitre consacré au désarmement laisse notamment de côté les points litigieux, notamment celui de l'avenir des armes nucléaires à courte portée en Europe. La partie allemande aurait désiré que la formule concernant Berlin-Ouest — « Berlin-Ouest participe au développement de la coopération sur la base du strict respect et de l'application de l'accord quadripartite du 3 septembre 1971 » — soit plus dynamique et puisse être appliquée à tous les accords de coopération entre les deux pays. Les Soviétiques n'y ont pas consenti, ce qui s'est traduit par le report à une date ultérieure de la

signature d'un accord sur les navigations fluviales et maritimes. Le gouvernement fédéral avait proposé un compromis aux termes duquel les navires et péniches de Berlin-Ouest seraient autorisés à s'armer d'un pavillon au choix de leur voyage dans les eaux soviétiques ; cette proposition a été rejetée par des Soviétiques soucieux de ménager des Allemands de l'Est déjà bousculés par l'évolution rapide et profonde des rapports RFA-URSS.

### Contrats de coopération

Parmi les contrats de coopération signés mardi, les deux porte-parole, MM. Guennadi Guerassimov et Klaus Klein, ont souligné l'importance de celui prévoyant la construction d'un centre de commerce de la RFA à Moscou et d'un centre du commerce soviétique en République fédérale. Le lien d'implantation du premier est déjà choisi : près de la gare de Bielefeld, dans le centre de Moscou. Il devrait voir le jour d'ici dix-huit mois à deux ans et combler une lacune déplorée par tous les industriels ouest-allemands appelés à travailler en URSS, qui ne trouvent dans la capitale soviétique aucune des facilités auxquelles ils sont habitués.

La signature solennelle de la déclaration conjointe et des accords de coopération mettrait fin à la partie statique de la visite, et M. Gorbatchev et son épouse pouvaient cati-

mer, chacun de son côté, la seconde partie du programme : sceller symboliquement la réconciliation. M. Raisa Gorbatchev et Hammar Kohl ont déposé une gerbe au cimetière militaire de Stukenbrok, en Basse-Saxe, où sont enterrés des soldats soviétiques tombés pendant la seconde guerre mondiale. Cette cérémonie a été substituée à un autre scénario qui avait été proposé par le chancelier Kohl à M. Gorbatchev : déposer conjointement une gerbe au monument aux victimes de la guerre et de la dictature érigé dans un cimetière de Bonn. Cette idée a été abandonnée lorsque l'on s'est aperçu qu'il était impossible d'établir qu'il n'y avait pas d'ossements de SS parmi ceux qui sont rassemblés anonymement sous la stèle commémorative.

Le numéro un soviétique s'était rendu de son côté à Cologne, où il était l'hôte des organisations patronales ouest-allemandes. M. Gorbatchev a exhorté les industriels ouest-allemands à faire preuve de hardiesse dans leur engagement en URSS : « Abandonnez vos préjugés, leur a-t-il lancé, le visage de l'économie soviétique est en train de changer ! ». Il a donné l'exemple d'une coopération profitable aux deux parties : « Vos chantiers navals sont en crise, notre flotte est surannée. » Une manière de faire valoir qu'il ne se plaçait pas seulement en demandeur d'aide et de crédits.

LUC ROSENZWEIG.

La RDA critique le chancelier Kohl. L'œuvre du Parti communiste est-allemand *Neues Deutschland* a critiqué, mercredi 14 juin, le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl, qui a qualifié la séparation des deux Allemagnes de « blessure ouverte ». À l'occasion de la visite en RFA du numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, Bonn a encore une fois « des difficultés avec les médias », dit le quotidien dans un commentaire. Quand comprendra-

t-on enfin là-bas que l'assistance historique de deux souverainetés allemandes indépendantes est un fait inamovible et que la reconnaissance de ce fait en Europe de l'Est et de l'Ouest doit être ressentie comme un facteur de stabilisation pour notre continent ? Par ailleurs, la télévision est-allemande n'a consacré, mardi, qu'une minute et demie au voyage de M. Gorbatchev en RFA, à la fin des informations du soir. (AFP.)

La première visite du chef de l'Etat à Varsovie

## En Pologne, M. Mitterrand entend respecter un équilibre entre le pouvoir et Solidarité

(Suite de la première page.)

Le calendrier du voyage fut donc maintenu. Le président français arrive néanmoins à Varsovie à un moment délicat, où le pouvoir vaincu, mais qui reste le pouvoir, et l'opposition victorieuse, mais qui reste l'opposition, cherchent à définir leurs rapports.

Encore en état de choc devant l'ampleur de la déroute, le Parti communiste (POUP) n'a pas vraiment dressé son bilan. Mais l'humour est sombre puisque, loin de faire la distinction, pourtant dûment recommandée par M. Lech Walesa, entre les « bons » (les réformateurs) et les « mauvais » (les conservateurs), les électeurs polonais ont tout rejeté en bloc.

Plusieurs dirigeants, comme le premier ministre, M. Mieczyslaw Rakowski, préféreront donc ne pas se représenter au second tour, quitte à ne pas siéger à la Diète, même si M. Rakowski entend, apparemment, rester premier ministre. Déjà, des fuites à la direction du POUP laissent entendre qu'un congrès extraordinaire s'impose ou que l'éclatement et la création d'un nouveau parti sont inévitables. Bref, même si le général Jaruzelski affichait ces derniers jours, de Bruxelles à Londres, l'assurance d'un maître d'école dont les élèves ont agi, comme il dit, « sous le coup de l'émotion » (et ce d'autant plus facilement que sa place de maître d'école n'est pas remise en cause), l'état d'esprit parmi les dirigeants du parti n'est pas des meilleurs.

On devine, à la lecture du communiqué publié, mardi soir, par l'agence PAP à l'issue de deux jours de « consultations » des membres du comité central, une sorte de préparation à un plénum qui devrait se tenir avant la fin du mois. Les discussions de ces deux journées ont été marquées par le « sens des responsabilités », mais aussi par la « préoccupation et les critiques » des communistes polonais, qui ont remis en cause l'« efficacité du travail du parti, à tous les échelons ». De toute évidence, les « durs » du parti qu'on appelle ici le « béton », c'est-à-dire une bonne partie de l'appareil, relèvent la tête et demandent des comptes aux dirigeants réformateurs qui sont à l'origine de l'organisation de ces élections.

### Une confirmation

Du côté de Solidarité règne aussi, paradoxalement, un certain désarroi face à cette situation inédite, par laquelle non seulement la victoire ne donne pas le pouvoir — c'était, après tout, la règle du jeu — mais exige encore d'aider les vaincus à se redresser. La décision des principaux conseillers de Lech Walesa de permettre au pouvoir de remplir au second tour, moyennant quelques accommodements juridiques, les trente-trois sièges laissés vacants par la volonté des électeurs provoque de profonds remous au sein du mouvement, où beaucoup avaient déjà désapprouvé l'intervention du président de Solidarité appelant, la veille du scrutin, à soutenir les réformateurs du parti.

En outre, les contours de la « large coalition » proposée à l'opposition par le général Jaruzelski restent à définir, et plusieurs vues ont cours à Solidarité sur ce point. Comment rester dans l'opposition, ne pas se compromettre aux yeux de la population et, en même temps, « partager les responsabilités » avec un parti rejeté par les électeurs ? L'invitation du général aux dirigeants de l'opposition de venir dîner, tous

ensemble, avec le président Mitterrand fournit déjà un exemple des choix embarrassants dans lesquels va se trouver quotidiennement Solidarité.

M. Mitterrand aura donc besoin de toute son habileté et de ses talents d'improvisateur pour ménager les uns et les autres. En fait, l'Elysée voit dans les événements actuels de Pologne une confirmation de la voie choisie dès décembre 1985, lorsque le président de la République accueillait, sous la réprobation unanime, le chef de l'Etat polonais par la porte arrière de l'Elysée. Investi de la respectabilité d'élections « semi-démocratiques », même s'il les a perdues, le général Jaruzelski est à présent fréquentable au grand jour, et la France lui saura gré d'avoir tenu parole.

C'est aussi le chef de l'Etat français qui avait fait venir M. Lech Walesa à Paris pour son premier voyage à l'étranger après la loi martiale, en décembre dernier. Mais, en dépit des élections, Solidarité reste l'opposition aussi aux yeux de l'Elysée, qui a — jusqu'ici en tout cas — jugé préférable de repousser une demande d'interview du quotidien d'Adam Michnik, *Gazeta*, une tribune que le premier ministre, M. Rakowski, lui, n'avait pourtant pas dédaignée avant le premier tour.

Les autorités de Varsovie ont donc tout lieu de se féliciter de l'arrivée de M. Mitterrand à un moment où la position du général Jaruzelski, qui affirme n'avoir toujours pas décidé s'il serait candidat à la présidence de la République d'ici à deux ou trois semaines, a grand besoin d'être renforcée, y compris au sein de son propre parti. Une petite phrase de l'interview du président français à la télévision polonaise, diffusée mardi soir, relevant la « compétence » des dirigeants polonais, a ainsi été particulièrement appréciée.

Le parti et Solidarité ont cependant une prière commune à l'égard de la France : les aider afin que la catastrophique situation économique de la Pologne ne fasse pas exploser ces fragiles compromis politiques. « Vous ne pouvez pas faire l'Europe sans nous », s'est écrié, dimanche 11 juin sur TF1, le professeur Geremek, l'un des principaux stratèges de Solidarité.

Les Polonais sont résolument tournés vers l'Europe, et plus encore vers la France qui a là, effectivement, une excellente occasion de mettre en application cette idée de « rapprochement des deux Europe » chère à M. Mitterrand. Celui-ci pourrait donc annoncer à Varsovie une aide financière, peut-être plus concrète que celles promises jusqu'ici, notamment par M. Margaret Thatcher. Les Britanniques ont fait valoir, ce week-end, que leur soutien aux revendications financières de la Pologne — dont la dette s'élève à plus de 39 milliards de dollars — visait à encourager le processus démocratique.

Car, pour l'instant, il n'y a aucune garantie que ce processus sera mené à bien. Le général Jaruzelski s'est soigneusement abstenu de dire que son parti céderait le pouvoir s'il perdait les prochaines élections. Il a même pris la peine de souligner que cet engagement ne figurait pas expressément dans les accords de la table ronde. Il est vrai que, dans le monde communiste, cela ne s'est encore jamais vu.

SYLVIE KAUFFMANN.

### Le programme du séjour

Le président de la République, qui est accompagné de MM. Roland Dumas, Pierre Bérégovoy, Pierre Joxe, Jack Lang, Jean-Marie Rausch et Jacques Chirac, devait s'entretenir, au cours du premier jour de sa visite, avec le général Jaruzelski, le premier ministre, M. Rakowski, et le cardinal primat de Pologne, Mgr Glemp. Il était convié par le chef de l'Etat polonais à un dîner auquel ont été invités également des représentants de l'opposition.

Le président de la République se rendra jeudi à Gdansk, où il recevra à déjeuner, dans un restaurant de la ville, M. Lech Walesa et une délégation de Solidarité. Vendredi, après être allé se recueillir dans les camps d'extermination d'Auschwitz et de Birkenau, il rencontrera les étudiants de l'université Jagellon à Cracovie, puis regagnera Varsovie pour un dernier entretien avec le général Jaruzelski.

### La déclaration conjointe

## « Le droit de tous les peuples et de tous les Etats à décider librement de leur destin doit être assuré »

Voici les principaux extraits de la déclaration germano-soviétique signée mardi 13 juin par MM. Gorbatchev et Kohl :

La République fédérale d'Allemagne et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont d'accord pour reconnaître qu'à la veille de l'an 2000, l'humanité est appelée à relever des défis historiques. Des problèmes qui revêtent une importance vitale pour tous ne peuvent être résolus qu'avec la coopération de tous les Etats et de tous les peuples. C'est pourquoi une nouvelle pensée politique s'impose.

L'homme, sa dignité et ses droits et le souci d'assurer la survie de l'humanité doivent être au centre de la politique.

Le potentiel énorme de forces et de capacités créatrices dont disposent l'individu et la société moderne doit profiter à la sauvegarde de la paix et à la prospérité de tous les pays et de tous les peuples.

Toute guerre, qu'elle soit nucléaire ou conventionnelle, doit être empêchée, les conflits qui surviennent dans différentes régions du monde doivent être réglés et la paix doit être maintenue et concrètement mise en œuvre.

Le droit de tous les peuples et de tous les Etats à décider librement de leur destin et à conduire souverainement leurs relations mutuelles sur la base du droit international doit être assuré. La primauté du droit international doit être garantie en politique intérieure et internationale. (...)

Les deux parties sont déterminées à assumer les responsabilités qui découlent de la reconnaissance de cet état de fait. Les différences qui continuent d'exister entre les systèmes de valeurs et les ordres politiques et sociaux ne constituent pas un obstacle à la conception d'une politique d'avenir dépassant les frontières des systèmes.

« Surmonter la séparation de l'Europe »

L'Europe est appelée à jouer un rôle éminent dans la construction d'un avenir pacifique. Bien que le continent ait été séparé pendant des décennies, la conscience d'une identité et d'une communauté européennes est restée vivante et s'affirme de plus en plus. Ce développement doit être encouragé.

La République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique considèrent que la tâche essentielle de

leur politique est de renouer avec les traditions européennes historiques et de contribuer ainsi à surmonter la séparation de l'Europe. Elles sont déterminées à élaborer ensemble des conceptions qui permettront d'atteindre cet objectif en construisant une Europe de la paix et de la coopération — un ordre de paix européen ou la maison européenne commune — où les Etats-Unis et le Canada auront également leur place. L'acte final de la CSCE, dans toutes ses parties, et les Documents de clôture de Madrid et de Vienne définissent la marche à suivre pour réaliser cet objectif.

L'Europe, qui a le plus souffert des deux guerres mondiales, doit donner au monde un exemple de paix stable, de bon voisinage et de coopération constructive qui conduisent tous les Etats, indépendamment de la différence des systèmes sociaux, à user de leurs capacités pour aboutir à une prospérité partagée. Les Etats européens peuvent et doivent vivre ensemble sans avoir peur les uns des autres et pratiquer une concurrence pacifique.

La construction de l'Europe de la paix et de la coopération doit notamment comprendre les éléments suivants :

- le respect sans réserves de l'intégrité et de la sécurité de chaque Etat. Chacun a le droit de choisir librement son système politique et social. Le respect sans réserves des principes et des normes du droit international, notamment le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ;

- la poursuite énergique du processus de désarmement et du contrôle des armements (...)
- le dialogue intense englobant tous les thèmes aussi bien classiques que nouveaux portant sur les relations bilatérales et multilatérales, y compris les rencontres régulières au plus haut niveau politique ;

- la mise en œuvre des droits de l'homme et l'encouragement de l'échange d'individus et d'idées. Cela suppose le développement des jumelages entre les villes, les liaisons de communication et d'information, des contacts culturels et des sports, la promotion de l'enseignement des langues ainsi qu'une attitude bienveillante dans les questions humanitaires, y compris la réunion des familles et les déplacements à l'étranger ;

- le développement de contacts directs entre les jeunes et l'engage-

ment des générations suivantes à construire un avenir pacifique ;

— la large coopération économique dans l'intérêt de chacun qui renferme aussi de nouvelles formes de coopération (...)

— l'établissement progressif d'une coopération à l'échelle européenne dans différents domaines, notamment les transports, le secteur économique de l'énergie, la santé publique, l'information et la communication ;

— la coopération écologique intensive (...)

— le respect et l'entretien des cultures historiques et traditionnelles des peuples de l'Europe. (...) Les minorités nationales en Europe font partie intégrante de cette richesse de leur culture. Leurs intérêts légitimes méritent d'être protégés. (...)

« Préserver la paix avec moins d'armes »

La République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique déclarent que l'on ne doit pas assurer sa propre sécurité aux dépens de la sécurité des autres. C'est pourquoi elles ont pour but d'éliminer les causes de la tension et de la défiance grâce à une politique constructive et tournée vers l'avenir de telle sorte que le sentiment de menace qui subsiste encore aujourd'hui puisse être peu à peu remplacé par un climat de confiance mutuelle.

Les deux parties reconnaissent que chaque Etat, indépendamment de son importance et de son orientation idéologique, peut faire valoir des intérêts de sécurité légitimes. Elles condamnent les viols de supériorité militaire. La guerre ne doit plus être un instrument de la politique. La politique de sécurité et la planification des forces armées doivent servir à réduire et à éliminer le danger de la guerre et à résoudre les conflits avec moins d'armes. Ceci exclut la course aux armements.

Les deux parties aspirent à éliminer par la voie d'accords contraignants et sous un contrôle international efficace des asymétries existantes et à réduire les potentiels militaires pour atteindre un équilibre stable à un niveau inférieur qui soit suffisant pour se défendre mais pas pour attaquer. Les deux parties considèrent, notamment, qu'il est particulièrement important d'exclure que les forces armées soient capables de lancer une attaque par sur-

prise et de déclencher une action offensive de grande envergure.

La République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique sont partisans :

- d'une réduction de 50 % des armements stratégiques offensifs américains et soviétiques ;

- de solutions américano-soviétiques unanimes à l'issue des négociations nucléaires et spatiales ; cela s'applique également au respect du traité ABM ;

- de l'instauration d'un équilibre stable et sûr des forces conventionnelles à des niveaux inférieurs ainsi que d'un accord sur de nouvelles mesures de confiance et de sécurité dans toute l'Europe ;

- d'une interdiction des armes chimiques dans les plus brefs délais qui soit universelle, générale et soumise à un contrôle efficace ;

- d'un accord sur une interdiction des essais nucléaires qui soit fiable et vérifiable. (...)

- de la création de nouvelles mesures de confiance, de plus de transparence des potentiels et des budgets militaires, ainsi que de mécanismes internationaux efficaces destinés à faire face aux crises, y compris celles à l'extérieur de l'Europe. (...)

Le traité de Moscou du 12 août 1970 reste la base des relations entre les deux Etats. Les deux parties mettront pleinement à profit les possibilités qui ont été prévues dans le cadre de ce traité et des autres accords. (...)

Berlin (Ouest) participe au développement de la coopération sur la base du strict respect et de l'application intégrale de l'accord quadripartite du 3 septembre 1971.

La République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique sont déterminées à poursuivre dans tous les domaines le développement de leurs relations en faisant confiance à la prévisibilité à long terme de leur politique respective. Elles désirent que l'essor de leurs relations devienne stable et durable.

Cette politique tient compte des obligations qui émanent des alliances et des traités respectifs. Elle n'est dirigée contre personne. Elle correspond au désir profond et largement partagé des peuples de la région de l'entente et la réconciliation les blessures du passé et de construire ensemble un avenir meilleur.

ملفات الامن



مكتبة امين، الأصل

## Asie

CHINE : la répression de la contestation

# M. Li Peng s'emploie, avec difficulté, à renforcer son emprise sur l'appareil

Les blindés qui gardaient encore ces jours-ci l'entrée de la Cité interdite, au nord de la place Tiananmen, ont finalement quitté les lieux, dans la nuit du mardi 13 au mercredi 14 juin, tandis que le dispositif commençait à s'alléger dans certains quartiers de la capitale chinoise. Cependant, deux journalistes américains, l'un de la radio Voice of America et l'autre de l'agence Associated Press, ainsi qu'un journaliste britannique de la BBC, se sont vu notifier mercredi après-midi une mesure d'expulsion. Deux correspondants de l'Agence France-Presse ont, pour leur part, été interpellés et interrogés pendant une heure pour avoir enfreint, dans leurs activités, les dispositions de la loi martiale.

PÉKIN  
de notre correspondant

Si M. Li Peng avait voulu démontrer que, dix jours après l'intervention de l'armée à Pékin, il fait face à d'énormes résistances pour s'imposer à l'appareil du pouvoir, il se serait pas pris autrement. Son discours, mardi 13 juin, devant une assemblée de responsables du Parti communiste et du gouvernement — sa première

intervention substantielle depuis le 25 mai — montre les difficultés qu'il va devoir surmonter pour consolider son pouvoir.

La première est la prétexte même de la réunion : il s'agissait d'entendre, de la bouche de M. Qiao Guh, l'autre membre de cette direction bi-céphale qui commence à se mettre en place au nom de la vieille garde du régime, le discours prononcé par M. Deng Xiaoping, le 9 juin, lors de sa

réapparition surprise devant une brochette de hauts responsables militaires (le Monde du 10 juin). Dans ses remarques liminaires, M. Li Peng a clairement fait comprendre qu'il comptait exploiter à fond la légitimité que lui confère l'assentiment de M. Deng à ses initiatives, face à un appareil traversé de profondes divergences. Le premier ministre, devenu de facto pour l'instant le numéro un du parti, a lancé un appel à tous les organes du pouvoir pour qu'ils adoptent « un point de vue unifié sur la base du discours de M. Deng » quant à la décision de réprimer violemment la « rébellion contre-révolutionnaire ». Il s'agit, a-t-il insisté, d'une « question de vie ou de mort pour le parti et l'Etat ».

Le chef du gouvernement a livré ses intentions sans équivoque : la « stratégie » de la place Tiananmen, a-t-il dit, n'est qu'une « victoire initiale » qu'il convient de confirmer en « frappant des coups incessants contre les rebelles contre-révolutionnaires ». Pour cela, M. Li Peng a exhorté les organes de la presse officielle à « s'ali-

guer rapidement sur la position du parti et du peuple » — c'est-à-dire la sienne propre — et à « redoubler d'efforts afin de propager les principes du comité central » en « exposant les crimes des rebelles contre-révolutionnaires et en fournissant au peuple l'inspiration nécessaire à remporter la victoire finale dans l'écrasement de la rébellion ».

Reproches  
à la presse

La presse écrite n'a pas cité une phrase révélatrice prononcée par M. Li Peng et que la télévision n'avait pu capter : il reprochait à « certaines chaînes de télévision et à certains journaux » de n'avoir pas fait « un bon travail ». Il ne pourra pas adresser cette critique à la télévision nationale ou aux journaux pour ce qui concerne les appels à la délation des principaux responsables du mouvement étudiant qui a précipité la crise. Les Chinois de vingt et un suspects recherchés par la police pour leur appartenance au syndicat autonome des étudiants des universités de Pékin au cours de l'agitation d'avril-mai (nos dernières éditions du 14 juin). La circulaire du bureau municipal de la sécurité publique, photos d'identité à l'appui, fournit la liste signalétique de chacun des dirigeants du mouvement étudiant, y compris leur éventuel accent provincial. A l'exception d'une femme, chercheur à l'Académie des sciences sociales, M<sup>me</sup> Wang Chaohua, âgée de trente-sept ans, tous sont des jeunes âgés de dix-neuf à vingt-huit ans. Outre les noms les plus connus, ceux de MM. Wang Dan et Wu'er Kaixi, ainsi que M<sup>me</sup> Chai Ling, on y trouve des étudiants dans des disciplines couvrant tout le spectre universitaire.

C'est la première fois dans l'histoire de la Chine de ce siècle qu'un pouvoir politique s'en prend ainsi directement à des jeunes gens représentatifs d'une future élite, incarnant potentiellement cet espoir immense qu'étaient fait naitre, ici et dans le monde, les réformes de M. Deng Xiaoping il y a dix ans. Il ne fait guère de doute que cette attaque va ajouter, au traumatisme de l'écrasement sanglant de l'insurrection de son intervention : « Nous adhérons à une politique étrangère indépendante et pacifique, et notre politique d'ouverture sur le monde extérieur ne changera pas. »

Les reproches du premier ministre à la presse sont, d'une certaine façon, justifiés. L'hébdomadaire Beijing Information a ainsi cru bon, cette semaine, dans sa livraison « bouclée » après la tragédie du 3 juin, de citer un article de la revue Construction du parti établissant des parallèles peu flatteurs pour le PCC par rapport à son homologue soviétique et à ses alliés dans la composition de ses effectifs. On y apprend, par exemple, que le PC chinois, fort de 47,7 millions de membres, est composé de 7,7 % d'illettrés, que 28,5 % seulement de ses membres ont reçu une éducation allant jusqu'au stade supérieur du secondaire (contre 40 % en Allemagne de l'Est et 52,6 % en Union soviétique).

Transiger  
avec le parti

Si le niveau d'instruction n'est donc pas particulièrement favorable à des jeunes gens comme les agitateurs étudiants, l'âge des membres du parti, en revanche, peut jouer fortement contre M. Li Peng. Les membres du PCC qui y ont adhéré avant la prise du pouvoir, en 1949, ne représentent plus, en effet, que 5 % de l'effectif total. La tranche d'âge la plus fortement représentée est celle de la vie active, allant de trente à cinquante-cinq ans, tandis que la jeunesse (au-dessous de trente-cinq

ans) est, avec une proportion de 27 % du total, déjà numériquement plus forte que la génération de ses parents (20 % de plus de cinquante-cinq ans). Enfin, un tiers des membres du parti ont été recrutés après la révolution culturelle, et tout indique que les critères de sélection sont fort différents du discours actuel du pouvoir.

M. Li Peng, lui-même ingénieur diplômé en Union soviétique, va donc devoir transiger, face à un parti qui n'est plus du tout décidé à redorer cet idéal des communistes de la première génération, celui de la machine. En outre, il devra tenir compte de ce que le PCC ne représente numériquement que 4,5 % de la population (22 % en Allemagne de l'Est, 14 % en URSS). Le reste de la population adhère dans une faible mesure aux « organisations de masse » sur lesquelles M. Li Peng ne peut pas vraiment compter : la Ligue de la jeunesse, la Fédération des syndicats et la Fédération des femmes ont, certes, donné leur aval à son action ces derniers jours, mais leurs bases sont traversées de courants antithétiques à ce « libéralisme bourgeois » dont a peur la vieille garde du régime.

La prestation télévisée du premier ministre, mardi, témoignait déjà d'une prise de conscience de ces problèmes. Loin du style emporté qu'il affichait depuis son fameux « dialogue » avec ces mêmes étudiants qu'il fait aujourd'hui rechercher par la police, M. Li Peng est apparu plus posé, parlant d'une voix posée et sans gestes outranciers. Il restait, cependant, que l'usage qui a été ainsi un temps projeté, tant pour la consommation intérieure qu'à l'étranger, de l'homme qui se fait l'interprète des dernières volontés de M. Deng cadre particulièrement mal avec les aspirations profondes du pays et même de l'appareil dont il s'efforce de prendre le contrôle.

FRANCIS DERON.

## Les conservateurs communistes face aux réformes

(Suite de la première page.)

Lors de la conférence nationale du parti, il y a un an, M. Gorbatchev avait secoué son monde en exigeant que les premiers secrétaires de région et de ville soient aussi les présidents de leurs soviets correspondants, tout comme lui-même, secrétaire général du parti, et maintenant président du Soviet suprême à l'échelon fédéral. Ce principe du cumul ou du double mandat avait été ratifié non sans protestation ni atténuation (la résolution de la conférence l'instaure « en règle générale »), mais elle a pour conséquence que le chef local du parti qui ne peut présider son soviét parce qu'il a été battu par les électeurs ne peut pas non plus exercer les fonctions de premier secrétaire.

Les élections locales  
ajournées en URSS

C'est un arrêt de mort non plus seulement pour les trente-huit premiers secrétaires de région qui ont été battus ce printemps lors de l'élection au congrès des députés, mais pour une très grande majorité de leurs cent vingt et quelques collègues. L'expérience montre en effet que l'appétit est venu au mangeant : au public soviétique, déjà les seconds tours et les scrutins partiels organisés pour le congrès des députés ont vu les réformateurs triompher beaucoup plus largement qu'au premier tour du 26 mars. Les élections locales devraient confirmer cette tendance et les intéressés le savent bien, comme en témoignent les échanges qui ont eu lieu le 25 avril dernier, lors d'une session du comité central, entre Mikhaïl Gorbatchev et Vladimir Melnikov, premier secrétaire de la région des Komis (un proche, au demeurant, du secrétaire général).

— Melnikov : « De nouvelles élections nous attendent. Les secrétaires de comités de ville et de canton déclarent aujourd'hui qu'ils n'iront pas à ces élections dans cette situation, car ils sont sûrs, à 100 %, de ne pas être élus. »

— Des voix dans la salle : « Juste ! »

— M. Gorbatchev : « Vous dites : Juste ! Alors, le parti devrait refuser de participer à la direction du pays et aux élections ? »

Malgré cette rebuffade du secrétaire général, les apparatchiks ont marqué un point. Ces élections, qui devaient se tenir de manière légèrement anticipée cet automne (ainsi en avait décidé la conférence du parti), ont été ajournées, juste après cette discussion au comité central, à leur terme normal du printemps 1990. M. Gorbatchev a justifié ce report par la nécessité de « revoir et améliorer la loi électorale ». Il est vrai que la loi qui a régi les élections au congrès est pleine d'ambiguïtés et d'imperfections. Mais l'on peut se demander si cette révision ne va pas consister à verrouiller encore davantage — même si l'on ne voit pas encore très bien comment — la position des apparatchiks locaux, voire à revenir à un système électoral proche de l'ancien. C'est pour eux une question de vie ou de mort.

La salafte  
alliance

Les « perestroïkistes » soviétiques que l'on peut rencontrer ces temps-ci à l'occasion de leurs tournées de plus en plus nombreuses en France et dans d'autres pays admettent ces difficultés. Mais ils estiment généralement que l'évolution est maintenant irréversible, que les conservateurs sont ligotés et impuissants.

On se permettra de ne pas partager tout à fait cet optimisme : il rappelle l'assurance avec laquelle les intellectuels tchécoslovaques, au printemps 1968, affirmaient que Brejnev ne pouvait rien faire contre le « prin-

temps de Prague », les conservateurs locaux « ne pouvant aller à l'encontre des vœux de la population unanime ». Bien sûr, il n'y a pas derrière M. Gorbatchev de « grand frère » pour faire pression sur lui. Mais les événements de Chine constituent tout de même un exemple éloquent, moins d'ailleurs par la façon dont a été menée l'insurrection que par le retour aussi brutal qu'inattendu du régime de l'appareil sous son masque le plus rétrograde, avec ses slogans les plus éculés.

Or c'est précisément ce langage que n'hésitent pas à employer les conservateurs soviétiques. On l'a vu dans les dernières journées du congrès des députés, mais aussi au sein du comité central déjà cité. Celle-ci avait attiré l'attention à l'époque du fait du coup de balai qui avait chassé du Parlement du parti une bonne centaine d'« âmes mortes », mais elle avait donné lieu à un extraordinaire déballage de griefs, tous dans le sens conservateur, contre la direction. Ce n'est pas un hasard, mais un membre bien en selle de l'appareil, le tout nouveau chef du parti en Azerbaïdjan, qui avait parlé de « sida idéologique » pour dénoncer les méfaits de la glasnost. Lui-même et beaucoup d'autres avaient appelé à une énergie que reprise en main du parti, voire de la mobilisation de « milices ouvrières », pour « sauver le socialisme ». Là encore, un langage et des pratiques qui rappellent ce que l'on avait vu et entendu à Moscou et à Prague en août 1968.

On a pu noter aussi, dans ce chœur des lamentations du 25 avril, quelques discrets appels du pied aux militaires. Un premier secrétaire régional a pris la défense de l'armée et de son « corps d'officiers », qu'il estime injustement mis en cause par le débat sur l'armée de métier, par les intrusions excessives de la gendarmerie dans les affaires militaires et les unités d'armement, etc. Le même phénomène a pris une tournure encore plus spectaculaire au congrès des députés, lorsqu'un chœur de voix indignées s'est soudain élevé pour accuser Andreï Sakharov d'avoir mis en cause l'honneur de l'armée rouge en Afghanistan : l'occasion était trop bonne de souder une sainte alliance de « salut national » entre les militaires, les conservateurs du parti et les superpatriotes russes, dont l'écrivain Raspoutine s'était fait le porte-parole à la même tribune.

Le général  
Gromov ?

C'est ici que le débat revient à l'« exemple chinois ». « La seule chose qui puisse désormais changer le cours de la perestroïka, concèdent les optimistes cités plus haut, c'est un putsch militaire. » Un nom commence même à circuler, à titre tout à fait spéculatif bien entendu : celui du général Gromov, le jeune et brillant commandant des troupes soviétiques en Afghanistan et sa fière image, au moment où il franchissait le dernier le « pont de l'amitié » lors du retrait de son contingent en février, a fait le tour du monde. Depuis, le général Gromov a reçu le commandement de l'importante région militaire de Kiev : un poste prestigieux pour son âge, notent certains experts, mais tout de même à prudente distance de Moscou.

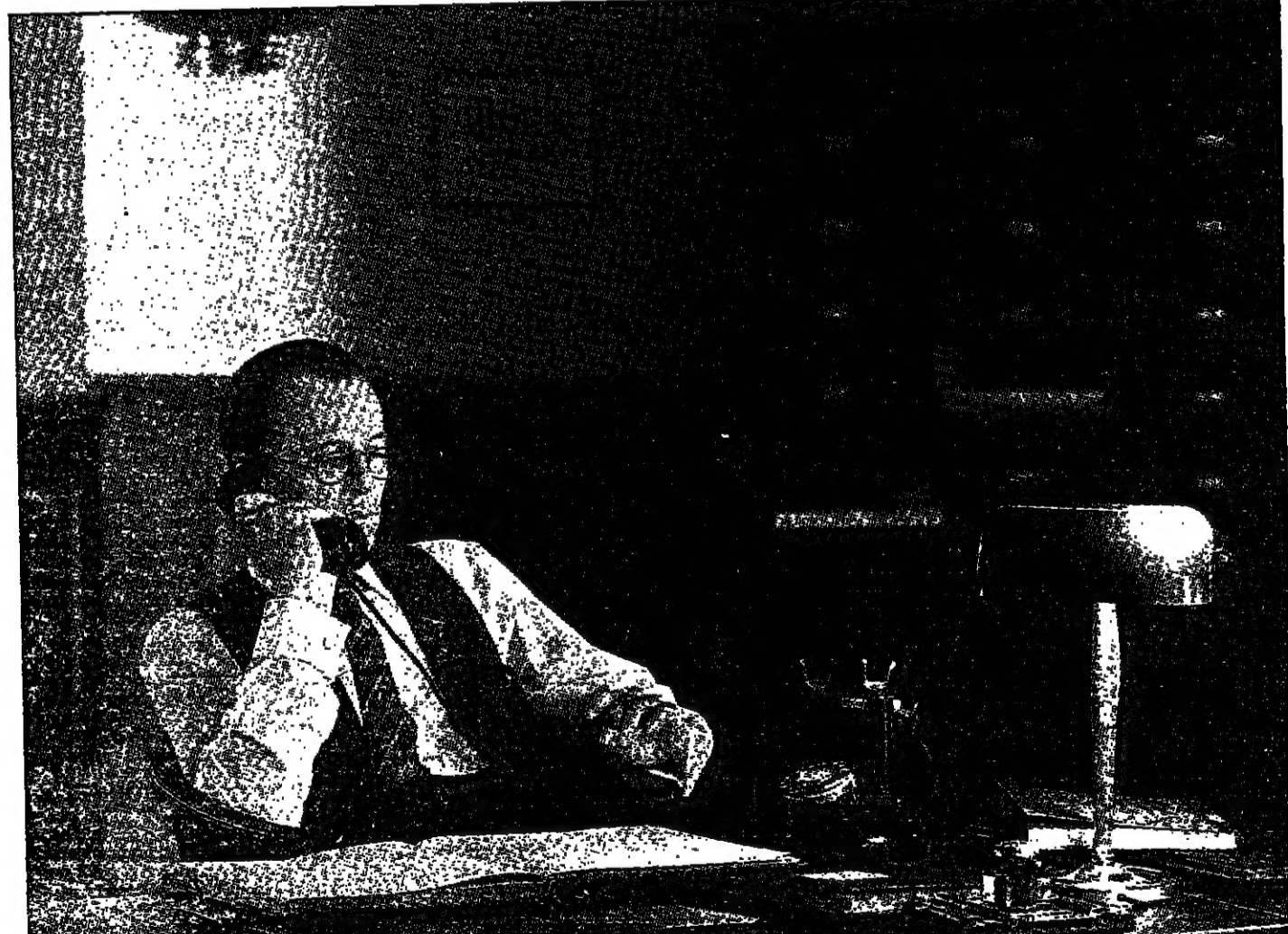
En tout état de cause, cette « hypothèse » encore très théorique ne doit pas être absente des calculs de ce redoutable manipulateur du pouvoir et d'appareil qu'est M. Gorbatchev. Il n'en est pas moins condamné à piloter sur le fil du rasoir une situation très ambiguë, faite de la coexistence au sein d'un même Etat d'au moins trois forces concurrentes et hostiles : une quasi-

liberté de presse et un début de parlementarisme d'un côté, un appareil de parti et une administration d'Etat aux pouvoirs à peine entamés de l'autre, enfin des mouvements nationalistes en pleine poussée.

Cet état de choses était peut-être inévitable, mais il n'aura de sens que s'il n'est qu'une transition entre l'ancien système stalinien-brejnevien et quelque chose qui devrait déboucher sur une vraie démocratie, donc sur la défaite de cette branche essentielle du pouvoir que sont les appareils existants. Autant dire que cette situation est instable, voire explosive.

MICHEL TATU.

## 1930. LE TELEPHONE DEVENAIT L'OUTIL INDISPENSABLE DE TOUTES LES ENTREPRISES.



## CHAQUE JOUR,

Fin 1989, la France disposera d'un parc de 350 000 télécopieurs. Les entreprises des principaux pays industrialisés s'équipent, elles aussi, à grande vitesse. Des prix plus bas, un choix plus grand, des performances accrues : chaque entreprise est sûre de trouver l'équipement qui lui convient. Les nouvelles technologies de l'électronique et des télécommunications se conjuguent pour répondre à tous les besoins. Aujourd'hui, en France, il y a deux sortes d'entreprises : celles qui ont la télécopie, et celles... qui vont l'avoir.

CHARNIER PAINSON  
Consultants



## Asie

## et ses conséquences

## Quand les enfants recommencent à dénoncer leurs parents

PÉKIN  
de notre correspondant

On n'a pas vu un ministre de la République populaire de Chine chanter en public depuis la révolution culturelle. C'est chose faite maintenant, aux accents martiaux — loi oblige — de « Sans le parti communiste, il n'y aurait pas de nouvelle Chine », entonné par le ministre de l'éducation, M. Li Tieying, devant les caméras de la télévision officielle lundi 12 juin, alors qu'il rendait visite à une école secondaire de Pékin. Le coup de force de M. Li Ping a remis en marche les rouages d'une vieille mécanique qu'on croyait pour toujours renversée au grenier de l'histoire, le psychodrame machiavélique, sans Mao Zedong.

Sur les petits écrans, c'est le retour des petits chefs de quartier, des surveillants d'usine, des activistes d'une révolution quadragénaire qui s'est sentie atteinte au plus profond d'elle-même par le défi de la modernité. Le talent des hommes jouant dans ce drame en rôle central de surveillance — se mesure à sa capacité d'annoncer tous les slogans de la presse officielle dans un ordre répondant à une certaine logique, celle du pouvoir : « Il faut soutenir le discours de Deng Xiaoping, car ce n'était pas une révolte populaire mais une rébellion contre-révolutionnaire », dit cette quinquagénaire au visage d'écouter perçé d'un regard inquiet.

C'est aussi le défi sur une échelle sans précédent des arrestations de malfaiteurs qu'on assimile à la révolte étudiants, et dont le commentaire, prononcé d'une voix

qui évoque plus le compte-rendu de police que l'information, énonce les crimes en précisant le lieu, le jour, le nom du quartier X, dans le journal du 3 juin qui a précédé la charge militaire.

Le ministre de l'éducation, qui avait vingt-neuf ans lorsque éclata la révolution culturelle en 1966, a ressorti des placards un autre slogan de l'époque maoïste, « Compter sur ses propres forces », dont il a vanté les mérites aux enfants qui l'écoutaient attentivement, tandis que, debout sur la scène de l'école, le personnel enseignant était figé au garde-à-vous. Les enfants sont la cible privilégiée de cette gigantesque manipulation de masse qui se déploie : on a même vu, à la télévision, l'un d'entre eux dénoncer ses parents pour avoir pris part à l'agitation.

Dit que cette propagande télévisée est passée serait une flote. Mais elle est — hélas ! — précieuse pour les journalistes étrangers qui n'osent plus rencontrer leurs amis chinois de peur de leur attirer des ennuis, et ont l'impression de vivre dans une bulle — celle des ghettos diplomatiques ou des hôtels, — au milieu d'un milliard de gens qui ne demanderaient qu'à les rencontrer.

C'est par son volume extraordinaire que cette propagande se distingue le plus : le journal télévisé de lundi a battu tous les records de durée avec pas moins de cent deux (102) minutes consacrées à la répression et à la situation intérieure. Après le mutisme des jours qui ont suivi l'entrée des troupes à Pékin, c'est la logorrhée des répressions du pouvoir, détenteur du monopole de la parole.

F.D.

## Renouvellement des visas des étudiants en France

La France a décidé de renouveler tous les visas des étudiants chinois en France afin de leur permettre de voir la tournée dans leur pays, a annoncé, mercredi 14 juin, le porte-parole du gouvernement, M. Louis Le Penec, à l'issue du conseil des ministres.

Cette mesure touche environ trois mille étudiants. Un problème risqué cependant de se poser rapidement pour ceux dont la bourse sera suspendue par le gouvernement chinois et qui ne disposeront plus d'aucune ressource.

D'autre part, après les étudiants chinois de Grande-Bretagne et des Etats-Unis, ceux qui se trouvent au Canada — environ quatre mille — craignent pour la sécurité de leur famille restée en Chine. Dans ces pays, certains ont été menacés par leur ambassade de mesures de représailles contre leurs parents à la suite de leur participation à des manifestations contre la répression. En Australie, la plupart des quelques cinq

mille cinq cents étudiants chinois ont demandé un permis de résidence. Ils craignent pour leur vie s'ils étaient forcés de rester chez eux et affirment qu'il existe un réseau secret chinois en Australie pour espionner leurs activités.

Aux Etats-Unis, le département d'Etat a critiqué la vague d'arrestations en Chine. « La détention et l'arrestation de gens pour avoir exercé les droits de l'homme élémentaires de liberté d'expression et d'association est contraire aux principes internationaux reconnus », a déclaré un porte-parole. Washington accordera des visas de « tourisme » aux Chinois voulant quitter leur pays et qui font la queue devant l'ambassade américaine à Pékin et les consulats de province.

Enfin, un diplomate chinois en poste à Londres a demandé asile au gouvernement britannique et quatre ressortissants chinois ont fait de même en Suède. — (AFP, Reuters, UPI, AP.)

Deux grands sinologues américains sont décédés ces derniers jours. — Deux sinologues, le professeur Owen Lattimore, le 31 mai à Providence, aux Etats-Unis, et l'écrivain Jack Belden, le 3 juin, en France, des suites d'un cancer du poulmon.

Owen Lattimore, né en 1900, a été à la fois un historien de la Chine et de la Mongolie, un ethnologue, un grand voyageur et un analyste politique chargé de mission en Chine, où il avait passé son enfance, par le président Roosevelt. Il fut professeur à l'université John Hopkins de Baltimore, puis à l'université de Leeds (Grande-Bretagne) et directeur de l'Ecole des hautes études à Paris. Après la guerre, il avait été victime de la chasse aux sorcières, tout comme Jack Belden. Owen Lattimore, qui mourait

parfaitement le français, avait publié, au Seuil en 1966, *Mongolie, nomades et communistes*.

(Jack Belden était davantage un aventurier : arrivé en Chine en 1933 à l'âge de vingt-deux ans, journaliste à Shanghai, il fut le seul correspondant de guerre à suivre la retraite de Birmanie devant les Japonais en 1942, avant de couvrir le débarquement américain en Sicile et la Libération de Paris. Mais le livre qui le rendit célèbre, *La Chine devant le monde*, fut écrit après la guerre : ce témoignage sur deux années passées dans les zones communistes pendant la guerre civile fit connaître au monde entier l'arrivée de la révolution dans les campagnes chinoises. Retiré en France, il s'était mis à écrire des romans. Son premier roman, *The Asiatique*, publié en 1935, avait été traduit en dix-sept langues et avait été de grande écriture comme Gide ou T.S. Eliot.)

## Pékin s'efforce de rassurer ses partenaires commerciaux

Pour tenter de contrebalancer l'image d'instabilité donnée par l'intervention de l'armée et l'exode massif des étrangers, les dirigeants chinois s'efforcent de rassurer leurs partenaires économiques étrangers, affirmant que leur « politique de réformes et d'ouverture au monde extérieur » restera inchangée. Le président de la Banque de Chine a déclaré, lundi 12 juin, à la télévision, que son pays s'acquitterait de sa dette extérieure : « Quelles que soient les circonstances, la Banque de Chine préservera sa réputation locale et internationale. Les lettres de crédit seront payées. »

Cependant, même si un certain nombre d'hommes d'affaires japonais et américains en particulier restent optimistes, la RFA a suspendu la signature des accords sino-allemands sur l'aide au développement, gelant en fait des crédits d'un montant de 220 millions de marks. Les Etats-Unis envisagent une série de sanctions économiques et les pressions du Congrès dans ce sens sont fortes. Le sénateur républicain Lugar a déclaré que, « pour des raisons pratiques, les affaires avec la Chine sont au point mort. Il n'y a plus de nouveaux investissements et ceux qui sont déjà là-bas ne savent

même plus s'ils retourneront à leur bureau ». Le département du commerce est, d'autre part, revenu sur l'accord d'un montant d'un demi-milliard de dollars pour la fourniture de pièces servant à la construction de centrales nucléaires.

Au Japon, le porte-parole du ministère des affaires étrangères a avancé le chiffre de deux mille six cents victimes de la répression et « refusé d'accepter l'explication » officielle de Pékin selon laquelle il n'y aurait en aucun cas de place Tiananmen, ajoutant que son gouvernement n'avait pas l'intention pour le moment d'autoriser, de nouveau, l'envoi de missions commerciales et d'aide en Chine.

Par ailleurs, en Chine, le gouvernement a décidé de payer avec des certificats de reconnaissance de dettes ses achats aux agriculteurs, en dépit de l'opposition de ces derniers, qui demandaient à être réglés en espèces. Le gouvernement ne dispose, en effet, que de la moitié de l'argent nécessaire (10 milliards de yuans au lieu de 20) pour financer ses approvisionnements en céréales, huile, thé et soie. — (AFP, UPI, Reuters, AP.)

## La conférence de Genève sur les réfugiés indochinois

## 90 % des « boat people » sont menacés de rapatriement forcé

GENÈVE  
de notre correspondant

La conférence internationale sur les réfugiés indochinois, ouverte au Palais des Nations de Genève mardi 13 juin, aurait pu être celle de la dernière chance pour les dizaines de milliers de réfugiés dont personne ne semble plus vouloir (le Monde du 13 juin). Or, dans le meilleur des cas, elle n'aura été que celle du saut pour ceux qui sont menacés d'un rapatriement forcé.

Au cours de cette réunion — qui a porté à sa présidence le ministre malaisien des affaires étrangères, M. Abu Hassan, — on a certes évoqué l'éventualité du rapatriement volontaire. On savait bien, cependant, qu'en dépit des efforts déployés de toutes parts, seuls quarante-cinq réfugiés ont accepté de rentrer au Vietnam le 12 mars et soixante-trois autres le 12 mai. Et cela, malgré la large publicité donnée au protocole d'accord conclu, le 13 décembre 1988, entre le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et le Vietnam.

D'autre part, seulement 10 % des Indochinois arrivés dans un pays de premier accueil pourraient bénéficier du statut de réfugié. Les autres devraient, selon les décisions prises par la quasi-totalité des pays, s'en retourner chez eux. Ce principe étant acquis, la question primordiale pour la conférence — à part celles qui touchent aux modalités de « départ » — est celle des délais d'exécution.

## « Les temps ont changé »

Dans son discours d'ouverture, M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, a demandé aux gouvernements « de faire preuve de modération et de résister à la tentation de s'attaquer au problème unilatéralement ». Tout en admettant que l'accélération des départs du Vietnam « a pu donner le sentiment qu'il était urgent d'agir » et en évoquant « les tristes réalités économiques et sociales [qui] ont aggravé le problème », il a précisé : « Je ne doute pas non plus que l'assistance humanitaire et les autres formes d'assistance seront élargies en vue de faciliter la réintégration des rapatriés et de contribuer à supprimer les causes de départs ultérieurs, grâce à une amélioration du bien-être économique et social. » Il ne pouvait espérer un meilleur écho que l'intervention de M. Nguyen Co Thach, ministre des affaires étrangères du Vietnam, qui, après avoir déclaré que la cause essentielle du phénomène de l'émigration résidait dans les difficultés économiques de son pays, a affirmé avec vigueur que « le temps est venu de mettre un terme à la politique d'hostilité, de blocus économique, à l'encontre du Vietnam. C'est ainsi que l'on pourra résoudre à sa source le problème de l'émigration illégale pour des raisons économiques ».

M. Lawrence Engelberger, secrétaire d'Etat adjoint américain, a fermement protesté que les retours au pays doivent être « vraiment volontaires et non pas le résultat des conditions intolérables d'internement » dans les pays de premier

accueil, les Etats-Unis demeurant « inaltérablement opposés aux rapatriements forcés ».

Les droits de l'homme furent défendus également avec force par la délégation française qui, en outre, fit savoir que la France accueillerait quatre mille quatre cents nouveaux réfugiés vietnamiens. M<sup>me</sup> Edwige Avice a affirmé que la question des retours vers le pays d'origine devait être abordée avec « la plus grande prudence ». Quant au docteur Bernard Kouchner, il s'adressa à la foule de militants et de bonnes volontés de la salle, — qui manifestaient devant le Palais des Nations, — pour leur dire en substance : « Je suis votre ami et je l'ai prouvé. Et maintenant, je vous dis que les temps ont changé. Ecrivez aux vôtres pour les encourager de partir, le pire les attend et, au surplus, ils courent le risque d'être renvoyés chez eux. » Il fut le seul à s'adresser à ces manifestants pacifiques.

Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, s'est carrément prononcé en faveur du rapatriement forcé de tous ceux qui sont considérés comme des « migrants économiques » et ne peuvent prétendre à aucun droit. Pour soulager Hong-kong, les retours doivent commencer immédiatement et être achevés en octobre.

Le ministre australien des affaires étrangères, M. Gareth Evans, a estimé que les réfugiés qui ne répondent pas à la définition du statut devaient partir, et le plus vite possible. Par quels moyens ? Le pire est à craindre.

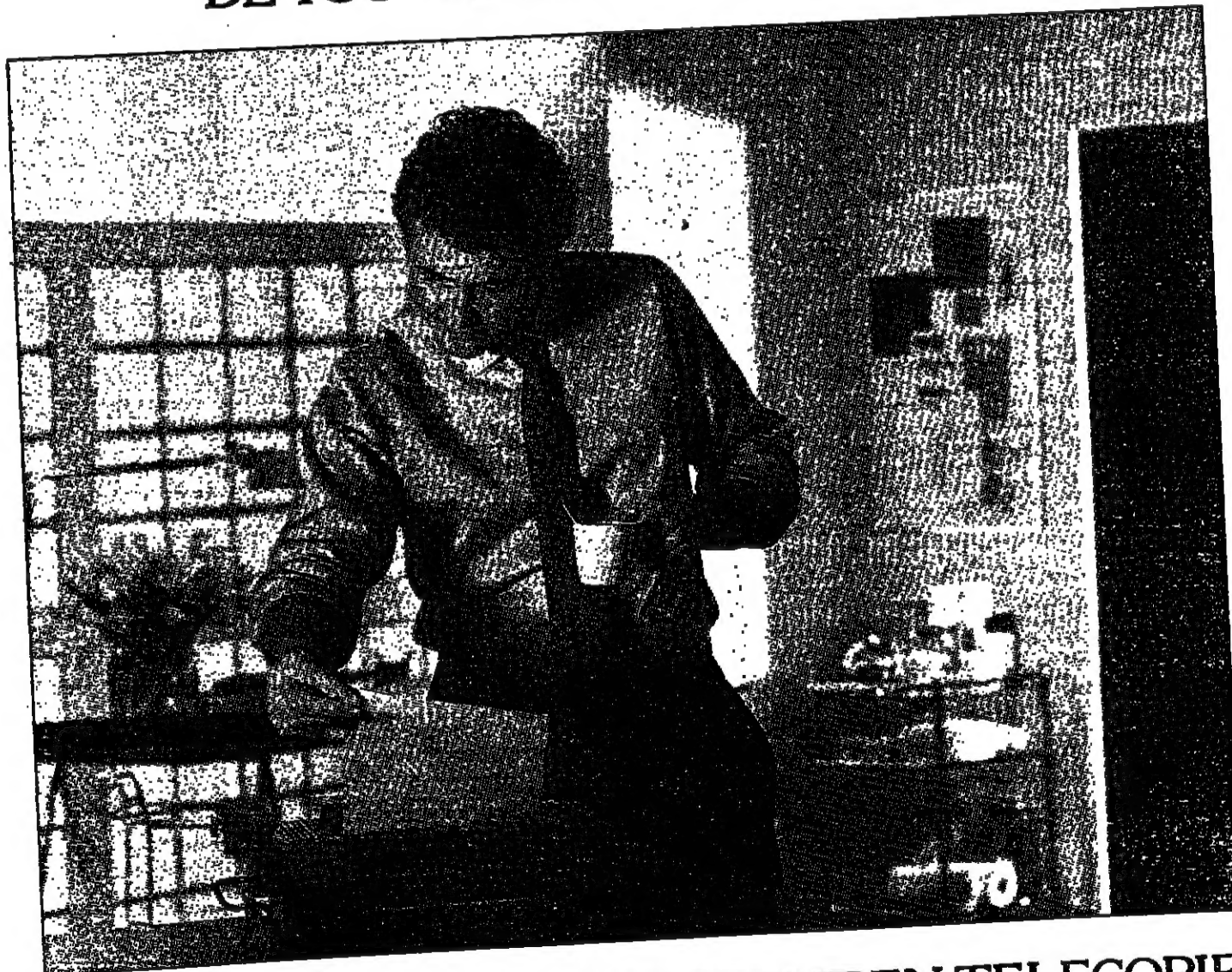
D'autres interventions ont été plus diplomatiques, ou plus hypocrites, mais on assiste au sacrifice de la notion même du droit d'asile au nom de la réalpolitik. Seules une aide économique substantielle au Vietnam et l'évolution de ce pays dans le sens du respect des droits de l'homme pourraient peut-être renverser quelque peu la vapeur.

ISABELLE VICHNAC.

La conférence sur le Cambodge. — M<sup>me</sup> Edwige Avice, ministre délégué français aux affaires étrangères, a affirmé, mardi 13 juin, à Genève, qu'elle avait « bon espoir » de réunir la conférence internationale sur le Cambodge, le 4 août, à Paris. M<sup>me</sup> Avice s'est entretenue de la question avec M. Perez de Cuellar et M. Nguyen Co Thach. Les assises seront précédées, fin juillet, d'une table ronde entre les diverses parties cambodgiennes. La conférence réunira, outre les parties au conflit, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, les six pays de l'ASEAN, la Japon, l'Inde et l'Australie. Six groupes de travail sont prévus : retrait des troupes étrangères, mécanismes de contrôle (supervision par l'ONU ou par un groupe de pays), problème des réfugiés, institutions futures du pays et définition du programme international de reconstruction du Cambodge.

Une seconde conférence ministérielle, selon le ministre français, pourrait être chargée, en septembre, d'examiner le rapport, et éventuellement les conclusions, des groupes de travail.

## 1989. LA TELECOPIE EST DEVENUE L'OUTIL INDISPENSABLE DE TOUTES LES ENTREPRISES.



## 1000 ENTREPRISES S'EQUIPENT EN TELECOPIE.

Assurez-vous que votre futur télécopieur est bien agréé P.T.T. Cet agrément vous apporte les trois garanties essentielles de compatibilité, d'adaptabilité et de sécurité.

Contactez votre Agence Commerciale FRANCE TELECOM, et découvrez les multiples possibilités des terminaux de Télécopie et des interfaces pour micro-ordinateurs.

AVEC FRANCE TELECOM, LA BUREAUTIQUE COMMUNIQUE.

FRANCE  
TELECOM  
UN AVENIR D'AVANCE



مكتبة جامعة القاهرة



## Enquête

La Thaïlande et les perspectives d'ouverture en Indochine

# Le nouveau paysage de l'Asie du Sud-Est

Sans attendre un règlement du conflit cambodgien — qui va faire l'objet de visites à Paris des chefs des diplomates thaïlandais et vietnamiens, — des réajustements s'opèrent en Asie du Sud-Est, où Bangkok ambitionne de devenir la plaque tournante de la partie continentale de la région.

**BANGKOK**  
de notre envoyé spécial

Une redistribution des cartes s'opère en Asie du Sud-Est, rattachant en cause des alliances nouées pendant la guerre du Vietnam. Le développement économique de la région, l'affaiblissement, au moins momentané, de la Chine, la montée financière du Japon et la réorientation de la diplomatie soviétique expliquent, en grande partie, des changements qui affectent plus de quatre cent millions de personnes.

Sans doute pour flatter ses interlocuteurs thaïlandais, M. Nguyen Co Thach, le vice-premier ministre vietnamien, qui est attendu en visite en France du 20 au 23 juin, a récemment repris l'idée d'une « péninsule dorée », un concept qui remonte au début de la seconde guerre mondiale lorsque le royaume du Siam, alors l'allié du Japon, souhaitait regrouper autour de lui ses voisins immédiats, l'Union birmane (rebaptisée Union de Myanma) et les trois Etats d'Indochine, le Laos, le Cambodge et le Vietnam.

M. Thach, qui s'exprimait ainsi à Bangkok, le 28 avril, devant un parterre d'hommes d'affaires désireux d'investir dans les Etats indochinois, a qualifié d'« événement d'une importance majeure » la volonté exprimée par M. Chatichai Choonhavan, premier ministre thaïlandais depuis son dernier, de transformer l'Indochine de « zone de guerre en marché ».

Le chef de la diplomatie vietnamienne en a même rajouté un peu en acceptant l'idée que le bath, la monnaie thaïlandaise, serve de référence en Indochine pour peu, a-t-il cependant précisé, qu'elle conserve sa fonction sociale.

Sans attendre la fin du conflit cambodgien, les adversaires d'Hanoi envisagent donc un partenariat. En l'espace d'un an, les liens commerciaux entre la Thaïlande et le Laos se sont multipliés. M. Hm Sen, le premier ministre de Phnom-Penh, a été reçu à deux reprises cette année à Bangkok, qui ne reconnaît pourtant pas son gouvernement. Dans la foulée de la visite à Hanoi, en janvier, de leur ministre des Affaires étrangères, les missions d'hommes d'affaires thaïlandais se succèdent d'affaires thaïlandaises au Cambodge, au Vietnam et même au Laos.

Il en va de même avec la Birmanie où les militaires, après avoir sa-

vagement réprimé en 1988 un vaste mouvement en faveur d'une démocratisation du régime, ont au moins compris qu'ils ne pouvaient plus faire cavalier seul. Pour se maintenir durablement au pouvoir, le jeune de Rangoun doit sortir de l'isolement dans lequel Ne Win, l'ancien dictateur, avait maintenu le pays pendant plus d'un quart de siècle. Des liens sont ainsi en train de se tisser avec l'armée thaïlandaise.

On pourrait multiplier les exemples : il ne se passe plus de semaine sans que des généraux birmanes, des ministres vietnamiens ou laotiens soient repassés à Bangkok. Les Thaïlandais ne renouent pas en cause les liens étroits établis avec les Etats-Unis pendant la deuxième guerre d'Indochine et avec la Chine depuis l'intervention militaire, fin 1978, du Vietnam au Cambodge. Mais sentant venir l'après-Cambodge, ils entendent boucler un peu les événements et jouer leurs propres atouts.

Les Japonais, les premiers, ne s'y sont pas trompés. Tout indique qu'ils comptent utiliser la Thaïlande, où leurs investissements croissent rapidement, comme plaque tournante d'une pénétration économique en Indochine. Alors que les Occidentaux investissent déjà dans l'off-shore pétrolier au Vietnam, ils restent plus circonspects, attendant sans doute la fin du conflit cambodgien. Ils misent — et le disent — sur ces joint ventures (sociétés communes) zippo-thaïlandaises. Bangkok est déjà, dans ce cadre, connue comme le centre de services le plus adéquat. En tout cas, les Thaïlandais entendent bien servir de tremplin à ceux qui voudront, le jour venu, participer à la reconstruction des Etats d'Indochine.

### La « péninsule dorée »

Même s'ils demeurent liés à la négociation d'un règlement cambodgien, les réajustements dans la région se précisent car l'idée de la « péninsule dorée » — une expression moins utilisée ces dernières semaines en raison des souvenirs qu'elle évoque — devrait alors commencer à se réaliser. Rangoun s'ouvre d'autant plus volontiers au général Saw Maung est l'objet d'un ostracisme quasi général à l'étranger. Le Laos enclavé, pour amorcer son développement, a le plus besoin de la Thaïlande.

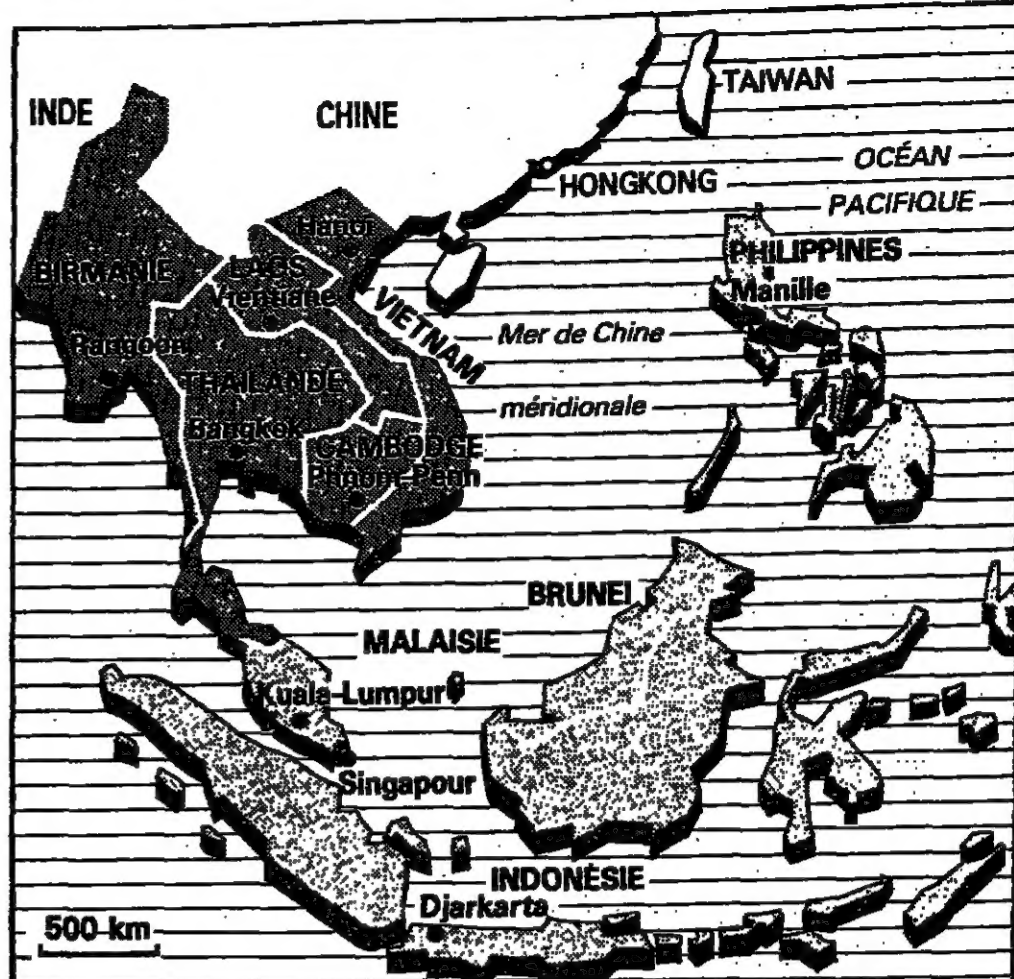
Bangkok devrait également exercer une certaine force d'attraction sur un Cambodge qui s'annonce bouddhiste et « capitaliste », culturellement et socialement beaucoup plus proche de la

Thaïlande que du Vietnam. En témoigne déjà le commerce florissant en certains points de la frontière khméro-thaïlandaise. Quant au Vietnam, il ne prendrait qu'un risque limité à s'associer, au moins pour un temps, à ses anciens frères ennemis thaïlandais : son nationalisme sourcilieux devrait décourager toute tentative extérieure d'empire, même économique.

Ces rapprochements devraient, à long terme, définir une nouvelle ligne de partage en Asie du Sud-Est entre les Etats continentaux de la région et le monde des archipels auquel se joindrait, pour des raisons historiques et culturelles, la péninsule malaise. Jusqu'ici, la configuration géopolitique de la région était bien différente. La Birmanie était, l'an dernier encore, à l'écart de tout, refusant même souvent des crédits internationaux au nom d'un strict neutralisme. Les Etats socialistes indochinois sont encore regroupés au sein d'une alliance politique et militaire dominée par le Vietnam. Les autres pays de la région (Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande) se retrouvent au sein de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). La perspective d'un règlement cambodgien met cependant ces regroupements en cause.

Fondée en 1967, l'ASEAN, à laquelle s'est joint plus tard le sultanat de Brunei, était au départ une alliance nettement anticomuniste et pro-occidentale. A l'époque, l'Indochine sortait d'un bain de sang dont les communistes locaux, impliqués dans une tentative de coup d'Etat, avaient été les principales victimes. En Thaïlande et aux Philippines, des insurrections communistes menaçaient déjà le bout du nez. Celle de Thaïlande allait faire long feu tandis que l'autre devait se renforcer. Dès 1968, à la suite de l'effet, notamment sur l'opinion publique outre-Pacifique, de l'offensive du Têt, un retrait militaire américain de la scène indochinoise ne semblait plus qu'une question de temps avec, pour corollaire, une poussée du communisme dans la région. La « théorie des dominos » paraissait tenir la route.

Depuis, la situation s'est radicalement modifiée. An lendemain même de leur victoire de 1975, les communistes cambodgiens et vietnamiens ont commencé à s'entretenir. A la suite de très graves incidents frontaliers provoqués par les



Les cinq Etats continentaux de l'Asie du Sud-Est regroupent approximativement 170 millions d'habitants (Birmanie, 40 millions ; Cambodge, 7 ; Laos, 4 ; Thaïlande, 65 ; Vietnam, 66). Les cinq autres Etats de la région ont environ 256 millions d'habitants (Brunei, 0,4 million ; Indonésie, 175 ; Malaisie, 18 ; Philippines, 80 ; Singapour, 2,8).

Les revenus annuels par capitaux les plus élevés sont ceux de Brunei (plus de 16 000 dollars, Etat peu peuplé mais aux énormes ressources pétrolières) et de la cité-Etat de Singapour (plus de 8 000 dollars, centre de services et d'industrie). Loin derrière viennent la Malaisie (2 000 dollars) et la Thaïlande (1 000 dollars). Mais, pour comparer ce qui peut l'être, les revenus par tête à Kuala Lumpur et à Bangkok sont au moins deux fois supérieurs à la moyenne nationale.

La diaspora chinoise — une quinzaine de millions de personnes — joue un rôle prépondérant dans les principaux pôles de développement (Sin-

gapour, Bangkok, Malaisie, Djakarta, Manille). Dans les îles de la Sonde et de la péninsule malaise, elle doit cohabiter avec une majorité de musulmans, à l'islam toutefois tempéré. Sur le continent, elle s'est bien intégrée en Thaïlande, mais sa situation est beaucoup plus précaire au Vietnam, où les Chinois sont traditionnellement les commerçants.

Singapour (85 % de Chinois) reste la plaque tournante de la région des archipels, où plus de 100 millions de dollars, à la forte identité culturelle, ont une influence croissante. Sur le continent, depuis la décadence de l'empire khmer, trois grands peuples dominent des civilisations de vallées, plaines et deltas (d'ouest en est, les Birmans, les Thaïlandais et les Vietnamiens). Mais seule la Thaïlande peut prétendre à rejoindre, au tournant du siècle, le groupe des NPI (nouveaux pays industrialisés), dont fait déjà partie Singapour.

Si ce retrait de troupes s'opère effectivement le 30 septembre, ainsi que s'y est engagé Hanoi, l'ASEAN devrait y laisser quelques plumes. D'abord, la Thaïlande poursuit plus ouvertement des objectifs propres, notamment par rapport à une Chine aux prises avec une grave crise interne. Ensuite, les liens économiques entre les capitales indochinoises et Bangkok vont rapidement se renforcer. Enfin, Djakarta est déjà moins l'intermédiaire obligé entre Hanoi et les autres capitales de l'ASEAN. Les Vietnamiens négocient déjà directement avec les Thaïlandais.

En proposant de transformer l'Indochine en un marché, M. Chatichai Choonhavan savait qu'il s'aventurait un peu. Quel que soit le potentiel des Etats indochinois — c'est également vrai de la Birmanie — l'absence d'infrastructures et les limites des réformes politiques engagées signifient que leur développement s'annonce une affaire de longue haleine. Le premier ministre thaïlandais s'est également réclamé d'une formule : « Il ne doit pas y avoir deux Asies du Sud-Est ».

Mais même si les obstacles au projet thaïlandais restent colossaux, ce dernier a déjà souligné, beaucoup plus que prévu, la coupure qui se dessine au sein de l'ASEAN. L'association n'a même pas connu l'élan d'un marché commun. Loin d'être complémentaires, les économies des Etats qui la forment se disputent les marchés nord-américain, européen, japonais et taïwanais. Singapour est, entre autres choses, un exceptionnel centre de services qui anime les îles de la Sonde. Bangkok rêve d'en faire autant sur le continent. Les deux villes sont donc, avant tout, concurrentes. Ainsi se profile déjà une nouvelle organisation de la région : Bangkok serait la plaque tournante d'une Asie du Sud-Est continentale formée par un cartel d'Etats qui ont besoin de faire un bout de chemin ensemble, tandis que Singapour, îlot chinois moderne, serait celle d'un monde mélanésien au rythme de vie moins trépidant.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## Commerces et trafics en tout genre

**BANGKOK**  
de notre envoyé spécial

Une délégation de quelque 80 hommes d'affaires thaïlandais s'est, à la fin du mois de mai, le tour du Vietnam. Banquiers, industriels et commerçants de Bangkok, tous investisseurs potentiels, ont même eu droit, à Hanoi, à un entretien avec M. Nguyen Co Thach, grand ordonnateur de l'ouverture du Vietnam sur l'étranger. Simultanément, généraux et entrepreneurs thaïlandais négocient des concessions forestières en Birmanie car les coupes de bois sont interdites en Thaïlande, pour éviter une ruine écologique.

Une « ère de gestion » après une « ère de confrontation », a résumé, voilà deux semaines, le premier ministre de Bangkok. En moins de deux ans, une centaine de sociétés commerciales thaïlandaises se sont installées sur la rive laotienne du Mékong, redevenue un trait d'union entre deux pays qui tentent de régler, dans une atmosphère pour une fois cordiale, leurs litiges frontaliers.

La situation a beau être plus tendue en plusieurs points de la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande — où les abus de mortier explosent encore de temps à autre, — les opérations de contrebande s'y multiplient. A l'extrême sud, l'îlot khmer de Koh Kong, à une heure de vedette de la province thaïlandaise de Trat, est redevenu un havre de commerce.

Sur la place du marché, les Vietnamiennes se reconnaissent à leurs chapeaux coniques. Des milliers de motocyclettes d'occasion remplissent des chalandes venues de Thaïlande et, par là, se revendent jusqu'au Vietnam et dans le sud de la Chine. Koh Kong est depuis quelques mois la plaque tournante d'un commerce fructueux qui associe l'administration cambodgienne — celle de Phnom-Penh — à des trafiquants chinois, thaïlandais et vietnamiens. Jamais, depuis quinze ans, ce marché n'a été si florissant.

Des Thaïlandais projettent de construire un casino sur l'une des îles de la baie d'Along, dans le golfe du Tonkin. D'autres ont contribué, le 29 mai, à l'organisation de la première

séction d'une « Miss Ho-Chi-Minh-Ville », Ly Thu Thao, dix-neuf ans et professeur d'école. Une jeune Thaïlandaise gère un restaurant à une trentaine de kilomètres de l'ancienne Saïgon, une entreprise même qui emploie déjà une cinquantaine de personnes, dont deux cuisiniers venus de Bangkok.

Le commerce entre la Thaïlande et le Laos a, quant à lui, augmenté en 1988 de 26 % par rapport à l'année précédente, et tout indique que cette tendance va sans doute se renforcer cette année. Les Thaïlandais exercent des pressions pour installer leurs banques au Laos et, surtout, obtenir la levée de l'interdiction de l'exportation de bois laotien.

Depuis la visite officielle à Vientiane, en novembre 1988, du premier ministre thaïlandais, les échanges se sont multipliés entre les deux pays. Beaucoup de pays étrangers — Hongkong, l'Australie ou le Japon — choisissent de s'associer à des Thaïlandais pour investir au Laos.

### Possibilités et handicaps

Bangkok s'est réduit à vingt-neuf, contre plus de deux cents autrefois, le nombre des « produits stratégiques » dont l'exportation au Laos reste interdite. Des Thaïlandais ont été les premiers à bénéficier du nouveau code laotien concernant les investissements étrangers, fournissant, par exemple, 8,5 millions de dollars — sur 10 millions — pour la construction d'une fabrique de vêtements. A la fin de 1988, sur les dix-huit propositions de sociétés mixtes ou d'investissements déposées par des étrangers auprès du ministère laotien du commerce, neuf étaient thaïlandaises.

Les Thaïlandais convoitent, par ailleurs, le bois de teck birman (80 % des réserves mondiales) et deux grandes sociétés de Bangkok ont déjà obtenu des concessions forestières. Les liens entre la Thaïlande et la junte militaire de Rangoun se sont donc récemment resserrés. Les guérillas de Birmanie, notamment celle des Karen, qui tiennent la frontière commune entre les deux pays et contrôlent donc

une partie du commerce, commencent à en faire les frais.

De furieux combats ont encore eu lieu en mai, l'armée de Rangoun profitant de la situation pour tenter de prendre les camps khmers traversés le long de la frontière avec la Thaïlande. Entretemps, les banques thaïlandaises et birmanes ont renforcé leurs relations.

Ces développements, qu'il s'agisse de la Birmanie ou de l'Indochine, ont donc déjà suscité un net mouvement d'affaires. Le ministre thaïlandais des affaires étrangères, M. Siddhi Savetsila, est notamment convaincu que les trois Etats d'Indochine offrent de « grandes possibilités d'investissements et de commerce » et l'a redit, fin mai à Bangkok, lors d'une réunion de dirigeants d'entreprises concernées : « En règle générale, les trois Etats indochinois, avec la richesse de leurs ressources naturelles, leur importantes réserves de travailleurs à bon marché et le marché potentiel qu'ils représentent pour les biens de consommation — notamment le Vietnam avec plus de 60 millions d'habitants, — offrent beaucoup de possibilités dans le domaine du commerce, des sociétés mixtes et des investissements dans le développement pour n'en citer que quelques secteurs, de l'agro-industrie, du pétrole et du gaz, des forêts, des minéraux, de la pêche et du tourisme ».

Mais, devait-il aussitôt rappeler, il faut tenir également compte de problèmes évidents : « le manque de liquidités et de capital à investir ainsi que l'absence de l'infrastructure nécessaire ». Autre réserve visant, cette fois, l'absence d'un règlement cambodgien et le passage d'économies dirigées à des économies de marché : « Les gouvernements vietnamien et laotien ont affirmé, a ajouté M. Siddhi, leur volonté de résoudre des problèmes, mais il reste à voir si ces proclamations se traduiront par des actes ».

L'engouement des milieux d'affaires thaïlandais pour le commerce et les investissements dans les pays voisins doit, en effet, s'accommoder de ces données, qui sont de taille.

J.-C. P.



# Europe 1993

## La préparation des élections

### Danemark : un certain consensus...

COPENHAGUE  
de notre correspondant

Au Danemark, les élections européennes se dérouleront jeudi 15 juin, au royaume de Margrethe II, on ne vote jamais le dimanche. Si le taux de participation aux élections législatives et communales est habituellement de l'ordre de 85 %, pour les européennes, il est beaucoup plus faible : 48 % en 1979 et 52 % en 1984. Les commentateurs optimistes estiment que si 60 % des électeurs se rendent au scrutin jeudi, cela constituera un excellent résultat.

Deux remarques s'imposent. Premièrement, aucune vedette de la vie politique nationale ne figure sur les listes européennes des huit partis siégeant au Parlement (Folketing) et si sur celle du Mouvement anti-CEB créé au début des années 70 pour lutter contre l'adhésion du Danemark au Marché commun et qui n'a jamais accepté de baisser les bras, en dépit de sa « défaite » au référendum de 1972. Deuxièmement, la moyenne d'âge des candidats est beaucoup moins élevée qu'en 1984. Les libéraux et les sociaux-démocrates ont même fait appel pour les représenter à deux femmes dignes de figurer sur la couverture d'un magazine de mode.

Ce choix a été évidemment apprécié. Parier de voir une charmante journaliste de vingt-sept ans placée en tête de la liste socialiste, M. Anker Jørgensen, ancien premier ministre, et le président du puissant syndicat des OS ont décidé de lancer une campagne pour soutenir un homme de quarante ans, plus expérimenté et placé seulement en quatrième position. Avec le système de vote préférentiel, qui permet, par exemple à la dernière rouge d'être élue, cette initiative a certaines chances de succès.

L'enthousiasme des Danois pour ce scrutin n'est pas dément par ce public, une série de réunions politiques à Copenhague et en province ont été très animées. Le 14 juin, à Copenhague, des milliers de personnes ont participé à une manifestation.

Tout de corréponds, cependant, en fait, cette campagne donnera la priorité aux questions politiques de clocher, au détriment des questions véritablement européennes. « Votez conservateur pour faire baisser les impôts », peut-on lire, par exemple, sur les

affiches du parti du premier ministre, M. Poul Schlüter. Dans les émissions officielles à la radio-télévision, ces mêmes coryphées du Parlement — qui ne se présentent pas aux européennes — ont occupé une bonne partie du temps d'antenne à exposer leurs idées et leur programme sur les questions d'intérêt national... et non pas sur les dossiers européens.

### Serrer les cordes

En dépit de ces dérapages, la campagne 1989 s'est distinguée des deux précédentes de manière plutôt positive. Les adversaires les plus acharnés de la Communauté administrative publiquement qu'ils ont bel et bien perdu la bataille de l'Acte unique, plutôt par référendum. Mais, à gauche comme à droite, personne ne souhaite voir s'accroître les pouvoirs du Parlement de Strasbourg.

Sur une série de sujets, une certaine majorité se dégage : il faut préserver coûte que coûte l'utilisation de la langue danoise dans les institutions communautaires, travailler à l'adoption d'une législation européenne rigoureuse sur l'environnement, qu'il s'agisse de la nature ou des conditions de travail dans les usines. Enfin, n'aborder qu'avec beaucoup de prudence les projets d'union supranationale, dans les domaines politique, monétaire ou culturel — surtout si ces projets conduisent à une limitation du pouvoir de décision du Parlement de Copenhague.

Ce consensus exceptionnel, qui aura étonné, et même les amateurs d'affirmations, était essentiellement dicté par la peur panique que suscitait dans toutes les couches de la population la proximité de 1993 et la mise en route du grand marché unique. Les difficultés à prévoir obligent les plus récalcitrants à se rallier aux cordes. Pour éviter un gaspillage de précieux suffrages — il faut 315 000 voix au Danemark pour un député européen —, huit candidats se sont présentés en présence ont conclu des accords de coopération « technique » en associant deux par deux. Seuls les progressistes (extrême droite) n'ont pas trouvé de compagnons de route.

CAMILLE OLSEN.

### Pays-Bas : un « tour de chauffe » avant le scrutin national

AMSTERDAM  
de notre correspondant

Assis à une table du premier rang, Hans Staleman, retraité, a levé le doigt comme à l'école. D'une voix posée, il traduit avec des mots simples l'impression confuse de toute l'assistance : « En quittant mon domicile, je croyais qu'on était en juin; maintenant, je sais qu'on est déjà en septembre. » Murs d'approbation défilent dans la salle de réunion de cette maison du quartier d'Hilversum, ville moyenne du centre des Pays-Bas, où cinq candidats aux élections européennes viennent de débattre des enjeux du scrutin — qui a lieu ici le 15 juin — en évoquant à chaque détour de phrase les élections législatives anticipées du 6 septembre prochain.

### Seconds rôles

Conséquence directe de la chute du gouvernement de M. Ruud Lubbers début mai : les calendriers politiques européen et néerlandais se télescopent de plein fouet. Le renouvellement du Parlement de Strasbourg se déroule devant que de dix semaines celui de la deuxième Chambre (des députés) de La Haye, et les partis, qui ont tous présenté leur programme électoral législatif, n'ont pas résisté à la tentation d'aborder le scrutin du 15 juin comme un « tour de chauffe » avant la course nationale aux voix.

Le mélange des genres a dominé la campagne européenne qui s'achève sans avoir vraiment commencé. Dans les meetings, les séances de la politique nationale, futurs têtes de liste aux législatives, ont plus volontier parlé de progression des revenus ou de l'euthanasie que de marché unique ou d'intégration communautaire. Spéculant à mots couverts sur la composition de la future coalition gouvernementale, ils ont ravi la vedette aux têtes de listes aux européennes qu'ils étaient pourtant censés aider à acquiescer un peu de notoriété.

La loi néerlandaise interdisant le cumul des mandats, les candi-

dates au Parlement de Strasbourg sont rarement des personnalités de premier plan. Cette année, plus que jamais, ils ont été cantonnés au second rôle jusqu'à dans les programmes télévisés de propagande où les deux scrutins ont été indissolublement liés. « Voter Lubbers le 6 septembre », a clairement expliqué le président du Parti chrétien-démocrate (CDA). « Donnez le signal du changement dès maintenant », ont affirmé de leur côté les sociaux-démocrates (PVD).

A quelque chose malheur est bon : cette « nationalisation » des élections européennes pourrait générer un meilleur taux de participation qu'en 1984 (51 %). Mais le débat européen a été largement escamoté avec la complicité des médias, qui ont concédé un peu vite que tous les principaux partis étaient d'accord. Leur programmes traitent tous, il est vrai, des mêmes thèmes : le renforcement des pouvoirs du Parlement européen, la nécessité d'une attention accrue aux effets sociaux du marché unique, la définition d'une vraie politique communautaire de l'environnement.

Une soirée électorale comme celle organisée à Hilversum révèle pourtant un décalage important entre les visions des États-majors politiques et les électeurs, qui se posent des questions concrètes, parfois terre à terre.

Quel effet aura le rapprochement des systèmes sociaux sur le niveau de protection sociale aux Pays-Bas ? Le maintien de celle-ci est-il compatible avec la compétitivité des entreprises dans une Europe sans frontières ? La disparition de ces dernières ne va-t-elle pas provoquer un afflux de chômeurs grecs ou portugais pour ne pas parler des malheureux ? Une politique européenne de l'environnement est-elle concevable tant que les ministres doivent prendre leurs décisions à l'unanimité ? Et si tel devait être le cas, les Pays-Bas ne seraient-ils pas écrasés par les grands pays de la CEE ? Force est de constater que le personnel politique a laissé ces interrogations en suspens...

CHRISTIAN CHARTIER.

## Le Parlement européen en mutation

### III. — La démocratie « en déficit »

Avec l'entrée en vigueur de l'Acte unique (1<sup>er</sup> juillet 1987), les parlementaires européens se sont vu attribuer des prérogatives qui dépassent la simple consultation. Leur travail est désormais plus concret, et de nouveaux modes de relations se sont instaurés entre les différents groupes de l'Assemblée. (Le Monde du 13 et du 14 juin.)

Strasbourg  
de notre envoyée spéciale

« Dans dix ans, 80 % de la législation économique, peut-être même fiscale et sociale, sera d'origine communautaire ». Traduction : puisque la norme communautaire prime la norme nationale — dans dix ans, les douze États membres de la CEE devront adapter 80 % de leur législation économique, peut-être même fiscale et sociale aux impératifs communautaires.

Celui qui a osé avancer un tel chiffre n'est autre que M. Jacques Delors. Le président de la Commission évoquait, en juillet 1988, devant les parlementaires européens, les risques liés à ce « déplacement des centres de décision » : « Aucune prise de conscience n'est intervenue dans dix pays (la RFA et la Grande-Bretagne avaient été exclues du réquisitoire) et aucune coopération n'existe dans ces dix pays entre les parlementaires nationaux et les parlementaires européens. Et je crains qu'un jour, certains de ces Parlements nationaux ne se réveillent avec stupeur, scandalisés, et ne constituent un frein de plus à la marche vers l'Union européenne. »

Une des questions est de savoir où seront les centres de décision dans dix ans. Pour l'instant, c'est le conseil européen (les douze chefs d'État ou de gouvernement) et le conseil des ministres (les douze ministres concernés par la décision à prendre) qui arrêtent la législation

communautaire, sur proposition de la Commission, et après qu'elle a été amendée par le Parlement européen (faculté qui ne s'applique qu'à certains domaines).

Or le conseil européen et le conseil des ministres, quelles que soient les bonnes dispositions des uns et des autres à l'égard de la construction européenne, s'attachent, lors de l'élaboration de chaque compromis, à défendre tout d'abord les intérêts nationaux. Quant à la Commission, composée des « eurocrates », elle ne dispose — on le lui reproche suffisamment — d'aucune légitimité démocratique.

« On arrive ainsi à cette contradiction d'une union faite de pays démocratiques fonctionnant elle-même très peu démocratiquement », écrit dans un récent ouvrage (1) un haut fonctionnaire qui a passé quatre ans à Bruxelles. Comment combler ce « déficit démocratique », leitmotiv des parlementaires européens ? La solution la plus logique serait l'accroissement des pouvoirs du Parlement, l'instance communautaire la plus proche du citoyen, puisque élus au suffrage universel direct.

D'autant que la mise en place du marché unique appelle à une plus grande transparence : l'Europe de 1993 se construit pour l'instant dans les bureaux des fonctionnaires — européens et nationaux — sous l'égide des chefs d'État et de gouvernement, sans que les élus aient leur mot à dire. Le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, a-t-il affirmé sera le dernier qui pourra fonctionner avec les pouvoirs actuels.

Les intéressés en sont convaincus, évidemment : depuis toujours les parlementaires européens se battent pour obtenir de nouvelles attributions. Leur objectif ? La codécision, c'est-à-dire le partage du pouvoir de décision avec le Conseil, ce qui suppose que les gouvernements aban-

donnent une partie de leurs prérogatives. Leur moyen pour y parvenir ? Depuis l'entrée en vigueur de l'Acte unique, ils disposent du pouvoir d'avis conforme pour l'adoption de nouveaux membres à la CEE. D'où l'idée du parlementaire belge Fernand Herman, un ardent militant de l'union européenne, de « dire non à l'adhésion de l'Australie tant que les pouvoirs du Parlement ne seront pas modifiés ».

En fait, la question de la stratégie à adopter pour parvenir à la codécision des parlementaires. Pour l'école italienne, le renforcement des pouvoirs du Parlement passe nécessairement par une réforme institutionnelle. Pour l'école française, c'est en faisant ses preuves que l'Assemblée réussira, d'elle-même, à s'imposer comme une instance méritant plus d'attributions. « C'est la querelle de l'œuf et de la poule, estime le député allemand Klaus Hensch, en fait il faut concilier ces deux approches. »

### Coopérer avec les Parlements nationaux

Là où il y a une majorité, c'est sur la nécessité de renforcer les contacts entre les Parlements nationaux et le Parlement européen. Comme l'expliquait M. Jacques Delors, les élus nationaux risquent en effet de se sentir peu à peu dessaisis de leurs prérogatives puisque la législation communautaire s'impose dans les États membres.

Cette perte de pouvoir est insupportable, qu'elle se fasse au profit du Parlement européen ou non. Pour l'instant, on l'a vu, les compétences perdues par les élus nationaux n'échoient que pour une faible part aux eurodéputés puisqu'ils n'ont qu'un pouvoir d'amendement. Mais il semble évident que, dès maintenant, parlementaires nationaux et parlementaires européens auraient

intérêt à collaborer : les uns pour « prévenir » la loi communautaire qu'ils sont obligés d'appliquer, les autres pour éviter que ne se produise un schisme, les élus nationaux craignant une sommation.

D'ores et déjà, certains Parlements (notamment en Belgique, en Grande-Bretagne et en RFA) fonctionnent dans cette direction. La France cherche à se mettre au diapason. La commission des lois de l'Assemblée nationale a adopté, le 2 juin, deux propositions de lois identiques, visant à insérer dans chaque document législatif une annexe décrivant la législation équivalente dans les principaux pays de la CEE. Constatant qu'en 1988 pratiquement un tiers sur deux des députés français étaient « sous influence européenne », les députés français ont adopté, le 11 avril, en première lecture, une proposition de loi, approuvée plus tard, tendant à renforcer les prérogatives des délégations parlementaires pour les Communautés européennes.

Un réveil timide, mais significatif. Les élus nationaux seraient-ils sur le point de considérer l'union européenne comme inéluctable ? On n'en est pas tout à fait sûr. Mais l'idée n'en est pas loin. Recevant le président George Bush, le 31 mai, le chancelier Helmut Kohl affirmait que cette union européenne était « un objectif à atteindre avant la fin du siècle ».

MARIE-PIERRE SUEHL.

FIN

(1) Indispensable Europe, Jean-Paul Bouché, éditions Berger-Levrault International, 216 pages, 78 francs.

### Lire aussi

• Les élections européennes en France : pages 9 et 10.

# Alain PEYREFITTE

## L'EMPIRE IMMOBILE

OU

## LE CHOC DES MONDES

576 pages  
dont 16 en couleurs  
140 F

Un tour de force, une fabuleuse somme... L'époustouflante diversité de l'information, les voix européennes et chinoises qui se répondent, en même temps qu'un discours prémonitoire. Mais aussi un roman d'aventures admirablement ficelé. L'écriture est d'une étonnante fluidité, jouant avec l'espace et le temps... Un livre clef.

Pierre-Jean Remy, *Le Monde*

# FAYARD

مكتبة الأصيل



## Europe

**URSS : la poursuite des troubles en Ouzbékistan**  
**M. Gorbatchev met en cause le « fondamentalisme » musulman**

Interrogé mardi 13 juin à Bonn par des journalistes devant l'ambassade d'URSS, M. Mikhaïl Gorbatchev a donné une interprétation nouvelle des troubles sanglants qui se prolongent depuis près de quinze jours en Ouzbékistan et qui ont fait près d'une centaine de morts, principalement parmi les membres de la minorité musulmane qui réside dans cette République soviétique d'Asie centrale. « La situation en Ouzbékistan n'est pas encore réglée », a dit M. Gorbatchev. Il s'est étonné qu'il n'est pas seulement question de relations interethniques, mais que le « fondamentalisme » a montré ses dents. « Déportés du Caucase par Staline, les Meskhs sont de confession chrétienne alors que la population ouzbèke majoritaire est de religion musulmane ».

Sur place, le chef du gouvernement soviétique, M. Rykov, a annoncé, mardi, aux responsables meskhs d'un camp de réfugiés de la vallée de Fergana que ceux-ci devaient être chargés d'étudier leur situation. Selon l'agence Tass, des représentants de chaque communauté participent aux travaux de cette commission et la requête des populations meskhs qui souhaitent pouvoir se réinstaller au Caucase, plus précisément en Géorgie, « va être examinée ».

Tass rapporte également que M. Rykov a rencontré en Ouzbékistan des responsables locaux du parti, de la police et des syndicats. « Les participants à cette rencontre ont tenté d'analyser non seulement les événements qui se sont produits, mais également les raisons qui ont permis à des groupes de bandits de commettre ces pogroms », écrit l'agence qui évoque en outre « le manque manifeste de résistance de la population » et « la passivité des responsables locaux ».

La tension continue de régner dans la zone affectée par les troubles, où des cadavres, dansant parfois des premiers affrontements, sont encore découverts. Le quotidien du gouvernement, les Izvestia, dénonçait mardi les rumeurs de panique qui peuvent « constituer la détonateur de la prochaine explosion, avec des conséquences imprévisibles ».

Le ministère de l'Intérieur, qui a dépêché dans la région entre 11 000 et 12 000 membres des forces armées, a dressé mardi à Moscou un bilan détaillé des violences selon lequel ces dernières ont fait à ce jour 90 morts (dont un policier) et 974 blessés. Près de 750 maisons ont été détruites par incendie ; 557 personnes ont été arrêtées pour participation active aux émeutes et 3 561 armes ont été saisies, principalement des armes de chasse et des couteaux. « Les chiffres devraient évoluer et la situation reste complexe », a ajouté le porte-parole du ministère.

### Un colloque sur la perestroïka économique

A l'occasion de la visite de M. Mikhaïl Gorbatchev à Paris le 5 juillet, l'Association des journalistes économiques et financiers organise un colloque sur la perestroïka économique. Plusieurs chefs d'entreprise soviétiques et les principaux artisans de la perestroïka participent au colloque : MM. Valentin Pavlov, ministre, président du Conseil d'Etat pour les prix, artisan de la nouvelle politique ministérielle de l'URSS ; Abel Agnibeghian, président de la section économique de l'Académie des sciences de l'URSS ; Vladimir Bassanac, conseiller économique de M. Mikhaïl Gorbatchev ; Gabriel Popov, député, rédacteur en chef de la revue Questions de l'économie, et Vladimir Scoborov, du conseil des ministres de l'URSS, accompagnés de plusieurs experts et chefs d'entreprise mixtes.

Le colloque aura lieu le 5 juillet, de 9 heures à 18 h 30, à la Maison de la chimie, 28 bis, rue Saint-Dominique à Paris.

(\*) Pour tous renseignements et inscriptions : contacter au 42-85-72-36 M<sup>me</sup> Elizabeth Bahri ou au 40-60-41-54 M<sup>me</sup> Christine Amsellem.

## Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi  
(éditions dactées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82.  
Poste 4138

**ARGENTINE : après l'annonce de la démission du président Alfonsín**

## M. Carlos Menem accepte finalement une transmission anticipée du pouvoir

BUENOS-AIRES  
de notre correspondant

L'Argentine a retrouvé un semblant de calme, le dollar a même légèrement baissé au cours parallèle après l'annonce du président élu, M. Carlos Menem, qu'il acceptait finalement de succéder au président Alfonsín dès le 30 juin, date choisie par celui-ci pour démissionner. L'ensemble de la presse locale était d'accord, mardi 13 juin, pour considérer que le chef de l'Etat avait « forcé la main » à son successeur en décidant unilatéralement et « par surprise », comme l'a remarqué M. Menem, d'interrompre les pourparlers en cours pour « jeter l'éponge ». M. Menem avait tout d'abord affirmé que la décision du chef de l'Etat était « impossible à appliquer ».

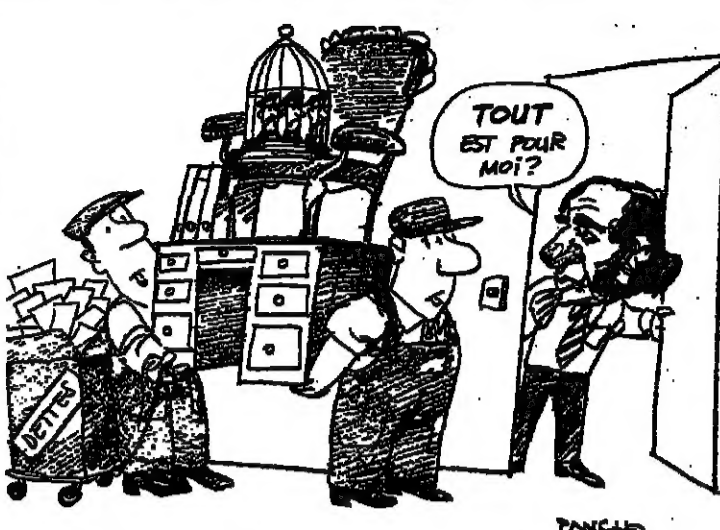
M. Alfonsín a obtenu, en fin de compte, ce qu'il voulait. L'heureux est sans. Son successeur a annoncé mardi qu'il souhaitait que ce soit le président de la nation qui lui remette l'écharpe présidentielle. Dans le cadre de la Constitution, M. Carlos Menem doit être officiellement confirmé par le vote des « grands électeurs » le 21 juin prochain.

### Pacte non écrit

Reste en suspens le problème militaire. M. Menem espérait bien, en cas de victoire, pouvoir se réinstaller au Caucase, plus précisément en Géorgie, « va être examinée ».

Un détail de langage dans la conférence de presse que M. Menem a donnée mardi laisse penser qu'il n'a cependant pas renoncé à tout espoir de faire au moins partager la responsabilité par les radicaux.

Après avoir réclamé du président Alfonsín l'engagement qu'il allait tenir sa promesse de la veille de « respecter et approuver » le train de lois qui sera envoyé au Congrès



par les péronistes, il a précisé qu'il n'était « absolument pas favorable à la présence de mesures en faveur des militaires ».

Ces derniers veulent, en effet, que soit réglé définitivement le sort de la vingtaine d'officiers supérieurs encore poursuivis pour atrocités pendant la lutte contre la subversion et qui ne rentrent pas dans le cadre des lois « de point final » ou « du devoir d'obéissance » votées sous le gouvernement Alfonsín. Ils exigent une même exemption pour poursuites pour les militaires qui étaient rebelles en 1987 et 1988. Un pacte non écrit aurait alors été scellé avec le gouvernement pour que ces rebelles se terminent sans bain de sang et à la condition que ne soient punis que les chefs de mutins, le lieutenant-colonel Rico et le colonel Seinfeld. Or environ trois cents sous-officiers risquent d'être ou ont été d'une manière ou d'une autre sanctionnés

(sanctions disciplinaires, prison, mise à la retraite, etc.) ou condamnés.

Le président Alfonsín, qui a dû, au long de presque six années de mandat, céder à de trop nombreuses pressions — particulièrement de la part de l'armée — a résisté cette fois à celles de Carlos Menem. Il a dit non à cette ultime concession. Il a déjà payé, et cher, celles qu'il n'a pu éviter d'accorder.

Beaucoup en Argentine se demandent aujourd'hui comment celui qui avait représenté le rêve et tout l'espoir d'un peuple malmené par sept ans d'une dictature sanguinaire (1976-1983) a pu conduire le pays à ce désastre. Symbole de la démocratie, élu par 50 % des voix, mais jouissant d'une popularité personnelle quasi unanime (90 % le 10 décembre 1983), le peuple a voté de peur, de désespoir, de peur de la crise économique et de l'instabilité militaire.

CATHERINE DERIVERY.

## Afrique

### ÉTHIOPIE

## L'URSS appuie l'offre de négociations faite aux maquisards érythréens

Le gouvernement soviétique a salué, mardi 13 juin, la proposition de l'Assemblée nationale éthiopienne d'ouvrir des négociations avec le Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLT), qualifiant cette initiative d'acte de sagesse manifestant un profond sens des responsabilités « vis-à-vis du destin de l'Éthiopie ». C'est une avancée sérieuse, ouvrant la voie à un accord cessez-le-feu en Érythrée, et à une solution juste et démocratique au problème érythréen », a précisé le gouvernement soviétique dans une déclaration publiée par l'agence Tass.

« La porte adverse doit, bien entendu, faire un pas dans la même direction. Il ne faut pas de doute qu'une réponse positive à l'appel pacifique d'Addis-Abeba, tenant compte de nombreux souhaits des organisations érythréennes, serait accueillie favorablement par l'opinion internationale, ajoute Moscou. Le gouvernement soviétique est prêt à faciliter par tous les moyens la réalisation pratique de l'initiative de paix du Parlement éthiopien ».

De son côté, le Front populaire de libération du Tigré (FPLT) a annoncé, mardi, qu'il avait accepté une offre de pourparlers de paix faite par le gouvernement du président Mengistu Haile Mariam. L'organisation, qui contrôle la quasi-totalité de la province du Tigré, dans le nord de l'Éthiopie, a déclaré qu'elle acceptait pour une durée d'un mois de participer à des entretiens publics

pour tenter de mettre un terme aux affrontements.

« Nous ne posons pas de conditions préalables. Si un accord est conclu, tant mieux. Sinon, nous prendrons acte et nous en informerons le peuple éthiopien », a indiqué Berhane Gebre, du comité central du FPLT. Mais il a ajouté que le FPLT présenterait huit souhaits lors des négociations, dont un appel au cessez-le-feu, la restauration des droits démocratiques et l'expulsion des troupes soviétiques. Le Front populaire de libération de l'Érythrée, pour sa part, rejette l'offre de Mengistu. — (AFP, Reuters)

Jean-Marie Chauvier

### URSS : Une société en mouvement

Un guide très vivant avec lequel on pourrait discuter.

Bernard FERRON, Le Monde

Un livre remarquable

Georges MONTARON, T.C.

230 p. 195 F.

éditions de l'aube

## GUATEMALA

## Amnesty International dénonce des « complicités officielles » dans la violation des droits de l'homme

Dans un rapport de soixante-trois pages publié mercredi 14 juin et intitulé « Pouvoir civil, espoirs déçus », l'organisation humanitaire Amnesty International dénonce « une recrudescence des enlèvements, des disparitions et des exécutions extra-judiciaires » depuis le début de 1988 au Guatemala. Le président démocrate-chrétien, M. Vinicio Cerón, a aussitôt rejeté ces conclusions, estimant que « la violence comme expression d'une politique gouvernementale a des milliers de personnes ont effectivement mortes ou ont disparu par l'action d'inconnus qui, pour le chef de l'Etat, sont des représentants de la « guérilla » et d'autres groupes de nature différente ».

Les faits exposés par Amnesty International démontrent que la majorité des victimes d'enlèvements, de tortures et d'assassinats sont des militants d'organisations paysannes, des syndicalistes, des étudiants, des universitaires et des laïcs engagés au nom de l'Eglise catholique dans des actions de défense des Indiens. L'organisation humanitaire déclare détenir une liste de plus de deux cents cas non résolus de « disparitions » intervenues entre janvier 1986, date de l'entrée en fonction de M. Cerón, et janvier 1989, à propos desquels elle dispose de preuves de « complicités officielles ». Au minimum, il apparaît que la police montre une étrange passivité lorsqu'elle est témoin d'actes suspects ; plus grave encore, l'attitude de la justice pour ce qui touche aux enquêtes est dilatoire. Quant au gouvernement, il a multiplié les commissions et instances manifestant sa préoccupation envers la question des droits de l'homme mais peu d'actions concrètes ont été entreprises.

Parmi les violations récentes dénoncées par Amnesty figurent : deux « massacres de civils non com-

battants », ayant fait respectivement neuf et vingt-deux victimes (dans ce deuxième cas au moins, celui d'Aguateca, le gouvernement se rend responsable la guérilla) ; une nouvelle série d'agressions contre des observateurs de la situation des droits de l'homme ; l'apparition de nouveaux « excoeurs de la mort » (un phénomène dont le Guatemala a été l'« inventeur » au tournant des années 50 et 60) ; enfin, des tortures qu'auraient subies l'un des leaders de la « rébellion de Pléques » dans la grande prison d'El Pavon, près de la ville de Guatemala, au mépris des accords passés pour amener les « mutins » à résipiscence.

## CHILI

### Un militant d'extrême gauche interpellé aux Etats-Unis

Membre du Parti communiste chilien et sympathisant de son « bras armé », le Front patriotique Manuel Rodríguez (FPMR), M. Sergio Buschman, quarante-six ans, a été arrêté, mardi 13 juin, à Anchorage, en Alaska, par les autorités américaines. M. Buschman effectuait une escale entre l'Amérique, d'où il venait d'être expulsé, et le Spède, son pays de résidence depuis 1987. Arrêté fin 1986 au Chili, après la découverte d'une cache d'armes et d'explosifs dont il s'apprêtait à prendre livraison pour le FPMR, il avait été condamné à quarante-sept ans de prison ; mais il s'était enfui en mai 1987 de son lieu de détention à Valparaiso. Les autorités de Santiago avaient alors interdit du voyage de M. Buschman, dont elles avaient vainement sollicité l'extradition d'Amérique. Elles ont renouvelé leur requête auprès de Washington. — (AFP, Reuters, UPI)

● NICARAGUA : une fête à Paris pour les dix ans de la révolution. — A l'occasion des dix ans de la révolution sandiniste, le Comité de solidarité avec le Nicaragua organise une fête au Cirque d'hiver de Paris, samedi 17 juin, à partir de 17 heures.

## I.T.S. Langues

LES PROFESSEURS  
ENSEIGNENT  
LEURS LANGUES  
MATERNELLES  
ANGLAIS-ESPAGNOL  
PORTUGAIS-BRESILIEN  
NOTES OBJECTIFS : donner un simple aperçu des langues sans qu'il y ait de contact direct avec les locuteurs.

## ШЛЕМ КРЕПКИЙ ПОЦЕЛУЮ ИЗ РОССИИ

En première mondiale, du 12 au 24 juin 1989, KISS FM+ diffuse, en direct de Moscou, ses programmes à l'intention des soviétiques. 40 millions d'auditeurs chaque jour seront à l'écoute d'une radio occidentale.

KISS FM+, la radio française à Moscou. Code 3615 KISS.

BONS BAISERS DE RUSSIE

Avec Le Monde



# Politique

Le scrutin du 18 juin

Le Monde • Jeudi 15 juin 1989 • 9

## Une campagne indigente, mais utile

La campagne des élections européennes du 18 juin s'achève. En France, le bilan des débats n'est guère brillant. Plutôt que de l'Europe, il a été question, depuis plusieurs semaines, de la rénovation des partis politiques. A défaut de renforcer en France l'image du Parlement européen, cette campagne, indigente mais pas tout à fait inutile, aura au moins servi les « rénovateurs » de tous bords.

M. Valéry Giscard d'Estaing apprend le chinois et propose à la jeunesse française une année de métier. M. Laurent Fabius adore M. Michel Rocard à tel point qu'il est disposé à lui céder la place, si le premier ministre le méritait, pour la prochaine élection présidentielle. M. Simone Veil flirte avec les dévotionnaires et passe son temps à les visiter en leurs fiefs de province. M. Jean-Marie Le Pen se prend pour de Gaulle, profère des injures ordinaires mais ne se laisse plus aller à d'abominables calembours. M. Philippe Hatzog connaît son énergie à faire oublier qu'il sort de Polytechnique et M. Antoine Waechter, la sienne à piller les vieux programmes du Parti socialiste.

Caricature ? A peine, si l'on s'interroge un peu rapidement sur les souvenirs que laisse, dans une tête de Français, la campagne européenne qu'il s'achève. Rarement un exercice démocratique aura donné un tel sentiment d'indigence. Les acteurs, il est vrai, ont des excuses. Il fallait être épris d'Europe pour prêter une attention soutenue à leurs discours au moment où les Chinois réclament la démocratie et reçoivent en retour des colonnes de chars. Il fallait être fanatique du drapeau bleu à étoiles pour s'intéresser un peu à cette campagne alors que l'on votait en Pologne.

Ce constat, pour fondé qu'il soit, est paradoxal. La Communauté européenne, espèce démocratique par nature, élargie par des conquêtes successives et récentes à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal, veut bien d'être défendue au moment où les Chinois réclament la démocratie et reçoivent en retour des colonnes de chars. Il est dommage que la répression chinoise, l'intégrisme islamique d'un côté, les efforts de M. Mik-

haïl Gorbatchev, les ouvertures démocratiques en Pologne et en Hongrie, d'autre part, ne réveillent pas les ardeurs des électeurs français qui abandonnent à la rouille un outil précieux, leur droit de vote. Pour parler comme M. Michel Charasse, qui ne fait pas dans la dentelle, « le droit de vote, c'est le contraire de la pile Wonder, ça s'use si on ne s'en sert pas ».

On ne félicite généralement que ces élections européennes ne soient pas utilisées par les têtes de liste — du moins en public — comme un combat de politique intérieure pour le gouvernement sortant renforcé ou sanctionné. Une telle vision du débat politique ne présente pourtant pas que des inconvénients. Elle offre au moins un avantage : les termes du choix, même s'ils sont souvent biaisés par un discours hypocrite, deviennent clairs aux yeux des électeurs.

### « Le geste médiatiquement gagnant »

Nul ne sait très bien qui de M. Veil, M. Fabius et M. Giscard d'Estaing est le plus ou le moins européen. M. Veil et M. Giscard d'Estaing proposent une Europe sociale au même titre que M. Fabius qui, socialiste, paraissait le mieux placé pour défendre son idée d'un « traité » consacré, après l'Acte unique, à ce sujet et qui se retrouve, au bout du compte, noyé dans la masse. Même M. Herzog et M. Le Pen s'affirment, chacun à sa manière, « européens » mais au moins discernent-ils aisément les différences entre deux conceptions de l'Europe destinées l'une et l'autre... à en montrer les dangers et à tirer le meilleur profit électoral des peurs qu'elle suscite.

La plus belle illustration de cette confusion a été livrée par M. Giscard d'Estaing qui, ne sachant trop comment s'en tirer, a eu l'idée lumineuse de proposer une armée française professionnelle. On ne remerciera probablement de son vaste programme que ce clip de campagne auprès duquel la conscription à six mois des socialistes fait figure de service électoral minimum. Du moins l'idée avancée par l'ancien président de la République a-t-elle intéressé puisqu'il a immédiatement

gagné trois points dans les intentions de vote. C'est ce qu'il appelle lui-même, quand il parle de M. George Bush et Mikhaïl Gorbatchev, le « geste médiatiquement gagnant ». Geste destiné, en l'espèce, à combler un déficit du candidat Giscard, la jeunesse.

On ne fera pas reproche à M. Fabius de n'avoir pas cherché le « gadget » gagnant. Il avait annoncé une campagne « courte, puissante, européenne ». Elle a été courte. Parmi ses faux amis socialistes, quelques-uns lui reprochent une conception trop personnelle du combat électoral. Considérée comme un encouragement dérivé par le chef de l'Etat à l'un de ses possibles bénéficiaires, la candidature Fabius n'était pas un cadeau. La tête de liste socialiste poussée à l'eau termine son discours en faisant la planche : voter pour moi, dit-il en substance, c'est voter pour Mitterrand, slogan dangereux de surcroît parce qu'il comporte des risques réducteurs pour le Président de la République.

Seule parmi les têtes de listes partisans (40 % de ses électeurs appartiennent au CDS), M. Veil a surpris par une aisance qu'on ne lui connaissait pas. En accord profond avec ses collègues — bien que son second, M. Jean-Louis Borloo, maire de Valenciennes, se soit plaint d'être traité comme un « légume », — en accord avec elle-même — elle n'avait pas à expliquer, comme en 1984, la présence de M. Robert Hersant sur sa liste puisque M. Giscard d'Estaing en a hérité. — M. Veil n'a pas eu besoin de se forcer pour montrer combien elle est habitée par l'Europe.

### Le langage du PS

Elle a su, de plus, tirer profit de ses défauts en se moquant des bons élèves trop bien élevés, l'ancien premier ministre et l'ancien président, auxquels elle prête les mauvaises pensées suivantes : « Nous, entre hommes, on s'organise. Nous, nous sommes des gens sérieux et des gens bien. On parle bien, d'ailleurs. » L'avenir, selon cette analyse, appartiendrait donc à ceux qui parlent mal, mais avec sincérité. A ceux, en tout cas, qui ne jouent pas trop ouvertement la comédie, aux amateurs ou semi-

professionnels en quelque sorte, tel M. Antoine Waechter qui se fait aucun effort pour avoir l'air plus joyeux qu'un comédien amateur.

Car l'autre phénomène de cette campagne, c'est bien M. Waechter qui incarne, sans charisme, le machisme des Verts sur un boulevard laissé ouvert par le Parti socialiste. Quel qu'il dise de l'écologie qui n'est ni de droite ni de gauche, M. Waechter sait bien que son influence électorale s'exerce, pour la plus grande part, au détriment du PS. Il s'efforce d'ailleurs de la développer en récupérant des thèmes et un vocabulaire socialistes : contre la logique « purement économiciste » de l'Europe actuelle, contre toutes les « exclusions » pour le « partage » et la « solidarité ».

M. Waechter de l'extérieur et M. Veil de l'intérieur placent dans l'embarras les appareils de partis et mettent en lumière leur état de crise. Les Verts sont en train de créer une sorte de « courant » du PS qui serait totalement débranché du corps et soulignerait ainsi l'incapacité de cette formation à absorber ce qui échappe à une logique d'appareil. Quant à M. Veil, elle rassemble tout ce qui vit, tout ce qui réfléchit, tout ce qui bouge encore, un peu en ordre dispersé, dans l'opposition.

Au Parti socialiste, l'entreprise de rénovation tarde. Elle est cependant, mais avec plus de discrétion qu'il droite, engagée. Sur le fond avec la préparation, sous l'autorité de M. Pierre Mauroy, d'un congrès « idéologique ». Sur la forme avec une opération de mise en orbite rénovatrice de M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, qui ne cache plus cette noble ambition. Soutenu par quelques mauroyistes, jospinistes, rocardiens, fabusiens et autres « transcourants », il s'efforce de mesurer son affaire en douceur avec, si possible, la complicité de M. Mauroy lui-même, pour une relève à moyen terme, après le congrès « idéologique » du début 1990 et à bonne distance de ce dernier.

A défaut de servir l'Europe, la campagne européenne aura au moins eu le mérite, en France, d'envisager à la rénovation de la politique.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

## M. Le Pen espère doubler le nombre de ses élus

M. Jean-Marie Le Pen, qui conduira la liste FN à l'élection européenne, invité du « Grand Jury RTL-le Monde », mardi 13 juin, a déclaré : « Une Europe qui regroupait des nations ne serait pas cosmopolite. Le cosmopolitisme, c'est le mélange général des valeurs, c'est la suppression de spécificités, c'est la volonté de melting-pot, de mélange absolu, d'égallitarisme, de création d'une identité nouvelle. (...) Il existe un domaine, celui de la politique étrangère et de la défense, où la nécessité d'un ensemble européen est évidente. (...) L'Europe ne sera jamais mieux défendue que par nous-mêmes, et nous devons nous mettre en état d'organiser notre défense, d'abord en France et ensuite en relation étroite, plus étroite encore qu'autrefois avec les Européens à l'intérieur de l'OTAN (...). Moi, je ne suis pas partisan d'étendre l'Europe économique ! Je crois qu'il faut conserver les formes nationales qui sont les nôtres, développer la coopération et les échanges. »

A propos de la composition de sa liste et de l'absence de M. Marie-France Stirbois, il a répondu : « Ceux que j'ai mis dans ma liste, par ordre, sont ceux auxquels je tiens le plus pour participer au tra-

vail parlementaire. Le veuveau ne joue pas de rôle dans la sélection politique. M. Stirbois est un conseiller régional de grande valeur, une personne pour laquelle j'ai à la fois de l'estime, de l'amitié et de l'affection, mais les besoins qui étaient les miens dans la sélection que j'ai faite ne la mettaient pas avant la vingt et unième place. C'est tout, c'est mon problème, c'est mon choix. »

Le dirigeant d'extrême droite espère « doubler au moins » le nombre de députés du Front national (ils sont neuf actuellement) après la démission de M. Olivier d'Ormesson, et il a estimé que son score « serait un échec si l'on faisait moins de voix qu'aux élections précédentes » (1). M. Le Pen s'est dit persuadé d'arriver, au moins, troisième au soir du 18 juin, en précisant que M. Simone Veil (centre) et M. Antoine Waechter (Verts) « seront au-dessous de 10 % » alors que trois listes seulement seront au-dessus.

(1) Aux élections européennes de 1984, sa liste avait obtenu 11 % des voix, et M. Le Pen a recueilli 14,39 % des suffrages exprimés à l'élection présidentielle de 1988.

## PORTRAIT D'EUROPÉENNE

### Nicole Fontaine ou la foi de Jeanne d'Arc

Nicole Fontaine, quatrième sur la liste centriste de Simone Veil et député sortant du Parlement de Strasbourg, n'a pas la foi réignée des martyrs européens. Par tempérament, grâce aussi au hasard d'une peu ordinaire préparation professionnelle, elle cultiverait plutôt la foi des combattants : au pire, résister ; si possible, gagner.

En chance fut un peu austère, sinon insolite, mais quelle école pour une professionnelle de la vie publique que de commencer par apprendre à déplacer les montagnes... ou à les empêcher de vaciller.

Cette juriste de quarante-sept ans aurait pu consacrer sa vie professionnelle... au droit. Ces choses-là arrivent. Il lui sera donné à partir d'une tâche très technique de se faire très vite un nom, presque en haut de l'affiche de l'actualité. Assez haut pour qu'on ne la perde plus de vue. Ces choses-là arrivent plus rarement.

1989 : Nicole Fontaine cherche un « poste juridique ». Un bonhomme de loi, qui se trouve être aussi secrétaire général adjoint de l'enseignement catholique, la fait entrer comme conseillère juridique dans cette instance qui a méconnu jusqu'alors les secours terrestres du droit. Très vite, elle devient le boucher et le carreau juridique-politique de cet « enseignement libre » qui n'en finit pas de se gercer à gauche, à droite et de penser alternativement à son expansion et à sa survie.

Dieu la reconnaît avant les électeurs : en 1972, cette laïque, cette ravonne est hissée par les évêques de France à un poste d'Eglise. Une révolution. Elle devient secrétaire générale adjointe de l'enseignement catholique. De 1981 à 1984, elle sera déléguée au secrétariat général de l'enseignement catholique.

Ah ! la belle école de politique on ne peut plus terrestre. En toutes occasions, l'Eglise, où les vocations de Saint-Sébastien ne sont pas légion, met en avant avec une même habileté « la laïque » qui sait.

Tout de suite, les parlementaires, les ministres successifs de l'éducation deviennent interlocuteurs ordinaires de Nicole Fontaine. Elle a « un peu le trac, au début », mais entre très vite dans la peau de son personnage. L'enseignement catholique a trouvé sa Jeanne d'Arc. Son sourire et une appa-



rence trompeuse de fragilité ne font jamais oublier longtemps que l'armure de jurisprudence et de principes dont elle est vêtue est d'acier, et du mieux trempé.

### Gérer les coups durs

Bien avant la saga d'après 1981 et le lent exorcisme par la gauche de ses vieux démons laïques, Nicole Fontaine apprend sur le tas le plus difficile du métier politique : la gestion des coups durs.

En 1975, M. Giscard d'Estaing, qui s'imposait bien se concilier les faveurs du camp laïc, songe à une possible intégration de l'enseignement catholique qui remplirait d'aise la puissante fédération Corneille de parents d'élèves.

Prévenue par le ministre de l'éducation de l'époque, René Haby, Nicole Fontaine a une dans l'œil : la « menace » encore à l'état de « rumeur ». Le métier ren-

tre. Elle sait dire, et faire, quand le rouleau compresseur se remet en marche après mai 1981. Car elle n'en démordra pas, l'intégration-disparition était bien au bout, malgré la bonne volonté tourmentée de « son » ministre du moment, M. Alain Savary.

Nicole Fontaine connaît les ulcères d'un face au bout des ongles : Michel Boucharelleas, délicieux en privé et qui s'excuse toujours poliment avant de « bouffer » en public sa bête noire, l'enseignement catholique. Les arcanes des rejets parlementaires de ce grand prêtre laïcisé n'ont pas de secret pour elle.

Elle mesure sa force, son poids dans les discussions aux côtés des invités adressés par les socialistes à la hiérarchie catholique : « Ne pourrions-nous négocier sans Nicole Fontaine ? »

Mais l'Eglise est en général trop contente de son indestructible Jeanne d'Arc des écoles pour l'exiler. En général... Mgr Honoré, caressé par l'aile d'un ange socialiste ou effaré par cette souriante « demoiselle de fer », lui tendait en juin 1981 de prendre la parole devant un parterre de chefs d'établissement. On l'ira sur son absence le discours qu'elle avait préparé, et cette aura de victime ne lui nuis pas auprès de la base.

Plus tard, il lui faudra se garder de Pierre Daniel, chef de file des parents d'élèves de l'enseignement catholique, dur entre les durs sorti un jour, dit Nicole Fontaine, d'un entretien avec François Mitterrand « hypnotisé comme le lapin devant le cobra ». Avis à l'auteur de cet exploit : « J'aimerais bien rencontrer le président pour voir quelle est cette fascination qu'il exerce. »

### Boudisme

Tout cela est formateur. Et lorsqu'on a rencontré à la base pendant quinze ans, à raison de deux ou trois réunions par semaine en province, une idée vicielle peut à la fin voler à la rencontre de quelques amicales pressions : la base vote.

Les amicales pressions viendront pour Nicole Fontaine, qui a entre-temps « élargi son horizon » au Conseil économique et social, du centriste Jacques Barrot et d'un fidèle entre les fidèles, ancien professeur dans l'enseignement catholique par surcroît : l'UDF Jean-Claude Gaudin.

En 1984, aux bûchers du oubli ou de la routine elle préfère donc un siège de parlementaire européen, CDS à Paris, PPE à Strasbourg, en un mot comme en cent, démocrate-chrétienne. Nicole Fontaine se jette à corps perdu, dans ce qu'elle le peut, dans l'élaboration de rapports. C'est que la machine parlementaire européenne est lente à se mettre en route : « J'avais l'impression que je n'allais rien faire pendant un an. »

Les jeunes Européens, les associations à but non lucratif, le jumelage des communes, les OPA, rien n'échappe à sa boudisme de député européenne. Elle est, en outre, présidente du groupe de travail politique du PPE. Elle est là, et bien là, député européen à plein temps quand d'autres (le patron de presse Robert Hersant par exemple) n'ont pas ou guère trouvé plus de deux après-midi en cinq ans à consacrer à leur mandat.

Elle « remplit » cette année, visiblement ravie d'avoir pu faire de sa conviction un métier exigeant et complexe pour peu qu'on ait la foi. Nicole Fontaine, alias Jeanne d'Arc l'Européenne, l'a. Elle a déjà reconnu l'ennemi à terrasser : l'Europe recroquevillée et caricaturale de quelques dizaines de milliers d'astucieux bien informés prospérant à côté de centaines de milliers d'euro-ignorants. Elle ne veut pas de cela. Elle est sûre que tout le monde subira ou maîtrisera deux instruments de sélection dans l'Europe de demain : la langue et l'exercice obligé des métiers hors du pays d'origine, à un moment ou à un autre de l'ère de la professionnalisation. Elle veut faire en sorte, de son futur banc de Strasbourg, que tout le monde le sache. Ainsi soit-il.

MICHEL KAJMAN.

**E.D.I. FRET**

**Le Contact Permanent**

Une grande première pour vos transports ferroviaires.

Avec E.D.I. FRET disposez en temps réel de l'information sur l'acheminement de vos marchandises.

Connaître l'heure d'arrivée de vos wagons, des la veille de leur livraison. Connaître leur position, les délais d'acheminement, l'équipement des « gares ». Des novembre, c'est possible avec le nouveau service d'informations personnelles E.D.I. FRET !

Tous les systèmes de communication seront progressivement à votre disposition : minitel, téléphone, a synthèse vocale, télécopie, télex, micro-ordinateur, liaisons d'ordinateur à ordinateur.

Une documentation complète sur E.D.I. FRET, vos adresses, par publipostage.

Pour en savoir plus, téléphonez au 16 (1) 42 85 93 51

**SNCF**

مكتبة الأستاذ



## Politique

Le scrutin du 18 juin

## Le déclin caché de la démocratie chrétienne

« Aux côtés des citoyens », proclame fièrement la plateforme adoptée en novembre dernier par le Parti populaire européen pour les élections européennes. De quel parti, de quels citoyens s'agit-il ? Bien malins sans doute ceux qui, au terme de la campagne, sauront répondre. Rares sont ceux qui savent que le Parti populaire européen représentait, avec cent treize députés, le deuxième groupe dans le Parlement européen sortant, juste derrière le groupe socialiste et ses cent soixante-dix députés.

Fondé en 1978, en prévision des premières élections directes au Parlement européen, le Parti populaire européen (PPE) regroupe tous les partis de sensibilité démocrate-chrétienne au sein de la Communauté, soit quatorze partis dans dix pays. Il avait été créé avec l'ambition d'être la première grande fédération européenne de partis dotés d'une véritable structure, avec un bureau politique, un comité exécutif et un congrès.

En novembre dernier, à Luxembourg, ce dernier a adopté la nouvelle plateforme en présence de quatre chefs de gouvernement : le chancelier Helmut Kohl (RFA), les

premiers ministres néerlandais, M. Ruud Lubbers, belge, M. Wilfried Martens et luxembourgeois, M. Jacques Santer, l'actuel président du PPE. Seul manquait à l'appel le chef du gouvernement démocrate-chrétien italien, M. De Mita.

Après la guerre, la plupart de ceux qui jouèrent un rôle de premier plan dans le lancement de l'idée européenne se retrouvaient dans une sensibilité qui associait un vieux fond de valeurs chrétiennes à une conception très sociale du rôle des institutions étatiques. Ces valeurs chrétiennes furent à l'époque, utilisées un peu à toutes les sauces comme instrument de résistance aux régimes communistes dans les pays d'Europe de l'Est ou comme élément de polarisation politique en Amérique latine, où elles ont souvent joué un rôle modérateur face aux dictatures.

L'intégration européenne, parce qu'elle a beaucoup progressé et qu'elle sert de référence à beaucoup d'autres sensibilités politiques, ne joue plus aujourd'hui le même rôle d'identification. L'étiquette démocrate-chrétienne a perdu beaucoup de ses contours. Une partie du courant chrétien a rejoint le camp socialiste, une autre s'est ancrée dans le camp conservateur. Au sein même des deux grands partis démocrates-chrétiens — l'Union chrétienne ouest-allemande, avec son million de membres, et la DC italienne, un million et demi d'adhérents — coexistent aujourd'hui des courants très divers.

Le Parti populaire européen est dominé aujourd'hui par les partis démocrates-chrétiens de RFA et du Benelux. Les Italiens n'y jouent pas le rôle qu'ils ont eu dans le passé, au début de la grande réconciliation franco-allemande. L'absence dans le PPE de représentants de poids en France, où il est représenté par le Centre des démocrates sociaux de Pierre Méhaignerie, ou en Grande-Bretagne, où il n'est pas représenté, pèse sur son image. C'est sa grande différence avec la branche européenne de l'Internationale socialiste,

beaucoup mieux ancrée dans tous les pays de la Communauté.

Si les partis socialistes et sociaux-démocrates européens se sont enrichis sur la politique de sécurité et le désarmement, ils ne s'en retrouvent pas moins sur quelques valeurs de base et ont toujours été capables au bout du compte d'affirmer dans les grands moments leur solidarité. Dans la campagne pour les élections européennes, ils ont été les seuls, avec les Verts et l'extrême droite, à faire venir dans leurs meetings des représentants de partis frères. Malgré les appels des dirigeants du PPE, les partis démocrates-chrétiens se sont montrés au contraire fort peu soucieux de mettre en pratique leur grande volonté européenne. Le chancelier Kohl s'est bien rendu aux Pays-Bas, les dirigeants du Benelux se sont entraînés. Ils n'ont précisément contribué qu'à renforcer une image de plus en plus régionaliste.

## Régionalisme

Ce n'est pas sans doute pour les membres du PPE d'aligner des valeurs et des objectifs communs. La plateforme adoptée pour les élections européennes est un véritable pol-pour d'engagements pour la réalisation d'une union européenne fondée sur une conception démocratique, chrétienne et sociale de la société. « Il ne s'agit plus uniquement de promouvoir l'idée de l'intégration européenne, mais bien de passer à sa réalisation », proclame-t-elle. Elle se prononce pour « la réalisation progressive des États-Unis d'Europe, avec un gouvernement responsable face à son Parlement européen élu démocratiquement, doté du pouvoir législatif et de contrôle de l'exécutif » ; pour une société européenne qui défende la famille, le respect de la vie humaine depuis sa conception, etc. ; pour une Europe où tous les peuples aient le droit à l'autodétermination : « Les démocrates-chrétiens respectent et soutiennent expressément la volonté allemande d'achever l'unité et la liberté de l'Allemagne dans une Europe de peuples libres ». Une telle profusion d'idées générales donne le sentiment que chacun a pu

faire mettre ce qu'il veut, sans qu'il y ait eu de véritable effort d'intégration.

La démocratie chrétienne, comme force homogène, est en crise, affirme le professeur italien Roberto Papini, secrétaire général de l'Institut Jacques Maritain, à cause de la lenteur avec laquelle se concrétise le projet fédéral européen, qui en a été le ciment en Europe. Mais aussi, ajoute-t-il, en raison de « la perte de la mémoire historique et des valeurs de référence des partis démocrates chrétiens ». Ceux-ci souffrent selon lui d'un aplatissement sur certains phénomènes communs aux sociétés industrielles (secularisation, société de consommation, pragmatisme, etc.) et d'un déclinisme par l'exploration des « questions nationales » (ou régionales) comme réponse à la crise d'identité, qui rendent à la fois difficile la coopération entre formations politiques de moins en moins ancrées dans des principes communs.

Cette modification du substrat idéologique se traduit par des changements dans les priorités, et la mesure de l'engagement politique. Davantage guidée aujourd'hui par l'affirmation du poids politique de la RFA dans l'Europe à venir, la démocratie chrétienne allemande risque de se trouver rapidement à l'étrémité dans le cadre d'un PPE trop fortement régionaliste. Le développement par la CDU de ses relations avec d'autres partis français que le CDS, le RPR et surtout l'UDF, témoigne pour le moins de son intérêt pour une stratégie de parti plus ouverte. L'alternative est la transformation du PPE en un instrument à sa dévotion, avec le risque de peser de moins en moins lourd face à un groupe socialiste plus représentatif des Douze. De nombreux partis conservateurs ont de tout temps été tentés de jouer cette carte par refus de compromis sur des « intérêts nationaux » mal compris. La droite française, qui n'a pratiquement aucune influence au sein du Parlement européen, sait de quoi il retourne.

HENRI DE BRESSON.

M. Fabius à Lille

Appel aux abstentionnistes  
« au nom de la démocratie...  
et de la Chine »

M. Laurent Fabius était à Lille mardi 13 juin pour l'un de ses derniers meetings avant le scrutin du 18 juin. Précedé à la tribune par M. Pierre Mauroy, maire de la ville et premier secrétaire du PS, qui l'a assuré que « le parti tout entier était derrière lui », M. Fabius a longuement plaidé, devant une salle de trois mille personnes et une brochette de ministres dont MM. Michel Durafour, Alain Decaux et Michel Delebarre, pour « l'Europe-progrès social, l'Europe de la solidarité, celle de François Mitterrand » qu'il a opposée à plusieurs reprises à « l'Europe sauvage de M. Thatcher et de la droite ». Le chef de file des socialistes dans cette élection européenne a lancé également un appel aux électeurs abstentionnistes : « au nom de la démocratie... et de la Chine ».

LILLE

de notre correspondant

« Une menace pèse sur nous », a déclaré M. Laurent Fabius, l'abstention. Une moitié de la France, nous dit-on, serait tentée de s'abstenir au moment où une moitié du monde tente d'apaiser le droit de vote. A ceux qui seraient tentés par trop de scrupules qui se seraient succédés depuis un an, j'ai envie de dire : la liberté, la démocratie sont indivisibles. Nous sommes comptables de la liberté, de ce que nous en faisons. Nous qui avons la chance de pouvoir voter librement, nous la mépriserions ? Au regard de ce qui se passe en Chine, nous n'avons pas le droit de négliger notre devoir envers la démocratie. Et notre devoir, le 18 juin, c'est de voter ».

A ceux qui lui opposent qu'il n'y a pas d'enjeu dans cette élection européenne, M. Fabius répond qu'en France ces enjeux existent bien. Enjeux de société ? Les enfants qui naîtront en 1992 auront-ils ans en l'an 2000, dit le président de l'Assemblée nationale. Je ne veux pas laisser les décisions de lutte contre le sida aux conservateurs bavarois ; je ne veux pas laisser les décisions concernant l'environnement à M. Thatcher, ni celles concernant l'immigration à la droite fasciste italienne ou espagnole, ni celles concernant le droit social à la droite française.

Enjeu politique ? Ceux qui pensent qu'il n'y en a pas dans cette

élection, indique Laurent Fabius, « risquent bien de se réveiller le 19 juin, citoyens d'une France progressiste dans une Europe conservatrice. Alors, tout sera à recommencer car l'Europe a dans les mains de quoi défaire ce qui a été fait. [...] Il n'y aura plus de frontières, on devra une partie de notre droit social à Strasbourg ».

Tout au long de la soirée, comme à l'a fait depuis le début de sa campagne, M. Fabius a plaidé pour l'Europe sociale. M. Mauroy assaillit d'abord ce thème pour dénoncer M. Thatcher accusée « d'avoir conduit la Grande-Bretagne dans une impasse sociale ». « Il faut reconnaître aux aspects sociaux du grand marché de 1993 la même importance qu'aux aspects économiques », a-t-il ajouté.

M. Fabius ne dit pas autre chose quand il réclame, après le traité de Rome sur l'Europe économique, après le traité à venir sur l'Europe monétaire, un troisième traité sur l'Europe sociale. « Nous voulons, proclame-t-il, que chaque salarié de France puisse bénéficier d'un vrai contrat de travail, puisse être couvert par une convention collective, puisse choisir librement son organisation syndicale et ne pas être inquiété pour son engagement, puisse les hommes et les femmes, sans rétrograder une négociation collective, le partage du travail... ».

JEAN-RENE LORE.

## CULTURE GENERALE

Les bases de  
la réussite

Une méthode claire et pratique. 20 cours pour mettre en ordre vos connaissances dans les principaux domaines de la culture générale. Documentation gratuite à :

Institut Culturel Français  
Soc 7051, 35, rue Collonge  
92303 Paris-Levallois  
Tél. : (1) 42-70-73-63

POUR VOTRE PROCHAIN  
MEURTRE POLITIQUE

Sachez choisir le moment,  
les circonstances, l'environnement, etc.

Conseils et documentation gratuits à  
VIVE LA DÉMOCRATIE. - Tél. : 43-48-79-20

APPEL AU DIALOGUE  
DANS L'EGLISE CATHOLIQUE

Le 1<sup>er</sup> avril à l'initiative de « Témoignage Chrétien » a été publié dans « Le Monde » un Appel au dialogue à la suite des « attitudes frileuses des plus hauts responsables de l'épiscopat et du Vatican... et des silences et des censures qui servent à étouffer le débat légitime des chrétiens membres d'une même Eglise ».

A ce jour, 23 751 signatures ont été recueillies dont un grand nombre émanant des lecteurs du « Monde ».

Le « Comité pour une Eglise du dialogue au service des hommes et du monde » doit rencontrer prochainement Mgr Gilson évêque du Mans officiellement désigné par le Conseil permanent des évêques.

Par ailleurs, il va organiser un Forum préparatoire à des Assises nationales. Celui-ci aura lieu à Paris le 21 octobre.

Je m'associe à cet Appel

Nom et Prénom : .....  
Adresse : .....  
et désire recevoir toutes les informations à ce sujet  
Date : ..... Signature : .....

Appel au Dialogue, 9, rue Cadet, 75009 PARIS

## Propos de campagne

● M. Baudis : M. Vail. — Interrogé, mercredi 14 juin sur TF 1, sur le « désaccord » de M. Philippe Séguin avec les rénovateurs, M. Dominique Baudis a déclaré qu'il s'agissait à ses yeux de « un désaccord sur la méthode » de rénovation de l'opposition. Le maire de Toulouse a admis qu'il n'importe pas aujourd'hui de créer un parti de plus qui s'ajouterait aux autres [...] mais de fusionner les partis politiques existants, dans le respect des courants. Pour les directions européennes, le maire de Toulouse a enfin déclaré que le total des deux listes de l'opposition fasse le meilleur score possible, en souhaitant qu'au sein de ce total, le score de M. Vail soit le meilleur possible ».

● M. Giscard d'Estaing : une idée française. — M. Valéry Giscard d'Estaing a souligné, mardi 13 juin à Marseille (Calvados), que, par leur vote, les électeurs ont montré l'importance que l'union de l'Europe reste une idée française. M. Giscard d'Estaing, qui s'était rendu en Normandie avec deux de ses collègues, Michèle Barzach et Yves Galland, a renouvelé son appel au « double vote utile » en faveur de la liste qu'il conduit : à la fois « pour la représentation de la France en Europe » et pour devancer la liste socialiste, car « c'est le seul résultat politique important pour la France ».

● M. Pasqua : un sacre différé. — M. Charles Pasqua, qui était, mardi 13 juin, l'hôte à déjeuner de la presse anglo-américaine, a déclaré : « Je suis favorable aux quotas (d'immigrés) car cela nous permet de les contrôler, et on ne devrait recevoir que ceux auxquels on peut fournir du travail et un logement, sous peine de voir grossir le nombre des marginaux et des délinquants ». L'ancien ministre RPR de l'intérieur s'est réjoui de la présence des écologistes sur la scène politique française, estimant que leur rôle était comparable à celui joué par le Front national de Jean-Marie Le Pen auprès de la droite modérée. Enfin, il a estimé que la célébration du bicentenaire de la Révolution française était en fait le « sacre différé » du président François Mitterrand qui, a-t-il dit, va peut-

être « se prendre pour le Roi-Soleil ».

● M. Toussat : coordination. — La classe politique française est composée de « professionnels qui, quand ils sentent un marché à prendre, qu'il s'agisse de l'Europe ou de l'écologie, essaient de l'investir », a déclaré, mardi soir à Trent, M. Gérard Toussat, député de la Gironde. L'Europe qui se veut une forme de « coordination politique » ouverte à droite comme à gauche.

M. Toussat, qui bénéficie d'une protection rapprochée à la suite de menaces de mort motivées par « la forte proportion (25 %) de Français d'origine étrangère » sur la liste, estime que « ces professionnels de la politique essaient maintenant de faire le meilleur score sur le thème de l'Europe, même si leurs candidatures sont parfois connues pour être des non-Européens ».

● M. Vail : très vite. — M. Vail a estimé, mardi 13 juin à Marseille, qu'il faut aller très vite et plus loin dans la construction de l'Europe. Devant trois cents chefs d'entreprise de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, M. Vail a plaidé pour « une véritable Europe politique », seule capable de « donner une cohérence à l'union économique et monétaire ». Cette Europe politique doit passer par le nouveau traité européen qui « est une nécessité », a-t-il indiqué.

● M. Weecher : message rapa. — M. Antoine Weecher a déclaré, mardi 13 juin à Comfens-Sainte-Honorine (Yvelines), qu'« au soir du 18 juin [son] message serait immédiatement entendu par les dirigeants actuels ». S'exprimant devant une assemblée de deux cent cinquante personnes dans un gymnase de la ville du premier ministre, le chef de file des Verts a ajouté : « Le scrutin du 18 juin aura, au niveau interne, une conséquence immédiate car si, comme les sondages semblent l'indiquer, les écologistes représentent la troisième ou quatrième force politique de ce pays, le message sera immédiatement entendu par l'ensemble de la classe politique, y compris par ceux qui sont, à l'heure actuelle, au pouvoir, et des mesures immédiates seront alors vraisemblablement prises dans bien des domaines ».

## Le débat au sein du RPR

M. Chirac voudrait éviter  
toute contestation  
à l'extérieur de son mouvement

Le conseil national du RPR, convoqué pour le jeudi 22 juin à Paris est attendu comme une étape importante dans la vie du mouvement qui préside M. Jacques Chirac. Celui-ci a évoqué longuement cette échéance devant le groupe parlementaire mardi 13 juin à l'Assemblée nationale. Il a annoncé que les membres du Conseil national seraient à sa disposition sur trois documents dont il veut être saisi et qui concernent les « idées », les « structures » et la « stratégie ».

Par ce moyen, M. Chirac prend en compte, d'une certaine manière, les remarques qui traversent son mouvement et qui ont entraîné une certaine démobilité dont les « rénovateurs » ont tiré profit. La mise à jour des « idées », répond ainsi à la fois à l'attente des « rénovateurs » et à celle, encore plus pressante des autres cadres du RPR, qui souhaitent que celui-ci affirme son « identité ». La réforme des structures devrait se traduire par la journalisation et l'actualisation des initiatives lancées par M. Alain Juppé, secrétaire général, pour instaurer à chaque échelon davantage de débat et de démocratie. In-telle jusqu'à une reconnaissance officielle de l'existence de tendances ?

Deux conceptions existent à ce sujet : celle qui conviendrait que ces tendances puissent se manifester en courants organisés et soient représentées à la proportionnelle dans les instances ; celle qui prévoit que les courants puissent se compter lors du vote de motions à tous les échelons, y compris les plus élevés, mais acceptent la règle de la majorité. M. Chirac, de toute façon, a affirmé à plusieurs reprises qu'il ne saurait porter à l'extérieur du mouvement, alors qu'elle aurait tous les moyens de s'exprimer à l'intérieur.

Quant aux propos de la « stratégie » du RPR dans l'opposition en vue de la reconquête du pouvoir, c'est tout le problème de la nature des alliances qui sera posé. M. Chirac a déjà eu l'occasion de

dire sa préférence pour une solution qui consisterait en un renforcement du RPR accompagné d'une union mieux organisée avec les deux autres formations de l'opposition, l'UDF et l'UDC. Celle-ci pourrait se traduire par la création d'un groupe parlementaire hâté 13 juin à l'Assemblée nationale. Il a annoncé que les membres du Conseil national seraient à sa disposition sur trois documents dont il veut être saisi et qui concernent les « idées », les « structures » et la « stratégie ».

« Au cours de la réunion du groupe parlementaire, plusieurs députés ont reproché à M. Juppé de s'être rendu au colloque organisé le week-end précédent à La Grande-Chartreuse, où, par sa seule présence, il aurait apporté sa « caution » aux « rénovateurs ». Le secrétaire général a répondu qu'il n'avait pas eu l'intention de combattre cette impression. O affirmant même que cela lui avait permis de constater que les « rénovateurs » étaient profondément divisés sur l'analyse politique et sur les solutions à apporter ». Il a ainsi décrit celles qui ont chacune leurs partisans parmi les rénovateurs : « Certains veulent créer des partis régionaux ; d'autres, un parti unique, et d'autres, enfin, une situation bipolaire ».

M. Juppé — qui a reçu le soutien public de M. Pasqua — s'est « réjoui » des prises de position de M. Séguin, seul des douze « rénovateurs » d'origine à ne s'être pas rendu à La Grande-Chartreuse. Le maire d'Epinal était présent à la réunion du groupe RPR à l'Assemblée nationale, ainsi que quelques autres « rénovateurs », tandis que M. Michel Noir, maire de Lyon, en était absent.

سكوا من الأصل



# Politique

## Les travaux du Parlement

### Le Sénat modifie le projet de loi sur la prévention des licenciements économiques

Le projet de loi relatif à la prévention des licenciements économiques et au droit à la conversion a été adopté, mardi 13 juin, par la majorité (UDF-RPR) au Sénat, contre l'avis du gouvernement, les groupes socialistes et communistes votant contre.

La majorité sénatoriale, favorable à l'opposition nationale, a vainement tenté, mardi 13 juin, d'enfoncer un coin entre M. Jean-Pierre Fourcade (RPR, Haute-Saône), président de la commission des affaires sociales, et le groupe socialiste de l'Assemblée nationale, à l'occasion de la discussion du projet de loi relatif à la prévention des licenciements économiques et au droit à la conversion. Le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle a dû préciser, dès la discussion générale du projet, qu'il défendait devant les sénateurs « un tout indissociable » : le texte et les amendements adoptés en première lecture par les députés socialistes.

Cette mise au point était rendue nécessaire après que les sénateurs eurent opposé la « large concertation » qui a prévalu, selon M. Jean-Pierre Fourcade (RPR, Haute-Saône), président de la commission des affaires sociales, dans l'élaboration du texte initial, à « la démagogie » et à « l'incohérence » de la version adoptée, le 25 mai, au Palais-Bourbon (le Monde du 27 mai).

Au nom de la commission des affaires sociales, M. Louis Souvet (RPR, Doubs), rapporteur de ce texte, a convaincu ses collègues

de revenir, contre l'avis du gouvernement, sur plusieurs amendements apportés à des dispositions initiales du projet. Ainsi ont-ils supprimé l'introduction de la possibilité offerte aux salariés appartenant à des entreprises qui n'ont pas de représentants du personnel, de se faire assister au cours de l'entretien préalable à son licenciement, par une personne de son choix inscrite sur une liste établie par le préfet. Le sénateur (RPR) du Doubs a justifié cette suppression par son « hostilité à l'introduction d'une personnalité étrangère » dans l'entreprise.

De même, les sénateurs ont-ils annulé les mentions spécifiques introduites par les députés socialistes, relatives aux « salariés âgés » et à ceux présentant des « caractéristiques sociales » particulières au motif que ces formulations étaient imprécises.

#### « Procès d'intention »

Le Sénat a, parallèlement, apporté de sensibles modifications à ce projet de loi. La majorité sénatoriale a, par exemple, supprimé la disposition du texte permettant à l'autorité administrative de « compléter ou modifier le plan social compte tenu de la situation économique de l'entreprise ». M. Souvet a, en effet, redouté que cette mesure ne soit un rétablissement insidieux de l'autorisation administrative préalable de licenciement alors même

que M. Souvet venait de l'assumer du contraire en assimilant le rôle de l'autorité administrative à celui de « conseiller » et dénonçant ce « procès d'intention ».

Le Sénat a également adopté l'amendement de la commission précisant que le salarié, en faveur duquel les organisations syndicales se proposent d'ester en justice, fasse part de son accord « par lettre recommandée avec accusé de réception ». Son employeur devra, en outre, être « simultanément » averti de cette action en justice « selon les mêmes formes ».

En cas de litige sur la résiliation d'un contrat de travail à durée indéterminée, les sénateurs ont précisé que si un doute subsiste, il profite au salarié lorsqu'il s'agit d'un licenciement pour motif économique.

Quant aux aides à l'adaptation des salariés aux évolutions de l'emploi, la commission a proposé, avec succès, qu'elles s'inscrivent non seulement dans le cadre d'accords de branches professionnelles, mais aussi dans celui d'accords d'entreprises.

Tout au long de la discussion de ce texte, le groupe communiste s'est placé dans « une autre logique », défendant, sans succès, notamment le rétablissement de l'autorisation administrative préalable de licenciement et le droit au reclassement du travailleur licencié.

V. DEVILLECHABROLLE

### L'opposition déferle au Conseil constitutionnel la loi de « dénoyautage » des sociétés privatisées

L'Assemblée nationale a adopté définitivement, mardi 13 juin, le projet de loi concernant les modalités d'application des privatisations. Seuls les élus du groupe socialiste se sont prononcés pour le texte de M. Pierre Bérégovoy ; les communistes se sont abstenus ainsi que l'opposition de droite et du centre.

Les députés étaient appelés à statuer en dernier ressort après l'échec de la commission mixte paritaire chargée de trouver un terrain d'entente entre l'Assemblée nationale et le Sénat. Ce texte tend à réduire leur liberté aux actionnaires des « noyaux durs » des entreprises privatisées par le gouvernement Chirac en 1986. L'opposition a déposé, mercredi 14 juin, un recours devant le Conseil constitutionnel.

Les arguments proposés au Conseil constitutionnel pour lui demander de déclarer le texte contraire à la Constitution sont de trois ordres. La loi déferait, affirme l'opposition, notamment au principe de la liberté d'entreprendre et au droit de propriété ; elle serait contraire au principe de non-rétroactivité des lois ; enfin, elle violerait le principe d'égalité devant la loi.

Pour les auteurs de la saisine, la loi, en soumettant à déclaration les cessions d'actions des sociétés privatisées qui porteraient une participation isolée ou concertée à 10 % ou plus du capital, en permettant au ministre des finances de s'opposer à ces cessions pour protéger éventuellement des intérêts nationaux, entrave « la liberté de prendre une participation dans une entreprise et donc, a fortiori, la liberté d'en prendre le contrôle, dont on ne peut contester qu'elle est de l'essence même de la liberté d'entreprendre ».

Les auteurs du recours reprochent encore à la loi de ne pas préciser « les motifs qui peuvent conduire le ministre à s'opposer à une cession d'actions de société privatisée » et de donner ainsi à ce dernier « un pouvoir quasi discrétionnaire ». Enfin la loi est, selon les auteurs du recours, contraire au principe d'égalité devant la loi en raison de l'absence de spécificités des sociétés privatisées et dès lors qu'il n'existe « aucune différence, au plan de l'importance des activités, susceptible de justifier pour les sociétés privatisées un traitement particulier ».

M. K.

### Les mauvais traitements à enfants à l'Assemblée nationale

Comme l'avait fait le Sénat (le Monde du 4 mai), l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité, mardi 13 juin, le projet de loi relatif à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection de l'enfance. Le projet s'inspire des conclusions de la commission Enfance maltraitée présidée par le centriste M. Jacques Barrot, rendues publiques en janvier dernier. Le débat s'est déroulé dans une atmosphère très consensuelle, chacun des orateurs soulignant la gravité du sujet. Dans les tribunes du public, M. Anne-Aymone Giscard d'Estaing a suivi cette discussion.

Le texte proposé par M. Hélène Dorihac, secrétaire d'Etat chargé de la famille, précise notamment les responsabilités incombant au conseil général en matière de mauvais traitements à enfants. Les conseils généraux sont chargés de mettre en place une structure destinée à améliorer le dépistage et la prise en charge des enfants maltraités. Le projet clarifie également l'articulation entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire afin d'éviter notamment que la justice ne soit prévenue trop tardivement des cas.

#### Briser le mur du silence

Quarante mille à cinquante mille enfants sont maltraités chaque année. Près de six cents meurent. Le rapporteur de la commission des affaires sociales, M. Gilberte Maria-Moskowitz (PS, Territoire de Belfort), a tenu à rappeler cette terrible statistique. Malgré de récents événements qui ont frappé l'opinion publique, rien n'indique qu'il y aurait une recrudescence des mauvais traitements. C'est ce que M. Dorihac a expliqué en précisant que ce qui avait changé, c'est le fait que « nos sociétés tolèrent moins facilement ces situations ». Une affirmation totalement partagée par le rapporteur de la commission des lois, M. Desbats Cachaux (PS, Nord) : « Si on a l'impression que les cas se multiplient, c'est sans doute parce que l'opinion y est de plus en plus attentive. M. Cachaux a beaucoup insisté sur « la prévention » et le rôle essentiel des assistants sociaux dans le dépistage le plus tôt possible des cas de mauvais traitements.

Tous les intervenants ont insisté sur la nécessité de s'attaquer encore un peu plus au silence qui, le plus souvent, entoure ces problèmes. « Un tabou pèse sur ces mauvais traitements, surtout quand il s'agit d'abus sexuels. On a le sentiment qu'on ferait de la délation, on a peur de se tromper, on craint de pénétrer dans une sphère privée et on ignore les procédures à suivre. Le mineur et ses proches ont peur ou honte », a rappelé M. Maria-Moskowitz. « Il faut rompre le cercle infernal qui veut que, devenu adulte, l'ex-enfant maltraité maltraite à son tour », a affirmé M. Dorihac.

« En parler, briser le mur du silence », tels ont été les leitmotivs du débat. Les députés ont donc repris et précisé l'amendement du Sénat concernant le fonctionnement d'un ser-

vice d'accueil téléphonique (gratuit et permanent). La gestion sera assurée pour moitié par l'Etat et les départements. Le numéro de téléphone sera affiché dans tous les établissements et services qui accueillent de façon habituelle des mineurs de plus de six ans. Le gouvernement a fait adopter un sous-amendement selon lequel des personnes morales de droit public ou privé peuvent faire partie, avec l'Etat et les départements, du groupement d'intérêt public qui est la structure d'accueil du service téléphonique mis sur pied.

Le projet prévoit l'organisation d'un dispositif de recueil d'informations dans chaque département. Un amendement précise que le conseil général devra obligatoirement dégager chaque année les crédits nécessaires pour la mise en place de ce dispositif permanent. Les députés ont également souhaité que les personnes morales de droit privé « concernées par les problèmes de l'enfance maltraitée » participent à ce dispositif. Un amendement du gouvernement précise que le service d'accueil téléphonique fonctionnera en liaison avec le recueil d'informations.

M. Cachaux a fait adopter un amendement, contre l'avis du gouvernement, qui souhaitait que l'Assemblée n'anticipe pas sur une réforme d'ensemble à venir. Cet amendement offre la possibilité au juge d'instruction saisi de faits connus à l'encontre d'un mineur, de désigner un administrateur ad hoc pour exercer au nom de l'enfant les droits reconnus à la partie civile. « En cas de constitution de partie civile, le juge fait désigner un avocat d'office pour le mineur s'il n'en a pas déjà été choisi », a précisé M. Cachaux. Enfin, M. Séguine Royal (PS, Deux-Sèvres) a fait adopter un amendement, malgré l'opposition du gouvernement, tendant à traiter avec moins de sévérité les mineurs qui ont abandonné leur enfant

dans des conditions qui « ont permis d'assurer sa santé et sa sécurité ». M. Royal souhaite en effet que l'on ne mette pas en prison une mère qui a pu inconsciemment chercher à « protéger l'enfant contre des gestes de violence ». Les députés socialistes et M. Christine Boutin (UDC, Yvelines) ont voté l'amendement Royal.

PIERRE SERVANT.

Retrait du projet de loi sur la Sécurité sociale. Le gouvernement a décidé, mardi 13 juin, de retirer de l'ordre du jour prioritaire de l'Assemblée nationale le projet de loi portant dispositions relatives à la Sécurité sociale et à la formation des personnels médicaux hospitaliers. Motif officiel : la discussion n'aurait pu aboutir à temps, le texte président (sur les mauvais traitements à enfants) ne devant être adopté que tard dans la nuit. En fait, le projet comportait deux dispositions qui se heurtaient à l'opposition conjuguée des communistes et des centristes : d'une part le report à une date « qui ne pourra être postérieure au 31 mars 1991 » des élections à la Sécurité sociale ; d'autre part, un amendement introduit par le ministre de la solidarité stipulant que, à défaut de conclusion d'une convention nationale avec les syndicats médicaux représentatifs (actuellement en discussion), les tarifs médicaux seraient fixés par des conventions départementales conformes à une convention-type adoptée par décret ; faute de conventions départementales, les médecins adhéreraient individuellement à cette convention. M. Lajoinie, président du groupe communiste, a protesté contre ce projet qui d'une part « aboutirait, selon lui, à des remboursements différents pour les assurés » et de l'autre supprimerait les élections à la Sécurité sociale.

### Le contentieux des élections municipales

#### Nice : M. Médecin inéligible ?

Le commissaire du gouvernement (dont les analyses et l'avis ne sont pas automatiquement suivis) du tribunal administratif de Nice a conclu, mardi 13 juin, à l'inéligibilité du maire de Nice, M. Jacques Médecin (RPR). Le jugement, mis en délibéré, devrait être rendu dans quelques jours.

Révis après la victoire de sa liste, le 19 mars dernier, lors du second tour des élections municipales, M. Médecin a fait l'objet d'un recours de M. Jean-François Colonna (PS), ancien député, son adversaire malheureux lors de ces élections. Dans ses conclusions, le commissaire du gouvernement a fait valoir que M. Médecin, qui préside plusieurs associations de la loi de 1901 (Nice-Opéra, le Comité des fêtes de la ville de Nice), tombait sous le coup d'une disposition du code électoral relative aux cas d'inéligibilité. L'article L. 231-4 du code électoral indique en effet : « Ne sont pas éligibles dans le ressort où ils exercent

leurs fonctions... les comptables des deniers communaux et les entrepreneurs de services municipaux ».

L'avocat de M. Colonna, M. Armand Lyon-Caen, a souligné que Nice-Opéra et le Comité des fêtes de la ville recevaient des subventions municipales et que ces deux organismes figuraient parmi les annonceurs du journal l'Action-Côte d'Azur dont la société éditrice a pour principal actionnaire M. Médecin qui dispose de 98 % de parts.

Le commissaire du gouvernement a aussi retenu, en-dehors du cas de M. Médecin, le fait que « de très nombreux conseillers municipaux ou adjoints figurent dans les conseils d'administration des associations para-municipales dont la nature de service public municipal est évidente ». Si ces conclusions étaient suivies, c'est le conseil municipal tout entier qui pourrait voir son élection annulée.

A Sainte-Marie, M. Guy Lordinot, député (apparenté socialiste de la Martinique) révisé après la victoire de sa liste, voit son élection annulée en raison de la présence de listes fictives lors du scrutin.

A Mécouba, le refus du maire, M. Sévère Carland (Parti communiste martiniquais) de procéder à une révision des listes électorales de la commune, conformément à une décision de justice, a motivé l'annulation des résultats des élections.

A Vauclin, où le maire sortant M. Yves Juston (div. dr.) avait demandé son adversaire socialiste, M. Raymond Occelier, de quarante-six voix, le tribunal administratif a motivé sa décision par la diffusion d'un tract appelant à voter pour M. Juston à la veille du scrutin du 19 mars.

● FORCALQUER. — Le tribunal administratif de Marseille vient d'annuler le résultat de l'élection municipale de Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence), où la liste Majorité présidentielle conduite par le socialiste Raymond Farjoux avait battu le 19 mars de cinq voix la liste conduite par le maire sortant RPR, Pierre Delmar.

Le défenseur de M. Farjoux, M. Yves Jouffé, a fait part de son intention de faire appel devant le Conseil d'Etat de la décision du tribunal administratif.

● MARTINIQUE. — Le tribunal administratif de Fort-de-France vient de prononcer l'annulation des résultats des élections municipales dans trois communes de Martinique : Sainte-Marie, Mécouba, Vauclin.

### 4 hectares en bord de plage sur la presqu'île de Saint-Tropez. Cela se passe de commentaires.

Vous voulez en savoir plus sur les appartements, le parc, la piscine, l'environnement de la résidence Ormarine de Capri Loisirs ? Renvoyez donc au plus vite le coupon ci-dessous.



**CAPRI**  
L'OFFICINE 5

GRUPPO CASE DEI DEPOSITI - DEVELOPMENT

Je souhaite recevoir une documentation gratuite sur votre résidence ORMARINE.

Nom Prénom

Adresse Tél.

Ville Code postal

CAPRI LOISIRS 1, cours Michelet - 92076 Paris La Défense Cedex 43 Tél. 49 48 39 39

LES MARINES DE CASSIN  
CÔTE DE ST-TROPEZ

Bureau de vente sur place aux Marines de Cassin, route de St-Tropez, 500 m après le carrefour de la Four.

مناصفه الأصل



## Politique

### Le financement des partis politiques

## Le Parlement sera saisi de deux projets de loi dès la semaine prochaine

Le financement des partis politiques et des campagnes électorales va donner lieu à deux projets de loi, en cours d'examen par le Conseil d'Etat et qui devraient être adoptés par le conseil des ministres le mardi 20 juin (M. Michel Rocard étant absent de Paris mercredi). L'intention du gouvernement est de soumettre ces textes en urgence au Parlement et de parvenir, si possible, à leur adoption définitive au cours d'une session extraordinaire convoquée pour le début du mois de juillet. Cette session extraordinaire est elle-même rendue indispensable pour assurer l'adoption définitive des projets de loi concernant l'éducation nationale, l'immigration et l'audiovisuel.

M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assem-

blée nationale, a confirmé, mardi 13 juin, l'intention du gouvernement. Il a précisé que les deux projets de loi, l'un ordinaire, l'autre organique, visent à assurer la limitation et le contrôle des dépenses électorales, ainsi que la transparence des ressources des partis. Il s'agit, selon M. Mermaz, d'« éviter les dépenses excessives avant la courte période » de la campagne officielle. Chaque candidat devra constituer une association électorale dont les comptes seront soumis au contrôle d'une commission nationale nommée par le président de la République.

Le président du groupe socialiste a confirmé que ces textes comporteront une amnistie des infractions commises dans le

passé pour financer des partis ou des campagnes.

Les deux projets de loi comportent des dispositions réglementant le financement public et privé des campagnes électorales. La limitation des dépenses entraîne des restrictions quant à l'usage de certains moyens de propagande, tels que l'affichage commercial, les insertions publicitaires dans les journaux et le démarchage téléphonique. L'usage d'un « numéro vert » est exclu.

Le projet prévoit la prise en compte de l'ensemble des dépenses faites au profit d'un candidat. Il précise dans quelles conditions « est réputé candidat » celui qui se prépare à une élec-

tion, avant l'enregistrement officiel de sa candidature.

Le financement public des partis sera accru par rapport à celui qu'ont institué les lois de mars 1988. Il sera assis non plus seulement sur la représentation parlementaire, mais, aussi sur le nombre de voix obtenues aux élections législatives.

Pour les campagnes comme pour les partis, les infractions seront plus lourdement sanctionnées. Pour les campagnes, elles entraîneront l'indéligibilité absolue, c'est-à-dire la destitution du contrevenant de tous ses mandats.

Enfin, les deux textes sont précédés d'un exposé des motifs décrivant la situation actuelle et rappelant les propos du président de la République, qui, le 14 mai dernier, à Soltré, avait souhaité des mesures assurant la transparence du financement de la vie politique.

Dans une lettre adressée à M. Joxe et rendue publique le

13 juin, M. Le Pen : « truands politiques ». — M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a déclaré, mardi 13 juin au « Grand Jury RTL-Le Monde », que le projet de loi sur le financement des partis politiques « a pour but de justifier l'énorme amnistie (...) au profit des truands de droit commun mais aussi des truands politiques ».

« Il y a énormément de municipalités socialistes qui sont compromises dans des histoires de fausses factures », a ajouté M. Le Pen, déclarant que « M. Mauroy était tellement aveugle qu'une amnistie intervenait avant les poursuites et les procès qu'il était prêt à faire présenter un projet d'amendement à l'amnistie des Guedeloupéens ». « Je suis pour la poursuite, la condamnation, le jugement de tous les gens qui ont détourné de l'argent du but qui lui était fixé, et dans ce domaine, je n'ai rien à craindre, j'ai les mains blanches », a-t-il affirmé.

2 juin, M. Michel Rocard avait demandé au ministre de l'Intérieur de « mettre aussitôt à l'étude un avant-projet de loi, de sorte que le Parlement puisse être saisi dès la prochaine session ordinaire ».

La décision de présenter et de tenter de faire adopter un texte dès la session extraordinaire de juillet marque donc une accélération notable par rapport aux intentions initiales de M. Rocard.

L'échec de la tentative d'amnistie du 5 juin, dû au fait qu'elle avait été écartée deux jours auparavant, avait été considéré comme une défaite pour le PS et, singulièrement, pour son premier secrétaire, M. Pierre Mauroy, tenu pour l'instigateur de cette affaire. Il semble que, à l'Élysée d'abord, à l'hôtel Matignon ensuite, on ait considéré que la situation ainsi créée n'était pas satisfaisante.

La relance du projet a pour effet principal de ne plus dissocier la réglementation du financement des partis et des campagnes, de son « corollaire », c'est-à-dire l'amnistie pour les faits imputables à l'insuffisance de la législation actuelle et des moyens de financement transparents. L'amnistie apparaît ainsi plus vertueuse, puisqu'elle serait la contrepartie d'une réforme effective, et non pas seulement promise.

Cependant, aucune information judiciaire n'est actuellement ouverte qui puisse concerner des élus ou des responsables politiques à la suite des affaires sur lesquelles une enquête est en cours, notamment à Marseille. La menace d'une telle information existe. Il n'est pas sûr, toutefois, qu'elle ait été suffisante pour motiver la décision d'accélérer les choses. Celle-ci peut avoir une explication politique, liée aux rap-

ports internes au PS. Il n'est pas exclu que la façon dont M. Mauroy avait été mis en cause à propos de l'amnistie ait incité M. François Mitterrand à rappeler à l'ordre ceux qui auraient tenté, ainsi, de se dérober à leurs responsabilités. Ce rappel à l'ordre — démenti à l'hôtel Matignon — viserait le gouvernement et le groupe socialiste de l'Assemblée, ainsi sommés d'exécuter sans tarder la volonté présidentielle exprimée à la Pentecôte.

PATRICK JARREAU.

### La cote de la bretelle

Dans nos éditions datées 11 et 12 juin, nous avions écrit que la section socialiste de Maubourguet (Hautes-Pyrénées) n'avait pas, la cachotière, communiqué la recette de la vente aux enchères, vendredi 9 juin, des bretelles de M. Michel Charasse, ministre du budget, vedette d'un barquet républicain organisé dans cette commune. Ce manquement aux règles à venir de la transparence du financement des partis politiques a été réparé dès dimanche. Par l'intermédiaire des agences de presse, la section socialiste de Maubourguet, commune dont le maire est M. Jean Glavany, ancien chef de cabinet du président de la République, a fait savoir que lesdites bretelles ont rapporté 8 600 F.

La bretelle budgétaire étant d'un honnête rapport, M. Charasse devrait en faire son emploi de complément. A raison de mille francs par jour, la France pourrait faire cadeau à l'Irak, chaque année, d'un hélicoptère Gazelle supplémentaire (25 millions de francs) ou d'offrir, tous les quatre ans, un lycée de taille moyenne.

J.-Y. L.

### L'UDF favorable, les centristes méfiants

M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, avait déjà dû défendre discrètement, devant le bureau de son groupe, le 31 mai, le dépôt d'un amendement amnistiant les délits relatifs au financement des campagnes électorales dans le cadre de la loi d'amnistie des indépendantistes goudeloupéens. Il estime, cette fois, que les deux projets de loi, « votés par le président de la République », seront « un tournant dans l'histoire des partis, en assurant la transparence et le plafonnement des dépenses ». Justifiant la mesure d'amnistie qui accompagne ces projets, M. Mermaz a déclaré qu'il faut « passer l'éponge sur le passé ».

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, a souligné, pour sa part, que « les députés examineront avec la plus grande attention » le texte sur le financement des partis et qu'ils sont « d'accord pour aller plus loin que

la loi votée sous le gouvernement de Jacques Chirac ». « Il faut trouver une formule pour que les hommes politiques n'aient pas recours à des artifices contraires à la loi ».

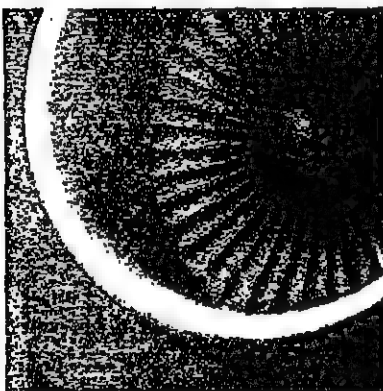
Beaucoup plus sévère, M. Pierre Méhaignerie, président du groupe UDC, a protesté contre la « rapidité » avec laquelle le gouvernement entend soumettre ce projet au Parlement. « Si ce texte se préparait dans la clarté et dans la transparence jusqu'au bout, nous y serions favorables », a indiqué M. Méhaignerie, mais l'amnistie ne nous paraît pas justifiée d'ici cette fin de session. « Dénouant cette commande impériale de Matignon », M. Méhaignerie a ajouté : « Je ne vois pas comment, avec un texte comme cela, on peut colmater toutes les brèches aussi rapidement », précisant que son groupe n'hésitera pas à voter « contre » un projet « hypocrite ».

Une véritable loi sur la transparence et le financement des campagnes électorales devrait, selon le président de l'UDC, contenir des sanctions très précises, notamment en cas de non-respect du plafonnement des dépenses ou de fausses factures. « Il faut, a-t-il dit, que ces infractions entraînent l'annulation de la candidature et l'interdiction de se représenter à de nouvelles élections. » C'est à l'aune de telles dispositions que le groupe UDC mesurera la « sincérité » du gouvernement.

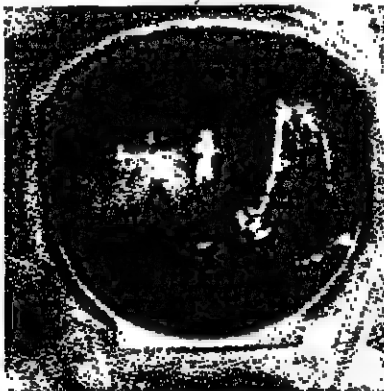
Pour M. André Lajoinie, président du groupe communiste, il n'est pas envisageable d'adopter une telle amnistie concernant « des voleurs, puisqu'il faut bien appeler voleurs ceux qui ont pris l'argent des fonds publics ». « Nous demanderons un scrutin public sur cette disposition, pour que chacun prenne ses responsabilités », a précisé M. Lajoinie.

P. R.-D.

PRATT & WHITNEY



HAMILTON STANDARD



SIKORSKY



SPACE SYSTEMS



United Technologies: un groupe de sociétés leaders de la terre à la lune, et au-delà. Sikorsky: des hélicoptères qui font toujours référence pour le vol vertical. Pratt & Whitney: des moteurs d'avion et des fusées qui battent des records par delà la vitesse du son. Missiles and Space Systems: à la limite de l'atmosphère, l'exploration de domaines qui vont de la propulsion à l'optique. Hamilton Standard: dans les profondeurs de l'espace, des systèmes qui permettent la vie des astronautes. De toutes ces expériences, nous tirons des enseignements nouveaux. Partagés entre les sociétés du groupe, ces enseignements nous permettent de bénéficier au mieux de nos technologies unies.

UNITED TECHNOLOGIES



Les orientations et le budget du ministère de la justice

## Fronde syndicale contre M. Pierre Arpaillange

Le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, a présenté au cours du conseil des ministres du mercredi 14 juin une communication consacrée aux rapports entre la justice et les collectivités locales. Si les conséquences budgétaires des orientations du garde des sceaux ne sont pas évoquées dans ce document, la plupart des organisations professionnelles de magistrats et de fonctionnaires dépendant du ministère de la justice s'inquiètent au même moment du budget de leur ministère à la veille des derniers arbitrages.

Alors qu'au ministère de la justice on mettrait la dernière main à la communication que M. Arpaillange devait présenter le lendemain au conseil des ministres, une dizaine d'organisations syndicales, magistrats et fonctionnaires confondus (1), ignorant la démarche de leur ministre, tentent mardi 13 juin une conférence de presse, la première du genre, pour exposer leurs inquiétudes en regard à ce qu'ils connaissent du budget de la justice pour 1990 et par là même s'en prendre sans ménagement à la politique menée depuis bientôt un an par le garde des sceaux.

Comme il l'a déjà fait à plusieurs reprises — pour les « innovations » qu'il entend promouvoir ou, plus récemment, pour dévoiler ses projets concernant l'éducation surveillée — M. Arpaillange a choisi la solennité du conseil des ministres pour présenter les grands axes de la modernisation de la justice. Cette modernisation passe, estime-t-il, par le resserrement des liens entre son administration et les collectivités territoriales. Celles-ci sont, en effet,

## Au tribunal de Bordeaux

## Un an de prison ferme pour un automobiliste meurtrier

Frank Coppola, vingt-deux ans, musicien, qui avait provoqué un accident mortel, le 26 janvier dernier, après avoir brûlé cinq feux rouges sur le boulevard de ceinture de Bordeaux, a été condamné, mardi 13 juin, à un an de prison ferme assorti d'une annulation de permis de conduire et d'une interdiction de s'y représenter pendant deux ans. Il devra, en outre, payer 5 000 F d'amendes pour « négligence et inattention ayant entraîné la mort sans intention de la donner ».

Le 26 janvier dernier, au cinquième feu rouge brûlé, la voiture de Frank Coppola avait violemment percé une 205 tuant son conducteur, Gabriel Torres, expert-comptable de quarante-deux ans. Deux associations de défense du droit de la route s'étaient portées parties civiles contre le prévenu qu'elles accusaient d'avoir « délibérément mis en danger la vie d'autrui » en jouant à la « roulette bordelaise », cette pratique automobile, à la mode à Bordeaux il y a quelques années, qui consistait à griller les feux rouges sur les boulevards de ceinture sans jamais ralentir. Après deux heures de débats, le tribunal correctionnel de Bordeaux n'a pas suivi les parties civiles qui demandaient une requalification des faits en meurtres pour que l'affaire soit jugée en cour d'assises.

impliquées au premier chef dans les opérations de prévention, concernées par l'octroi des travaux d'intérêt général (TIG) (2), responsables du financement des mesures d'assistance éducative ordonnées par les juges des enfants, intéressées par la rénovation des palais de justice ou l'installation de nouvelles prisons. Mais, de même que sa circulaire du mois de novembre dernier « Pour un grand service public de la justice », n'abordait pas la question des moyens, cette nouvelle plate-forme demeure muette sur ce chapitre.

Plus terre à terre, les syndicats parlent chiffres. Si le budget de 1990 n'en est qu'un stade des arbitrages, son ébauche les inquiète. Pas plus que l'année dernière, la justice n'est considérée par le gouvernement comme une priorité. Comme en 1988, le programme de construction de treize mille nouvelles places de prison, que le garde des sceaux a fini par adopter, le grève lourde, « Gouffre financier pour l'Etat », estime M. Aline Hazan, présidente du Syndicat de la magistrature, le coût d'investissement du « programme 13000 », plus deux ans de fonctionnement, équivalent au budget de l'éducation nationale. Comment, dans ces conditions, financer des mesures alternatives à l'emprisonnement ou favoriser la prévention par la réinsertion, comme on souhaite le faire place Vendôme ?

## Pas de réponse politique

A titre d'exemple les permanences d'obligation pénale (POP), qui devaient obligatoirement réaliser des enquêtes rapides sur les jeunes majeurs de dix-huit à vingt et un ans, demandant soixante créations de postes : quinze seraient prévues au prochain budget. Les chefs de juridiction viennent de recevoir une circulaire de M. Louis-Marie Ringard, directeur de l'administration générale et de l'équipement, et de M. Raymond Viricelle, directeur des services judiciaires. Ce texte annonce une baisse moyenne de 10 % de la dotation des juridictions. Variable selon les cours d'appel, cette baisse atteint parfois 20 %. Selon l'Union syndicale des magistrats (USM) « les critères de choix sont ignorés ». « Pourquoi, par exemple, la cour de Bourges, dotée de 1 750 000 francs, se voit-elle retirer 180 000 francs ? Y a-t-il vraiment un gestionnaire place Vendôme ? », demande M. Jean-Luc Sauron pour ce syndicat. « Dans le même temps, ajoute-t-il, en six ans la justice a perdu six cents emplois. On était déjà au niveau zéro. Maintenant on creuse les sous-sols ».

La CFDT, de son côté, se demande, alors que les missions judiciaires augmentent, pourquoi dans les postes réclamés par le ministère de la justice, sur trois mille créations d'emploi deux mille sept cents vont à l'administration pénitentiaire, soixante-trois à l'édu-

cation surveillée, cent soixante-dix aux services judiciaires et soixante-dix à l'administration centrale.

L'inquiétude n'est pas moindre chez les représentants des greffiers, qui n'arrivent toujours pas à obtenir l'application du protocole d'accord pourvu signé, au mois de janvier, à Matignon il est vrai, et qui inquiète la chancellerie. Ainsi, sur les mille cinq cents agents des catégories C et D qui devraient être titularisés en catégorie B car ils en occupent, depuis des années, les fonctions, le budget ne retient que deux cent vingt-cinq promotions. Vétusté des locaux, lenteur de l'informatisation, plan de carrière inexistant, la colère ne demande qu'à s'exprimer de nouveau.

Les éducateurs du SNPES pourtant favorables à l'actuel garde des sceaux, plus proche de leurs orientations que son prédécesseur, s'inquiètent de la réduction, fautive de moyens, des structures d'hébergement des mineurs en difficulté, notamment dans la couronne parisienne. Cela leur semble en contradiction avec le souci d'éviter la prison aux mineurs délinquants. Le SNPES annonce une semaine d'action du 19 au 23 juin.

En conclusion, M. Sauron estime qu'à toutes ces questions « il n'y a pas de réponse politique du cabinet du garde des sceaux, qui en est à tenter de gérer l'ingérable ». « Magistrats et fonctionnaires ont mis du temps à comprendre qu'il fallait aller au combat en commun. Il faut, au moins pour cela, remettre le garde des sceaux, car il nous a aidés à en prendre conscience ».

Face à cette charge d'une virulence inhabituelle, le ministère de la justice, qui ne conteste pas les chiffres avancés par les syndicats, sinon qu'il évalue à deux mille et non à trois mille les créations d'emplois pour 1990, rappelle qu'on doit bien s'accommoder d'un budget de rigueur et qu'on est contraint d'assumer la charge héritée du « programme 13000 ». La pénurie de moyens ne devrait pas bloquer les tentatives de modernisation de l'institution, persiste-on à répondre, en l'espérant d'initiative du corps judiciaire et sur la patience des fonctionnaires. La mobilisation des syndicats laisse aujourd'hui penser que ce discours passe de plus en plus mal.

AGATHE LOGEART.

(1) CFDT Justice, CFTC, FO services judiciaires, Syndicat autonome des cours, tribunaux et conseils de prud'hommes, Syndicat de la magistrature, SNPES, USM.

(2) Selon le ministère de la justice, depuis 1984, 58 % des TIG exécutés ont été au bénéfice des communes. Ces TIG sont transférés par la suite en TIGC (travaux d'intérêt collectif). En 1988, soixante-dix collectivités locales, de nature et de taille différentes, ont accueilli des détenus placés à l'extérieur des établissements pénitentiaires pour exécution de leur peine, tout en effectuant un travail utile.

## Dans l'attente de l'amnistie et des réductions de peines

## Agitation à la prison des Baumettes

Pendant plusieurs heures, environ 650 détenus de la prison des Baumettes à Marseille ont refusé, mardi 13 juin, de regagner leurs cellules

pour protester contre « l'insuffisance » des mesures de réductions de peines prévues pour le 14 juillet (le Monde du 13 juillet). Ils ont finalement réintégré leurs cellules peu avant 22 heures. Cinq véhicules de police étaient entrés par la suite vers 21 h 15 alors que d'importantes forces avaient pris place autour de l'établissement pénitentiaire.

A 14 h 20, 720 détenus étaient descendus dans la cour de la prison pour la promenade habituelle. Vers 17 heures, seuls 70 d'entre eux ont accepté de remonter dans leurs cellules. Les 650 autres étaient restés dans la cour pour, selon les gardiens, protester contre « l'insuffisance » des mesures d'amnistie et de réductions de peines prévues pour le 14 juillet lors de la célébration du Bicentenaire de la Révolution française. Après avoir manifesté bruyamment, les détenus ont continué à occuper la cour des Baumettes dans la nuit.

Le directeur de cabinet du préfet de police de Marseille, M. Daniel Chaze, et le procureur adjoint de la République, M. Louis Bartoloméi, ont alors pénétré dans la prison pour négocier avec les détenus. « C'est-à-dire », a indiqué M. Bartoloméi au cours d'un point de presse improvisé, nous ont fait part de leur mécontentement des mesures annoncées, qui visent, selon eux, à privilégier les petites peines par rapport aux grandes. Nous leur avons indiqué que nous ferions part, le plus rapidement possible, aux autorités compétentes de ces remarques, en échange de quoi ils ont accepté de regagner leurs cellules dans le calme ».

Les conclusions du colloque « Planète Terre »

## Une coopération Nord-Sud plus équitable pour défendre l'environnement

Le président de la République

a clôturé le colloque international « Planète Terre », qui a été organisé à Paris lundi 12 et mardi 13 juin par le ministère de la recherche et de la technologie. M. Mitterrand a insisté sur l'un des thèmes de ce colloque : la nécessaire et équitable coopération entre pays riches et pays en voie de développement pour défendre l'environnement.

Depuis que le « trou » saisonnier dans la couche d'ozone a été repéré en 1985 au-dessus de l'Antarctique, la mode est à l'environnement. Et c'est une bonne chose. Les scientifiques essayaient, depuis une dizaine d'années, de tirer le sonnette d'alarme sur les menaces que les activités humaines faisaient courir à la planète, au climat et donc à l'humanité. Sans grand résultat. Le « trou » a tout changé. Désormais, tous les responsables politiques s'intéressent — dans le bon sens du terme — à l'environnement.

Le 4 mars, M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, organisait à Paris un colloque scientifique sur l'atmosphère et le climat. Les 5 et 6 mars, c'était au tour de M. Margaret Thatcher, qui réunissait à Londres sur le même sujet les représentants, plus politiques que scientifiques, de cent trente-quatre pays. Le 11 mars à La Haye, à l'initiative des premiers ministres français, néerlandais et norvégiens, vingt-quatre Etats de tous les continents et de tous les niveaux de développement appelaient le reste de la communauté internationale à unir tous les efforts pour « un environnement mondial viable » et proposaient, dans le cadre des Nations unies, la mise sur pied d'« une nouvelle autorité institutionnelle, soit par le renforcement d'institutions existantes [en clair le programme des Nations unies pour l'environnement], soit par la création d'une institution nouvelle ». Etant entendu que les Etats-Unis, qui n'avaient pas été invités à La Haye, qui paient 25 % du budget des Nations unies et des organismes spécialisés de l'ONU et qui se sont retirés de l'UNESCO, n'étaient sûrement pas très en faveur de cette proposition.

Le colloque « Planète-Terre », auquel quelque cent quatre-vingts scientifiques de diverses nationalités ont participé, est sorti du cadre de l'ozone et de l'atmosphère. Peut-être trop. Car il était question aussi bien de la chimie atmosphérique et de la qualité de l'air, du climat et de l'effet de serre, de l'océan (pollution, circulation, équilibres chimiques et biologiques) que des eaux continentales, des catastrophes sismiques et volcaniques, de la crûte terrestre (énergies diverses, ressources en eau et en matières premières, déchets toxiques, transports) et de la dynamique des écosystèmes et des espèces.

## ASSOCIATIONS

## Le Conseil économique et social encourage le bénévolat

Le Conseil économique et social (CES) a publié, mardi 13 juin, un rapport sur « L'essor et l'avenir du bénévolat » présenté par M. Marie-Thérèse Chervière. La section cadre de vie du CES y souligne l'importance du tissu associatif qui, dans plusieurs domaines, est devenu la cheville ouvrière des ministères ou des administrations (sport, centres de vacances pour les jeunes, assistance socio-éducative, environnement).

Si l'on renouveau de plus en plus de permanents salariés, les bénévoles continuent à avoir un rôle essentiel, et le CES émet des propositions pour faciliter leur travail ou les rendre plus efficaces : aménagement de crédits d'heures de formation prise en charge des heures de travail et de transport par les pouvoirs publics, renforcement des crédits alloués au Fonds national de développement de la vie associative.

Intervenant après la présentation du rapport, M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre a rappelé que des mesures fiscales ont été proposées lors de la préparation de la loi de finances 1989. Celles-ci comprennent une revalorisation du barème des salaires et une augmentation de l'abattement spécifique aux associations sur la taxe sur les salaires.

● Réclusion perpétuelle pour un brigadier meurtrier d'un appelé. Au terme de deux jours d'audience, la cour d'assises de la Moselle a condamné, mardi 13 juin, à la réclusion criminelle à perpétuité Guy Guedou, qui, alors qu'il était brigadier-chef dans un régiment stationné à Montigny-Les-Metz, avait égorgé un appelé de dix-neuf ans, Lucien Daviot.

Certes, tous ces sujets sont des paramètres significatifs intervenant dans l'équilibre de notre planète. Mais il est évident qu'en seulement huit à dix heures d'orlogerie, chacun d'eux ne pouvait être qu'ébauché.

Heureusement, des conclusions pertinentes des séances du 12 juin ont été tirées le 13 au matin. Les mêmes idées-forces sont ressorties des déclarations de M. Muhammad Abdus Salam (Pakistanais, prix Nobel de physique 1979 et « instigateur » du Centre international de physique de Trieste), de M. Frank Preis (président de l'Académie des sciences des Etats-Unis), de M. Claude Allègre (professeur à l'université Paris-VII et conseiller spécial du ministre de l'éducation nationale), de M. Paul Crutzen

## L'Antarctique réserve naturelle ?

Dans son intervention, M. Mitterrand s'est déclaré « préoccupé » par la sauvegarde de l'Antarctique, rappelant qu'il avait demandé un rapport sur ce sujet au commandant Cousteau. « Sa proposition de faire du continent Antarctique une réserve naturelle internationale ne saurait, a dit le président de la République, se voir demander au gouvernement français d'étudier cette proposition et de voir si en relation avec des pays qui partagent nos préoccupations, il sera possible de mettre en œuvre cette idée, sans tarder. En tout cas, le compte bien lancer ce train d'idées l'automne ».

(Institut Max-Planck de Mayence) et de M. André Berger (professeur à l'université catholique de Louvain, Belgique).

● Le climat a toujours été changeant, mais ces changements étaient équilibrés sur des siècles ou des millénaires, et la biosphère, aussi bien que l'homme, avait le temps de s'adapter. Actuellement, les activités humaines, industrielles et agricoles, nous menacent de changements brutaux pouvant survenir peut-être en quelques décennies. Ainsi la planète risque-t-elle de se réchauffer rapidement et sensiblement, sans que l'on soit en mesure de prévoir les bouleversements climatiques à l'échelle d'une région et encore moins d'un pays. Avec toutes les conséquences imaginables sur le niveau des mers, la disparition des forêts, l'extension des déserts, le régime des pluies et des vents, l'agriculture et donc les ressources alimentaires.

● Les pays en voie de développement sont et seront plus vulnérables que les Etats industrialisés à ces bouleversements. Les seconds doivent donc impérativement aider les premiers à ménager l'environnement, l'actuel et le futur, à se développer sans imiter les erreurs des pays riches, dont l'industrie et l'agriculture modernes sont à l'origine des problèmes actuels et futurs de la planète, et à ne pas supporter les frais de la mise en place des technologies nouvelles. A ces arguments en faveur de l'aide au tiers-monde, plusieurs intervenants ont ajouté une remarque en forme de prière instante : si la démographie des pays en

développement continue à être aussi galopante, quel avenir peut-on envisager pour eux avec des surfaces habitées croissant, au détriment des terres cultivées, avec des agglomérations monstrueuses, ingérables, noyées dans la pollution, la misère et la violence ?

● Notre environnement est menacé, tout le monde est d'accord, mais les scientifiques reconnaissent tous que l'on sait encore très peu de choses, en particulier sur l'océan et l'atmosphère dont les interactions conditionnent nos climats. Il faut développer impérieusement et rapidement les études au sol, sur et dans la mer, dans toute l'atmosphère. Ce qui suppose l'augmentation du nombre des chercheurs dans les disciplines concernées, un accroissement des moyens matériels et financiers et une participation toujours plus intense à de grands programmes nationaux et internationaux.

● Il faut informer le public et les dirigeants politiques des pays industrialisés, comme des Etats en voie de développement et, chez ces derniers, former les chercheurs et les techniciens indispensables, comme ils le sont pour les pays riches.

## La France participera à l'observatoire mondial

Il faut mettre à part la longue intervention de M. Gouri Marichouk, président de l'Académie des sciences d'URSS. Certes, M. Marichouk a insisté sur la nécessité de protéger l'environnement. Mais il a parlé de l'augmentation des anomalies génétiques et du sida comme d'affections qui seraient provoquées par des pollutions amoindissant le système immunitaire de l'homme. L'un et l'autre arguments, en l'état actuel des connaissances, n'ont aucune base scientifique. Beaucoup des auditeurs de M. Marichouk sont allés en URSS et ont subi discrètement en pensant, entre autres, aux couverts de brume extrêmement pollués qui surmontent la plupart des villes soviétiques. A Londres, le 7 mars dernier, l'URSS ne s'était-elle pas jointe à la Chine pour dénier toute urgence à la limitation de l'emploi des chlorofluorocarbones, nocifs pour l'ozone stratosphérique (le Monde du 8 mars) ?

Comme M. François Mitterrand l'a souligné en conclusion, « notre planète est un système unique », avec la vie et l'espèce humaine qui s'y sont développées. Le président de la République a déclaré que la France participera volontiers à « l'observatoire mondial de la planète », fait de réseaux terrestres, marins, sous-marins et satellitaires, dont les données seront accessibles aux scientifiques du monde entier. Il a insisté sur la nécessaire coopération étroite et équitable entre le Nord et le Sud, sur l'accroissement des collaborations mondiales et européennes. Il recommandera l'une et l'autre, lors du sommet de Paris, qui réunira, en juillet prochain, les chefs d'Etat ou de gouvernement des sept pays les plus riches du monde. « Il faut continuer à travailler pour que vive notre Terre », a dit M. Mitterrand.

YVONNE REBEYROL.

## GRAND CONCOURS

## COMMANDEZ VOS NUMEROS MANQUANTS

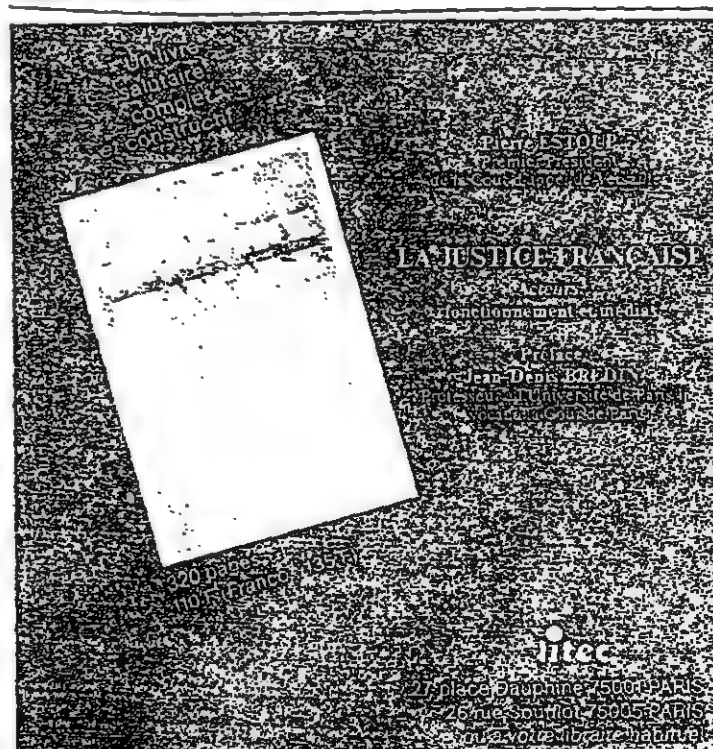
Cochez les numéros des vignettes qui vous manquent. Nous vous ferons parvenir les numéros correspondants en francs de port.

N°1 4,50 F del 25 MAI	N°2 4,50 F del 24 MAI	N°3 4,50 F del 23 MAI	N°4 4,50 F del 26 MAI	N°5 4,50 F del 27 MAI	N°6 4,50 F del 28-29 MAI
N°7 4,50 F del 30 MAI	N°8 4,50 F del 31 MAI	N°9 4,50 F del 1 <sup>er</sup> JUIN	N°10 4,50 F del 2 JUIN	N°11 4,50 F del 3 JUIN	N°12 4,50 F del 4-5 JUIN
N°13 4,50 F del 6 JUIN	N°14 4,50 F del 7 JUIN	N°15 4,50 F del 8 JUIN	N°16 4,50 F del 9 JUIN	N°17 4,50 F del 10 JUIN	Bulletin réponse del 11-12 JUIN

NOM : \_\_\_\_\_ PRENOM : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ LOCALITE : \_\_\_\_\_

Envoyez ce bon de commande avec votre règlement du total des exemplaires commandés à : Le Monde, service des ventes au numéros, 7, rue des Italiens, 75009 Paris.

LE 18 JUIN - V O T E Z  
36 15 code CIGINFO  
ou tel (01) 45 44 45 66  
CENTRE D'INFORMATION CIVIQUE





## Société

## ÉDUCATION

## Les résultats du concours général

### Le lycée Louis-le-Grand retrouve sa suprématie

9 086 candidats se sont présentés au concours général 1989, et 191 ont reçu un prix ou un accessit. L'augmentation du nombre des candidats par rapport à l'an dernier (+ 5,1 %) est légèrement inférieure à celle des effectifs d'élèves de première (+ 8,1 %) et de terminale (+ 6,6 %). L'académie de Paris remporte le plus grand nombre de récompenses (37), suivie par celles de Nancy-Metz (17) et Versailles (16) et par les établissements français de l'étranger (14).

Le lycée Louis-le-Grand de Paris retrouve, avec 13 récompenses, la suprématie qu'il avait quelque peu perdue ces dernières années. Il remporte notamment les deux premiers prix de géographie et les deux premiers prix de physique.

L'un de ses élèves, Pierre Cazevit, obtient à la fois le premier prix de mathématiques et le troisième prix de physique. Un autre, Philippe Ranquet, décroche trois premiers accessits en version grecque, histoire et français.

Autres établissements à l'honneur : l'Ecole nationale de chimie physique et biologie (ENCPB) de Paris, citée cinq fois, et le lycée technique A. Varoquaux de Tomblaine (Meurthe-et-Moselle), quatre fois. Signalons également les performances du lycée Henri-Poincaré de Nancy qui se partage les deux premiers prix ex-æquo de thème latin, et de Lakanaï de Sceaux, qui remporte les deux premiers prix de russe.

## Classes de première

## Composition française

1<sup>er</sup> prix : Eric Avocat (Paris, Lyon) ; 2<sup>e</sup> prix : Jean Trinquart (Fermat, Toulouse) ; 3<sup>e</sup> prix : Jean Trinquart (Fermat, Toulouse).

1<sup>er</sup> accessit : Philippe Ranquet (Louis-le-Grand, Paris) ; 2<sup>e</sup> accessit : Jacques Elifassi (Louis-le-Grand, Paris) ; 3<sup>e</sup> accessit : Emmanuelle Tabet (Louis-le-Grand, Paris) ; 4<sup>e</sup> accessit : Hermine Regout (Schœlcher, Paris).

## Version latine

1<sup>er</sup> prix : Thierry Brial (Montauriol, Nîmes) ; 2<sup>e</sup> prix : Benoît Maot (Hochel, Versailles) ; 3<sup>e</sup> prix : Sylvester Jardin (J.-Marie-Le-Bris, Douarnenez).

1<sup>er</sup> accessit : Anne-Marie Maskey (Saint-François-de-Sales, Ville-la-Grand) ; 2<sup>e</sup> accessit : Jérôme Unterwiesing (Clemenceau, Reims) ; 3<sup>e</sup> accessit : Grégoire Panckoucke (Lycée privé, Marcy-en-Barrois) ; 4<sup>e</sup> accessit : Sophie Fotte (Georges-de-La-Tour, Metz) ; 5<sup>e</sup> accessit ex-æquo : Charles Delattre (Stanislas, Paris) et Antonette Kis (Saint-Marie, Blois).

## Thème latin

1<sup>er</sup> prix ex-æquo : Jérôme Méline (Henri-Foincaré, Nancy) et Laurence Witz (Henri-Poincaré, Nancy) ; 2<sup>e</sup> prix : Stéphane Bodin (Jacques-Amyot, Auxerre) ; 3<sup>e</sup> prix : Stéphane Bodin (Jacques-Amyot, Auxerre).

1<sup>er</sup> accessit : Eric Pradoux (Blaise-Pascal, Clermont-Ferrand) ; 2<sup>e</sup> accessit : Valérie Beaumont (Louis-le-Grand, Paris) ; 3<sup>e</sup> accessit : Antonette Kis (Saint-Marie, Blois).

## Version grecque

1<sup>er</sup> prix : Antonette Kis (Saint-Marie, Blois) ; 2<sup>e</sup> prix : Guillaume Bady (Henri-IV, Paris) ; 3<sup>e</sup> prix : Guillaume Bady (Henri-IV, Paris).

1<sup>er</sup> accessit : Philippe Ranquet (Louis-le-Grand, Paris) ; 2<sup>e</sup> accessit : Gabriel Villard (du Parc, Lyon) ; 3<sup>e</sup> accessit : Stéphane Schmitt (Louis-Majorelle, Toul).

## Histoire

1<sup>er</sup> prix : Claude Grisez (André-Malraux, Biarritz) ; 2<sup>e</sup> prix : Gilles Nogues (Clemenceau, Nantes) ; 3<sup>e</sup> prix : Philippe Jardin (Marguerite, Verdun) ; 4<sup>e</sup> prix : Philippe Jardin (Marguerite, Verdun).

1<sup>er</sup> accessit : Philippe Ranquet (Louis-le-Grand, Paris) ; 2<sup>e</sup> accessit : Gabriel Villard (du Parc, Lyon) ; 3<sup>e</sup> accessit : Stéphane Schmitt (Louis-Majorelle, Toul) ; 4<sup>e</sup> accessit : Stéphane Schmitt (Louis-Majorelle, Toul).

## Géographie

1<sup>er</sup> prix : Guillaume Texier (Louis-le-Grand, Paris) ; 2<sup>e</sup> prix : Stéphane Matatia (Louis-le-Grand, Paris) ; 3<sup>e</sup> prix : François Benoît (Saint-Louis-Gonzague, Paris) ; 4<sup>e</sup> prix : François Benoît (Saint-Louis-Gonzague, Paris).

1<sup>er</sup> accessit : Amandine Aftalion (Louis-le-Grand, Paris) et Ivan Fanchoux (Saint-Michel-Flopiès, Paris) ; 2<sup>e</sup> accessit : Cécile Goret (Jacques-Prévert, Boulogne) ; 3<sup>e</sup> accessit : Cécile Goret (Jacques-Prévert, Boulogne).

## Classes de terminale

## Philosophie

1<sup>er</sup> prix : Alexandre Bakker (Janson de Sailly, Paris) ; 2<sup>e</sup> prix : Olivier Marin (Ecole alsacienne, Paris) ; 3<sup>e</sup> prix : Olivier Marin (Ecole alsacienne, Paris).

1<sup>er</sup> accessit : Géraldine Muhlmann (Gymnase Jean Sturm, Strasbourg) ; 2<sup>e</sup> accessit : Céline Lefevre (Montgiron, Paris) ; 3<sup>e</sup> accessit : Corinne Demoyelle (Félix Le Dantec, Lannion) ; 4<sup>e</sup> accessit : Corinne Demoyelle (Félix Le Dantec, Lannion).

1<sup>er</sup> accessit : Corinne Demoyelle (Félix Le Dantec, Lannion) ; 2<sup>e</sup> accessit : Corinne Demoyelle (Félix Le Dantec, Lannion) ; 3<sup>e</sup> accessit : Corinne Demoyelle (Félix Le Dantec, Lannion) ; 4<sup>e</sup> accessit : Corinne Demoyelle (Félix Le Dantec, Lannion).

## Arabe

1<sup>er</sup> prix : Sonia Zinelabidine (Voltaire, Paris) ; 2<sup>e</sup> prix : Sonia Zinelabidine (Voltaire, Paris) ; 3<sup>e</sup> prix : Sonia Zinelabidine (Voltaire, Paris).

1<sup>er</sup> accessit : Nadia Fethi (Descartes, Rabat) ; 2<sup>e</sup> accessit : Mohamed Mohy (Charles de Gaulle, Londres) ; 3<sup>e</sup> accessit : Reem Laghrani (Lytton, Casablanca) ; 4<sup>e</sup> accessit : Reem Laghrani (Lytton, Casablanca).

## Anglais

1<sup>er</sup> accessit : Jake Bailey (Pothier, Orléans) ; 2<sup>e</sup> accessit : Jake Bailey (Pothier, Orléans) ; 3<sup>e</sup> accessit : Jake Bailey (Pothier, Orléans) ; 4<sup>e</sup> accessit : Jake Bailey (Pothier, Orléans).

1<sup>er</sup> accessit : Jake Bailey (Pothier, Orléans) ; 2<sup>e</sup> accessit : Jake Bailey (Pothier, Orléans) ; 3<sup>e</sup> accessit : Jake Bailey (Pothier, Orléans) ; 4<sup>e</sup> accessit : Jake Bailey (Pothier, Orléans).

## Allemand

1<sup>er</sup> prix : Carl Hermann (Aunsee, Trèves) ; 2<sup>e</sup> prix : Ilka Fiegl (International, Ferney-Voltaire) ; 3<sup>e</sup> prix : Pierre-Olivier François (Jeanne-d'Arc, Nancy) ; 4<sup>e</sup> prix : Pierre-Olivier François (Jeanne-d'Arc, Nancy).

1<sup>er</sup> accessit : Philia Jarrell (Fustel-Coulange, Strasbourg) et Eddy Schmitt (Jean-Monnet, Strasbourg) ; 2<sup>e</sup> accessit : Sophie Thomas (International, Saint-Germain-en-Laye) et Sacha Bailly (Lycée militaire, Aix-en-Provence) ; 3<sup>e</sup> accessit : Valérie Dullion (Montchapet, Dijon) ; 4<sup>e</sup> accessit : Wolfgang Muhlberger (Français de la Marse, Tunis).

## Espagnol

2<sup>e</sup> prix : Anne Gonzalez (Collège Sévigné, Paris) ; 3<sup>e</sup> prix : Anne Gonzalez (Collège Sévigné, Paris) ; 4<sup>e</sup> prix : Anne Gonzalez (Collège Sévigné, Paris).

1<sup>er</sup> accessit : Isabelle Rousseau (Pierre-Bourdan, Guéret) ; Anne Solane (Comte-de-Fox, Andorre-la-Vieille) ; 2<sup>e</sup> accessit : Isabelle Rousseau (Pierre-Bourdan, Guéret) ; 3<sup>e</sup> accessit : Isabelle Rousseau (Pierre-Bourdan, Guéret) ; 4<sup>e</sup> accessit : Isabelle Rousseau (Pierre-Bourdan, Guéret).

## Russe

2<sup>e</sup> prix : Neraz Rebibo (Ozar Hatorah, Crète) ; 3<sup>e</sup> prix : Neraz Rebibo (Ozar Hatorah, Crète) ; 4<sup>e</sup> prix : Neraz Rebibo (Ozar Hatorah, Crète).

## Italien

1<sup>er</sup> prix : Luca Fagnoli (L. International, Saint-Germain-en-Laye) ; 2<sup>e</sup> prix : Elisabeth Benz (Chateaubriand, Rome) ; 3<sup>e</sup> prix : Cristina Del Debbio (L. français, Bonn) ; 4<sup>e</sup> prix : Cristina Del Debbio (L. français, Bonn).

1<sup>er</sup> accessit : Marie-Sibylle Besse (A.-Triboulet, Romans) ; 2<sup>e</sup> accessit : Alfrédina D'Asenzo (Voltaire, Paris) ; 3<sup>e</sup> accessit : Alfrédina D'Asenzo (Voltaire, Paris) ; 4<sup>e</sup> accessit : Alfrédina D'Asenzo (Voltaire, Paris).

## Portugais

1<sup>er</sup> prix : Sut Mid Gubert (L. français Ch.-Leprieux, Lisbonne) ; 2<sup>e</sup> prix ex-æquo : Marlène Pina Oliveira (Montaigne, Paris) ; Margarida Botelho (Camille-Jullian, Bordeaux) ; 3<sup>e</sup> prix : Margarida Botelho (Camille-Jullian, Bordeaux) ; 4<sup>e</sup> prix : Margarida Botelho (Camille-Jullian, Bordeaux).

1<sup>er</sup> accessit : Diogo La Rosa (L. français Ch.-Leprieux, Lisbonne) ; 2<sup>e</sup> accessit : Maria Maia (L. français Ch.-Leprieux, Lisbonne) ; 3<sup>e</sup> accessit : Maria Maia (L. français Ch.-Leprieux, Lisbonne) ; 4<sup>e</sup> accessit : Maria Maia (L. français Ch.-Leprieux, Lisbonne).

## Russe

1<sup>er</sup> prix : Tania Micky (Lakanaï, Sceaux) ; 2<sup>e</sup> prix ex-æquo : Denis Ochanine (Lakanaï, Sceaux) ; Youri Kester (François-Villon, Paris) ; 3<sup>e</sup> prix : Youri Kester (François-Villon, Paris) ; 4<sup>e</sup> prix : Youri Kester (François-Villon, Paris).

1<sup>er</sup> accessit ex-æquo : Agnès Muller (Frédéric-Chopin, Nancy) ; Laurent Aitai (Lakanaï, Sceaux) ; 2<sup>e</sup> accessit ex-æquo : Christophe Bois (Jean-Jaurès, Reims) ; Rebecca Scholl (Bouffon, Paris) ; 3<sup>e</sup> accessit : Fiodor Stankovitch (Stanislas, Paris) ; 4<sup>e</sup> accessit : Fiodor Stankovitch (Stanislas, Paris).

## Mathématiques

1<sup>er</sup> prix : Pierre Cazevit (Louis-le-Grand, Paris) ; 2<sup>e</sup> prix : Xavier Gabaix (Louis-le-Grand, Paris) ; 3<sup>e</sup> prix : Xavier Gabaix (Louis-le-Grand, Paris) ; 4<sup>e</sup> prix : Xavier Gabaix (Louis-le-Grand, Paris).

1<sup>er</sup> accessit : Jean-Louis Tu (Florent-Schmitt, Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

1<sup>er</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 2<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 3<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud) ; 4<sup>e</sup> accessit : Olaf Schmitt (Saint-Cloud).

Par 4 000 mètres de fond dans l'Atlantique

## L'épave du cuirassé allemand « Bismarck », coulé en 1941, a été repérée

L'épave du cuirassé allemand Bismarck, qui avait été coulé par la flotte britannique le 24 mai 1941 dans l'océan Atlantique, a été repérée par l'équipe de Robert Ballard — celle qui avait retrouvé le Titanic — et annoncé le 13 juin un porte-parole de l'Institut océanographique américain de Woods Hole (Massachusetts). L'épave, qui gît à 4 000 mètres de fond, se trouve à quelque 1 000 kilomètres au large de Brest. Le film de l'expédition, tourné à l'aide d'un robot sous-marin, sera présenté à Washington le 22 juin.

Woods Hole (Massachusetts). L'épave, qui gît à 4 000 mètres de fond, se trouve à quelque 1 000 kilomètres au large de Brest. Le film de l'expédition, tourné à l'aide d'un robot sous-marin, sera présenté à Washington le 22 juin.

## L'hallali

En mai 1941, la Grande-Bretagne est seule face à Hitler. Ses alliés, la Yougoslavie et la Grèce, sont écrasés par la Wehrmacht, et l'Afrika Korps de Rommel fonce vers l'Égypte. Elle ne survit que grâce à un cordon ombilical : les convois qui, à travers l'Atlantique, lui apportent l'aide américaine.

Celle-ci est menacée non seulement par les sous-marins de l'amiral Dönitz, mais aussi par les raids lancés par la puissante flotte moderne de l'Allemagne. Ses grands navires, comme le *Hipper*, le *Scharnhorst* et le *Gneisenau*, ont réussi, au début de l'année, à traverser l'Atlantique et, de Terre-Neuve à la Sierra-Leone, à semer le carnage parmi les navires marchands. Pour Londres, il ne peut être question de perdre la maîtrise de la mer.

Le 18 mai, le navire de bataille *Bismarck* appareille d'Allemagne sous le commandement de l'amiral Lütjens. Avec ses 50 000 tonnes, sa coque et son pont cuirassés, le *Bismarck*, construit en 1939, représente une formidable menace : on le dit « incoûtable ». Il est escorté du croiseur lourd *Prinz Eugen*, de 18 000 tonnes, qui date de 1938. Le *Royal Navy* a pour elle le nombre et le tonnage : ses navires sont souvent anciens ou en cours d'essais ; le croiseur de bataille *Hood*, de 42 000 tonnes, date de 1920, le *Prince of Wales*, mis en service en 1940, n'a pas achevé ses essais.

Un avion de reconnaissance repère les deux navires allemands au large du port norvégien de Bergen. Deux croiseurs, le *Suffolk* et le *Norfolk*, les retrouvent entre l'Islande et le Groënland. C'est le grand branle-bas, sous les ordres de l'amiral Tovey. Le vieux *Hood*, qui commande l'armée *Holland*, et le jeune *Prince of Wales* se précipitent, tandis que, de la rade écossaise de Scapa Flow, apparaissent navires de bataille, croiseurs, destroyers et le porte-avions *Victorious*. Une brume épaisse gêne les recherches.

## La flotte anglaise an complet

Le 23 au soir, le *Bismarck* et le *Prinz Eugen* sont repérés par les croiseurs. Le lendemain à l'aube, l'amiral Holland prend contact. Le feu est ouvert. A 6 heures, au moment où le *Hood* vire de bord, une salve le frappe au milieu du pont. Une immense explosion. Le navire coule aussitôt. Il y aura trois survivants sur quatre cent dix-neuf officiers et marins. Sur le *Prince of Wales*, un obus tue ou blesse tous les officiers présents sur la passerelle, à l'exception du commandant. Le croiseur se dérobe derrière un rideau de fumée. De part et d'autre, on craint de manquer de combustible. Lütjens ordonne au *Prinz Eugen* de mettre le cap sur l'Afrique. Lui-même fait route vers Saint-Nazaire.

Les gros de l'escadre anglaise, sous le pavillon de l'amiral Tovey, fouille à nouveau l'océan. A Lorient, où l'ordre formel de couler le *Bismarck* a été donné, Churchill enjoint à la quasi-totalité de la

flotte anglaise, y compris les navires basés à Gibraltar, de participer à la chasse. Dans la nuit du 24 au 25 mai, un avion repère le navire de bataille. Des avions torpilleurs l'attaquent sans résultat. Il n'est retrouvé que le lendemain. La course commence, menée par le *King George*, le *Renown*, qui date de 1916, le porte-avions *Victorious*, des croiseurs lourds et qui fonctionnent mal. Heureusement : ils ont attaqué par erreur le croiseur *Shelfield*. On les ramène par des torpilles de contact. Dans le vent, les vagues, la pluie et une mer démontée, les avions se lèvent de nouveau à l'attaque. A 20 h 45, ils marquent deux coups au but. Le *Bismarck*, hélicoptères gouvernails endommagés, ne manoeuvre plus. Les destroyers s'acharment à la torpille sur le géant qui riposte toujours. A court de carburant, les grands navires de Tovey s'éloignent.

Les croiseurs achèvent le vaincu à la torpille. A 10 h 36, le *Bismarck* coule peu à peu. On ne repêchera que cent quinze survivants sur deux mille marins. Comme l'amiral Holland, son adversaire Lütjens disparaît avec son équipage.

La censure de Vichy ordonne aux journaux de l'annoncer la perte du *Bismarck* sur une colonne et de s'en tenir aux considérations techniques et à l'héroïsme de l'équipage allemand. Preuve minime que, si cher qu'elle soit cotée à la *Royal Navy*, la perte du *Bismarck* était une victoire anglaise.

JEAN PLANCHAIS.

## MÉDECINE

A Paris

## Inauguration d'un centre d'accueil pour mères toxicomanes séropositives

M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, inaugurerait, mardi 13 juin, en présence de M<sup>me</sup> Georgina Dufour, présidente de la Croix-Rouge française, le premier centre d'accueil pour mères toxicomanes séropositives et leurs enfants, ouvert par la Croix-Rouge. Situé à Paris, dans le cinquième arrondissement, ce centre « Mère-Enfant » fait partie du centre de post-cure Pierre-Nicolas dirigé par le docteur Aimé Charles-Nicolas.

Toxicomanes, séropositives et enceintes, les femmes de ce centre ignorent la progression de l'épidémie de sida chez les femmes toxicomanes, à laquelle se heurtent un nombre sans cesse croissant de maternités françaises. A Paris, où la prévalence du sida est actuellement la plus forte, 50 % à 70 % des jeunes toxicomanes enceintes sont séropositives. Si le dépistage du virus dans les maternités et l'enquête qui l'accompagne la découverte de l'infection permettent, plus que naguère, de repérer l'existence d'une toxicomanie, les solutions proposées à ces jeunes femmes restent remarquablement pauvres.

Les médecins savent aujourd'hui que la grossesse d'une toxicomane, même séropositive, loin d'être vécue comme un drame, est souvent un bonheur et un espoir de stabilisation affective, de réinsertion sociale et une possibilité de désintoxication. Un tiers des enfants de ces femmes naissent séropositifs, estime-t-on actuellement.

Comme l'ensemble du centre Pierre-Nicolas, dont les quinze cham-

bres reçoivent chaque année une centaine de toxicomanes, l'unité « Mère-Enfant » est un centre de post-cure. Quatre chambres — un lit et un berceau — accueillent pendant deux mois la mère et son bébé dès leur sortie de maternité. Pour l'ancienne toxicomane, la post-cure représente une période de reconstruction où elle apprend les règles sociales oubliées et prépare, avec l'aide de l'équipe soignante, son retour vers une vie normale et sans drogue.

« Il s'agit d'une lutte de tous les instants contre la drogue où la jeune femme cesse d'être une victime pour devenir l'auteur de sa vie future », expliquait mardi le docteur Aimé Charles-Nicolas, lors de l'inauguration de l'unité en présence de M. Claude Evin et de M<sup>me</sup> Georgina Dufour, la nouvelle présidente de la Croix-Rouge française. A cette occasion, M. Evin a attiré « l'attention des élus parisiens sur le problème dramatique du manque de logements sociaux » et demandé à la municipalité et à l'Office parisien des HLM « de mettre à disposition des structures toxicomanes ».

L'ironie n'était cependant pas absente de la fête. En attendant le ministre de la santé souhaite que la Croix-Rouge développe son appui à la prise en charge des toxicomanes, les initiateurs du projet du centre Pierre-Nicolas n'oublient pas les pressions, parfois drastiques, de la Croix-Rouge de Paris, peu désireuse de voir s'installer des toxicomanes dans ses locaux. Et ils devaient peut-être regretter le nombre restreint des chambres de la nouvelle unité presque dérisoire face à la montée de l'épidémie.

BÉATRICE BANTMAN.

## Une nouvelle campagne anti-sida à la télévision

Marc et Sylvie, malades du sida, et Claude, mère d'un adolescent décédé, ont accepté qu'une caméra filme leur témoignage pour une nouvelle campagne d'information télévisée du ministère de la santé. Elle s'intitule : « Le sida, chacun de nous peut le rencontrer ».

Les six chaînes de télévision diffuseront tous les jours trois spots, du mercredi 14 juin à la fin du mois. Ces petits films reprennent le



# Bicentenaire

Le Paris fou des célébrations

## Jean-Paul Goude et son défilé-fantôme

Depuis le début de l'année, le clou du Bicentenaire se prépare, à l'abri du feu des critiques, dans les vastes salles désertées du Louvre, au jardin des Tuileries, on a posé des planches sur des tréteaux, puis des croquis mystérieux et des miniatures impalpables. Dans un coin, on réceptionne des centaines de chapeaux de paille, style rangers. A côté, on coud des dizaines de draps blancs. Sur les tables, traînent des dizaines de photos de portraits de militaires, des uniformes soviétiques depuis 1917 et des listes des chorales d'Alsace-Lorraine.

Tout est, ici, la fibre, le provisoire et l'inspiration. Diable ! C'est que l'on prépare un événement qui, le 14 juillet, de 22 heures à minuit, sera pour spectateurs une trentaine de chefs d'Etat - les « riches » - installés aux fenêtres du ministère de la Marine, les autres à l'Hôtel Crillon - et, au-delà, quelques centaines de millions de téléspectateurs. Ce sera ni un défilé, ni une parade, ni un carnaval, mais tout cela à la fois. Ce sera surtout un fantasme, sur lequel tout se jouera, du cerveau du publicitaire Jean-Paul Goude, et sera par quelque 8 000 figurants.

Jean-Paul Goude, c'est le père d'une théorie de l'artefact et de palais et de bâtiments, de grimes en millions de bain rayés qui, depuis quelques années, bondissent dans les pubs branchés - Kodak, Orange, L'Oréal - pour égarer les esprits. C'est aussi un homme qui vit à Paris, six mois à Manhattan, est aussi un homme qui ressemble aux images qu'il dessine. Et c'est tout cela qui se joue, dans le jeu de la revue chic new-yorkaise Esquire, ce graphiste, dérangé par une voix rentrée de chorégraphe, déclare sans complexe ne pas connaître grand-chose d'autre à la Révolution française que « des livres illustrés » qu'il a lus récemment. On comprend donc que, soit dit en passant, l'ouvrage

de Jack Lang, l'idée de lui confier l'organisation de la plus grande manifestation du Bicentenaire. Car le gouvernement est limité par une obsession : surtout, ce soir-là, se bien garder de lancer un « message » à l'univers. Qu'on ne compte pas sur la France pour dévaliser, en mondanité, une leçon de droits de l'homme ou de révolution. « Essayez donc de mettre en scène les droits de l'homme ! », s'exclame, comme pour se défendre, l'architecte Christian Dupavillon, responsable du Bicentenaire au cabinet de Jack Lang. « De toute façon, en 1889, ils avaient bien organisé une exposition universelle ! »

Avec la dernière énergie, le gouvernement a donc repoussé les suggestions à caractère didactique, reconstituant ou institutionnalisant. Certains proposent de faire défilé les députés et les sénateurs ; d'autres envisagent de construire, place de la Bastille, une Bastille artificielle que le peuple de Paris ait été invité à démanteler par le peuple ; d'autres encore suggèrent d'habiller en uniformes de différentes époques les participants du défilé du matin ; au premier !

### Carte blanche

Christian Dupavillon, qui s'avoue « malade quand on lui dit que les créateurs de la pub sont moins grands que les autres », cherchait une idée propre à stupéfaire et à étonner la France et le monde. Le nom de Goude lui fut suggéré. Et pour ce qui est des surprises, on va être servi.

Il faudra bien chercher pour trouver, dans le défilé-bouffe de Jean-Paul Goude, des rappels, même lointains, des épisodes ou du message révolutionnaires. Car le contrat avec le gouvernement ne contraint Goude qu'à deux obligations : faire chanter la Marseillaise au final - c'est la cantatrice Jessye Norman qui prêtera sa voix - et faire participer les provinces françaises, en soulevant le 14 juillet 1790, quand la nation tout entière vint au Champ-de-Mars rendre hommage au roi et à la Constituante.

Coincitant avec le sommet des sept pays industrialisés, les principales cérémonies du Bicentenaire de la Révolution, à la mi-juillet, suscitant une mobilisation policière exceptionnelle (Le Monde du 13 et du 14 juin). L'une des inquiétudes des responsables de la sécurité concerne la foule qui, le 14 juillet au soir, sur les Champs-Élysées, la Marseillaise, de Jean-Paul Goude. Pour le créateur de ce défilé cosmopolite, qui sera le clou des festivités, « la vraie révolution, c'est la naissance d'une sonorité mondiale. »



tion. Un millier de joueurs d'instruments traditionnels - accordéons, vieilles à roue, galoubets - viennent de tous les coins de France, ouvrir le défilé. En la personne de l'historienne Mona Ozouf, l'Université de Paris a été invitée à jouer à des groupes de musique traditionnelle française une symphonie écrite par un compositeur d'origine bémolaise, et qui synthétise les rythmes occidentaux et africains, c'est révolutionnaire.

Les seuls obstacles que doit affronter Jean-Paul Goude sont donc matériels. Ainsi, il a dû renoncer à installer une sorte de grand parterre sur la Seine, comme il le souhaitait à l'origine, pour y faire rouler ses chars. Il lui faudra se contenter des Champs-Élysées.

Pour le reste, carte blanche est laissée à son humour et à ses provocations. Goude souhaite faire défilé la Concorde, sous la pluie ? On mettra au point un usage artificiel, et un chorégraphe britannique s'attelle même à une danse sur le thème du rhume.

Les Etats-Unis seront représentés par un groupe de Florida, qui défiera en marche arrière, selon un pas inventé par Michael Jackson. Les militaires soviétiques - qui, eux, auront droit à de la neige artificielle - seront encadrés de jeunes femmes, défilant en « pas glissé ». On verra encore, en vrai, une locomotive à vapeur, une patinoire mobile ou évolueront - encore - des Soviétiques, ainsi que « le plus grand rideau d'eau du monde », commandé tout exprès à une entreprise de Strasbourg et derrière lequel, à la suite de Jessye Norman, disparaîtront, comme un rêve, tous les figurants.

Pour l'ensemble des partenaires de tout ordre - entreprises, administrations, associations -, l'image du Bicentenaire a plutôt suscité l'enthousiasme que le rejet. Au rang

habiller sa délégation - couleur des armées tsaristes, ou des anarchistes, selon les versions - Goude s'adresse directement au ministre. Après maintes tractations intergouvernementales soviétiques, on transige sur le gris foncé.

Le metteur en scène n'est pas toujours aussi chanceux. Ainsi son élocution n'est-elle pas venue à bout des hindous, qui se refusent à venir exhiber leurs danses sacrées sur les Champs-Élysées.

Les Chinois, eux, seront les absents les plus présents du défilé. La troupe de danseurs que Jean-Paul Goude était lui-même allé faire répéter à Pékin n'ayant plus donné signe de vie depuis la répression du printemps de Pékin, il souhaitait annuler toute participation chinoise au défilé. Après intervention du ministre de la Culture, on a finalement décidé d'intercaler, dans la retransmission télévisée, des plans des répétitions, à Pékin, dans lesquels on voit de jeunes Chinois chercher rageusement leurs varannes Mao pour découvrir des tatouages contestataires.

Sur la pointe des pieds, Goude va même se risquer, au beau milieu du défilé, à cette incongruité pour lui : délivrer un message. Le char initialement prévu pour les Chinois devait défilé, vide « comme un vaisseau fantôme », simplement recouvert de bandes étroites, inspirées de celles entrevues place Tiananmen. L'irruption du drame au cœur de la fête qui n'est pas sans inquiéter le publicitaire : « La gravité, je n'ai jamais touché à ça ».

La Chine devrait être parmi les seuls pays au monde à ne pas retransmettre la Marseillaise. Les droits de retransmission ont été vendus à tous les pays qui pouvaient les acheter, offerts à tous les autres. Grâce à la vente des images et aux « sponsors », les organisateurs espèrent arriver à couvrir 35 % des quelque 98,5 millions de francs que devrait coûter l'ensemble du show, le reste étant de provenance publique. Et il faut y ajouter les 18 millions de francs d'une campagne de publicité.

Jean-Paul Goude est d'ailleurs plutôt homme à contourner les obstacles qu'à les affronter. Quand le ministère de la Culture refuse poliment que sa parade soit baptisée « bleu, blanc, rouge », il accepte de se rabattre sur le titre la Marseillaise. Quand un vice-ministre de la Culture soviétique ne veut pas entendre parler de mannequins noirs pour

Si dépense il devait y avoir, assurent les organisateurs, il ne serait pas à la charge de l'Etat, mais du producteur de films publicitaires Telega, qui assure la production du défilé. Telega garde la possibilité de se rattraper, en exploitant l'excès-vité (pour des tee-shirts, des livres, etc.) du logo officiel du défilé, un profil féminin dessiné par Jean-Paul Goude.

### Les éléphants de Sri-Lanka

L'illustrateur aimait bien travailler en famille, ce profil est inspiré de celui de sa compagne, Farida Khelifa, mannequin vedette du couturier Azeddine Alaïa. C'est d'ailleurs Azeddine Alaïa - seul grand couturier français mis à contribution - qui confectionnera la robe de Jessye Norman, ainsi que les perles des danseuses soviétiques.

Jessye Norman « offrira au soir de la France ». Azeddine Alaïa, lui, prêtera gracieusement ses ciseaux. En revanche, toute l'équipe proche de Jean-Paul Goude sera rétribuée, dont le maître lui-même, qui a négocié « sur la base de ce que j'aurais gagné dans la pub pour une période équivalente », mais se refuse à dévoiler le montant de son cachet - « Je ne suis pas assez américain pour cela ».

En revanche, la participation - décisive - de l'armée, qui fournira, outre de nombreux appels, des hélicoptères, une assistance médicale ainsi que... des vétérinaires, pour s'occuper des éléphants en provenance de Sri-Lanka devant permettre de significatives économies. En septembre, le ministère de la Culture devrait d'ailleurs renvoyer l'ascenseur au ministère de la Défense, plusieurs artistes (dont Daniel Baren, créateur des fameuses « colonnes ») participant à « l'animation du paysage » lors de l'anniversaire de la bataille de Valmy.

Car la célébration du Bicentenaire ne s'arrêtera pas le 14 juillet à minuit. Toujours est-il que le défilé de Jean-Paul Goude léguera au moins, aux générations futures, le reflet scintillant et fugace d'une époque où tout est jeu, et spectacle.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

## Les principales manifestations parisiennes d'ici à la mi-juillet

● 17 juin : la tour Eiffel. - Au Champ de Mars, Paris 89 ou les cent ans de la tour Eiffel. Gigantesque feu d'artifice et spectacle de plusieurs milliers de figurants défilant de l'Ecole militaire au Palais de Chaillot (Le Monde du 8 avril). Début du spectacle entre 22 heures et 22 h 30.

● 20 juin : l'Assemblée nationale. - Pour fêter ses deux cents ans, l'Assemblée s'ouvrira exceptionnellement au public pour une exposition (du 4 juillet au 30 juillet et du 2 au 24 septembre), de 11 heures à 21 heures. Le 20 juin : M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, recevra les présidents des Parlements des pays membres de la CEE. Des photographies d'artistes contemporains seront projetées chaque soir de l'été (à partir du 17 juin), sur la façade du Palais-Bourbon.

● 24 juin : les droits de l'homme. - Au Champ de Mars, inauguration par M. Jacques Chirac d'un monument commémoratif des droits de l'homme,

réalisé par Ivan Thelmer. Licher de bellons, orchestre et chœurs, petit feu d'artifice. Des descendants de acteurs de la Révolution française (Le Monde daté 28-29 mai) seront présents. A 22 heures.

● 8 juillet : l'hommage des Etats-Unis au Bicentenaire. - Le clou de la journée sera une parade, du Châtelet à l'Hôtel de Ville, de sept orchestres d'Etat américains (plus de 800 musiciens), entre 15 h 30 et 20 heures. Vers 19 heures, sur la Seine, près de l'Hôtel de Ville, concert de l'American Waterways Wind Orchestra (Pennsylvanie). Par ailleurs, une vingtaine de chorales américaines se rassembleront chaque soir de juillet au jardin du Luxembourg à 18 heures.

● 9 juillet : le contre-concert. - De 14 h 30 à la nuit, la manifestation-concert organisée par Renaud (avec notamment Johnny Clegg) pour protester « contre le sommet des riches », aura lieu à la Bastille.

● 13 juillet : le bal de l'Opéra. - Après l'inauguration

en grande pompe de l'Opéra-Bastille, un concert est prévu à 19 heures et un grand bal à 21 heures. Les difficultés de sécurité (Le Monde du 14 juin) rendent l'utilisation de la place de la Bastille incertaine.

● 14 juillet : le défilé militaire. - Le traditionnel défilé, en présence de chefs d'Etat étrangers, à partir de 10 heures aux Champs-Élysées (les troupes auront terminé leur mise en place à 9 heures). Le défilé s'ouvrira de la patrouille de France est prévu à 10 h 35. Fin du défilé : 11 h 45.

● 14 juillet : « la Marseillaise » de Jean-Paul Goude. - A partir de 21 h 30, de l'Etoile à la Concorde, le monument du défilé, spectacle-phare de la commémoration, confié au publicitaire Jean-Paul Goude (lire ci-dessus).

● 15 juillet : le feu d'artifice. - Le traditionnel feu d'artifice de la Ville de Paris a été déplacé au samedi 15 juillet, vers 22 heures. Au Champ de Mars.

Toutes ces manifestations sont gratuites.

## La Mission essaie de redresser l'opération Tuileries 89

Le flop enregistré par Tuileries 89 depuis son inauguration le 9 mai inquiète la Mission du Bicentenaire, qui vient d'arrêter quelques mesures pour tenter d'attirer, enfin, les visiteurs. Cet espace réservé du jardin des Tuileries accueille des animations de plein air (concerts, muséums) et s'adresse aux spectateurs en salles (théâtre d'ombres, film de synthèse, exposition), une scène de théâtre et de concert, des boutiques, cafés, restaurants.

Deux raisons principales à la désaffection du public : le prix d'entrée trop élevé, passant de 5 à 10 francs (5 F pour compris) et le faible intérêt des spectacles. Ainsi, dimanche 11 juin, 9 000 personnes ont franchi les grilles, un chiffre plutôt élevé pour la moyenne des week-ends. En semaine, c'est tout simplement le désert. Les organisateurs (la Caisse des dépôts et consignations en tête) escomptaient, pour rentabiliser l'opération, 3,5 millions de visiteurs de mai à novembre, soit une moyenne soutenue de 20 000 par jour !

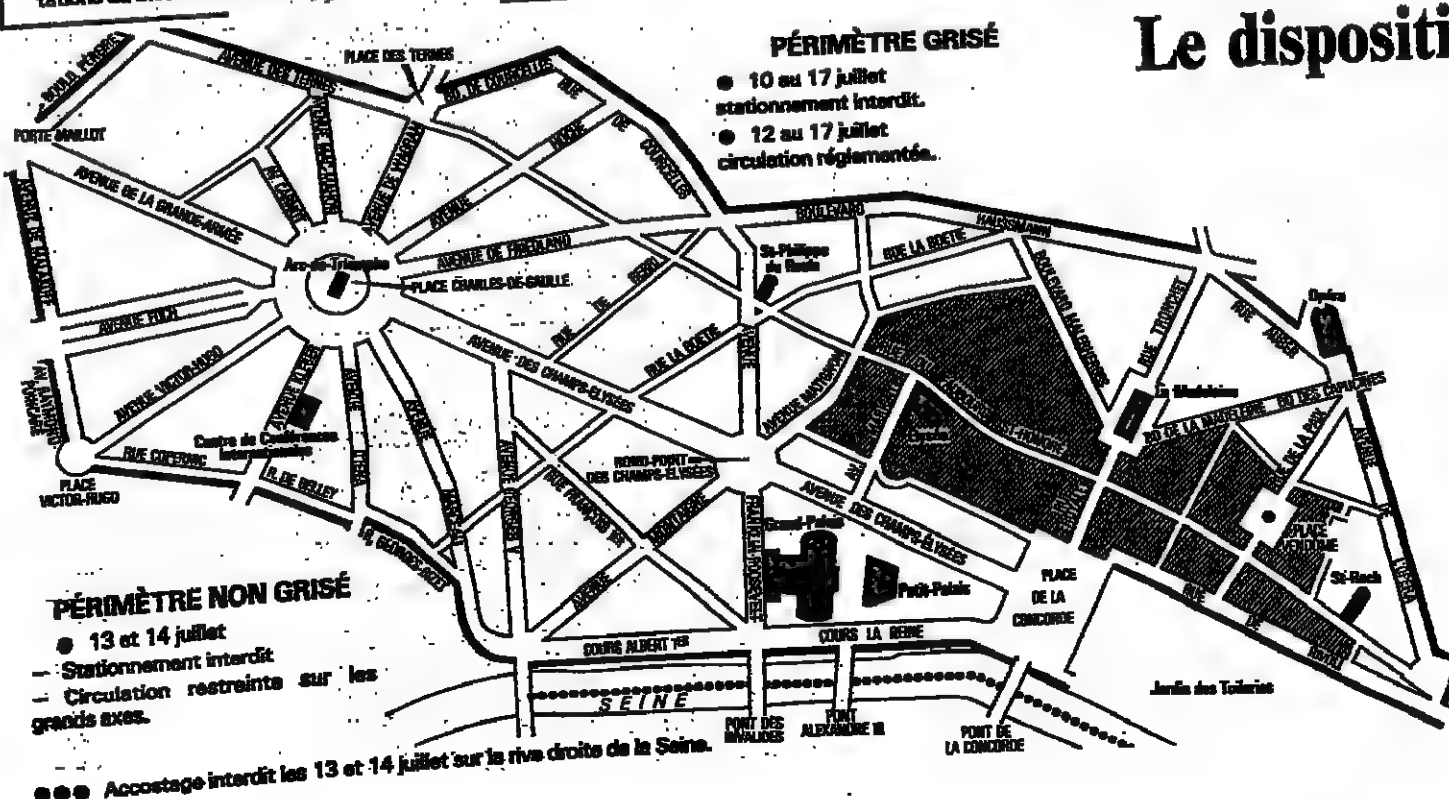
Du coup, quatre des boutiques louées ont déclaré forfait. Tuileries 89 devrait pourtant être le point de ralliement des manifestations du Bicentenaire. Et la Mis-

sion s'engorgeait, le 9 mai, d'avoir réuni le tour de force d'avoir les portes d'un ensemble dont les travaux avaient démarré seulement en janvier. La déception est vive.

Pour essayer de sauver l'affaire, diverses mesures d'urgence ont été arrêtées. D'abord, le prix d'entrée dans l'espace est ramené à 5 F pour voir les spectacles et 40 F supplémentaires. Ensuite, des concerts plus nombreux et plus attractifs vont être proposés sur la grande scène : Fête de la musique de France-Inter (avec notamment Francis Lalanne) le 21 juin ; concert de jazz de Michel Péronnet le 23 ; Festival de jazz du 5 au 12 juillet (Lionel Hampton, Cab Calloway, etc.). Eddie Barclay doit animer pendant l'été une quinzaine de soirées, avec des chanteurs et des groupes français et étrangers. Enfin, une campagne promotionnelle, est annoncée.

Cet effort de redressement sera-t-il couronné de succès ? Le spectacle de comédiens coudés, devant une foule imaginaire était bien décevant.

Y. A.



## Le dispositif du ministère de l'intérieur

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a présenté, mardi 13 juin, les ultimes ajustements du dispositif de sécurité parisien durant le sommet des Sept et les cérémonies du Bicentenaire.

Le grand périmètre qui, de la porte Maillot aux Tuileries, englobe les Champs-Élysées ne sera finalement interdit au stationnement que les 13 et 14 juillet (et non pas du 10 au 17 juillet comme annoncé dans un premier temps) et la circulation y sera limitée seulement sur les grands axes.

En revanche, dans le périmètre plus restreint qui entoure la rue du Faubourg-Saint-Honoré, le stationnement sera interdit du 10 au 17 juillet. Ce qui signifie en fait que seuls les riverains, livreurs, taxis et services de secours seront autorisés à y pénétrer, à condition de ne pas effectuer un arrêt prolongé et de pré-

senter un document (carte d'identité ou laissez-passer spécial).

Des parcs de stationnement sont proposés aux riverains, en général à la périphérie de la capitale.

RATP et SNCF augmenteront leur trafic et les quatorze mille trois cents taxis « bénéficiaires de facilités ». Un numéro vert (05-00-53-06) est mis à la disposition des Parisiens depuis le 13 juin où des officiers de presse répondent aux questions, du lundi au samedi, de 8 heures à 20 heures.

Un PC d'information « circulation-services » destiné aux journalistes sera installé du 10 au 17 juillet dans le Théâtre des Champs-Élysées.

Les gardiens de la paix seront munis d'un aide-mémoire pratique afin de pouvoir renseigner les passants.

مكتبة الأصل



# PUBLICATIONS JUDICIAIRES

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

### CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement contradictoire rendu le 21 novembre 1988, la 31<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ - bâtiment et travaux publics - pour avoir à Paris, le 8 mars 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du code du travail, en laissant travailler un salarié exposé à une chute dans le vide sans protection individuelle et ce, en état de récidive légale comme ayant été condamné pour des faits identiques, le 11 janvier 1984.

— à la peine de 5 000 F d'amende, M. PETITAT Claude, Pascal, Louis, né le 30 mars 1945 à PARIS 12<sup>e</sup> et demeurant à PARIS, 11, rue de la Moselle. Le tribunal a, en outre ordonné, aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal *Le Monde*. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

### NYAYANT APPEL.

## EXTRAIT DES MINUTES DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

### CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement contradictoire rendu le 21 novembre 1988, la 31<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris a condamné pour PUBLICITÉ FAUSSE OU DE NATURE À INDUIRE EN ERREUR pour avoir à Paris, le 28 janvier 1988 effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur la nature, la composition, les qualités substantielles et le mode de fabrication des biscuits faisant l'objet de la publicité en annonçant « biscuits de fabrication artisanale » alors qu'il s'agit d'une fabrication industrielle.

— à la peine de 10 000 F d'amende, M. DAUMONIX Hervé, Jacques, Antoine, né le 27 novembre 1955 à Paris (9<sup>e</sup>), président directeur général de la société « SERVEZ-VOUS FRANCE », et demeurant à PARIS (18<sup>e</sup>), 50, rue des Abbesses.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal *Le Monde*. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition.

### NYAYANT APPEL.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

### CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement contradictoire rendu le 30 novembre 1988, la 31<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ - bâtiment et travaux publics - pour avoir à Paris, le 22 avril 1987, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du code du travail, en faisant travailler deux salariés sur un chantier de démolition sans avoir pris les dispositions nécessaires pour empêcher les personnes d'être exposées à des chutes d'objets.

— à la peine de deux amendes de 5 000 F chacune, M. DE KONINCK Maurice, Emile, Charles, né le 15 novembre 1937 à MÉRUG (60), gérant de société et demeurant à BRAUVAIS (60), 120, rue du Fainbourg-Saint-Jean.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal *Le Monde*. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition.

### NYAYANT APPEL.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 20<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel de Paris du 20 janvier 1989 ; M. ROTY Alain Guy, né le 18 septembre 1947 à PARIS (19<sup>e</sup>), et demeurant à LES LILAS (93), 2 à 10, rue des Bruyères, a été condamné à 10 000 F d'amende pour infraction à la sécurité

des travailleurs et blessures involontaires, faits commis à Paris le 3 décembre 1986.

La cour a, en outre ordonné, aux frais du condamné :

- 1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : *le Monde* et *le Monteur des travaux publics* ;

- 2) L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 15 JOURS, sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 141, rue de Sausseure à PARIS (17<sup>e</sup>) de la société ASCINTER OTIS, où M. ROTY Alain Guy exerce son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. P/L.E. GREFFIER EN CHEF.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel de Paris du 6 juillet 1987 (pourvoi : rejet le 20/02/89), M. Alain DE SAINT-GIRONS, né le 23 avril 1940 à Neuilly-sur-Seine, et demeurant à Chambourcy (78), 32, Sentes des Vergers, a été condamné à 1 AN d'emprisonnement avec sursis et 5 000 F d'amende. Pour : fraude fiscale et omission de passation d'écritures.

La cour a, en outre ordonné, aux frais du condamné :

- 1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : *le Journal officiel*, *le Monde*, *France-Soir* ;

- 2) L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 MOIS, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de CHAMBOURCY (78) et sur la porte extérieure de l'immeuble où M. DE SAINT-GIRONS exerce son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. P/L.E. GREFFIER EN CHEF.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

### CONdamnATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE.

Par jugement contradictoire en date du 18 novembre 1988, la 11<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour FRAUDE FISCALE :

- M. SCHMITT Michel, Roland, né le 1<sup>er</sup> mai 1933 à SAINT-MALO (35), employé et demeurant à PARIS (2<sup>e</sup>), 3, passage Beufort, à la peine de 18 MOIS d'emprisonnement avec sursis et 30 000 F d'amende.

- M<sup>me</sup> LEROUX ép. SCHMITT Lydia, Marie, André, née le 24 octobre 1932 à Elbeuf (76), surveillante et demeurant à PARIS (2<sup>e</sup>), 3, passage Beufort, à la peine de 18 MOIS d'emprisonnement avec sursis et 30 000 F d'amende.

Le tribunal a, en outre ordonné, aux frais des condamnés la publication de ce jugement par extrait dans le journal *Le Monde*.

### NYAYANT APPEL.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

### CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement contradictoire en date du 4 juillet 1988, la 31<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour BLESSURES INVOLONTAIRES (ITT supérieure à 3 mois) - INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ - pour être à Paris, le 3 novembre 1986, rendu responsable de blessures involontaires ayant entraîné une incapacité supérieure à trois mois (accident du travail) sur la personne de Jean-Alfred (arrêt de travail du 3 novembre 1986 au 20 juin 1987).

— pour avoir à Paris le 5 novembre 1986, étant responsable par délégation du chef d'entreprise d'un chantier soumis aux dispositions du livre II, titre III du Code du Travail et à celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par une faute personnelle les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements où le personnel exécute des travaux de bâtiment, des travaux publics ou tous autres concernant les immeubles, en laissant travailler 2 salariés à 12 mètres du sol sur un pontalage dont trois des cinq supports avaient été fixés dans un mur de béton contre la veille, et sans qu'une personne compétente soit venue vérifier la résistance suffisante du béton pour supporter les charges et efforts auxquels il allait être soumis.

— à la peine de 5 000 F d'amende, M. BENOIT-MAJAN Jacques, né le 19 janvier 1947 à EPINAY-SUR-SEINE (93), conducteur de travaux et demeurant à PONTAISE (95), 4, rue des Coteaux.

Le tribunal a, en outre ordonné, aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal *Le Monde* et *le Monteur des travaux publics*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. NYAYANT APPEL.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 13<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel de Paris du 1<sup>er</sup> février 1989, M<sup>me</sup> BAUDOUIN épouse BROCHERIE Françoise, née le 31 janvier 1947 à BOULOGNE-BILLANCOURT (92) et M. BROCHERIE Daniel, né le 14 avril 1946 à Paris (16<sup>e</sup>), demeurant ensemble à Paris (16<sup>e</sup>), 19, rue Octave Feuillet, ont été condamnés :

- M<sup>me</sup> BROCHERIE à 8 000 F d'amende ;

- M. BROCHERIE à 10 000 F d'amende pour tromperie sur la qualité substantielle d'une marchandise, et M. BROCHERIE seul, pour publicité fautive ou de nature à induire en erreur ; faits commis à Paris le 21 novembre 1985 et le 5 décembre 1985.

La cour a, en outre ordonné, aux frais des condamnés, la publication de cet arrêt, par extrait, dans le journal *Le Monde* et *le Monteur des travaux publics*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. P/L.E. GREFFIER EN CHEF.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 11<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel de Paris du 24 janvier 1989, M. BENZI Jean-Claude, né le 14 avril 1951 à VITRY-S/SEINE (94), et demeurant à SUCY-EN-BRIE (94), 16, rue Charlotte et Roger Bouchard, a été condamné à 9 amendes de 4 000 F chacune :

- Pour : infraction aux mesures générales de sécurité (bâtiment et travaux publics). La cour a, en outre ordonné, aux frais du condamné :

- 1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans le journal *Le Monde* ;

- 2) L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant QUINZE JOURS, sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 13 de la rue Yves-Tondie à Paris (10<sup>e</sup>), où M. BENZI Jean-Claude exerce son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. P/L.E. GREFFIER EN CHEF.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 15<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel de Paris du 14 décembre 1987, pourvoi : rejet le 8/11/88 :

- M. BOUCHER Edgard, né le 7 juillet 1948 à PARIS (20<sup>e</sup>), demeurant à CHARENTON (94), 6, rue Anatole France,

- a été condamné à 6 MOIS d'emprisonnement avec sursis pour délit de tromperie et de défaut de registre de vins d'origine française.

La cour a, en outre ordonné, aux frais du condamné :

- 1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux *Le Figaro* et *le Monde* aux frais du prévenu et du civillement responsable.

- 2) L'affichage de cet arrêt, par extrait, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de CHARENTON (94), et sur la porte extérieure de l'immeuble sis route de Saint-Léon à EPINAY-SUR-SEINE (93), où M. BOUCHER exerce son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. P/L.E. GREFFIER EN CHEF.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

### CONdamnATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE.

Par jugement contradictoire en date du 1<sup>er</sup> juillet 1988, la 11<sup>e</sup> chambre, 2<sup>e</sup> section du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour FRAUDE FISCALE, OMISSION D'ÉCRITURES DANS UN LIVRE COMPTABLE :

- à la peine de 8 MOIS d'emprisonnement avec sursis ;

- M. BENHAIM Jean-Jacques, né le 30 novembre 1942 à ALGER (Algérie), chirurgien-dentiste et demeurant à PARIS (2<sup>e</sup>), 45, rue Montorgueil.

Le tribunal a, en outre ordonné, aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal *Le Monde* et *le Figaro*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. NYAYANT APPEL.

rie), chirurgien-dentiste et demeurant à PARIS (2<sup>e</sup>), 45, rue Montorgueil.

Le tribunal a, en outre ordonné, aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal *Le Monde* et *le Figaro*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. NYAYANT APPEL.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel de Paris du 8 février 1988 (pourvoi : rejet le 02/03/89), M. Georges CHERMITSKY, né le 1<sup>er</sup> août 1927 à PARIS (17<sup>e</sup>) et demeurant à PARIS (7<sup>e</sup>), 7, avenue Emile Douchet, a été condamné pour fraude fiscale.

- à 1 AN d'emprisonnement avec sursis et 5 000 F d'amende.

La cour a, en outre ordonné, aux frais du condamné :

- 1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : *le Journal officiel*, *le Figaro* et *le Monde* ;

- 2) L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de PARIS (7<sup>e</sup>).

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. P/L.E. GREFFIER EN CHEF.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

### CONdamnATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE.

Par jugement contradictoire en date du 11 juillet 1988, la 11<sup>e</sup> chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour FRAUDE FISCALE, OMISSION DE PASSATION D'ÉCRITURES DANS UN LIVRE COMPTABLE :

- à la peine de 6 MOIS d'emprisonnement avec sursis et à 10 000 F d'amende :

- M. BOULANGER, Maro, Charles, né le 19 septembre 1939 à LAFRIMBOLES (54), chef d'atelier et demeurant à LA PLAINE-SAINT-DENIS (93), 65, avenue du président Wilson ou à PARIS (18<sup>e</sup>), 56, boulevard Ney. Le tribunal a, en outre ordonné, aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal *Le Monde* et *le Figaro*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. NYAYANT APPEL.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

### CONdamnATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE.

Par jugement contradictoire en date du 12 octobre 1988, la 11<sup>e</sup> chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour FRAUDE FISCALE :

- à la peine de 3 MOIS d'emprisonnement avec sursis et mise à l'épreuve pendant 3 ANS, 20 000 F d'amende :

- M. DELON Anthony, né le 30 septembre 1964 à LOS-ANGELES (USA), comédien et demeurant à PARIS (5<sup>e</sup>), 17, rue du Petit-Pont.

Le tribunal a, en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal *Le Monde* et *le Figaro*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. NYAYANT APPEL.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

### CONdamnATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE.

Par jugement contradictoire en date du 19 octobre 1988, la 11<sup>e</sup> chambre, 1<sup>re</sup> section, du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale :

- Monsieur RAHES Didier, Albert, Yves, Pierre, né le 11 février 1948 à Paris (12<sup>e</sup>), commerçant antiquaire et demeurant à Paris (4<sup>e</sup>), 12, boulevard Schœmpel.

- à la peine de 8 mois d'emprisonnement avec sursis et 25 000 F d'amende.

- Madame GOMEZ Aude, Marie, Louise, née le 18 mars 1946 à Clichy (92) et demeurant à Paris (4<sup>e</sup>), 12, boulevard Schœmpel.

Le tribunal a, en outre ordonné, aux frais des condamnés la publication de ce jugement par extrait dans les journaux : *Le Monde* et *le Figaro*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. NYAYANT APPEL.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

### CONdamnATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE.

Par jugement contradictoire en date du 16 novembre 1988, la 11<sup>e</sup> chambre, première section du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour FRAUDE FISCALE, OMISSION D'ÉCRITURES DANS UN LIVRE COMPTABLE :

- à la peine de 8 MOIS d'emprisonnement avec sursis et à 20 000 F d'amende,

- M<sup>me</sup> FERNBERGAS Véra, née le 27 décembre 1931, à BOULOGNE-BILLANCOURT (92), sans profession et demeurant à PARIS (16<sup>e</sup>), 2, rue Pierre-Louis.

Le tribunal a, en outre ordonné, aux frais de la condamnée la publication de ce jugement par extrait dans le journal *Le Monde* et *le Figaro*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. NYAYANT APPEL.

tion du code du travail (livre II titre III) et à celles du décret du 8 janvier 1965 enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements où le personnel exécute des travaux de bâtiment, des travaux publics ou tous autres concernant les immeubles, en laissant travailler un ouvrier dans une situation exposant à une chute de grande hauteur sans protection collective ou individuelle (le 14 janvier 1988), en laissant travailler deux ouvriers dans une situation les exposant à une chute de grande hauteur, sans protection collective ou individuelle (le 11 février 1988).

Monsieur SERAT Joseph, Jean, né le 8 septembre 1943 à FALAISE (14), responsable de la technique et de la gestion de chantier et demeurant à Paris (20<sup>e</sup>), 14, rue du Président.

— à la peine de 3 amendes de 5 000 F chacune.

Le tribunal a, en outre ordonné, aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal *Le Monde*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. NYAYANT APPEL.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

### CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement contradictoire - article 411 du C.P.P. - rendu le 29 novembre 1988, la 31<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ :

- Pour avoir à Paris, le 26 août 1987, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du code du travail : « en laissant travailler 15 salariés sur un chantier en démolition sans qu'il soient placés sous la surveillance d'un chef d'équipe » ; « en laissant travailler 3 salariés à des hauteurs différentes sans avoir pris de précautions pour assurer la sécurité de ceux qui gravitaient dans les plans inférieurs » ; « en laissant travailler un salarié à des tâches de démolition sans avoir pris les mesures appropriées pour empêcher l'écroulement du mur ou de l'élément de construction du côté où se trouvaient les travailleurs ».

— à la peine de 15 amendes de 1 500 F chacune.

Madame FAUVIN Viviane, Marcelle, Marie, née le 2 juin 1943 à Paris (14<sup>e</sup>), gérante de société et demeurant à Fontenay-aux-Roses (92), 142, rue de la République.

Le tribunal a, en outre ordonné, aux frais de la condamnée la publication de ce jugement par extrait dans le journal *Le Monde*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. NYAYANT APPEL.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

### CONdamnATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE.

Par jugement contradictoire en date du 19 octobre 1988, la 11<sup>e</sup> chambre, 1<sup>re</sup> section, du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale :

- Monsieur RAHES Didier, Albert, Yves, Pierre, né le 11 février 1948 à Paris (12<sup>e</sup>), commerçant antiquaire et demeurant à Paris (4<sup>e</sup>), 12, boulevard Schœmpel.

- à la peine de 8 mois d'emprisonnement avec sursis et 25 000 F d'amende.

- Madame GOMEZ Aude, Marie, Louise, née le 18 mars 1946 à Clichy (92) et demeurant à Paris (4<sup>e</sup>), 12, boulevard Schœmpel.

Le tribunal a, en outre ordonné, aux frais des condamnés la publication de ce jugement par extrait dans les journaux : *Le Monde* et *le Figaro*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. NYAYANT APPEL.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

### CONdamnATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE.

Par jugement contradictoire en date du 19 octobre 1988, la 11<sup>e</sup> chambre, 1<sup>re</sup> section, du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale :

- Monsieur RAHES Didier, Albert, Yves, Pierre, né le 11 février 1948 à Paris (12<sup>e</sup>), commerçant antiquaire et demeurant à Paris (4<sup>e</sup>), 12, boulevard Schœmpel.

- à la peine de 8 mois d'emprisonnement avec sursis et 25 000 F d'amende.

- Madame GOMEZ Aude, Marie, Louise, née le 18 mars 1946 à Clichy (92) et demeurant à Paris (4<sup>e</sup>), 12, boulevard Schœmpel.

Le tribunal a, en outre ordonné, aux frais des condamnés la publication de ce jugement par extrait dans les journaux : *Le Monde* et *le Figaro</*



# Culture

## MUSIQUES

Living Colour à l'Elysée-Montmartre

## Les goûts, les couleurs et les étiquettes

Depuis Jimi Hendrix, on n'avait pas vu beaucoup de rockers noirs américains. Living Colour a décidé de jouer du rock dur, de se réapproprier la musique de Chuck Berry.

Le rock est un genre batarde par excellence. Les puristes, tenants du jazz, du blues ou du folk, le lui ont suffisamment reproché, au début des années 60. Et pourtant, aux États-Unis, la musique populaire vit un état de ségrégation de fait : les Blancs consomment du rock, dur ou mou, pour adultes ou adolescents ; les Noirs du funk, du hip hop, de la house ; chaque communauté écoute les produits qui lui sont destinés sur sa station de radio.

Et voilà pourquoi Living Colour fait tellement sensation : ces quatre musiciens noirs jouent du rock'n'roll dur. Qui plus est leur parain en show-biz s'appelle Mick Jagger. « Il est venu nous voir au CBGB (un bar du Bowery qui a vu les débuts de Television ou de Talking Heads), raconte Vernon Reid, le guitariste du groupe. Il m'a invité à venir jouer sur son album solo. Ensuite, il nous a aidés à réaliser des maquettes, ce qui nous a sans doute aidés pour signer avec une grosse maison de disques (en l'occurrence Epic), puis il a produit deux titres de l'album. »

Living Colour existait déjà depuis 1984. Reid, Corey Glover (chan-

teur, il a derrière lui une petite carrière d'acteur et jouait dans *Platoon*), William Calhoun (batterie) et Muzz Skillings (basse) ont tous grandi à Brooklyn, et ils ont décidé de jouer du rock'n'roll. En général, on commence par le rock dur parce que c'est le plus facile à jouer. Vernon Reid et ses camarades auraient pu monter un groupe de jazz ou de funk (à chaque écoute de leur album *Vivid*, on découvre, derrière la furie, de nouvelles subtilités) ; pour eux, le rock est une question d'envie, de réappropriation aussi. Lors de la remise des *Elvis Awards*, à New-York, ils ont remporté le trophée du meilleur nouveau groupe. Au lieu de remercier son producteur, ses parents ou son épouse, William Calhoun a fait remarquer que les statistiques auraient aussi bien pu être à l'effigie de Chuck Berry ou de Bo Diddley, deux pères fondateurs du genre, deux Noirs. Ensuite, Living Colour a joué Johnny B. Goode (Chuck Berry, 1958), pour parachever la démonstration.

« La question raciale n'affectait pas directement le contenu de la musique jusqu'à l'arrivée du marketing », constate Vernon Reid. Depuis qu'on s'est mis à considérer le public en tant que marché, divisé en segments, on veut vendre à chacun un produit adapté. « Du rock blanc pour les Blancs et ainsi de suite. Quelques autres groupes (Fishbone, Roachford) de musiciens noirs essaient de refaire le ter-

rain perdu depuis le temps où Jimi Hendrix, Sly Stone ou War arrivaient à dépasser ces frontières. Living Colour aggrave son cas en tenant un discours qui tranche nettement sur le fond de l'ère Reagan-Bush. *White Trash* (Amérique) (C'est par où l'Amérique ?) rappelle qu'on peut habiter à un mile du World Trade Center et passer à côté du rêve américain. Pour lutter contre la discrimination dans l'industrie musicale, Vernon Reid a fondé, avec des musiciens de tous genres (rappers, rockers et jazzmen) la *Black Rock Coalition*. Leur dernière vidéo a été réalisée par Charles Stone, un réalisateur noir de vingt-deux ans qu'ils ont imposé pour parce qu'il est noir, mais parce qu'il a du talent et qu'il se travaille pas ; maintenant, les gens font appel à lui ». Toutes choses qu'une grosse maison de disques admet très bien d'un groupe qui grimpe régulièrement dans les hit-parades.

Quand ils parlent, ils citent Art Tatum et les *Who*, John McLaughlin et Funkadelic. Sur scène, ils jouent encore plus dur et fort que sur disque, mais ils reprennent aussi *Talking Heads* et *Revolution*, de Tracy Chapman. Entre leur rock et celui de la plupart des groupes de hard, il y a l'intelligence.

THOMAS SOTINEL.

★ Le 14 juin, à 20 heures, à l'Elysée Montmartre, 72, boulevard de Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>.

## Mort du claveciniste Scott Ross

(Suite de la première page.)

Avec cette sonorité de miel et de feuille d'or, cette finesse de phrasés et d'articulation, cette virtuosité aérée, joyeuse et comme négligée, ce charme et cet humour, cette grandeur du style, jamais démentie et souvent accrue par de puissants accents lyriques, il a ressuscité, à l'instar de Domenico Scarlatti, cinq cents cinquante-cinq sonates écrites par un homme au seuil du troisième âge pour son élève, la reine d'Espagne, où rayonnait toute la splendeur et le bonheur de la vie, dans l'existence quotidienne d'une cour pour tant morose et parfois morbide.

Mais à côté de ce moment sans précédent, qui a frappé l'imaginaire du grand public (cette quarante-disques compact chez Erato), Scott Ross a magnifié toute la musique de son instrument, Couperin et Rameau dont il a gravé les Intégrales (chez Stie), Haendel, et Bach bien entendu.

Aura-t-il eu le temps et la force d'enregistrer les préludes et fugues du *Clavecin bien tempéré* auxquels il avait consacré cette année 1989 ? Ces grands espaces de Bach, récita-t-il en créant de l'intérieur, toccatas, joutes et livres, confidences d'intimité silencieuse comme un tableau de Vermeer, où tout était devenu l'esprit et le chair de l'interprète.

Son apparence monacale et décontractée était, comme il le reconnaissait lui-même, une certaine pose, faite pour éblouir, voire épater le bourgeois. En réalité, avec une volonté fanatique de réussir, il avait passé concours sur concours et regrettait qu'aujourd'hui « les jeunes clavecinistes ne restent pas huit heures par jour à faire des gammes et des arpèges pour abor-

der Bach ou Rameau » (1). Mais cet Américain qui vivait près de Montpellier était en même temps fidèle à son apparence, une sorte d'écologiste amoureux de tout ce qui l'entourait, qui disait à Denise Fauriol : « J'ai des passions très anciennes pour les volcans, les minéraux et les chats, et d'autres plus récentes pour les archéologues et les ordinateurs ». Preuve-t-il en cultivant d'autres encore dans les vertes plaines, tandis que les musiciens qu'il nous a laissés résonneront à l'infini.

JACQUES LONGCHAMPT.

(1) Interview à *Diapason*, mai 1989. [Scott Ross, né à Pittsburgh le 1<sup>er</sup> mai 1951, donna son premier récital

de piano à cinq ans, puis bricola son instrument avec des papiers pour donner une couleur de clavecin. Son père mourut en France, à douze ans, avec sa mère, et travailla l'orgue et le clavecin, à Paris et à Nice, avec une brochette impressionnante de grands professeurs, en particulier Huguette Grémy-Chastagne. Il remporta le concours international de Bruges en 1971 et fit ensuite une grande carrière internationale de concertiste. Il a été professeur dans de nombreuses académies d'été et a édité des pièces de clavecin en collaboration avec Kenneth Gilbert. Parmi ses nombreux enregistrements, on note encore les *Messes* de Couperin pour orgue (chez Stie) et, à paraître chez Erato, des œuvres de Bach, Forqueray, d'Anglebert et Soler.]

## « Le premier »

par Daniel Toscan du Plantier PDG d'Erato

Scott Ross, par l'urgence extrême que la vie, longtemps menacée, aujourd'hui défilée, lui a imposée, n'a eu d'autre choix que de battre tous les records à la fois. Celui d'être tout de suite le premier claveciniste par l'immensité de son répertoire, par la maîtrise de toutes les techniques de son instrument, par une synthèse inégalable de la subjectivité de son interprétation et de son fondement musical.

Come s'il avait l'invention de son passage trop court parmi nous, il s'est acharné à organiser les conditions d'une production discographique qui, mettant ensemble les moyens de Radio-France et les nôtres, a abouti à ce monument, l'œuvre intégrale de Scarlatti,

555 sonates en un coffret de 34 compactes vendu à des milliers d'exemplaires dans le monde. De nombreux enregistrements de Scott Ross restent à découvrir, mais dans le studio improvisé dans sa maison pour répondre aux exigences de sa maladie. Outre le *Fantaisie chromatique*, le *Concerto italien* de Bach et des pièces pour clavecin d'Anglebert, il y a aujourd'hui des heures de musique à découvrir que l'on découvre sur un CD et à mesure du décapage des bandes.

La destin avait heureusement placé Scott Ross à la naissance de l'aboutissement technologique digital, qui fait aujourd'hui de ses enregistrements non seulement la reproduction de son interprétation, mais la mémoire même de la musique.

## INSTITUT

### Double élection jeudi à l'Académie française

L'Académie française procédera jeudi 15 juin à une double élection, afin de pourvoir les sièges vacants de Marguerite Youriène et de Thierry Maulnier. Deux candidats ont été enregistrés au premier tour, celles de MM. Jean-Denis Brodin et Jean Raspail.

Sept candidats briguent le second : MM. Alain Bosquet, Charles Dedeys, Jean Eliezer, Florent Guélin, Jean Milhau, Aurélien Serrin et Jean-Paul Weber.

En cas de résultats positifs, deux sièges resteraient encore inoccupés, ceux d'Edgar Faure et de Jean Mitter.

Une semaine plus tard, le 22 juin, aura lieu la réception du commandant Jacques-Yves Cousteau, qui succède au professeur Jean Deloy, et qui sera accueilli par notre collaborateur Bertrand Poirot-Delpech.

De son côté, l'Académie des sciences morales et politiques procédera, le 15 juin, à l'installation, sous la coupole, de M. Ronald Reagan, ancien président des États-Unis, récemment élu à la présidence d'honneur en remplacement de Hans von Seltmann, décédé.

# Communication

En coopération avec « le Monde »

## Kiss FM émet sur le réseau national soviétique

MOSCOU de notre envoyée spéciale

L'immense émetteur de Gosteleradio, l'office de radiodiffusion soviétique, dresse sur 100 mètres une silhouette de fusée, surmontée d'un drapeau à cinq bandes. Il y a quelques années « la seringue pour l'injection idéologique ». « Eh bien ! ce matin la seringue injecte de la bonne musique et un courant d'air de liberté », lance un membre de l'équipe de Kiss FM.

6 h 55. La régie, retapissée aux couleurs de la radio française Kiss FM, est inhabituellement peuplée. Dans quelques secondes, lundi 12 juin, Kiss Moscou fera son apparition sur les ondes, hébergée pendant deux jours sur les antennes de la radio soviétique et diffusée quotidiennement sur l'ensemble du territoire à plus de 40 millions d'auditeurs.

Un technicien exige le silence : la pendule marque 7 heures et l'animateur, de l'autre côté de la vitre, annonce solennellement le programme de Kiss, précédé par un message enregistré de M. François Mitterrand. « Pour la première fois, une radio occidentale a l'occasion d'émettre pour l'ensemble de votre pays, et je suis fier que ce soit une radio française qui puisse ainsi inaugurer cette volonté d'échanges entre nous. » Le président lit l'article de la *Déclaration des droits de l'homme* consacré à la libre communication des pensées et des opinions. « Ce combat, en effet, ne tolère aucun répit, continue-t-il. Il exige l'apport de toutes les énergies et d'abord celle de la jeunesse, moins tenue par le respect des habitudes. (...) »

Un bruit d'avion supersonique accompagne bientôt le *jingle* de Kiss, introduction à quarante-cinq minutes de rythmes effrénés contenant pêle-mêle de la musique, un petit dossier d'information confectionné par *le Monde* (aujourd'hui l'écologie, demain les pouvoirs du Parlement, après-demain la liberté de la presse...), une mini-série sur l'histoire des Beatles, un jeu radiophonique destiné à faire gagner des cassettes, un feuilleton de la Révolution française présenté par Léon Zitron, etc. Quarante-cinq minutes montées et enregistrées la veille au soir par le commando parisien, orchestré par Laurent Nicoulean, avec la complicité de l'animateur soviétique qui a accepté de se lover dans le moule de Kiss, se contentant de flashs vifs, toujours sur fond musical, entre les chroniques.

### Un coup d'audace

Kiss Moscou, c'est parti. « *Chapagne* ! » lance Boris Nietoniach, le directeur de l'unité jeunesse. Cela fait six ans qu'il attend cette émission. L'idée est venue de Georges Polinski, président du réseau Kiss FM diffusé par satellite sur une soixantaine de stations françaises. C'est lui qui, arguant de la politique de glasnost prônée par M. Gorbatchev, a écrit fin 1987 au gouvernement soviétique pour proposer un échange de programmes entre sa station et la fameuse Gosteleradio (vingt mille employés à Moscou, plus de quatre-vingt mille sur tout le territoire), qui dispose en URSS du monopole de radio et de télévision.

Un coup d'audace bien accueilli par les Soviétiques et notamment

par le ministre responsable de Gosteleradio, qui a finalement donné à l'opération un feu vert bienveillant. Gosteleradio, en retour, prépare pour Kiss, lors de la prochaine visite en France de Mikhaïl Gorbatchev, des programmes sur la culture soviétique.

Pour l'heure, l'équipe française découvre l'univers de la radio soviétique. Elle s'étonne de l'ouverture et de la curiosité de ses interlocuteurs, souvent encore sous le choc des débats télévisés du Congrès et comme enivré par une liberté très fraîche. Une équipe du turbulent magazine télévisé « *Le regard* » est venue filmer le groupe de Kiss en pleins préparatifs. « Vous savez qu'il existe en URSS un lourd système de contrôle, a dit le journaliste. Qui, ici, vous contrôle ? »

L'animateur de l'émission télévisée « *Bonsoir Moscou* », qui recevait le 11 juin en direct le président de Kiss, s'est, lui, félicité de ce temps de transparence et de cette collaboration entre professionnels français et soviétiques qui, espère Georges Polinski, patron de Kiss FM, pourrait déboucher dans l'avenir sur la création d'une société mixte destinée à exploiter la première radio commerciale d'URSS.

L'ouverture des ondes soviétiques ne se limite pas aux radios privées. Radio-France et Gosteleradio ont signé, le 13 juin, un accord de coopération pour cinq ans qui prévoit, notamment, une « *Journée Paris-Moscou* » sur les ondes de France-Inter le 3 juillet et une série d'émissions de Radio-France sur les antennes de Gosteleradio à partir du 14 juillet.

ANNICK COJEAN.

## Publicité soviétique pour les entreprises françaises

A côté des opérations-symboles menées sur les antennes de la radio, la pénétration des ondes soviétiques a aussi des aspects plus prosaïques : une grande campagne commerciale doit bénéficier le 14 juin d'un créneau de quarante-cinq minutes à la télévision pour présenter leurs activités à quelque 60 millions de téléspectateurs. Telle est en effet, selon les études de Gosteleradio, l'audience du magazine publicitaire « *Progress*, Informations, Réclames », diffusé tous les deux mois, depuis octobre 1988.

L'opération a été montée par Publitel, filiale d'un groupe de M. Silvio Berlusconi, qui a obtenu l'an dernier un contrat exclusif pour la publicité étrangère sur les ondes soviétiques. Vantant auprès des annonceurs la forte demande du public et les avantages de la Pensée, Publitel a déjà convaincu de nombreuses entreprises italiennes, allemandes et espagnoles. A l'occasion du voyage de M. Gorbatchev à Paris, elle a réalisé deux magazines « *Spécial France* ». Le premier réu-

nir des groupes industriels comme Renault, Bull, Rhône-Poulenc, Collier ou Eclatex. Le second est consacré à l'« *élégance française* » avec Chanel, Dior, Givenchy, Guccini, Rochas ou Yves Saint Laurent.

Outre la promotion de produits déjà commercialisés en Union soviétique, les annonceurs s'attachent surtout dans cette émission d'un style volontairement pédagogique à présenter leur savoir-faire aux décideurs économiques. Des petits films, de deux à six minutes, réalisés ou remontés par un membre de l'Académie des sciences soviétiques et suivi d'un bref débat entre deux académiciens. Le premier magazine devra verser « une caution substantielle », qui représentera un pourcentage important du prix de vente et pourra atteindre plusieurs millions de livres. La société qui ne diffusera pas la qualité promise perdra alors une partie ou la totalité de cette caution.

En attendant d'éventuelles retombées économiques pour les entreprises, l'opération rapporte 70 000 francs par minute (pour quatre émissions) à Publitel et à la télévision soviétique.

J.-F. L.

## BIBLIOGRAPHIE

« Cent Questions-Clés de la communication audiovisuelle »

### Un manuel pratique

Les *Cent Questions-Clés de la communication audiovisuelle* sont avant tout un guide, un outil de travail pour tous ceux qui s'intéressent à la communication : une banque de données qui recense toutes les questions théoriques et pratiques que pose le système audiovisuel français en constante turbulence. Un manuel qui, de façon pédagogique et détaillée, raconte la loi, explique le droit, n'hésite pas à replacer les questions dans une perspective historique, à évoquer les débats politiques et la jurisprudence et à s'ouvrir aux exemples étrangers. Un ouvrage juridique, sans doute, mais accessible à tous, professionnels ou amateurs, télé-spectateurs ou étudiants.

Un exemple ? La question 3 : « *Quel est le pouvoir de sanction du CSA ?* ». Quatre chapitres différents, traduisant quatre approches variées et complémentaires, cernent parfaitement le sujet. D'abord, une réponse directe ; puis un cas pratique, une mise en situation ; ensuite, un dossier *scotté*, détaillant et prolongeant la réponse et son argumentation juridique ; enfin, un complément intitulé « *Pour en savoir plus* » et reprenant un extrait de discussion parlementaire, une parallèle à l'étranger.

Les questions sont directes et abordent des questions usuelles mais parfois taboues. Par exemple, la question 8 : « *Peut-on vendre une fréquence hertzienne ?* ». La réponse est non, bien sûr, appuyée sur la loi, commentée à l'aide du débat doctrinal intense et ancien sur la nature juridique d'une fréquence, complétée par des observations sur l'exemple anglais.

voire sur les usages contraires adoptés par le petit monde de la FM. On s'interroge sur les obligations des télévisions privées en matière de cinéma, de publicité, de quotas. Mais l'on se montre également curieux de la méthode de mesure de l'audience (question 79), de l'usage du droit de réponse (86) ou de la définition de la fameuse norme D2 Mac Paquet. Certains intrépides apprendront comment est sanctionné le piratage des programmes des télévisions payantes (61) et les entrepreneurs méditerranéens aux conditions d'accès aux kiosques téléphoniques et télématique, ou sur le processus d'autorisation des radios et télévisions locales. C'est clair et c'est précis. Rédigé, on le sent bien, par des praticiens confrontés chaque jour à la réalité (plusieurs d'entre eux travaillent d'ailleurs au CSA). Il y a du miel dans ce livre-là.

A. C.

★ *Cent Questions-Clés de la communication audiovisuelle*, par Clémence Coppey, Bertrand Delcroix, Jean-Pierre Delivet, Thierry-Pierre Jousset, Frédéric Ranchet et Hervé Rony (Edit. Dixit-Médiaspavoirs), 300 francs.

● La CGT appelle au débrayage le 18 juin dans la presse régionale. — La Fédération nationale du Livre CGT (FILPAC-CGT) va organiser des débrayages de deux heures, vendredi 18 juin, dans les titres de la presse régionale et départementale, ainsi qu'une série d'actions qui devraient empêcher la parution des journaux « à tour de rôle » jusqu'à fin juin. La CGT entend

## « Mieux-disant qualitatif » pour les chaînes privées britanniques

L'audiovisuel britannique vient d'investir le « *mieux-disant qualitatif* » assorti d'un « *mieux-disant financier* ». Le 13 juin, M. Douglas Hurd, ministre de l'Intérieur britannique, a indiqué au Parlement que la production de programmes de qualité constituerait une des conditions de la vente de concessions de télévisions privées aux futurs repreneurs. Mais les candidats à une concession devront verser « une caution substantielle », qui représentera un pourcentage important du prix de vente et pourra atteindre plusieurs millions de livres. La société qui ne diffusera pas la qualité promise perdra alors une partie ou la totalité de cette caution.



« Adressé à la haute qualité... financière » (Dessin publié dans le *Times* du 14 juin.)

En dehors de ce dépôt, les candidats devront promettre qu'ils « *produiront une proportion raisonnable de programmes de qualité* », a précisé M. Hurd. Il a indiqué que « le souci de qualité des programmes » avait été pris en compte par le gouvernement, qui a proposé d'« *introduire un seul qualitatif* ». La vente de concessions de télévisions privées en Grande-Bretagne figure dans le Livre blanc, paru en novembre 1988, qui met au point la réforme de l'audiovisuel prévue pour 1992.

Le porte-parole du Parti travailliste, M. Robin Corbett, a accusé le gouvernement d'être « *trop préoccupé* » par les aspects financiers de cette attribution de concession.

ainsi sauvegarder les emplois et les garanties de qualification face à l'importation des ateliers. La FILPAC-CGT organisera des arrêts de travail dans les imprimeries et les brochures le 22 juin. Le récent mouvement de grève lancé par la CGT le 31 mai (*le Monde* du 1<sup>er</sup> juin) avait empêché de paraître une quarantaine de quotidiens.

**ALLEMAGNE**

**Centre Georges Pompidou**

**JEUNE DANSE EUROPEENNE**

du 14 au 16 juin

**SPECTACLE FOLKWANG**

**URS DIETRICH - JOB / DAS KALTE GLORIA**

Reservations : 42 74 42 39

**LE MERCREDI 14 JUIN 1989**

De 19 heures à 21 heures

**SURFACE-PRISME**

présenté par

**14 TAPIS - 14 ARTISTES**

BALAS - BRANDON - CLRIEN - DELAYE - DRUILLET  
GRATALOUP - GROUPE OBJECTAL - KLASSEN  
MOLTASHAR - ROUGE-MONT - TELEMARQUE  
TISSEAND - VERAME - ZARCATE

**TOURS DE LA LIBERTÉ**

**JARDIN DES TUILERIES**

SURFACE PRISME - BP 64 - 92955 Le Clavier Cedex  
Groupe DBE

مكتبة الأصيل



## Informations « services »

### Une nouvelle brochure du « Monde » Europe : les promesses de l'Acte unique

La signature de l'Acte unique européen, en février 1986, a donné naissance à l'Europe de la deuxième génération.

La brochure, publiée par les « Dossiers et Documents » du Monde, avec les spécialistes du Monde à Bruxelles et à Paris, dresse l'état des lieux avant d'analyser les grandes évolutions de la libération des échanges : marchés, capitaux, personnes.

Au-delà de la simple description, les auteurs retracent de l'intérieur les difficultés rencontrées par les membres de la Commission de Bruxelles, de la bataille juridique autour des télécommunications à l'instauration d'un droit alimentaire, sans oublier l'Europe du médicament, l'Europe des armes ou encore les problèmes liés à la fiscalité.

L'Europe prend vie à travers des déboires et incertitudes : l'Europe des capitaux doit tenir compte des fortes disparités qui existent d'un pays membre à l'autre. Des questions se posent : la fraude, l'existence de paradis fiscaux, la reconnaissance réciproque en matière de banques... Autre temps fort : l'Europe des citoyens. Elle ne concerne pas seulement les consommateurs de services. Deux thèmes mobilisateurs apparaissent : la naissance d'une Europe culturelle et la mobilité des étudiants, qui ont plus de plus en plus envie de poursuivre leurs études dans d'autres pays de la Communauté. D'une façon générale, la libre circulation des personnes reste freinée par les soucis de sécurité et la crainte du terrorisme.

En réalité, la mise en œuvre du grand marché se fait à travers des politiques d'accompagnement qui dépassent les ambitions promises : programmes de recherche et de développement, au plan industriel comme au plan des technologies nouvelles. Les auteurs mettent à plat les grandes théories... et les pratiques quotidiennes. Ainsi maintenir le jeu de la concurrence, éviter les fusions d'entreprises préoccupe la Commission mais les

grands pays s'opposent à un contrôle accru. Dans d'autres domaines comme les transports, l'environnement, l'audiovisuel, on se rend compte que l'Acte unique a fait redémarrer, avec plus ou moins de succès, des processus un peu endormis, voire presque oubliés.

Si l'union économique et monétaire reste une des grandes promesses de discord, pour des raisons essentiellement politiques, les auteurs mettent également en avant la dimension sociale chère à M. François Mitterrand, qui n'esta encore bien floue, et suscite les inquiétudes des travailleurs. La France assurée la présidence de la Communauté à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1989. Elle s'est engagée à faire adopter par la Communauté une charte des droits sociaux fondamentaux avant la fin de l'année.

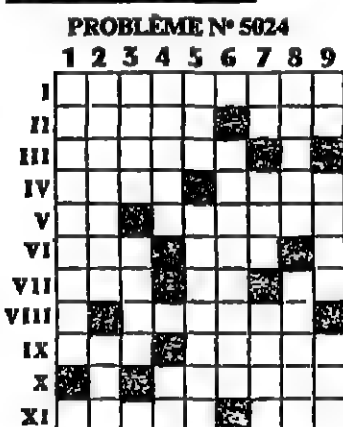
Par ailleurs, si l'Europe des Douze ne peut que faire face à ses dissensions internes, elle apparaît pourtant aux Etats-Unis et au Japon comme une force nouvelle figée sur elle-même. En tout cas, la mise en place du grand marché constitue une nouvelle donne pour les négociateurs de l'« Uruguay round ». Quant à l'éventualité d'une politique étrangère commune, c'est encore et surtout une question de temps.

L'Europe avance donc plus vite sur certains terrains que sur d'autres. Parmi les points positifs à mettre au crédit de l'Acte unique, on trouve la réforme du processus de décision qui devrait permettre à l'Assemblée européenne de dépasser le rôle purement consultatif et donc symbolique qui lui était préalablement attribué.

En complément, des portraits des principaux acteurs européens de la Commission et au Parlement, des cartes, une chronologie parachevée de tour d'Europe illustré aussi par les dessins de Pessin, Plantu et Sergueï.

En vente chez tous les marchands de journaux. 116 pages, 42 F.

### MOTS CROISÉS



**HORIZONTALEMENT**

1. Fait paraître gonflée celle qui a pris une culotte. — 11. Fait parfois l'objet d'un préche. Se met à la place du mangeur. — 111. Qui ont un teint de fleur. — 1V. De grands mouvements d'autrefois. Pas blanche. — V. Affluent de l'Irtych. Sièges qu'on peut mettre sur des bidets. — VI. Personnage biblique. Utile pour lancer la balle. — VII. Au Japon. A son bout, il peut y avoir le service. Pouché ! — VIII. Qui a donc causé une surprise. — IX. Quelles quand on ne peut pas envoyer paître. Etre comme un ver. — X. Un travailleur dont on peut attendre de beaux gestes. — XI. Débuts de portées. Noble.

**VERTICALEMENT**

1. Eveillée quand elle a été piquée. — 2. Difficiles à cacher. Peut passer sous une porte. — 3. Un danger pour des gens qui sont en grève. Peut être assimilé à un restaurant de quartier. — 4. Une bonne terre. Symbole. — 5. On peut y voir du sang. Des vacheries. — 6. Est meilleur conducteur quand il y a de la lumière. — 7. Dans l'istère. A de solides mâchoires quand elle est anglaise. Possessif. — 8. Neuve, pour un chien. Qui ne pense qu'à ça. — 9. L'oe. Opère une diminution. Dure longtemps.

**Solution du problème n° 5023**

**Horizontalement**

1. Sauter. — II. Orteil. Au. — III. Ur. Edouens. — IV. Dos. Elles. — V. Es. Bref. — VI. Uélé. Robe. — VII. Ruine. RER. — VIII. Rainette. — IX. Ino. Sas. — X. Tôt. Ça. — XI. Es. Chiale.

**Verticalement**

1. Soudeur. Eté. — 2. Arroseur. Os. — 3. Ul. Lisit. — 4. Tee. Bénin. — 5. Eider. Enoch. — 6. Ululer. AI. — 7. Efforts. — 8. Anc. Betail. — 9. Aussières.

### PARIS EN VISITES

**JEUDI 15 JUIN**

« Le Marais sud, l'hôtel de Beaulieu », 14 h 30, métro Pont-Marie (Paris 13<sup>e</sup> arr.).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).

« Le couvent des carmes », 14 h 30, 70, rue de Valenciennes (D. Fleuriot).

« Eglises et hôtels de la Chaussée d'Antin », 14 h 30, 65, rue Casimir (Paris pittoresque et insolite).

« Les parties hautes de l'église Saint-Merri », 14 h 45, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue du Renard (M. Banassat).

**MONUMENTS HISTORIQUES**

« La cathédrale Saint-Alexandre Nevski », 14 h 30, 12, rue Dard.

« Le Champ de Mars, mémoire des fêtes révolutionnaires », 15 heures, devant le buste de Gustave Eiffel, pilier nord de la tour Eiffel.

### CONFÉRENCES

9, rue Maspéro, 18 heures : « Le Saint-Siège, la France et l'idée de l'équilibre européen 1939-1945 », par U. Rensch (Institut historique allemand).

18, rue de Varenne, 19 heures : « Le logement en France en 1989 », par J. Kunvari (Centre Varenne).

Sorbonne (amphithéâtre Richelieu), 17, rue de la Sorbonne, 19 h 30 : « Le mystère des virginités noires » (projections), par J. Bonvin (Espace expression).

**Chasse et pêche**

**Les journées nationales de Chambord**

Les Journées nationales de la chasse et de la pêche, le Game Fair, se dérouleront les 16 (après-midi), 17 et 18 juin dans le parc du Château de Chambord. Cette manifestation désormais traditionnelle avait reçu en 1988 quelque soixante-dix mille visiteurs.

Parmi les démonstrations prévues, l'écuier Claude Auger présentera sa poste huppée à quatorze chevaux. Un espace équestre sera réservé aux meilleurs produits de l'élevage des pur-sang arabes.

Défilés d'équipages de vénérie, courses de lévriers « sur leurre », démonstrations de dresseurs professionnels de chiens de chasse, vente aux enchères, messe de Saint-Hubert, fauconnerie et démonstration d'attaque « sur leurre », concours de chiens de troupeaux au travail sur circuits parallèles, concours de chiens de sang seront également au programme.

Ces « Journées » seront aussi un moment privilégié pour la pêche, qui célébrera sa fête nationale et invitera les visiteurs à venir prendre gratuitement et sans permis leur « premier poisson à Chambord ».

**Naissances**

— Parvane BERES, Gilles-Marie TINE et Lucie, sont heureux d'annoncer la naissance de Gaspard, le 10 juin 1989, 12, rue Oberkampf, 75011 Paris.

**Mariages**

— M. et M<sup>me</sup> Louis Danchand, M. et M<sup>me</sup> Daniel Baumgartner, et M. et M<sup>me</sup> Bernard Doo, ont le plaisir de faire part du mariage de leurs petits-fils, fils et fille, Henri et Nathalie, qui sera célébré le samedi 17 juin 1989, à 16 h 30, en la chapelle de l'Ecole militaire, Paris-7.

15, rue Vanquelin, 75005 Paris.

21, avenue Emile-Deschanel, 75007 Paris.

**Décès**

— M. et M<sup>me</sup> Marcel Koncziaty, M. et M<sup>me</sup> Marc Koncziaty, M. Michel Koncziaty et leurs fils, Serge et Julien, ont la tristesse de faire part du décès de M<sup>me</sup> veuve Isaac AMON, née Louisa Amariglio, survenue le 13 juin 1989, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, à Paris.

Une pensée est demandée pour ceux qui les ont aimés, pour son mari Isaac AMON et pour son fils Marc AMON, dit Abouss, décédé en juillet 1944.

Les obsèques auront lieu le jeudi 15 juin. On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Pantin, à 11 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

29, avenue Paul-Appell, 75014 Paris.

— Bourc-en-Bresse, Bellegarde, Paris, Charolles, Lyon, Rennes, M<sup>me</sup> Claude Bange, son épouse, M<sup>me</sup> Franck Bange, M. Philippe Bange, M. et M<sup>me</sup> Akram Kaszi et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Hervé Pelletier et leurs enfants, M. Emmanuel Bange, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Pierre Bange et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jacques Bange et leurs enfants, ses frères, belles-sœurs, neveux et nièces, Les familles Zrouba, Gentil et Goguin, parents et alliés, ont la grande tristesse de faire part du décès de M. le docteur Claude BANGE, survenue le 11 juin 1989, dans sa cinquante-huitième année.

Ses funérailles religieuses ont lieu ce jour, mercredi 14 juin, à 15 heures, au l'église du centre de Bellegarde-sur-Valserine.

— M. et M<sup>me</sup> René Cadot, M. et M<sup>me</sup> René Fleury, M. Olivier Cadot, M. Albert Cadot, M<sup>me</sup> Guy Delamarre-Deboutville, M. Claude Max-Blondet et ses enfants, M<sup>me</sup> Gabrielle Chaineaud, Les familles Cadot et Vernaill, ont la très grande douleur de faire part du décès, dans sa vingt-huitième année, de M<sup>me</sup> Isabelle CADOT, administrateur des Affaires Maritimes, survenue le 11 juin 1989.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité familiale au cimetière d'Aubert, avec la prière conjointe de M. le pasteur Noquet, de l'église réformée de Barbezieux, et de M. le curé d'Aubert.

Une prière aura lieu le samedi 17 juin, à 15 heures, au temple du HA, 32, rue du HA, à Bordeaux.

Laprade, par Saint-Séverin, 16390.

— M<sup>me</sup> Alice Conquy, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Millocom et leur fille Anne, M. et M<sup>me</sup> Simon Abergel et leur fille Odile, M. et M<sup>me</sup> Maurice Conquy, M<sup>me</sup> Rachel Flimut, M<sup>me</sup> Georgina Huberman, M<sup>me</sup> Albert Conquy, Les familles Nidam, Abbon, Nafiz, font part du décès de M. Lazare CONQUY, survenue à Rabat, le 13 juin 1989.

## Le Carnet du Monde

— Jeanne Elkouby, sa mère, Danielle Elkouby, son épouse, Agnès et Bernard, ses enfants, Ses frères et sœurs, M. Paul Polvarelli, Et toute la famille, ont le regret de faire part du décès de André ELKOUBY, décédé subitement le 10 juin 1989, à l'âge de cinquante-sept ans.

La levée du corps aura lieu à l'Institut médico-légal à Paris, le 15 juin, à 8 heures.

26, traverse Nicolas, 13007 Marseille.

— Les fondateurs et les membres de l'association Demain la Presse ont la tristesse d'annoncer la disparition de leur ami, André ELKOUBY, HEC, administrateur de l'OM, ancien secrétaire général du Provençal.

Ses obsèques seront célébrées au cimetière Saint-Pierre, à Marseille, le vendredi 16 juin, à 10 h 15.

Les condoléances peuvent être adressées à M<sup>me</sup> André Elkouby et à ses enfants, 26, traverse Nicolas, 13007 Marseille.

— On nous prie de rappeler le décès de M. Bohdan FEDENKO.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 15 juin, à 10 heures, en l'église luthérienne de la Rédemption, 16, rue Chauchat, Paris-9.

— Jean-Pierre Hutin, Marie-Thérèse Hutin, ses enfants, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de leur père, Marcel HUTIN, survenue le 12 juin 1989, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 15 juin, à 10 h 15, en l'église Saint-Joseph (rue Beaumont), à Nice.

L'inhumation aura lieu au cimetière de la Trinité.

Ni fleurs ni couronnes.

— M<sup>me</sup> René Lugand, Suzanne et Jean Flament, Marthe et André-Joseph Lory, Louis et Sylviane Lugand, Jacques et Françoise Lugand, René Richard, Odile et Béatrice Ghermani, Leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part de la mort de René LUGAND, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de l'université, professeur honoraire au lycée Saint-Louis, survenue le 5 juin 1989, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Suivant ses dernières volontés, l'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Conette, Hulmeas, 37420 Avoine.

— M<sup>me</sup> Bertrand Monnet, Claude et Catherine Mamm-Monnet, François et Brigitte Monnet, Jean-Stéphane Monnet, Dorothée Monnet, M. et M<sup>me</sup> Guy Robert, Leurs enfants et petits-enfants, Ses cousins et amis, ont la grande tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-neufième année, de Bertrand MONNET, ancien architecte en chef des Monuments historiques, adjoint à l'inspection générale, officier de la Légion d'honneur, officier des Palmes académiques, commandeur des Arts et Lettres, commandeur de Saint-Grégoire-le-Grand, survenue à Paris, le 12 juin 1989, et vous prient d'assister à ses obsèques, qui seront célébrées le vendredi 16 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis-des-Jacobins.

Ni fleurs ni couronnes.

Des fleurs pourront être faites pour le centre de rééducation de l'hôpital du Val-de-Grâce, et adressées à l'UFBA, 108, rue du Bac, 75007 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

**Anniversaires**

— Une pensée est demandée à tous ceux qui ont connu Denise et Raymond Lévy.

— Chateau de Beaumour (73), le 15 juin 1987.

Thierry TRICAUD, ancien élève de l'ENA, nous quitte, à l'âge de trente ans.

Il repose désormais dans son jardin préféré.

A son souvenir est associé celui de son père, décédé le 5 octobre 1978.

Marcel TRICAUD, médecin général de l'armée de l'air.

Une pensée est demandée à ceux qui les ont connus, estimés et aimés.

**Erratum**

— Concernant l'avis de décès de M<sup>me</sup> Marthe GARRAUD, paru dans nos éditions du 14 juin.

Il fallait lire M. Jean-Marie GARRAUD, ancien rédacteur en chef de l'Espresso.

**Communications diverses**

— Marie-Hélène Fabre expose ses peintures les 17 et 18 juin, de 13 heures à 18 heures, 4, impasse des Bourdonnais, 75001 Paris (vernissage le vendredi 16 juin, à partir de 18 heures).

— M. Sylvain Zylberberg, son épouse, Pascale et Joëlle, M<sup>me</sup> Albert Lellouche et ses enfants, M<sup>me</sup> David Zylberberg et ses enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> ZYLBERBERG, née Claude Lellouche, survenue le 13 juin 1989.

Les obsèques auront lieu le jeudi 15 juin, à 14 h 15, au cimetière parisien de Bagneux, où l'on se réunira (entrée principale).

37, rue Beaugendre, 75400 Chant.

**Soutenances de thèses**

— Université Paris-I, le lundi 12 juin, à 14 h 30, M. Pierre-Nicolas Fraust a soutenu : « L'évolution technique de la Marine nationale de 1958 à 1983 ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le jeudi 15 juin à 13 h 30, salle 308, entrée 1, rue V.-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier I. (Sorbonne), M. Pierre Gouneau : « Un grand domaine russe au Moyen Age tardif, le temporel de la Trinité-Saint-Serge (1345-1527) ».

— Université Paris-III, le vendredi 16 juin à 13 h 30, salle Liard, M<sup>me</sup> Marie-Bernard épouse Gaudel : « Les peintures murales singulières des dix-huitième et dix-neuvième siècles (école lausannoise) ».

— Université Bordeaux-III, le vendredi 16 juin à 14 h 30, salle des Actes, esplanade des Antilles, domaine universitaire de Talence, M<sup>me</sup> Marie-Michèle Salambert, épouse Ouedraogo : « Urbanisation, organisation de l'espace et développement au Burkina-Faso ».

— Ecole des hautes études en sciences sociales, le vendredi 16 juin à 14 h 30, Centre d'études archéologiques, 19, rue Amélie, M. Eric Navet : « Le cercle et la ligne, l'Occident barbare et la philosophie sauvage : l'impossible rencontre. Exemple américain, les Ojibway du Canada ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le vendredi 16 juin à 14 heures, salle 308, entrée 1, rue V.-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier I. M. Roberto Rego-Cavalcanti : « Grandjean de Montigny, Le Corbusier, Oscar Niemeyer : le chemin vers une architecture brésilienne. Les influences de la culture française dans l'architecture au Brésil ».

— Université Rennes-II, le vendredi 16 juin à 14 h 30, amphithéâtre D. L. M. Labéné Bolouri : « Les apports linguistiques « Kawa » dans le portugais de Bahia (Brésil), étude morphologique et ethnologique ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le samedi 17 juin à 9 heures, salle 1, 12, place du Panthéon, ancien bld, 1<sup>er</sup> étage, M. Michel Marguinau : « L'Etat, la direction des finances et de l'économie en France (1932-1952). Histoire d'une conversion ».

— Université Paris-IV, le samedi 17 juin à 14 heures, amphithéâtre Descazes, M. René Quatrefores : « L'organisation militaire de l'Espagne (1492-1592) ».

— Université Paris-VIII (Saint-Denis), le samedi 17 juin à 14 heures, salle G 201, M<sup>me</sup> Claudette Orliot-Beyer : « L'écriture du sexe (théorie, pratique, didactique) ».

— Université de Toulouse-le-Mirail, le samedi 17 juin à 14 heures, salle de la bibliothèque, M. Marie-Jean Saurer : « De l'infamie à la structure ».

— Université Paris-Sorbonne (Paris-IV), le samedi 17 juin à 14 heures, amphithéâtre Gaudel, M. François Bertrand : « L'Etat de Publius Silius et la Numidie chrétienne (1<sup>er</sup> siècle avant J.-C. - 1<sup>er</sup> siècle après J.-C.) ».

**Carnet du Monde**

Résumé hebdomadaire : 42-47-96-03.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 83 F

Abonnés et actionnaires : 73 F

Communications diverses : 88 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

**Cuisine et individualisme**

« Au lieu de commencer par les amis, nous commencerons par les logements ». Cette déclaration de M. Claude Allard, conseiller spécial de M. Jospin lors d'un récent colloque sur le logement des étudiants, traduit la prise de conscience des responsables de l'Education nationale que l'aménagement universitaire doit mieux tenir compte des besoins et des comportements des étudiants. Alors qu'on s'apprête à accueillir des effectifs beaucoup plus importants, il ne s'agit pas de « faire du quantitatif », comme cela a été le cas dans les années 60 et 70. Les nouvelles générations d'étudiants supportent de plus en plus mal la vie en collectivité. « On a affaire à des étudiants de plus en plus individualistes, observe M. Ivoric Soucat, directeur du CROUS de Reims. Ils repoussent l'aspect « foyer » des résidences et cherchent à se recroquer des espaces privés ». L'uniformité des mobiliers rappelle trop la caserne et les étudiants n'apprécient pas les cuisines et les douches communes, préfèrent se bricoler des installations de fortune dans leur chambre (chaîne hi-fi, réfrigérateur) au mépris souvent de la sécurité. Mais la structure et l'adéquation des logements rendent ces adaptations extrêmement précieuses.

La croissance attendue des effectifs rendra nécessaire une accélération du rythme de construction des résidences. Alors qu'on ne construisait que 270 logements par an au début des années 60, il faudra multiplier ce chiffre par dix dans les années à venir. Mais ces nouveaux logements devront aussi tenir compte de l'évolution des goûts et des modes de vie des principaux usagers.

C. L. C.

**Purcell-Haendel**

Un festival Purcell-Haendel aura lieu du 28 juin au 9 juillet à la Sorbonne. Au programme notamment, *Acis and Galatea*, de Haendel, le 28 juin et le 7 juillet à 21 heures et *King Arthur*, de Purcell, le 14 juillet à 21 heures.

Renseignements au 42-62-71-71 ou minitel 38 15 code RF Festival.

**Fraternité-Sororité**

Des animateurs de la gauche médiocrité européenne organisent du 15 au 25 juillet, le troisième camp européen des jeunes alternatifs sur le thème « L'Europe

**égalité-fraternité-sororité et Europe**

(Contact : 48-21-07-17.)

**Spectacle et comportement**

Le collège européen Théâtre et Science de la Vie organise, du 24 juillet au 3 août, des cours intensifs d'information, de méthodologie et de pratique sur la dimension spectaculaire des comportements humains. Coordinateur : Jean-Marie Pradier du département Théâtre de l'université Paris-VIII.

Performance and Life Sciences. Collège européen. Abbaye-aux-Dames, BP 125, 17104 Saintes Cedex. Tél. : 48-92-57-15.

**CAMPUS**

### Cuisine et individualisme

« Au lieu de commencer par les amis, nous commencerons par les logements ». Cette déclaration de M. Claude Allard, conseiller spécial de M. Jospin lors d'un récent colloque sur le logement des étudiants, traduit la prise de conscience des responsables de l'Education nationale que l'aménagement universitaire doit mieux tenir compte des besoins et des comportements des étudiants. Alors qu'on s'apprête à accueillir des effectifs beaucoup plus importants, il ne s'agit pas de « faire du quantitatif », comme cela a été le cas dans les années 60 et 70. Les nouvelles générations d'étudiants supportent de plus en plus mal la vie en collectivité. « On a affaire à des étudiants de plus en plus individualistes, observe M. Ivoric Soucat, directeur du CROUS de Reims. Ils repoussent l'aspect « foyer » des résidences et cherchent à se recroquer des espaces privés ». L'uniformité des mobiliers rappelle trop la caserne et les étudiants n'apprécient pas les cuisines et les douches communes, préfèrent se bricoler des installations de fortune dans leur chambre (chaîne hi-fi, réfrigérateur) au mépris souvent de la sécurité. Mais la structure et l'adéquation des logements rendent ces adaptations extrêmement précieuses.

La croissance attendue des effectifs rendra nécessaire une accélération du rythme de construction des résidences. Alors qu'on ne construisait que 270 logements par an au début des années 60, il faudra multiplier ce chiffre par dix dans les années à venir. Mais ces nouveaux logements devront aussi tenir compte de l'évolution des goûts et des modes de vie des principaux usagers.

C. L. C.

**Purcell-Haendel**

Un festival Purcell-Haendel aura lieu du 28 juin au 9 juillet à la Sorbonne. Au programme notamment, *Acis and Galatea*, de Haendel, le 28 juin et le 7 juillet à 21 heures et *King Arthur*, de Purcell, le 14 juillet à 21 heures.

Renseignements au 42-62-71-71 ou minitel 38 15 code RF Festival.

**Fraternité-Sororité**

Des animateurs de la gauche médiocrité européenne organisent du 15 au 25 juillet, le troisième camp européen des jeunes alternatifs sur le thème « L'Europe



# Emploi

## Le « spleen » des pétroliers

**L**ES pétroliers ont du vague à l'âme. Dans toutes les compagnies, les effectifs ont diminué, et certains annoncent maintenant des plans de réduction. Des raffineries ferment et, le long des routes, les stations-service se raréfient. Les écologistes ne les aiment pas beaucoup, et l'apparition du carburant sans plomb trouble les consommateurs, habitués depuis des lustres à un mono-produit considéré à tort ou à raison comme extrêmement banal. Dans leur bagarre au coude-à-coude contre les hypermarchés, ils craignent par-dessus tout d'apparaître comme les mécaniques. Colosses bousculés par le vent de la concurrence, ils sont sur la défensive.

En outre, tous ces fronts minent leur moral. Mais la racine du mal est encore plus profonde. Comme une blessure enfouie, les anciens pleurent le crépuscule d'un métier qu'ils ont aimé et ne se remettent pas de voir la gestion, les commerciaux et surtout les financiers ou les traders prendre le pas sur les ingénieurs, les gens de l'exploration et de la production. Dans un milieu dominé par les X-mines, à la culture technique, la déconvenue est forte qui s'est parfois exprimée par de l'inquiétude pour l'avenir pendant quatre jours, fin mai à Strasbourg, lors du onzième congrès national organisé par l'Association française des techniciens du pétrole (AFTP).

C'est qu'il est pénible d'abandonner ses rêves quand, de plus, on est confronté à un énorme problème d'image. Beaucoup de ceux qui sont aujourd'hui aux postes de commande, ou qui sont en train de passer le relais, ont vécu la grande aventure du pétrole en pionniers. Dans leur tête, il y a le Sahara, les forages sous-marins, et, toujours aussi prestigieux, les grands champs de la mer du Nord avec les plates-formes géantes. Dans leurs habitudes se marient les références à une vie exaltante et les facilités d'une époque où l'on était riche, voire fastueux.

Il est en effet difficile de redevenir normal quand, globalement, la profession continue d'afficher une santé insolente, comme en témoignent les niveaux atteints par les chiffres d'affaires ou les bénéfices records, d'origine financière. On ne fait pas pleurer misère et il paraît décalé de parler d'un secteur miné alors que, c'est vrai, ses fondements sont

remis en cause. Les compagnies perdent de l'argent avec le raffinage et ont réduit le nombre des installations de vingt-trois à treize en dix ans. Le secteur de la distribution indépendante a dû se rationaliser, et les 12 000 revendeurs

**La grande aventure s'achève et les compagnies réduisent les effectifs. Un métier rentre dans le rang après des années de splendeur.**

d'autrefois sont devenus 5 000, pendant que les stations-service elles-mêmes passaient de 46 600 en 1973 à 30 600 en 1987. De manière incompréhensible pour une opinion qui attend un service public, tous les ratios poussent à la rigueur. Chaque pompe française, par exemple, débite moitié moins de carburant (800 mètres cubes par an) que la pompe allemande. Et tant pis si, en 1988, 75 % des communes ne disposent d'aucune station-service contre 56 % en 1980 ou, encore, s'il faut désormais parcourir 7,5 kilomètres en moyenne pour s'approvisionner, contre 6,3 kilomètres en 1980...

### Faible poids social

Encore ces signes sont-ils tangibles, inscrits dans le paysage français. Mais il y a tout ce qui est moins visible et qui préoccupe davantage les professionnels. On ne construit pratiquement plus de plates-formes, l'exploration sous-marine navigue entre deux eaux et la baisse des besoins a entraîné une chute pour les industries spécialisées, les prestataires de services ou les sociétés d'ingénierie. Les effectifs des activités parapétrolières ont reculé de 40 % en trois ans, l'offshore a perdu 7 000 emplois dans le même temps, et tout ce qui est en amont ou en aval a été touché.

Au sein des compagnies, l'exploration et le forage n'ont plus la vedette, et même la production, soumise aux exigences de la compétitivité, restreint ses moyens en hommes. Au total, le personnel a été amputé de 42 % dans le raffinage-distribution entre les 46 700 salariés de 1973, la dernière année de grandeur, et les 27 600 de 1988.

Ailleurs, on aurait tout de suite évoqué les désastres causés par un

tel cataclysme, et, s'il n'en a rien été, force est de constater que l'industrie du pétrole est la victime de sa réputation glorieuse et peut-être plus encore d'un phénomène qui fait sa force et sa faiblesse. Son poids économique est

sans commune mesure avec son poids social puisque, tout compris, l'ensemble du secteur n'emploie que 250 000 personnes.

Pourtant, que de bouleversements sont intervenus qui ont d'abord pu être gérés sans trop de drames, en comparaison des échecs à venir, plus complexes à négocier. D'une certaine façon, on pourrait prétendre que la profession a, pour régler ses problèmes, commencé par manger son pain blanc et qu'elle envisage, non sans traumatisme, ce qui l'attend.

Comme on avait beaucoup recruté dans les années 50 et 60, on a pu pratiquer des restructurations en douceur qui se sont traduites par des préretraites coûteuses mais qui ont été facilitées par la pyramide des âges. En contrepartie, toutefois, on a cessé de rembourser. Ce qui a eu pour conséquence, évidente aujourd'hui, de déformer la même pyramide des âges et donc d'entraîner un vieillissement moyen du personnel, facteur peu favorable aux futures évolutions.

### La générosité contre la mobilité

En outre, les entreprises ne peuvent désormais compter que sur le flux naturel des départs des plus âgés, insuffisant pour rogner les effectifs. Après les mesures FNE (Fonds national de l'emploi), déjà moins avantageuses, il faut maintenant imaginer d'autres solutions qui viennent ruiner le dogme non écrit de l'emploi à vie. Signe des temps, et paradoxe pétrolier, les premiers licenciements « secs » sont intervenus sur le site de la toute nouvelle raffinerie de Frontignan (Hérault), fermée pour cause de surcapacité. Pour la première fois, on s'est rendu compte que la « générosité » — ainsi que les responsables sociaux de l'Union des

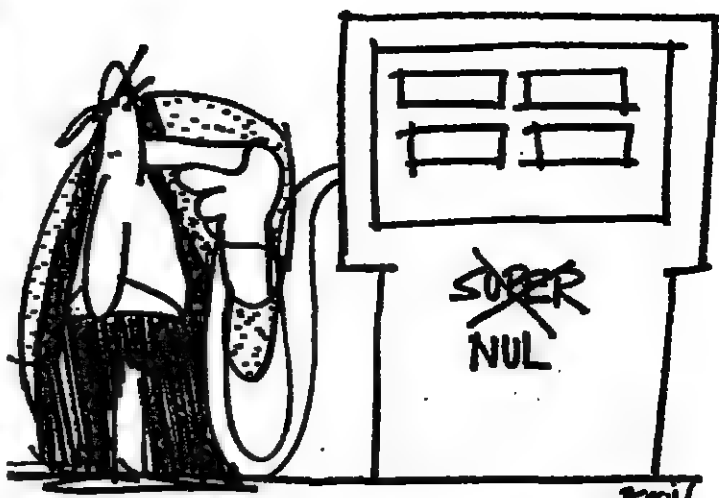
chambres syndicales de l'industrie pétrolière (UCSIP) qualifient la politique sociale de la branche professionnelle — pouvait avoir des effets pervers. « Elle a joué contre la mobilité des jeunes », constatent-ils.

De fait, les avantages inclus dans les conventions collectives et les niveaux de rémunération viennent compliquer la tâche quand il s'agit d'opérer des recompositions en temps de crise ou, pis, lorsqu'il faut engager un processus de qualification dont certains seront écartés. De 1973 à 1987, les effectifs d'ouvriers et d'employés sont passés de 55 % à 36 % au profit des ingénieurs et cadres, essentiellement, dont le nombre absolu a pourtant diminué.

### La taille d'une grosse PME

Rien ne dit que le mouvement ne va pas se poursuivre alors que l'on prévoit, à l'UCSIP, une diminution globale des effectifs de l'ordre de 6 à 8 % en 1989 et une continuation dans ce sens, « sauf remontée des cours du pétrole ». Hors informatique, les coupes claires frappent les sièges sociaux, dont certains, comme ceux de la Shell ou de BP, ont été revendus ou vont l'être. Même les inspecteurs commerciaux de stations qui contrôlaient huit auparavant pour vingt aujourd'hui sont visés, tandis que des directions régionales des grands groupes disparaissent, l'informatique favorisant la centralisation.

Dans ce contexte, les annonces qui ont pu être faites par les compagnies, ces derniers mois, ont ajouté au désarroi ambiant. Alors que les allègements d'effectifs, en quinze ans, se sont échelonnés de 37 % chez Elf à 54 % chez BP, de nouvelles opérations se préparent. Elf passera de 5 970 personnes à fin 1988 à 4 700 en 1990, et le nombre de pompes officielles, de 3 300 en 1987, sera ramené à 2 100 en 1992. Total revendeur de 5 750 salariés fin 1987 à 5 000 fin 1989 (9 260 personnes en 1973). Shell perdra encore 200 salariés en 1989 pour s'établir à un effectif de 3 800. Esso prévoit 320 suppressions d'emplois pour la fin 1990 et n'en aura alors plus que 2 250. BP réduit son effectif de 300 et emploiera 2 500 personnes à la fin 1989 (6 265 en 1973).



Mobil, qui rassemble 1 597 personnes maintenant, contre 2 534 en 1973, aurait achevé sa mue. Ce n'est pas tout : d'ici à 1995, un tiers des stations-service sont menacées de fermeture en France, soit une disparition de 10 000.

Ramenés à terme à la taille d'une grosse PME pour les effectifs, tout en demeurant de puissantes nationales, les uns et les autres abordent cette nouvelle phase avec un double souci. Parce que le mot fait peur et que la richesse le permet, les groupes élaborent des politiques attractives pour réduire leurs effectifs. Ils compensent les départs par des incitations financières fortes, pratiquent des transactions élevées et, plus original, aident à la création d'entreprises ou à l'essai-mage. Elf s'est fait, avec le CESTA ou la SOFREA, une spécialité de ce genre d'intervention, expérimentée dans la région de Lacq et à Feyzin.

### Une tribu en voie d'extinction

Parallèlement, les mêmes essaient de reconstituer les pyramides d'âge et d'acquiescer les compétences qui leur font défaut en relançant un courant d'embauches, semble-t-il encore modeste. Prioritairement, ils recherchent alors de jeunes ingénieurs, de jeunes commerciaux et quelques automaticiens. Le niveau minimal requis est alors un BTS ou un DUT pour des postes techniques

dans le raffinage, pour la recherche ou le commerce de distribution.

Tout cela, bien sûr, signifie que la profession en termine avec sa période d'épopée et qu'elle rentre dans le rang. Sa mutation et son changement de nature donnent la prédominance à ceux qui interviennent sur les marchés ou élaborent de nouveaux produits, parfois de simple marketing, contre les anciens « rois du pétrole » qu'étaient les ingénieurs de terrain, les géophysiciens ou les géologues. Entre-temps, bien des métiers ont été « externalisés », c'est-à-dire confiés à des sociétés spécialisées qui se retrouvent en situation de sous-traitance et n'appliquent pas nécessairement les mêmes conventions.

Le spleen des vieux pétroliers vient de la conjonction de tous ces facteurs. Ils se sentent membres d'une tribu en voie d'extinction, malgré sa splendeur passée. Et, comble de malheur, voilà que les écologistes contestent leur travail, que des Michel-Edouard Leclerc les critiquent avec un grand succès dans l'opinion, et que les consommateurs les soupçonnent de vouloir tirer avantage du lancement de l'essence sans plomb pour broieler les cartes. On serait malheureux à moins, à défaut de savoir répliquer de manière convaincante. Les pétroliers en sont tout déboussolés.

ALAIN LEBLANC

## Quinze jours d'emplois dans le Monde

Cent trente mille emplois ont été créés au premier trimestre 1989, selon les estimations de l'INSEE : en comptant les SVP, une hausse de 0,7 % en données brutes, de 1,1 % en données corrigées des variations saisonnières (le Monde du 3 juin).

● **Négociations sur l'intérim.** — Le PROMATT, un des deux syndicats de sociétés de travail temporaire, propose des négociations avec les partenaires sociaux pour améliorer les dispositions en vigueur (le Monde du 3 juin).

● **Baisse du chômage en RFA et aux Etats-Unis en mai.** — En RFA, le nombre de sans-emploi est tombé à 1 950 000, soit 7,5 % de la population active ; aux Etats-Unis, le taux de chômage est revenu de 5,3 % à 5,2 % (le Monde des 4 et 5 juin).

● **Le chômage non indemnisé, cause majeure de pauvreté.** — Les trois quarts des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion en région parisienne sont des chômeurs non indemnisés ; quatre sur dix sont inscrits à l'ANPE. La carte de France des taux de chômage et celle des bénéficiaires du RMI coïncident (le Monde du 6 juin).

● **La loi sur le licenciement : pas un drame.** — Dans un entretien, M. Pierre Guillen, président de la commission sociale du CNPF, estime que la nouvelle loi adoucit les mécanismes des licenciements économiques et « peut gêner les entreprises de plus de cinquante salariés », mais « cette délicate affaire n'est pas un drame » (le Monde du 7 juin).

● **Aide technique aux chômeurs.** — Le conseil des ministres adopte neuf mesures pour les chômeurs, présentées par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, et tirées des cent

quarante-six propositions contenues dans un rapport sur la vie quotidienne des chômeurs : facilités d'inscription à l'UNEDIC et à l'ANPE, bilan annuel de santé, avances pour des frais de déplacement, information sur les facilités de paiement des impôts, aide aux impayés de loyer, aide technique à la recherche d'emploi, etc. (le Monde du 8 juin).

● **Des emplois pour Noguères.** — M. Jean Gandois, PDG de Pechiney, s'engage devant le comité central d'entreprise à créer cinq cents emplois à Noguères (Pyrénées-Atlantiques), où l'usine d'aluminium va être fermée (le Monde du 8 juin).

● **Projet de réforme de l'ANPE.** — M. Jean-Pierre Soisson s'appuie à lancer la réforme de l'ANPE. Selon les propositions de M. Bernard Brunhes dans un rapport au ministre du travail, celle-ci, devant être dotée d'un caractère industriel et commercial, pourrait prendre la forme d'offices régionaux du marché du travail, pouvant passer des conventions ou des contrats avec des organismes de formation. Pour les demandeurs, les services se concentreraient sur l'aide à la recherche d'emploi et sur la formation et la préparation à l'insertion (le Monde du 9 juin).

● **Le travail de nuit à l'ORT.** — La 78<sup>e</sup> conférence internationale du travail s'ouvre à Genève. Le travail de nuit sera un des thèmes majeurs de ses travaux (le Monde du 9 juin).

● **Chômage en Europe : amélioration.** — Selon l'office statistique des communautés, le chômage en Europe ne touchait, en avril 1989, que 9,3 % de la population active au lieu de 9,4 % en mars (le Monde des 10 et 11 juin).

## ID'EES 21, une entreprise de réinsertion sociale

DIJON  
de notre correspondant

**C**RÉÉE à l'origine, en avril 1985 par cette grande association de Côte-d'Or pour accueillir des gens en difficultés sociales importantes, ID'EES 21, installée à Chénov, dans la banlieue de Dijon, est devenue, depuis, une dynamique société anonyme, qui a même créé deux filiales et repris une autre entreprise : on parle aujourd'hui du « groupe ID'EES 21 ».

Une trajectoire assez exceptionnelle et d'ailleurs unique en France pour cette « entreprise intermédiaire » typique, créée sous la forme d'une SARL intitulée « Initiative d'entreprises et services de Côte-d'Or » par la Caisse d'allocation familiale et l'Association Côte-d'Or pour le développement et la gestion d'actions sociales et médico-sociales (ACODEGE) pour tenter de répondre à un besoin bien précis.

Pierre Choux, trente-neuf ans, pour la première, et Jacques Danière, quarante-trois ans, pour la seconde, sont dévoués à la tâche. Le premier, dont l'objet précis est de servir de lien, mais un lien essentiellement formateur, entre des organismes en charge de « cas sociaux », qu'il s'agisse de l'ANPE, de l'administration pénitentiaire ou de centres médico-sociaux, et le monde de l'entreprise. « Nous n'embauchons personne », explique Jacques Danière, qui ne nous fait pas un référent social : éducateur de rue, assistant social, centre d'éducation surveillée, etc.

Une fois le dossier du « cas social » accepté, celui-ci va « traverser » l'entreprise ID'EES 21 en treize ou quinze mois d'un contrat

à durée déterminée qui le verra affecté à l'une des « filiales » du « groupe » : une entreprise d'entretien et de nettoyage qui emploie ainsi une quarantaine de « CDD », une société de démaquillage qui en emploie une dizaine, une entreprise d'entretien d'espaces verts (une dizaine de « salariés »), une entreprise de maçonnerie, menuiserie, carrelage, peinture (une quarantaine) ou encore deux SA, dont l'une s'est spécialisée dans la restauration scolaire et d'autre (une quinzaine d'emplois), alors que l'autre gère une excellente brasserie-restaurant dans un parc d'affaires de Dijon (une dizaine d'emplois).

### Un exercice de corde raide

En tout, ce sont cent vingt à cent trente postes d'insertion en contrats à durée déterminée, auxquels s'ajoutent une vingtaine de postes permanents d'encadrement et d'administration qu'a aussi

créés ID'EES 21 depuis 1985. Ce développement à la fois rapide et fragile a nécessité le passage en société anonyme au capital de 250 000 francs en janvier 1988. Si le chiffre d'affaires est monté de 1 million de francs en 1985 à 17 millions environ en 1988, Jacques Danière reconnaît le danger qu'il y a « à ne faire aucun bénéfice et à ne pas avoir de fonds propres ». Un exercice de corde raide que ID'EES 21 a réussi jusqu'à présent, mais sur lequel on pouvait difficilement fonder le développement d'une entreprise d'une telle envergure.

La visite de M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail et de l'emploi, en novembre dernier à Chénov, commune dont le maire est l'ancien ministre socialiste Roland Carras, a permis de poser clairement les problèmes du rôle de l'Etat dans cette affaire. « En 1985, raconte Jacques Danière, on nous avait promis une aide. En 1986, le changement de gouvernement l'a fait remettre à plus tard ! Pourtant, en prenant en

charge des gens qui ne savent rien faire et en les réinsérant dans le circuit normal du travail, nous assurons un véritable service public. » « Nous vendons deux choses, dit-il, des services rétribués par nos clients et de l'insertion, dont nous demandons que le coût soit pris en charge par l'Etat. »

La circulaire garantissant à ID'EES 21 une aide de l'ordre de 30 000 francs par poste de travail créé a été signée le 30 mars dernier. La somme est, en tout état de cause, nettement moins élevée que le coût des « cas sociaux » non solutionnés. Et en faisant valoir au ministre, lors de sa visite, qu'une « solution positive » a été trouvée, depuis 1985, pour près des trois quarts des 1 252 salariés pas tout à fait comme les autres qui ont « traversé l'entreprise » depuis sa création, Jacques Danière et Pierre Choux avaient qu'ils apportaient un argument décisif.

DIDER CORNAILLE

## LES MINGUETTES : PREMIERE VILLE LABORATOIRE EN COURS DE LANCEMENT

**AMF**  
COLLOQUE DES 27 & 28 JUIN  
Rendez-vous à l'avenir des Français ensemble et des Minguettes...

LE 27 JUIN 1989 : 5 équipes pluridisciplinaires internationales se réunissent à la Maison du Peuple de Versailles et présentent leur projet de réurbanisation du quartier.

« Démocratie » des Minguettes à un jury ministériel connu.

28 JUIN 1989 : Journée sur la situation des grands ensembles en France et à l'étranger.

No manquez pas cette première. Architectes, urbanistes, investisseurs, économistes, chercheurs, universitaires et artistes, ces 2 journées vous concernent tout spécialement : votre talent nous intéresse : grâce à ce concours,

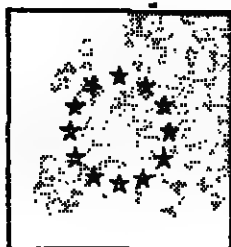
profitez des rencontres exceptionnelles et des nouvelles ouvertures que vous offrent les Minguettes... votre place est parmi nous notre « Colloque-bourse aux idées » vous attend.

Cliquez du colloque par Yves Dange, Délégué Interministériel à la Ville et André Garin, Maire de Versailles.

Pour tous renseignements et inscriptions, téléphonez à : Maryse SCANDOLARA au 72 73 66 61.

LES MINGUETTES, UNE RÉFÉRENCE URBAINE FRANÇAISE, À L'ÉCHELLE MONDIALE





# CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

## Consultants en Stratégie ! ... Ingénieurs-Conseils de Banques ! ...

Dotés d'une double formation (Ingénieur + MBA par exemple), trilingues (Anglais, Allemand), vous maniez habilement les approches qualitatives et quantitatives pour évaluer les stratégies d'entreprises. Ce faisant, vous procédez à des analyses fines et perspicaces de la

## CONCURRENCE

Pourtant, vous avez un sentiment d'incomplétude : vous préféreriez, "au coup par coup", la création, le montage et le développement d'un "observatoire" permettant de rassembler toutes les données pertinentes relatives à nos "honorables confrères". Vous appuyant sur notre réseau de filiales partout dans le monde et les informations (cf. produits, investissements industriels, données financières) que vous saurez réunir, vos synthèses favoriseront et enrichiront la réflexion stratégique de notre Directeur du Marketing auquel vous serez directement rattaché. Un rôle éminent pour le futur de notre groupe (5 Milliards de F). A bientôt, pour une vision "planétaire" de nos marchés ! ...

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la réf. NES/LM.

Cette annonce est couplée avec LE SOIR et DE STANDAARD



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



Arianspace  
première société commerciale de transport spatial

## Ingénieur d'affaires

Placé sous l'autorité du Chef de Département 3<sup>ème</sup> étage du lanceur ARIANE, vous aurez la responsabilité de la conduite technique et contractuelle des activités industrielles auprès des partenaires fournissant les différents éléments de la structure du 3<sup>ème</sup> étage d'ARIANE, de la mise en place et du suivi de la production, et de la préparation des dossiers techniques jusqu'à la campagne de lancement en Guyane.

Vous avez 30-35 ans ; un diplôme d'une Université Technique à option Mécanique, Aéronautique ou Thermodynamique ; une expérience de 5 ans minimum au sein d'un milieu industriel de haute technologie dans les domaines des Etudes Structures, Systèmes Mécaniques et Thermodynamique, Cryogénie.

Organisé, méthodique et rigoureux, vous êtes un habitué du travail en équipe. L'allemand est votre langue maternelle. La maîtrise de la langue française est indispensable et une bonne connaissance de l'anglais sera appréciée.

Ce poste implique des déplacements fréquents en Europe et en Guyane Française lors des lancements.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), en indiquant la référence 9150 M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion. Cette offre figure également dans le Süddeutsche Zeitung.

251 bd Pereire - 75017 Paris

Actiman

XIV  
CONGRES  
AEDP

ep

EAPM  
CONGRES  
XIV

14<sup>th</sup> Congrès Européen des  
Directeurs de la Fonction Personnel

26-28 JUIN  
1989

PARIS

Palais des Congrès



14<sup>th</sup> European Congress of  
European Association Personnel Management

aedp

Comité d'organisation

J-P BOURGUIGNON C. BONY et R.J. JOUFFRET

Renseignements et inscriptions :

Association Nationale des Directeurs et Cadres de la Fonction Personnel

29 avenue Hoche 75008 PARIS FRANCE

Tél. : (33-1) - 42 56 39 34 / (1) 40 74 04 80

## Télécom Bretagne recherche des enseignants chercheurs

dans les disciplines suivantes :

### INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : RESPONSABLE DE COORDINATION DES ENSEIGNEMENTS

Réf. 5059

Il anime aussi l'équipe de Recherche en Intelligence Artificielle, participe aux enseignements généraux en Informatique ainsi qu'aux définitions des objectifs du Département.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant un Doctorat d'Etat en Informatique ou équivalent.

Il doit avoir fait ses preuves en Recherche. Ouvert, il a le goût du travail en équipe et celui d'animer un groupe.

### CIRCUITS INTEGRES TELECOM : CHEF LABORATOIRE

Réf. 5060

Il a pour mission principale, d'animer le laboratoire (9 personnes), dans le cadre de la conception de circuits intégrés numériques et l'organisation des enseignements associés. Responsable du groupe de Recherche, il participe aux enseignements généraux d'électronique et physique et à la formation optionnelle "Circuits Intégrés Télécom".

Ce poste conviendrait à un candidat ayant un Doctorat d'Etat, ou habilité à diriger des Recherches et qui maîtrisera une très bonne pratique des Techniques et Méthodes d'intégration des systèmes numériques complexes. Une large expérience de la CAO et une expérience industrielle seraient souhaitables.

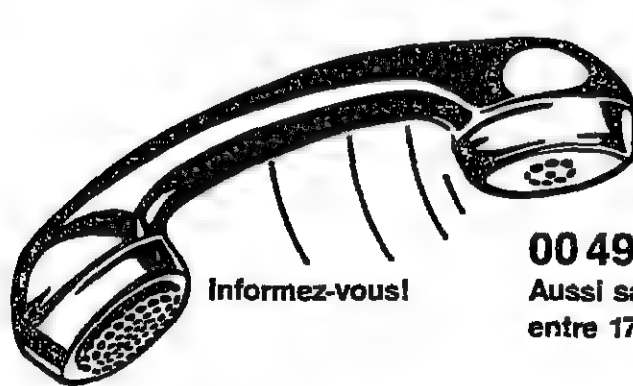
Les postes sont basés à BREST.

Prière d'envoyer C.V., lettre manuscrite et photo à JP MENASSIER, se présentant la référence du poste choisi à CEGOS, Département Recrutement.

Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex

cegos

## INTERNATIONAL



Informez-vous!

00 49/69/40 59 21  
Aussi samedi et dimanche  
entre 17.00—19.00 h

## Un challenge rémunérateur pour des gens créatifs Syst. Project Supervisors Senior Systems Analysts

pour des sociétés internationales de l'industrie pétrolière en Afrique du Nord.

Est-ce que vous avez une formation de Systems Programmer ou Systems Analyst sur la base d'études d'informaticien/physicien/mathématicien ou avez-vous des connaissances comparables basées sur une formation spécialisée ?

Est-ce que vous disposez de connaissances parfaites des systèmes d'exploitation aux applications commerciales en votre capacité de Systems Programmer ?

Ou est-ce que vous avez à votre actif plusieurs années d'expérience comme chef de groupe en votre capacité de Systems Analyst ?

Est-ce que le challenge de combiner une mission de développement dans le cadre de l'organisation et de l'expansion de centres de traitement de l'information avec une fonction de management vous attire ?

Est-ce que vous parlez couramment l'anglais ?

L'Afrique du Nord est-il pour vous un lieu de travail fascinant ?

Est-ce que vous aimez l'atmosphère de l'industrie pétrolière et est-ce que vous êtes attiré par une rémunération attractive ?

Si c'est le cas, nous vous prions de lire la suite. Nous sommes un groupe de sociétés pétrolières dont les activités se concentrent sur la région nord-africaine. La capacité d'expansion de ce groupe est caractéristique de la position importante qu'il occupe parmi les leaders internationaux de cette branche d'industrie.

Pour l'organisation et l'expansion de nos centres de traitement de l'information dans plusieurs villes d'Afrique du Nord, nous cherchons des équipes de spécialistes : en votre capacité de Systems Project Supervisor, vous seriez responsable pour le développement ainsi que pour le management de l'installation de logiciels nouveaux. Votre mission comprendra la formation de nos collaborateurs ainsi que la documentation et la mise à disposition d'aides à l'installation. En votre capacité de Senior Systems Analyst, votre mission serait à la direction d'une équipe de programmeurs et de Systems Analysts.

C'est pour cela que nous attendons de vous une abondance d'idées, un esprit d'entreprise et une disposition de prendre la direction. La rémunération que nous offrons correspondra à nos hautes exigences.

Si vous êtes intéressés, téléphonez à M. PIEPRZYK pour plus d'informations, en indiquant la référence LM 9234.

## Baumann Unternehmensberatung

Bannwarth • Berger • Faller • Dr. Lochmann • GmbH Frankfurt • Zürich  
Hanauer Landstr. 220 • 6000 Frankfurt am Main

## Cabinet international

recherche pour l'Afrique de l'Ouest

DES CHEFS DE PROJETS

organisateur informaticien et

CONSULTANTS

en organisation pour des missions ponctuelles ou de longue durée

Profil : 35-40 ans environ

Diplômé grande école de commerce ou d'ingénieur.

Expériences réussies en conception et mise en place de système d'information et de gestion si possible en Afrique.

Envoyer CV à : CLAUDE CROSIER EUROSEPT ASSOCIÉS,  
3, rue de Flandre-Saint-Honoré, 75008 Paris.

## AMNESTY INTERNATIONAL IS EXPANDING ITS MEDIA CAMPAIGN

We are looking for a PRESS OFFICER to work in the public information program of the International Secretariat of Amnesty International in London.

S/he must have substantial experience in journalism or writing for the news media and be able to work under constant pressure to deadline. S/he will write news releases, brief and give interviews to journalists and advise staff and members on media policy.

Familiarity with international news agencies is necessary. Fluent written and spoken English is essential; other languages would be an asset.

SALARY: starts at £14 687 per annum.

CLOSING DATE FOR RECEIPT OF  
COMPLETED APPLICATION FORMS: 31 JULY 1989.

For further information and an application form, please write or phone and quote ref. PP-01.

Personnel Office,

Amnesty International,

International Secretariat,

1, Boston Street,

London WC1X 8DJ,

United Kingdom.

Tel.: (01) 837-3805 (24 hr. answering machine)



amnesty  
international















## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>			<b>78 - YVELINES</b>			<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>		
<b>3<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>2 pièces</b>			<b>5 pièces, 2 park.</b>		
2 pièces duplex 62 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	7 bis, rue Saint-Gilles COFIMEG - 43-21-63-21	9.034 + 622	45 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	Saint-Germain-en-Laye 42 bis, r. des Ursulines AGF - 42-44-00-44	3.750 + 280	110 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Puteaux 6, av. G. Pompidou SAGGEL - 47-78-15-85	6.000 + 1.064
2 pièces, parking 63 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage	7 bis, rue Saint-Gilles COFIMEG 43-21-63-21	6.558 + 515	2 pièces, park. 45 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage	Saint-Germain-en-Laye 14, rue du Dr-Timot LOC INTER - 47-45-19-87	3.450 + 677	3 pièces 69 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Saint-Cloud-Village 14, rue de la Libération SAGGEL - 46-08-80-38	4.890 + 578
<b>7<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 pièces, parking</b>			<b>2 pièces</b>		
7 pièces, balc. 134 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	194, rue de l'Université SGI-CNP 47-05-80-11	25.600 + 3.611	108 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	Verneilles 57, av. Maréchal-Foch SAGGEL - 46-08-80-36	5.460 + 1.567	50 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	Saint-Cloud 2-6, sq. Sainte-Croix AGF - 42-44-00-44	4.055 + 350
<b>10<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>2 pièces, 2 park.</b>			<b>Studio</b>		
3 pièces, balc. 66 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	141, quai de Voltaire SGI-CNP 42-08-81-15	4.250 + 740	47 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage	Verneilles 13 bis, av. Gal-Penthiot COFIMEG - 39-54-21-99	2.780 + 625	45 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	Saint-Cloud 2, r. du Bois-de-Boulogne SGI-CNP - 46-02-39-81	3.000 + 615
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>3 pièces, 2 park.</b>			<b>4 pièces, duplex</b>		
3 pièces, balc. 66 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	141, quai de Voltaire SGI-CNP 42-08-81-15	4.250 + 740	80 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	Verneilles 13 bis, av. du Gal-Penthiot COFIMEG - 39-54-21-99	4.800 + 1.082	99 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	Sèvres 68, rue Ernest-Renan AXA - 40-75-58-24	7.500 + 782
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>3 et 4 pièces</b>			<b>3 pièces</b>		
3-4 pièces, box 90 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	120, bd Richard-Lenoir CIGIMO - 48-24-50-00	7.000 + 575	Park, neuf	Viroflay 2, r. Joseph-Bertrand CIGIMO - 48-24-50-00	A part. 5.480 + 780	83 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	Vannes 108, av. Victor-Hugo SAGGEL - 47-42-44-44	4.700 + 987
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>91 - ESSONNE</b>			<b>3 pièces</b>		
2 pièces, meublé 46 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	74, rue Amelot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	6.300 CC/SEM.	<b>6 pièces</b>			71 m <sup>2</sup> , 7 <sup>e</sup> étage	Vannes 4, rue Rabelais SAGGEL - 47-42-44-44	4.400 + 1.041
Studio meublé 28 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	74, rue Amelot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	3.150 CC/SEM.	<b>Pavillon 5 pièces</b>			<b>93 - SEINE-SAINT-DENIS</b>		
Studio meublé 36 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	74, rue Amelot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	3.575 CC/SEM.	<b>103 m<sup>2</sup></b>			<b>5 pièces, park.</b>		
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>5 pièces</b>			<b>87 m<sup>2</sup>, 2<sup>e</sup> étage</b>		
Studio 40 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	13, rue Jean-Zay SAGGEL - 47-42-44-44	3.700 + 482	<b>106 m<sup>2</sup></b>			<b>4 pièces, park.</b>		
Studio 32 m <sup>2</sup>	85-89, bd Pasteur COFIMEG - 43-21-63-21	3.061 + 522	<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			<b>85 m<sup>2</sup>, 7<sup>e</sup> étage</b>		
<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>2 pièces, park.</b>			<b>5 pièces</b>		
3-4 pièces 80 m <sup>2</sup> , parking	85-89, bd Pasteur COFIMEG - 43-21-63-21	6.733 + 1.510	<b>48 m<sup>2</sup>, 2<sup>e</sup> étage</b>			<b>106 m<sup>2</sup>, r.-de-ch.</b>		
<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>2 pièces, parking</b>			<b>94 VAL-DE-MARNE</b>		
5 pièces 138 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	84, rue Lauriston SAGGEL - 47-42-44-44	11.730 + 1.144	<b>46 m<sup>2</sup>, 3<sup>e</sup> étage</b>			<b>4 pièces, parking</b>		
4 pièces 103 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	8-10, rue Mirabeau SAGGEL - 47-42-44-44	9.300 + 1.882	<b>Studio</b>			<b>87 m<sup>2</sup>, 4<sup>e</sup> étage</b>		
4 pièces, park. 80 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	10, rue Auguste-Maquet LOC INTER - 47-45-19-87	8.770 + 760	<b>37 m<sup>2</sup>, 2<sup>e</sup> étage</b>			<b>2-3 pièces</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>2 pièces</b>			<b>78 m<sup>2</sup>, 2<sup>e</sup> étage</b>		
4 pièces 87 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	13, rue Baron AXA - 40-75-58-24	5.800 + 1.530	<b>54 m<sup>2</sup>, 3<sup>e</sup> étage</b>			<b>3 pièces</b>		
Studio 34 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	120, av. de Wagram AXA - 40-75-58-24	2.700 + 555	<b>4 pièces</b>			<b>68 m<sup>2</sup>, 4<sup>e</sup> étage</b>		
2 pièces 55 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	4, rue de Puteaux GCI - 40-16-27-00	4.400 + 710	<b>77 m<sup>2</sup>, 1<sup>e</sup> étage</b>			<b>2 pièces</b>		
Studio 25 m <sup>2</sup> , 7 <sup>e</sup> étage	8, rue des Dardennes GCI - 40-16-27-00	3.000 + 635	<b>3 pièces</b>			<b>57 m<sup>2</sup>, 2<sup>e</sup> étage</b>		
3 pièces 83 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	8, rue des Dardennes GCI - 40-16-27-00	8.134 + 1.388	<b>78 m<sup>2</sup>, 1<sup>e</sup> étage</b>			<b>2 pièces + parking</b>		
<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>2 pièces</b>			<b>50 m<sup>2</sup>, 4<sup>e</sup> étage</b>		
2 pièces 52 m <sup>2</sup> , 7 <sup>e</sup> étage	10, résidence Belleville AGF - 42-44-00-44	3.460 + 587	<b>50 m<sup>2</sup>, r.-de-ch.</b>			<b>95 - VAL-D'OISE</b>		
4 pièces 79 m <sup>2</sup> , 8 <sup>e</sup> étage	78, rue Petit AGF - 42-44-00-44	5.000 + 1.180	<b>86 m<sup>2</sup>, 5<sup>e</sup> étage</b>			<b>Pavillon, 4 pièces</b>		
<b>20<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 pièces</b>			<b>102 m<sup>2</sup>, garage</b>		
2 pièces 57 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	5, rue Blaise AGF - 42-44-00-44	3.540 + 700	<b>80 m<sup>2</sup>, 1<sup>e</sup> étage</b>			<b>4 pièces, parking</b>		
3 pièces, balcon 79 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	19, rue des Balkans SGI-CNP - 43-67-05-38	4.908 + 887	<b>3 pièces, parking</b>			<b>82 m<sup>2</sup>, 1<sup>e</sup> étage</b>		
<b>78 - YVELINES</b>			<b>5-6 pièces, duplex</b>			<b>3 pièces, parking</b>		
Maison, 112 m <sup>2</sup> Jardin, 200 m <sup>2</sup>	Guyancourt 15, allée des Genets SAGGEL - 46-08-80-36/83-70	5.770 + 178	<b>150 m<sup>2</sup>, re. jard.</b>			<b>69 m<sup>2</sup>, terrasse</b>		
3 pièces, 7 <sup>e</sup> étage 79 m <sup>2</sup> , balcon	Polisy 3, av. des Ursulines SGI-CNP - 30-74-32-14	2.900 + 758	<b>1<sup>e</sup> étage, balcon</b>			<b>GFF - 49-02-36-86</b>		
3 pièces 74 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage	Saint-Germain-en-Laye 42 bis, rue des Ursulines AGF - 42-44-00-44	5.350 + 760	<b>4 pièces</b>			<b>Englès</b>		
			<b>160 m<sup>2</sup>, 3<sup>e</sup> étage</b>			<b>103, rue du Gal-de-Gaulle</b>		
			<b>2 pièces</b>			<b>GFF - 49-02-36-86</b>		
			<b>55 m<sup>2</sup>, r.-de-ch.</b>			<b>Englès</b>		
			<b>3 pièces</b>			<b>103, rue du Gal-de-Gaulle</b>		
			<b>73 m<sup>2</sup>, 8<sup>e</sup> étage</b>			<b>GFF - 49-02-36-86</b>		
			<b>4 pièces</b>			<b>Englès</b>		
			<b>82 m<sup>2</sup>, 2<sup>e</sup> étage</b>			<b>103, rue du Gal-de-Gaulle</b>		
			<b>Puteaux</b>			<b>GFF - 49-02-36-86</b>		
			<b>1, rue Volta</b>			<b>Sannois</b>		
			<b>AGF - 42-44-00-44</b>			<b>21, rue Jules-Ferry</b>		
						<b>AGF - 42-44-00-44</b>		



# PARIS

## ILE-DE-FRANCE

Une expérience dans quatre communes de l'Essonne

### Des haltes moins précaires pour les gens du voyage

**Les Tziganes n'ont jamais voulu ou pu se fixer ; les municipalités ont rarement voulu ou su les accueillir. D'où l'intérêt de l'expérience entreprise par quatre communes de l'Essonne pour proposer des haltes convenables aux gens du voyage.**

DANS un enclos bien propre, un peu en retrait de la route : quatre ou cinq caravanes et une petite maison en dur. Sa forme rectangulaire et sa disposition intérieure ne la distinguent guère des autres caravanes. Simplement elle est définitivement amarrée à la terre. Pour Lisa et Petit Jean, le terrain de La-Ville-du-Bois, c'est chez eux. C'est là que Lisa, sa mère et ses enfants, sont nés. Voilà une famille de Tziganes, de « voyageurs », qui peut en rencontrer à la plupart des autres voisins en matière d'enracinement local. Paradoxe ? même plus, tant cette situation est banale dans maintes régions de France.

La nationale 20 dans l'Essonne est depuis longtemps un axe de fixation privilégié pour de nombreuses populations migrantes : Belges, Auvergnats, Limousins, Tziganes. Depuis le début du siècle, ils viennent travailler comme saisonniers dans les carrières, les forêts pour les coupes de bois, dans les jardins maraîchers... Peu à peu, ils se fixent à Arpajon, Leuville-sur-Orge, Marcoussis, La Ville-du-Bois, partout où ils trouvent du travail et un terrain. Dans les années 60, ce sont les familles modestes qui arrivent, obligées de quitter Paris et sa proche banlieue. Parmi elles, on trouve de nouveaux Tziganes, dont les mouvements migratoires au vingtième siècle ne se distinguent pas fondamentalement de ceux des autres classes modestes.

Un événement totalement occulté par la mémoire collective renforce leur implantation dans la région : en juin 1940, l'administration française demande à chaque département de créer un « camp de concentration » pour regrouper les familles tziganes. Dans l'Essonne, il est installé sur l'autodrome de Linas.

#### Question de mode de vie

Plus que les raisons de leur implantation, c'est leur mode de vie qui les distingue des autres populations. Parce que l'économie moderne ne permet plus les activités indépendantes traditionnelles, les Tziganes acceptent les emplois les moins qualifiés (travaux publics, ramassage des ordures, etc.) qui leur permettent de conserver leur mode de vie familial.

Malheureusement, il n'existe pratiquement pas de petits terrains qui permettraient le stationnement familial, ce qui serait le souhait de la majorité des voyageurs. Ils se voient donc contraints soit à pratiquer le stationnement en nombre, de façon à faire le poids face aux municipalités, avec toutes les conséquences négatives que cela implique, soit à s'installer sur de petits terrains, achetés ou non, salubres ou non, et à ne plus les quitter. « Avec mon père, j'ai voyagé, affirme Petit Jean. Mais je me suis installé parce qu'on ne peut plus le faire. On ne peut même pas s'arrêter pour acheter du lait, ou alors seulement sur un tas d'ordures ». Et pourtant, quand les deux filles seront mariées, dans quatre ou cinq ans, il repartira avec Lisa. Ou du moins en rêvera-t-il.

La maison de Lisa a été construite par son père, il y a vingt-cinq ans, sans permis. Auparavant, sa famille vivait dans les bois. On y voit encore quelques roulettes et cabanes. Ces problèmes d'habitat précaires ont insalubres occupés par des familles tziganes ou d'autres catégories sociales ont poussé quelques communes à étudier ensemble le problème. Leuville-

sur-Orge, La Ville-du-Bois, Santhé-Chartreux, toutes de moins de 5 000 habitants et, à l'époque, dirigées par des municipalités de gauche ont ainsi créé en 1983 le Syndicat intercommunal de ventilation (SIV) des abords de la N 20. En 1987, Marcoussis et Saint-Germain-lès-Arpajon ont rejoint. Leuville et Marcoussis ont changé de couleur politique lors des dernières élections municipales. Sans remettre en cause

conditions apparemment insupportables privilégiant leur indépendance au détriment du confort. Et les Tziganes n'aiment pas que l'on s'occupe d'eux. L'histoire les a persuadés que rien de bon ne peut venir de l'extérieur. Il faut convaincre le voisinage qui ne comprend pas que les Tziganes souhaitent s'installer dans un lieu fixe. Souvent, on craint qu'une politique favorable aux Tziganes ne les fasse venir en masse dans la commune.

Enfin, le mode d'habitat lui-même est un problème. Pour de nombreux gens du voyage, la roulotte, même immobile, est le seul logement concevable. On voit ainsi souvent des caravanes installées devant un pavillon, manière de maintenir le lien avec une tra-

vacances ». A la grande joie de ses filles, dont l'une d'elles est heureuse avoir enfin une chambre, l'autre de pouvoir habiter une caravane. Et au grand dam de certains de leurs voisins qui, bien qu'arrivés après eux, font pétition sur pétition pour réclamer leur expulsion.

#### Une splendide école en bois

La-Ville-du-Bois et son maire, Marcel Prioul, communiste dissident haut en couleur, se préoccupent depuis longtemps des Tziganes, qui représentent pas moins de 10 % de leurs administrés. Mais il n'y a qu'une dizaine de cas graves à régler, grâce à une ancienne politique de rapproche-



ment leur participation au projet, peut-être infléchissent-elles leur politique dans ce domaine.

En 1983, un programme local de l'habitat (PLH) révèle les difficultés liées au logement : logement des jeunes, centres-villes dégradés, habitat précaire pour une population marginalisée. Les études faites à l'occasion montrent clairement que les populations nomades posent un problème spécifique, difficile à résoudre. Avec le Pact-Arim (association travaillant sur l'amélioration de l'habitat) et l'association Gens du voyage de l'Essonne, le SIV décide d'adopter la procédure des contrats-famille, impulsée par l'Etat en 1981, sous la coordination du Comité interministériel des villes (CIV).

Ces contrats sont conclus entre l'Etat et les collectivités locales, mais aussi entre les pouvoirs publics et les familles. Ils permettent une démarche plus souple, plus adaptée aux cas difficiles que les méthodes classiques d'intervention. Ils ont aussi l'avantage d'associer étude du problème et action pour le résoudre. Ainsi, pas de belle synthèse dormant dans les cartons : des réalisations voient le jour. L'Essonne est ainsi l'un des deux seuls départements français qui fassent bénéficier les Tziganes de ces contrats.

#### Un pavillon mais toujours une caravane

L'enquête menée sur le terrain révèle que, dans les quatre communes, cent vingt familles, soit cinq cents personnes, sont logées dans des conditions difficiles : un logement précaire. Ou une caravane installée à demeure sur une parcelle insalubre ou dont le statut foncier n'est pas régularisé.

Améliorer la condition de vie de ces familles n'est pas aisé. Il faut d'abord qu'elles soient d'accord. Elles ne le sont pas toutes. Certaines familles encore installées dans les bois dans des

dition de déplacement. Mais la politique sociale française ne reconnaît pas l'habitat mobile.

La première réaction de l'administration est de privilégier les aires de stationnement collectif, qui pourtant n'offrent aucun avantage. Elles rebutent la population environnante, qui n'apprécie pas ces rassemblements de caravanes. Elles ne conviennent pas non plus aux Tziganes. La durée du séjour limité les oblige à se déplacer contre leur gré et ce stationnement en masse ne correspond pas à leur idéal de mode de vie familial.

Ces désavantages cumulés ont donc convaincu les communes du SIV de privilégier les terrains familiaux dans le cadre des contrats-famille, seule procédure envisageable. Il ne s'agit plus d'avoir des aires de passage mais bien des terrains réservés chacun à une famille, composée de trois ménages au maximum. Les contrats-famille permettent différents modes d'installation : caravane, caravane et maison, maison seule. Les communes peuvent acquérir des terrains, échanger des parcelles, les vendre ou les louer aux familles. Ou encore, si le POS le permet, un permis de construire peut débloquent une situation sur un terrain occupé depuis longtemps. Selon la situation familiale, le nombre de caravanes peut évoluer. La maison devient plus grande. En réalité, autant de familles, autant de cas particuliers.

Ainsi, les contrats-famille permettent aussi de proposer un logement social en dur, collectif ou non, à ceux qui le désirent. Dans tous les cas, un budget et un accompagnement social sont prévus : il faut souvent aider ces familles à adopter un mode de vie totalement nouveau pour elles.

Sur son terrain, qui aura enfin un permis de construire, Lisa prévoit de remplacer la maison de son père par un petit pavillon en rez-de-chaussée. Elle aura aussi une caravane, « pour partir en

ment des communautés. La ville a ainsi embauché un animateur chargé d'intégrer les enfants des caravanes au centre de loisirs. Une splendide école en bois, lumineuse, toute de coins et de coins, avec auditorium, salle de pâtisserie, a été construite sur le terrain qui compte le plus de voyageurs.

Tous les niveaux y sont intégrés de deux à huit ans, si bien que les enfants ne subissent pas de changements perturbants entre crèche et maternelle, maternelle et école primaire. Et, en 1977, le conseil municipal comptait trois élus tziganes. Dans l'immédiat, La Ville-du-Bois loge quatre familles sur des terrains familiaux, et quatre autres dans des logements sociaux.

Sur les quatre communes membres du SIV, quatorze terrains familiaux seront aménagés. Il en faudrait trois cents sur tout le département de l'Essonne. Pour cela, il faudrait que la coopération intercommunale se développe au-delà de ce qu'elle est aujourd'hui pour donner aux petites communes rurales des moyens financiers et humains.

Dans le proche avenir, se sont les problèmes d'intendance qui domineront. En novembre 1989, les contrats-famille viendront à échéance, après trois ans d'existence. Une période bien courte pour des projets qui doivent s'intégrer dans les programmes sociaux et d'urbanisme des communes. Le Pact-Arim part donc à « la pêche aux sous ». Il espère pouvoir convaincre le CIV, qui coordonne les contrats-famille, de l'importance de ce qui a déjà été fait et pouvoir bénéficier des crédits prévus pour l'insertion des sans-abri dans la ville. D'autres communes, telle Nozay, se déclarent intéressées par la procédure et les réalisations. Devant l'évidence de la présence des Tziganes, l'idée de la nécessité de faciliter leur intégration, ou au moins leur acceptation, fait des progrès.

MARTINE KIS.

Aménagement de la région

### Les idées du RPR

A l'heure du jour où Michel Rocard réunissait les ministres intéressés par ce qu'il dénonçait, début mars, comme « la grande pagaille dans l'aménagement de l'Ile-de-France », un élu parisien du RPR, Paul Violet, mettait les « pieds dans le plat » et annonçait, le 12 juin, une série de propositions sinon immédiatement applicables, du moins concrètes.

Depuis quelques mois, Paul Violet range son frein. Gardant une vive amertume d'avoir dû, l'été dernier, à la demande de Jacques Chirac et d'Alain Juppé, retirer sa candidature à la succession de Michel Giraud à la tête du conseil régional d'Ile-de-France, il a décidé d'ouvrir tout grand le débat.

Paul Violet est adjoint au maire de Paris, chargé des relations avec les autres collectivités locales et vice-président du conseil régional auprès de Pierre-Charles Krieg (RPR). Et c'est en ces qualités et en son nom personnel qu'il avance les cinq idées forces suivantes :

— Le nom même d'Ile-de-France constitue un handicap. Les Américains ou les Chinois situent mal la région. Les « Franciliens » sont de bien étranges citoyens à l'appellation barbare. Pourtant, Michel Giraud avait dû batailler longuement, jusqu'à l'Académie française, pour faire reconnaître officiellement l'adjectif de « francilien ». Disons désormais « Paris - Ile-de-France », pour mieux traduire le caractère indissociable du développement de la capitale et de la région.

— Deuxième idée : rattacher le département de l'Oise, dont le conseil général est présidé par le RPR Jean-François Mancel, à la région-capitale. « qui souffre d'une atrophie sur sa façade nord ».

— Quant aux compétences régionales, il faut les élargir sur le front de l'enseignement, notamment l'enseignement supérieur. Aux communes et aux départements, le fonctionnement et la gestion ; à l'Etat et à la région

conjointement la planification, les investissements lourds et surtout la définition des programmes pédagogiques.

— Au moment où l'Etat prétend, contrairement à l'esprit de la décentralisation, maîtriser seul toute la procédure de révision du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU), il importe de faire l'inverse : abolir cette tutelle et mettre en place un organisme associant les présidents du conseil régional et des conseils généraux ainsi que le maire de Paris.

#### « Une solidarité plus active »

— Enfin, M. Violet n'a pas pour rien un pied à la mairie de Paris et l'autre rue Barbet-de-Jour. Sans recourir à la création d'une nouvelle institution administrative — sorte de communauté urbaine — à laquelle pensent les socialistes, comme à Lille, à Lyon ou à Strasbourg, l'adjoint de Jacques Chirac suggère la création d'une structure de concertation pour « une solidarité plus active » autour de ce qu'il appelle le « couple Paris-Région ».

Ces propositions ont le mérite d'alimenter un débat que jamais depuis trois ans les deux premiers ministres successifs, Jacques Chirac et Michel Rocard, sous deux « Franciliens », n'ont eu le temps ou le courage d'aborder de front. A l'évidence, beaucoup d'entre elles dérangeont. La Picardie acceptera-t-elle de s'amputer de l'Oise ? Et qui, derrière les propos de M. Violet, ne verra pas l'ébauche d'un axe, mieux, d'un vernouillage RPR, au grand dam des socialistes. Le paradoxe veut en effet que le PS, qui représente le groupe politique le plus nombreux du conseil régional, ne jouit pas, loin de là, d'une position dominante dans les conseils généraux, les villes et les campagnes qui entourent la capitale.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Premières réflexions de la mission d'étude

### Pour sauver les Champs-Elysées

COMMENT sauver les Champs-Elysées ? Pour répondre à cette question, Jacques Chirac vient de confier à Pierre-Yves Ligen, conseiller d'Etat, une mission d'étude à propos de l'avenir de « la plus belle avenue du monde ».

L'ancien directeur de l'Atelier parisien d'urbanisme devrait faire, au mois de décembre 1989, un certain nombre de propositions au maire de Paris qui les soumettra aux édiles de la capitale. Un grand débat sur la sauvegarde et la mise en valeur des Champs-Elysées devrait, au début de l'année 1990, s'ouvrir à l'Hôtel de Ville.

Le constat est accablant : anarchie du stationnement, notamment sur les contre-allées, chaos dans le choix des emplacements des enseignes commerciales et des panneaux publicitaires, transformations discutables des immeubles bordant la voie, mobilier urbain démodé, prolifération des galeries marchandes, invasion sauvage du trottoir par les terrasses des cafés et, enfin, apparition de nombreux établissements de restauration rapide qui, année après année, grignotent le pavé. Bref, tout cela fait désordre et la célèbre avenue perd de son prestige.

Déjà en 1978, l'Atelier parisien d'urbanisme avait proposé de prendre des mesures pour lutter contre une « boulevardisation » des Champs-Elysées, accélérée par l'arrivée du RER, place Charles-de-Gaulle. Mais les élus ne donnèrent pas suite à cette initiative. Aujourd'hui, il y a urgence. « Vieux » parisien qui, depuis près de vingt ans, suit les dossiers d'aménagement de la capitale, Pierre-Yves Ligen tra-

vaille avec les associations de riverains et avec les élus de l'arrondissement. Plusieurs pistes de réflexions ont déjà été lancées.

Pourquoi, par exemple, ne pas rendre aux promeneurs les contre-allées des Champs-Elysées envahies par les automobiles ? Les trois cent cinquante à quatre cents véhicules concernés par cette mesure trouveraient, d'une part, refuge le long du trottoir de l'avenue où l'autorisation de stationnement serait rétablie. D'autre part, de nouvelles places de stationnement pourraient être créées. Une deuxième rangée d'arbres, parallèle à celle qui existe déjà, serait plantée sur les contre-allées.

Les lampadaires style « autoroute » qui assurent l'éclairage de l'avenue sont disgraciés. Ils pourraient donc être remplacés par un autre mobilier qui tiendrait compte du caractère particulier de ce site. L'amélioration de l'éclairage des jardins situés entre la place de la Concorde et le rond-point des Champs-Elysées devrait autoriser les promeneurs à circuler le soir en toute sécurité.

La Ville pourrait également se montrer plus sévère à propos des règlements d'urbanisme. Elle stopperait net le massacre des façades et préserverait ainsi l'unité architecturale de l'avenue. La création de galeries marchandes serait freinée pour diversifier les activités des Champs-Elysées. Enfin, pour contrer la multiplication des enseignes commerciales qui nuisent à l'esthétique des « Champs », les élus de la capitale décideraient d'appliquer une réglementation plus stricte.

JEAN PERRILL.

مكة أمية الأصل



## Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi des 14 heures. Signification des symboles : P Signifié dans « le Monde radio-télévision » ; F Film à l'écran ; O On peut voir ; N Ne pas manquer ; M M. Chef d'œuvre ou classique.

## Mercredi 14 juin

## TF 1

20.45 Variétés : *Sacré soirée*. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Invités : Jean Carmet, Michel Delpech, Johnny Hallyday. Variétés : Dénoué de soirée, Bill Medeiros, Frédéric François, Liane Faly, Gérard Blanc, Cécile King, Jason Donovan. Coup de cœur : Luciano Favari. 22.35 Magazine : *Ex-Bris*. De Patrick Poivre d'Arvor. Expliquez-moi : Hugo Verlomme (*Mémoire*). Avec Le Verney (*Sans tambours ni trompettes*). Anne Copé et Christian Bachmann (*Le Drogue domestique*). Enquêteur livre : Cécil Scott Forester (*Retour à un bon port, Un vaisseau de ligne, Pavillon hanté*). Exploration : Jean Giono (*Récits et essais*). Enquêteur livre : Raul Ruiz (*La poursuite de l'île au trésor*). Elia Maillet (*Oreste interdire*). 23.40 Journal et Météo. 23.50 Magazine : *Créateurs* de Hollywood. De Frank Maubert et Anne-Marie Fournier. Sommaire : Galtsoff, artiste anglais ; Wally Badarou, producteur ; En avant : Pier Gering, artiste peintre ; Les frères Robins, architectes. 0.35 Série : *Drôles d'histoires*. 1.00 Festival : *C'est déjà demain*.

## A 2

20.35 Festival : *La vallée des espérances*. De Jean-Pierre Marchand, avec Patrick Catalfo, Nicolas Navarro, Noémie Soudry (2<sup>e</sup> épisode). 21.45 Flash d'informations. 22.10 L'histoire immortelle. Emission de Daniel Lecomte et Jean-Claude Guillebaud. Les nouveaux Russes. 23.25 Informations : 24 heures sur 2. 23.45 Météo. 23.50 Soirée musicale. 0.35 Série : *Drôles d'histoires*. 1.00 Festival : *C'est déjà demain*. De Jacques Chancel. Invités : Claude Pompidou.

## FR 3

20.35 Danse : *Le Lac des cygnes*. Ballet en quatre actes de Tchaïkovski, livret de V. Bejovitch et H. Heizer, chorégraphie de Yuri Grigorovich, par l'Orchestre du Théâtre du Bolchoï, dir. Aigun Jazaris, avec la Compagnie du Bolchoï, Nathalie Beaudouin, Alexandre Bogatyrov. 23.35 Caméras offertes pour les élections européennes. 23.00 Journal et Météo. 23.35 Magazine. 0.35 Série : *Drôles d'histoires*. 1.00 Festival : *C'est déjà demain*. De Jean-Marc Lussada, piano.

## CANAL PLUS

21.00 Chanson : *Régimes* de John Hough (1984). Avec Neil Diamond, Alex Hyde-White, Fiona Hutchinson. 22.35 Flash d'informations. 23.35 Sport : Football.

## Jeudi 15 juin

## TF 1

14.30 T6666 : *Femmes, femmes, femmes*. De Maurice Cloche, avec Amarante, Michel Le Royer. 15.50 Série : *Drôles d'histoires*. Invités : Mathilde ne reviendra pas. 16.15 *Quand à l'été*. 16.45 Variétés : *La chanson des chansons*. 16.50 Chanson. 17.00 *Chanson*. 17.35 Série : *En cas de bonheur*. 17.55 Série : *Les ruses de San-Francisco*. 18.50 *Avant de partir*. 18.55 Festival : *Les ruses de San-Francisco*. 19.55 *Les ruses de San-Francisco*. 20.00 Journal. Météo et Tapis vert. 20.40 Série : *En cas de bonheur*. 21.00 *En cas de bonheur*. 21.30 *En cas de bonheur*. 21.55 *En cas de bonheur*. 22.10 *En cas de bonheur*. 22.35 *En cas de bonheur*. 22.55 *En cas de bonheur*. 23.10 *En cas de bonheur*. 23.35 *En cas de bonheur*. 23.55 *En cas de bonheur*. 0.35 *En cas de bonheur*. 1.00 *En cas de bonheur*. 1.30 *En cas de bonheur*. 2.00 *En cas de bonheur*. 2.30 *En cas de bonheur*. 3.00 *En cas de bonheur*. 3.30 *En cas de bonheur*. 4.00 *En cas de bonheur*. 4.30 *En cas de bonheur*. 5.00 *En cas de bonheur*. 5.30 *En cas de bonheur*. 6.00 *En cas de bonheur*. 6.30 *En cas de bonheur*. 7.00 *En cas de bonheur*. 7.30 *En cas de bonheur*. 8.00 *En cas de bonheur*. 8.30 *En cas de bonheur*. 9.00 *En cas de bonheur*. 9.30 *En cas de bonheur*. 10.00 *En cas de bonheur*. 10.30 *En cas de bonheur*. 11.00 *En cas de bonheur*. 11.30 *En cas de bonheur*. 12.00 *En cas de bonheur*. 12.30 *En cas de bonheur*. 13.00 *En cas de bonheur*. 13.30 *En cas de bonheur*. 14.00 *En cas de bonheur*. 14.30 *En cas de bonheur*. 15.00 *En cas de bonheur*. 15.30 *En cas de bonheur*. 16.00 *En cas de bonheur*. 16.30 *En cas de bonheur*. 17.00 *En cas de bonheur*. 17.30 *En cas de bonheur*. 18.00 *En cas de bonheur*. 18.30 *En cas de bonheur*. 19.00 *En cas de bonheur*. 19.30 *En cas de bonheur*. 20.00 *En cas de bonheur*. 20.30 *En cas de bonheur*. 21.00 *En cas de bonheur*. 21.30 *En cas de bonheur*. 22.00 *En cas de bonheur*. 22.30 *En cas de bonheur*. 23.00 *En cas de bonheur*. 23.30 *En cas de bonheur*. 24.00 *En cas de bonheur*. 24.30 *En cas de bonheur*. 25.00 *En cas de bonheur*. 25.30 *En cas de bonheur*. 26.00 *En cas de bonheur*. 26.30 *En cas de bonheur*. 27.00 *En cas de bonheur*. 27.30 *En cas de bonheur*. 28.00 *En cas de bonheur*. 28.30 *En cas de bonheur*. 29.00 *En cas de bonheur*. 29.30 *En cas de bonheur*. 30.00 *En cas de bonheur*. 30.30 *En cas de bonheur*. 31.00 *En cas de bonheur*. 31.30 *En cas de bonheur*. 32.00 *En cas de bonheur*. 32.30 *En cas de bonheur*. 33.00 *En cas de bonheur*. 33.30 *En cas de bonheur*. 34.00 *En cas de bonheur*. 34.30 *En cas de bonheur*. 35.00 *En cas de bonheur*. 35.30 *En cas de bonheur*. 36.00 *En cas de bonheur*. 36.30 *En cas de bonheur*. 37.00 *En cas de bonheur*. 37.30 *En cas de bonheur*. 38.00 *En cas de bonheur*. 38.30 *En cas de bonheur*. 39.00 *En cas de bonheur*. 39.30 *En cas de bonheur*. 40.00 *En cas de bonheur*. 40.30 *En cas de bonheur*. 41.00 *En cas de bonheur*. 41.30 *En cas de bonheur*. 42.00 *En cas de bonheur*. 42.30 *En cas de bonheur*. 43.00 *En cas de bonheur*. 43.30 *En cas de bonheur*. 44.00 *En cas de bonheur*. 44.30 *En cas de bonheur*. 45.00 *En cas de bonheur*. 45.30 *En cas de bonheur*. 46.00 *En cas de bonheur*. 46.30 *En cas de bonheur*. 47.00 *En cas de bonheur*. 47.30 *En cas de bonheur*. 48.00 *En cas de bonheur*. 48.30 *En cas de bonheur*. 49.00 *En cas de bonheur*. 49.30 *En cas de bonheur*. 50.00 *En cas de bonheur*. 50.30 *En cas de bonheur*. 51.00 *En cas de bonheur*. 51.30 *En cas de bonheur*. 52.00 *En cas de bonheur*. 52.30 *En cas de bonheur*. 53.00 *En cas de bonheur*. 53.30 *En cas de bonheur*. 54.00 *En cas de bonheur*. 54.30 *En cas de bonheur*. 55.00 *En cas de bonheur*. 55.30 *En cas de bonheur*. 56.00 *En cas de bonheur*. 56.30 *En cas de bonheur*. 57.00 *En cas de bonheur*. 57.30 *En cas de bonheur*. 58.00 *En cas de bonheur*. 58.30 *En cas de bonheur*. 59.00 *En cas de bonheur*. 59.30 *En cas de bonheur*. 60.00 *En cas de bonheur*. 60.30 *En cas de bonheur*. 61.00 *En cas de bonheur*. 61.30 *En cas de bonheur*. 62.00 *En cas de bonheur*. 62.30 *En cas de bonheur*. 63.00 *En cas de bonheur*. 63.30 *En cas de bonheur*. 64.00 *En cas de bonheur*. 64.30 *En cas de bonheur*. 65.00 *En cas de bonheur*. 65.30 *En cas de bonheur*. 66.00 *En cas de bonheur*. 66.30 *En cas de bonheur*. 67.00 *En cas de bonheur*. 67.30 *En cas de bonheur*. 68.00 *En cas de bonheur*. 68.30 *En cas de bonheur*. 69.00 *En cas de bonheur*. 69.30 *En cas de bonheur*. 70.00 *En cas de bonheur*. 70.30 *En cas de bonheur*. 71.00 *En cas de bonheur*. 71.30 *En cas de bonheur*. 72.00 *En cas de bonheur*. 72.30 *En cas de bonheur*. 73.00 *En cas de bonheur*. 73.30 *En cas de bonheur*. 74.00 *En cas de bonheur*. 74.30 *En cas de bonheur*. 75.00 *En cas de bonheur*. 75.30 *En cas de bonheur*. 76.00 *En cas de bonheur*. 76.30 *En cas de bonheur*. 77.00 *En cas de bonheur*. 77.30 *En cas de bonheur*. 78.00 *En cas de bonheur*. 78.30 *En cas de bonheur*. 79.00 *En cas de bonheur*. 79.30 *En cas de bonheur*. 80.00 *En cas de bonheur*. 80.30 *En cas de bonheur*. 81.00 *En cas de bonheur*. 81.30 *En cas de bonheur*. 82.00 *En cas de bonheur*. 82.30 *En cas de bonheur*. 83.00 *En cas de bonheur*. 83.30 *En cas de bonheur*. 84.00 *En cas de bonheur*. 84.30 *En cas de bonheur*. 85.00 *En cas de bonheur*. 85.30 *En cas de bonheur*. 86.00 *En cas de bonheur*. 86.30 *En cas de bonheur*. 87.00 *En cas de bonheur*. 87.30 *En cas de bonheur*. 88.00 *En cas de bonheur*. 88.30 *En cas de bonheur*. 89.00 *En cas de bonheur*. 89.30 *En cas de bonheur*. 90.00 *En cas de bonheur*. 90.30 *En cas de bonheur*. 91.00 *En cas de bonheur*. 91.30 *En cas de bonheur*. 92.00 *En cas de bonheur*. 92.30 *En cas de bonheur*. 93.00 *En cas de bonheur*. 93.30 *En cas de bonheur*. 94.00 *En cas de bonheur*. 94.30 *En cas de bonheur*. 95.00 *En cas de bonheur*. 95.30 *En cas de bonheur*. 96.00 *En cas de bonheur*. 96.30 *En cas de bonheur*. 97.00 *En cas de bonheur*. 97.30 *En cas de bonheur*. 98.00 *En cas de bonheur*. 98.30 *En cas de bonheur*. 99.00 *En cas de bonheur*. 99.30 *En cas de bonheur*. 100.00 *En cas de bonheur*. 100.30 *En cas de bonheur*. 101.00 *En cas de bonheur*. 101.30 *En cas de bonheur*. 102.00 *En cas de bonheur*. 102.30 *En cas de bonheur*. 103.00 *En cas de bonheur*. 103.30 *En cas de bonheur*. 104.00 *En cas de bonheur*. 104.30 *En cas de bonheur*. 105.00 *En cas de bonheur*. 105.30 *En cas de bonheur*. 106.00 *En cas de bonheur*. 106.30 *En cas de bonheur*. 107.00 *En cas de bonheur*. 107.30 *En cas de bonheur*. 108.00 *En cas de bonheur*. 108.30 *En cas de bonheur*. 109.00 *En cas de bonheur*. 109.30 *En cas de bonheur*. 110.00 *En cas de bonheur*. 110.30 *En cas de bonheur*. 111.00 *En cas de bonheur*. 111.30 *En cas de bonheur*. 112.00 *En cas de bonheur*. 112.30 *En cas de bonheur*. 113.00 *En cas de bonheur*. 113.30 *En cas de bonheur*. 114.00 *En cas de bonheur*. 114.30 *En cas de bonheur*. 115.00 *En cas de bonheur*. 115.30 *En cas de bonheur*. 116.00 *En cas de bonheur*. 116.30 *En cas de bonheur*. 117.00 *En cas de bonheur*. 117.30 *En cas de bonheur*. 118.00 *En cas de bonheur*. 118.30 *En cas de bonheur*. 119.00 *En cas de bonheur*. 119.30 *En cas de bonheur*. 120.00 *En cas de bonheur*. 120.30 *En cas de bonheur*. 121.00 *En cas de bonheur*. 121.30 *En cas de bonheur*. 122.00 *En cas de bonheur*. 122.30 *En cas de bonheur*. 123.00 *En cas de bonheur*. 123.30 *En cas de bonheur*. 124.00 *En cas de bonheur*. 124.30 *En cas de bonheur*. 125.00 *En cas de bonheur*. 125.30 *En cas de bonheur*. 126.00 *En cas de bonheur*. 126.30 *En cas de bonheur*. 127.00 *En cas de bonheur*. 127.30 *En cas de bonheur*. 128.00 *En cas de bonheur*. 128.30 *En cas de bonheur*. 129.00 *En cas de bonheur*. 129.30 *En cas de bonheur*. 130.00 *En cas de bonheur*. 130.30 *En cas de bonheur*. 131.00 *En cas de bonheur*. 131.30 *En cas de bonheur*. 132.00 *En cas de bonheur*. 132.30 *En cas de bonheur*. 133.00 *En cas de bonheur*. 133.30 *En cas de bonheur*. 134.00 *En cas de bonheur*. 134.30 *En cas de bonheur*. 135.00 *En cas de bonheur*. 135.30 *En cas de bonheur*. 136.00 *En cas de bonheur*. 136.30 *En cas de bonheur*. 137.00 *En cas de bonheur*. 137.30 *En cas de bonheur*. 138.00 *En cas de bonheur*. 138.30 *En cas de bonheur*. 139.00 *En cas de bonheur*. 139.30 *En cas de bonheur*. 140.00 *En cas de bonheur*. 140.30 *En cas de bonheur*. 141.00 *En cas de bonheur*. 141.30 *En cas de bonheur*. 142.00 *En cas de bonheur*. 142.30 *En cas de bonheur*. 143.00 *En cas de bonheur*. 143.30 *En cas de bonheur*. 144.00 *En cas de bonheur*. 144.30 *En cas de bonheur*. 145.00 *En cas de bonheur*. 145.30 *En cas de bonheur*. 146.00 *En cas de bonheur*. 146.30 *En cas de bonheur*. 147.00 *En cas de bonheur*. 147.30 *En cas de bonheur*. 148.00 *En cas de bonheur*. 148.30 *En cas de bonheur*. 149.00 *En cas de bonheur*. 149.30 *En cas de bonheur*. 150.00 *En cas de bonheur*. 150.30 *En cas de bonheur*. 151.00 *En cas de bonheur*. 151.30 *En cas de bonheur*. 152.00 *En cas de bonheur*. 152.30 *En cas de bonheur*. 153.00 *En cas de bonheur*. 153.30 *En cas de bonheur*. 154.00 *En cas de bonheur*. 154.30 *En cas de bonheur*. 155.00 *En cas de bonheur*. 155.30 *En cas de bonheur*. 156.00 *En cas de bonheur*. 156.30 *En cas de bonheur*. 157.00 *En cas de bonheur*. 157.30 *En cas de bonheur*. 158.00 *En cas de bonheur*. 158.30 *En cas de bonheur*. 159.00 *En cas de bonheur*. 159.30 *En cas de bonheur*. 160.00 *En cas de bonheur*. 160.30 *En cas de bonheur*. 161.00 *En cas de bonheur*. 161.30 *En cas de bonheur*. 162.00 *En cas de bonheur*. 162.30 *En cas de bonheur*. 163.00 *En cas de bonheur*. 163.30 *En cas de bonheur*. 164.00 *En cas de bonheur*. 164.30 *En cas de bonheur*. 165.00 *En cas de bonheur*. 165.30 *En cas de bonheur*. 166.00 *En cas de bonheur*. 166.30 *En cas de bonheur*. 167.00 *En cas de bonheur*. 167.30 *En cas de bonheur*. 168.00 *En cas de bonheur*. 168.30 *En cas de bonheur*. 169.00 *En cas de bonheur*. 169.30 *En cas de bonheur*. 170.00 *En cas de bonheur*. 170.30 *En cas de bonheur*. 171.00 *En cas de bonheur*. 171.30 *En cas de bonheur*. 172.00 *En cas de bonheur*. 172.30 *En cas de bonheur*. 173.00 *En cas de bonheur*. 173.30 *En cas de bonheur*. 174.00 *En cas de bonheur*. 174.30 *En cas de bonheur*. 175.00 *En cas de bonheur*. 175.30 *En cas de bonheur*. 176.00 *En cas de bonheur*. 176.30 *En cas de bonheur*. 177.00 *En cas de bonheur*. 177.30 *En cas de bonheur*. 178.00 *En cas de bonheur*. 178.30 *En cas de bonheur*. 179.00 *En cas de bonheur*. 179.30 *En cas de bonheur*. 180.00 *En cas de bonheur*. 180.30 *En cas de bonheur*. 181.00 *En cas de bonheur*. 181.30 *En cas de bonheur*. 182.00 *En cas de bonheur*. 182.30 *En cas de bonheur*. 183.00 *En cas de bonheur*. 183.30 *En cas de bonheur*. 184.00 *En cas de bonheur*. 184.30 *En cas de bonheur*. 185.00 *En cas de bonheur*. 185.30 *En cas de bonheur*. 186.00 *En cas de bonheur*. 186.30 *En cas de bonheur*. 187.00 *En cas de bonheur*. 187.30 *En cas de bonheur*. 188.00 *En cas de bonheur*. 188.30 *En cas de bonheur*. 189.00 *En cas de bonheur*. 189.30 *En cas de bonheur*. 190.00 *En cas de bonheur*. 190.30 *En cas de bonheur*. 191.00 *En cas de bonheur*. 191.30 *En cas de bonheur*. 192.00 *En cas de bonheur*. 192.30 *En cas de bonheur*. 193.00 *En cas de bonheur*. 193.30 *En cas de bonheur*. 194.00 *En cas de bonheur*. 194.30 *En cas de bonheur*. 195.00 *En cas de bonheur*. 195.30 *En cas de bonheur*. 196.00 *En cas de bonheur*. 196.30 *En cas de bonheur*. 197.00 *En cas de bonheur*. 197.30 *En cas de bonheur*. 198.00 *En cas de bonheur*. 198.30 *En cas de bonheur*. 199.00 *En cas de bonheur*. 199.30 *En cas de bonheur*. 200.00 *En cas de bonheur*. 200.30 *En cas de bonheur*. 201.00 *En cas de bonheur*. 201.30 *En cas de bonheur*. 202.00 *En cas de bonheur*. 202.30 *En cas de bonheur*. 203.00 *En cas de bonheur*. 203.30 *En cas de bonheur*. 204.00 *En cas de bonheur*. 204.30 *En cas de bonheur*. 205.00 *En cas de bonheur*. 205.30 *En cas de bonheur*. 206.00 *En cas de bonheur*. 206.30 *En cas de bonheur*. 207.00 *En cas de bonheur*. 207.30 *En cas de bonheur*. 208.00 *En cas de bonheur*. 208.30 *En cas de bonheur*. 209.00 *En cas de bonheur*. 209.30 *En cas de bonheur*. 210.00 *En cas de bonheur*. 210.30 *En cas de bonheur*. 211.00 *En cas de bonheur*. 211.30 *En cas de bonheur*. 212.00 *En cas de bonheur*. 212.30 *En cas de bonheur*. 213.00 *En cas de bonheur*. 213.30 *En cas de bonheur*. 214.00 *En cas de bonheur*. 214.30 *En cas de bonheur*. 215.00 *En cas de bonheur*. 215.30 *En cas de bonheur*. 216.00 *En cas de bonheur*. 216.30 *En cas de bonheur*. 217.00 *En cas de bonheur*. 217.30 *En cas de bonheur*. 218.00 *En cas de bonheur*. 218.30 *En cas de bonheur*. 219.00 *En cas de bonheur*. 219.30 *En cas de bonheur*. 220.00 *En cas de bonheur*. 220.30 *En cas de bonheur*. 221.00 *En cas de bonheur*. 221.30 *En cas de bonheur*. 222.00 *En cas de bonheur*. 222.30 *En cas de bonheur*. 223.00 *En cas de bonheur*. 223.30 *En cas de bonheur*. 224.00 *En cas de bonheur*. 224.30 *En cas de bonheur*. 225.00 *En cas de bonheur*. 225.30 *En cas de bonheur*. 226.00 *En cas de bonheur*. 226.30 *En cas de bonheur*. 227.00 *En cas de bonheur*. 227.30 *En cas de bonheur*. 228.00 *En cas de bonheur*. 228.30 *En cas de bonheur*. 229.00 *En cas de bonheur*. 229.30 *En cas de bonheur*. 230.00 *En cas de bonheur*. 230.30 *En cas de bonheur*. 231.00 *En cas de bonheur*. 231.30 *En cas de bonheur*. 232.00 *En cas de bonheur*. 232.30 *En cas de bonheur*. 233.00 *En cas de bonheur*. 233.30 *En cas de bonheur*. 234.00 *En cas de bonheur*. 234.30 *En cas de bonheur*. 235.00 *En cas de bonheur*. 235.30 *En cas de bonheur*. 236.00 *En cas de bonheur*. 236.30 *En cas de bonheur*. 237.00 *En cas de bonheur*. 237.30 *En cas de bonheur*. 238.00 *En cas de bonheur*. 238.30 *En cas de bonheur*. 239.00 *En cas de bonheur*. 239.30 *En cas de bonheur*. 240.00 *En cas de bonheur*. 240.30 *En cas de bonheur*. 241.00 *En cas de bonheur*. 241.30 *En cas de bonheur*. 242.00 *En cas de bonheur*. 242.30 *En cas de bonheur*. 243.00 *En cas de bonheur*. 243.30 *En cas de bonheur*. 244.00 *En cas de bonheur*. 244.30 *En cas de bonheur*. 245.00 *En cas de bonheur*. 245.30 *En cas de bonheur*. 246.00 *En cas de bonheur*. 246.30 *En cas de bonheur*. 247.00 *En cas de bonheur*. 247.30 *En cas de bonheur*. 248.00 *En cas de bonheur*. 248.30 *En cas de bonheur*. 249.00 *En cas de bonheur*. 249.30 *En cas de bonheur*. 250.00 *En cas de bonheur*. 250.30 *En cas de bonheur*. 251.00 *En cas de bonheur*. 251.30 *En cas de bonheur*. 252.00 *En cas de bonheur*. 252.30 *En cas de bonheur*. 253.00 *En cas de bonheur*. 253.30 *En cas de bonheur*. 254.00 *En cas de bonheur*. 254.30 *En cas de bonheur*. 255.00 *En cas de bonheur*. 255.30 *En cas de bonheur*. 256.00 *En cas de bonheur*. 256.30 *En cas de bonheur*. 257.00 *En cas de bonheur*. 257.30 *En cas de bonheur*. 258.00 *En cas de bonheur*. 258.30 *En cas de bonheur*. 259.00 *En cas de bonheur*. 259.30 *En cas de bonheur*. 260.00 *En cas de bonheur*. 260.30 *En cas de bonheur*. 261.00 *En cas de bonheur*. 261.30 *En cas de bonheur*. 262.00 *En cas de bonheur*. 262.30 *En cas de bonheur*. 263.00 *En cas de bonheur*. 263.30 *En cas de bonheur*. 264.00 *En cas de bonheur*. 264.30 *En cas de bonheur*. 265.00 *En cas de bonheur*. 265.30 *En cas de bonheur*. 266.00 *En cas de bonheur*. 266.30 *En cas de bonheur*. 267.00 *En cas de bonheur*. 267.30 *En cas de bonheur*. 268.00 *En cas de bonheur*. 268.30 *En cas de bonheur*. 269.00 *En cas de bonheur*. 269.30 *En cas de bonheur*. 270.00 *En cas de bonheur*. 270.30 *En cas de bonheur*. 271.00 *En cas de bonheur*. 271.30 *En cas de bonheur*. 272.00 *En cas de bonheur*. 272.30 *En cas de bonheur*. 273.00 *En cas de bonheur*. 273.30 *En cas de bonheur*. 274.00 *En cas de bonheur*. 274.30 *En cas de bonheur*. 275.00 *En cas de bonheur*. 275.30 *En cas de bonheur*. 276.00 *En cas de bonheur*. 276.30 *En cas de bonheur*. 277.00 *En cas de bonheur*. 277.30 *En cas de bonheur*. 278.00 *En cas de bonheur*. 278.30 *En cas de bonheur*. 279.00 *En cas de bonheur*. 279.30 *En cas de bonheur*. 280.00 *En cas de bonheur*. 280.30 *En cas de bonheur*. 281.00 *En cas de bonheur*. 281.30 *En cas de bonheur*. 282.00 *En cas de bonheur*. 282.30 *En cas de bonheur*. 283.00 *En cas de bonheur*. 283.30 *En cas de bonheur*. 284.00 *En cas de bonheur*. 284.30 *En cas de bonheur*. 285.00 *En cas de bonheur*. 285.30 *En cas de bonheur*. 286.00 *En cas de bonheur*. 286.30 *En cas de bonheur*. 287.00 *En cas de bonheur*. 287.30 *En cas de bonheur*. 288.00 *En cas de bonheur*. 288.30 *En cas de bonheur*. 289.00 *En cas de bonheur*. 289.30 *En cas de bonheur*. 290.00 *En cas de bonheur*. 290.30 *En cas de bonheur*. 291.00 *En cas de bonheur*. 291.30 *En cas de bonheur*. 292.00 *En cas de bonheur*. 292.30 *En cas de bonheur*. 293.00 *En cas de bonheur*. 293.30 *En cas de bonheur*. 294.00 *En cas de bonheur*. 294.30 *En cas de bonheur*. 295.00 *En cas de bonheur*. 295.30 *En cas de bonheur*. 296.00 *En cas de bonheur*. 296.30 *En cas de bonheur*. 297.00 *En cas de bonheur*. 297.30 *En cas de bonheur*. 298.00 *En cas de bonheur*. 298.30 *En cas de bonheur*. 299.00 *En cas de bonheur*. 299.30 *En cas de bonheur*. 300.00 *En cas de bonheur*. 300.30 *En cas de bonheur*. 301.00 *En cas de bonheur*. 301.30 *En cas de bonheur*. 302.00 *En cas de bonheur*. 302.30 *En cas de bonheur*. 303.00 *En cas de bonheur*. 303.30 *En cas de bonheur*. 304.00 *En cas de bonheur*. 304.30 *En cas de bonheur*. 305.00 *En cas de bonheur*. 305.30 *En cas de bonheur*. 306.00 *En cas de bonheur*. 306.30 *En cas de bonheur*. 307.00 *En cas de bonheur*. 307.30 *En cas de bonheur*. 308.00 *En cas de bonheur*. 308.30 *En cas de bonheur*. 309.00 *En cas de bonheur*. 309.30 *En cas de bonheur*. 310.00 *En cas de bonheur*. 310.30 *En cas de bonheur*. 311.00 *En cas de bonheur*. 311.30 *En cas de bonheur*. 312.00 *En cas de bonheur*. 312.30 *En cas de bonheur*. 313.00 *En cas de bonheur*. 313.30 *En cas de bonheur*. 314.00 *En cas de bonheur*. 314.30 *En cas de bonheur*. 315.00 *En cas de bonheur*. 315.30 *En cas de bonheur*. 316.00 *En cas de bonheur*. 316.30 *En cas de bonheur*. 317.00 *En cas de bonheur*. 317.30



## SOMMAIRE

■ Selon le Commissariat du Plan, les industriels français de la chimie et de la pharmacie doivent poursuivre leurs regroupements (lire page 28).

■ M. Roger Fauroux a présenté au conseil des ministres une politique de soutien aux grands programmes technologiques (lire ci-dessous).

■ La CGT a renforcé ses positions lors des élections des représentants des salariés dans les conseils d'administration des entreprises publiques (lire page 29).

■ Alors que la livre sterling continue de baisser, M<sup>me</sup> Margaret Thatcher a confirmé son total soutien à son chancelier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson (lire ci-contre).

## Alors que la livre chute sur les marchés des changes

### M<sup>me</sup> Thatcher tente de minimiser son différend avec le chancelier de l'Échiquier

M<sup>me</sup> Thatcher a-t-elle perdu la main ? Pressée par l'opposition, qui l'invitait sans relâche à dire si, oui ou non, elle était d'accord avec la politique monétaire de son chancelier de l'Échiquier, elle a en le sort, mardi 13 juin devant les Communes, d'engager à deux reprises une réponse directe avant de se décider, en désespoir de cause, en quelques mots, à poursuivre son soutien « entier, chaleureux et sans réserve » à M. Nigel Lawson, dont elle s'est efforcée de faire. Alors que la livre chute sur les marchés, et que les sondages prédisent de mauvais résultats pour les conservateurs lors des élections européennes qui ont lieu, ici, le jeudi 15 juin, l'effet n'a pas été des plus heureux.

LONDRES  
de notre correspondant

La livre souffre de multiples maux, mais le différend persistant entre M<sup>me</sup> Thatcher et M. Lawson sur la stratégie à suivre tend à prendre la vedette. Il n'y a sans doute rien de pire, lorsque la tourmente s'empare des marchés, que d'affirmer une solidarité gouvernementale dans des conditions qui laissent sceptiques aussi bien la classe politique que les opérateurs. M<sup>me</sup> Thatcher n'est pas d'accord avec la méthode suivie par son chancelier depuis plus d'un an, mais elle l'a laissé faire, et elle ne peut plus maintenant le désavouer sans provoquer une crise de confiance supplémentaire dans la livre. Le résultat le plus clair de l'événement est que M. Lawson a sans doute gagné une survie d'un an dans le cabinet.

Le chancelier commence à admettre ses responsabilités dans la surchauffe, désormais très inquiétante, de l'économie. La City s'attend que, dans les jours qui viennent, soient annoncés de très nouveaux indicateurs : 5,5 % d'inflation et 9,5 % de hausses des salaires en rythme annuel. Il paraît presque inévitable de procéder à une nouvelle augmentation des taux d'intérêts. La rumeur avait même couru un moment, mardi, que la Banque d'Angleterre allait s'y résigner avant le scrutin de jeudi, mais les impératifs politiques ont prévalu. Certains parlent d'une hausse de deux points, ce qui les porterait à 16 %.

Les électeurs britanniques, déjà penchés à se rendre aux urnes pour un scrutin européen, seraient-ils encore moins tentés de voter jeudi pour les conservateurs. Tout renchérissement du loyer de l'argent est, en effet, presque inévitablement répercuté sur les taux des prêts hypothécaires, ce qui a des conséquences immédiates et douloureuses pour les millions de Britanniques qui ont acheté leur maison à crédit et dont les traites mensuelles n'ont cessé d'augmenter depuis plusieurs mois.

#### Rêver du « grand large »

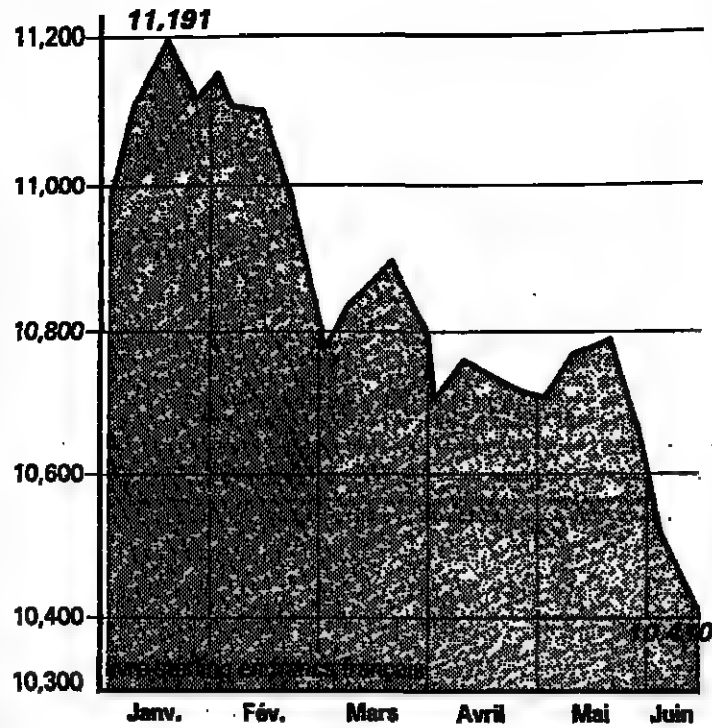
M. Lawson a cherché, depuis le début de l'année 1988, à faire passer la livre au large, notamment par des interventions sur les marchés, afin de préparer une adhésion en douceur de la Grande-Bretagne au mécanisme de régulation des changes du système monétaire européen. Sur le moment, M<sup>me</sup> Thatcher n'avait pas pipé mot, au

moins en public. Tant que la prospérité était au rendez-vous, et que l'inflation était contenue... Mais lorsque l'économie a commencé à déprimer, elle a donné une série de signaux qui ont conduit à déstabiliser son chancelier. Le plus grave a été le retour, au début du mois de mai, de Sir Alan Walters, un professeur d'économie qui s'était exilé à Washington, dans un petit bureau du 10, Downing Street. Ultra-libéral doctrinaire, Sir Alan est violemment opposé à l'entrée dans le SME et à tout ce qui ressemble à une intervention sur les marchés des changes.

La Banque d'Angleterre a pourtant dû vendre, ces derniers jours, des quantités importantes de dollars pour éviter que le sterling ne tombe trop bas. La méfiance à l'égard de la devise britannique est également alimentée par la récente vague de grèves qui a touché les services publics tels que le « métro » (Londres a ainsi été entièrement paralysé à plusieurs reprises par des actions « sauvages » des conducteurs du métro) et la BBC.

Le débat qui oppose M<sup>me</sup> Thatcher, conseillée par Sir Alan, à M. Lawson ainsi qu'à d'autres membres du cabinet n'est pas réglé. Il s'agit, en effet, de savoir, une fois de plus, si la Grande-Bretagne accepte de s'arrêter davantage à l'Europe, ou préfère encore rêver du « grand large ». L'adhésion complète au système monétaire européen ne relève pas seulement de la politique monétaire, encore moins de simples considérations d'opportunité face aux mouvements brutaux des marchés des changes. Elle met en cause, comme M<sup>me</sup> Thatcher le ressent instinctivement, l'idée que les Britanniques se font d'eux-mêmes.

DOMINIQUE DHOMBRES.



La livre sterling, fragilisée depuis le début de l'année par l'accélération de l'inflation en Grande-Bretagne, a subi une baisse importante au cours des derniers jours. La devise britannique est en particulier tombée, mercredi 14 juin, à son plus bas niveau contre le franc depuis plus d'un an, à 3,07485 FF, contre plus de 3,25 FF en janvier. Elle s'est échangée également à 10,41 FF mercredi après avoir perdu plus de 10 centimes depuis le début de la semaine. Malgré les achats de francs contre dollar effectués la veille par la Banque d'Angleterre, la monnaie britannique a cédé du terrain face au billet vert, à 1,5210 dollar contre plus de 1,75 dollar, en début d'année.

(Publicité)

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR LA FOURNITURE DE SYSTÈMES INFORMATIQUES

La Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) lance un appel d'offres international pour la fourniture de matériel, logiciel de base et de services informatiques destinés à son siège de Dakar (Sénégal) et à ses agences principales de Cotonou (Bénin), Ouagadougou (Burkina), Abidjan (Côte-d'Ivoire), Bamako (Mali), Niamey (Niger), Dakar (Sénégal), Lomé (Togo).

1. — **Financement.** Le présent marché sera entièrement financé par la BCEAO.
2. — **Participation.** La participation à la concurrence est ouverte à égalité de conditions à tout fournisseur informatique.
3. — **Consistance des fournitures.** Les fournitures consistent en un premier lot de 8 ordinateurs, qui sera complété ultérieurement par un second lot de 13 ordinateurs.
4. — **Lieux de livraison.** Les ordinateurs seront à livrer à Abidjan, Bamako, Cotonou, Dakar, Lomé, Niamey, Ouagadougou, aux meilleures conditions tarifaires et contractuelles (HT/HD).
5. — **Délai de livraison.** Le délai de livraison ne pourra dépasser 6 mois après la commande.
6. — **Présentation des offres.** Les soumissions en langue française, établies en 5 exemplaires, devront parvenir sous enveloppe recommandée avec accusé de réception à « BCEAO siège BP 3108 Dakar (Sénégal) » ou être déposées au siège de la BCEAO, avenue Abdoulaye Fadiga, Dakar, au plus tard le 19 juin 1989 à 12 heures. Les prix devront être libellés en francs de la Communauté financière africaine (FCFA).
7. — **Ouverture des offres.** L'ouverture des offres aura lieu au siège de la BCEAO le 20 juin à 10 heures.
8. — **Publication des résultats.** Les résultats seront proclamés au début du mois d'août 1989.
9. — **Achat du dossier.** Le dossier d'appel d'offres et son modèle de soumission peuvent être achetés soit au siège de la BCEAO, soit dans les agences principales, soit au bureau de Paris, contre un chèque de 200 000 FCFA libellé à l'ordre de la BCEAO.
10. — **Informations complémentaires.** Toute information complémentaire relative à cet appel d'offres pour a être demandée au siège :

- Dakar, BP 3108, République du Sénégal. Tél. : 23-16-15. Téléc. : 21530. Téléc. : 23-93-35, ou aux agences principales :
- Cotonou, BP 325, République populaire du Bénin. Tél. : 31-24-66. Téléc. : 5211. Téléc. : 31-24-65.
- Ouagadougou, BP 356, Burkina Faso. Tél. : 30-60-16 à 18. Téléc. : 5205. Téléc. : 31-01-22.
- Abidjan 01, BP 1769, République de Côte-d'Ivoire. Tél. : 32-04-66. Téléc. : 3761 ou 3474. Téléc. : 22-28-52.
- Bamako, BP 206, République du Mali. Tél. : 22-37-56 ou 57. Téléc. : 2574. Téléc. : 22-47-86.
- Niamey, BP 487, République du Niger. Tél. : 72-24-82 ou 91. Téléc. : 5218. Téléc. : 73-47-43.
- Dakar, BP 3159, République du Sénégal. Tél. : 22-13-85. Téléc. : 21839. Téléc. : 23-57-57.
- Lomé, BP 120, République du Togo. Tél. : 21-53-84 ou 21-25-12. Téléc. : 5216. Téléc. : 21-76-02.
- Paris, 29, rue du Colisée, 75008 PARIS. Tél. : 42-25-71-60. Téléc. : 650087. Téléc. : 42-56-0037.

## AFFAIRES

### M. Bérégovoy écarte toute privatisation partielle avant la fin de la législature

Pas de privatisations partielles. Les entreprises nationales, banques, compagnies d'assurances et firmes industrielles resteront propriété intégrale de l'État. D'ici la fin de la législature, en 1993, le gouvernement ne « cassera » pas la barre des 100 % décidée lors des nationalisations de 1982 pour revenir à 51 % ou en deçà à 33 % pour une minorité de blocage, par exemple. Le débat est clos.

M. Pierre Bérégovoy s'est assuré que la ligne fixée par M. Mitterrand dans la Lettre à tous les Français est toujours bonne, et l'a rappelé avec clarté, le mardi 13 juin, devant le haut conseil du secteur public, organisme paritaire (parlementaires, syndicalistes...) de surveillance.

« Si j'en crois ce que je lis et ce que j'entends ici ou là, nous n'aurions d'autre choix qu'entre la privatisation ou la moins partielle et le financement budgétaire », a déclaré le ministre de l'Économie. Comme chacun connaît la détermination à

réduire le déficit budgétaire, je devrais donc me sentir acculé à privatiser, sauf à accepter de marginaliser nos entreprises publiques, fautes de fonds propres. Il n'en est rien, croyez-m'en. Il n'y a aucune raison de s'enfermer dans cette fausse alternative ».

M. Bérégovoy a poursuivi : « Le président de la République a donné rendez-vous pour en juger à la fin de l'actuelle législature. Nous pourrions alors valablement comparer le développement du secteur public à celui du secteur privé. Les Français choisiraient alors en toute connaissance de cause. Je ne considère pas que les frontières actuelles entre public et privé sont inamovibles. On peut très bien imaginer que, dans quatre ans, il apparaisse nécessaire de nationaliser telle entreprise et possible de privatiser telle autre. Le débat démocratique en décidera. Mais cela n'a rien à voir avec les privatisations partielles auxquelles certains pensent pour cette législature ».

M. Bérégovoy a conclu : « J'ajouterais une remarque. Si la présence

d'actionnaires publics est souhaitée par des entreprises privées, l'État actionnaire n'a pas de raison de s'y opposer. Mais l'État veillera à ce que les capitaux ainsi engagés ne jassent pas défaut au secteur public. Le capital est une chose rare. Le rôle du gouvernement est de veiller à ce que le capital public bénéficie en priorité au développement du secteur public. Il serait en effet paradoxal que les entreprises publiques soient assez riches pour jouer les « chevaliers blancs » mais pas assez d'elles pour qu'il s'agisse de financer acquisitions extérieures et investissements. Si cette situation devait se produire, l'État actionnaire aurait à faire un choix. Ne doutez pas qu'il le ferait au profit du renforcement du secteur public ».

#### Respiration par les filiales

On fait valoir auprès de M. Bérégovoy que la respiration nécessaire du secteur public passera « par les filiales » qui, elles, pourront faire

appel aux capitaux privés jusqu'à 49 %. Cela suffira, explique-t-on.

Est-ce si sûr ? L'État a-t-il encore les moyens de financer seul le développement des entreprises et leurs coûteuses acquisitions ? Faut-il s'interdire d'automatiser une entreprise en danger (par exemple Dasa) aujourd'hui ? Maintenant que le « social » ne semble plus un objectif important et que les entreprises nationales doivent être gérées « comme les autres », comment justifier ce statut ? Redescendre à 51 %, c'est-à-dire recevoir 49 % de capital privé, dénouerait de formidables moyens financiers aux groupes, pourquoi s'en priver ? N'est-ce pas contraindre la société d'économie « mixte » tant vantée que de marier capitaux publics et privés à 51 % ?

Toutes les questions néanmoins posées de façon feutrée au sein du gouvernement par M. Fauroux, dans l'entourage du premier ministre (favorable au 51 % des 1982), mais aussi au sein du PS, trouvent donc une réponse d'une simplification qu'on pourrait qualifier de cynisme : non. Le débat ne mériterait pas mieux ?

ERIC LE BOUCHER.

#### Au conseil des ministres

### M. Fauroux veut réhabiliter les grands programmes technologiques

Le renforcement technologique de la France est devenu l'un des axes principaux de la politique industrielle du gouvernement (le Monde du 8 février). M. Roger Fauroux l'a réaffirmé au conseil des ministres, mercredi 14 juin, dans une communication en forme de bilan de son action depuis un an.

La télévision haute définition, les composants électroniques de la fin des années 90, le train à grande vitesse dit de troisième génération, la voiture propre, les nouveaux matériaux et le design industriel, telle est la liste que devait donner le ministre de l'Industrie des « grands programmes technologiques », qui devraient mobiliser conjointement les organismes publics et les entreprises, soutenir la recherche industrielle, notamment insuffisante en France et redonner à quelques grandes entreprises du secteur une avance mondiale.

Le rôle du gouvernement n'est plus, à l'inverse de 1986 à 1988 avec le libéral Alain Madelin à l'Industrie, d'assurer « le moins d'État possible » dans l'industrie mais de créer des collaborations entre la puissance publique et les entreprises. La technologie est le meilleur exemple de l'« économie mixte » que vante M. Mitterrand.

Le programme de télévision haute définition a été l'illustration de cette « mixité ». Pour cette norme européenne, qui doit remplacer les PAL et SECAM d'aujourd'hui, Thomson est le maître d'œuvre français. Mais le gou-

vernement a poussé à une collaboration européenne dans le cadre d'Eufrica et a délégué des financements (il en reste d'ailleurs à trouver pour l'entreprise de M. Gomez, qui doit, notamment, recréer sa filiale d'électronique grand public, et Thomson devrait être une des prochaines entreprises nationales à bénéficier de fonds propres). L'État a ensuite joué son rôle en s'engageant dans les instances de normalisation mondiale, et M. Mitterrand lui-même est allé à Moscou venter la norme européenne appelée D 2 Mac devant M. Gorbatchev.

#### « Mieux d'État »

Le programme JESSI, qui doit remplacer les trois fabricants européens (le néerlandais Philips, l'allemand Siemens et l'italien-français SGS-Thomson) dans la compétition mondiale des composants électroniques face aux Japonais et Américains, en est une autre illustration récente puisque la partie française du financement a été décidée par un comité interministériel, lundi 12 juin. La France y consacrera 5 milliards de francs sur un total de 27 milliards en huit ans. Les pouvoirs publics français financent 2,9 milliards de francs sur les 5, correspondant à 100 % des recherches fondamentales et à 50 % des développements industriels. Dans le même temps, un comité interministériel, sorte d'organisme central de contrôle, a été désigné, comme pour la TVHD, pour coordonner l'action publique.

De « mieux d'État » donc, selon M. Fauroux, qui devrait permettre de réhabiliter les grands programmes technologiques (ceux lancés en 1982 par la gauche s'étaient noyés dans la politique de « rigueur ») et de remettre l'appareil industriel de certains secteurs (électronique, automobile, chemin de fer...) qui sont considérés comme stratégiques ou comme les « rares » points forts du pays.

Il ne s'agit pas à proprement parler d'une politique sectorielle mais néanmoins d'un effort public « structurant ». Ce n'est pas seulement une nuance, mais une divergence d'approche dictée en fait par les contraintes européennes : les aides sectorielles sont désormais interdites par Bruxelles, ou du moins très limitées, rendant caduque toute politique sectorielle. En revanche, l'aide à la recherche est autorisée et abondamment utilisée en RFA. Comme, en outre, la recherche est l'une des priorités de M. Mitterrand, la politique de M. Fauroux se glisse bien dans ces « contraintes ».

Reste évidemment l'argent. Le débat oppose, comme à propos des fonds propres des groupes multinationaux, M. Fauroux à M. Bérégovoy. Le premier désire une enveloppe de 2 milliards de francs au moins en 1990, le second ne voulait pas dépasser 1 milliard (le Monde du 22 avril). À l'issue du conseil des ministres, il a été décidé de consacrer « plus de 100 millions de francs » à chaque projet. Un chiffre qui reste très imprécis et probablement insuffisant.

E. L. B.

#### Le débat sur la « voiture propre »

### M. Lalonde répond au patron de Peugeot

« La voiture européenne sera propre (...) et elle sera économe, pour limiter les émissions de gaz carbonique », a déclaré M. Brice Lalonde, secrétaire d'État à l'environnement, le 13 juin, en réponse aux critiques formulées le jour même par M. Jacques Calvet, président de Peugeot SA, dans nos colonnes (le Monde du 14 juin), contre les décisions de la Communauté européenne.

« La compétition économique s'organise de plus en plus autour de la protection de l'environnement, a poursuivi le ministre. On peut pleurnicher, il vaut mieux gagner (...). Ceux qui se plaignent aujourd'hui ont manqué de clairvoyance, qu'ils s'en prennent à eux-mêmes ». M. Lalonde s'est demandé par quel « miracle », le patron de Peugeot pourrait avoir raison « contre les États-Unis, le Japon, la Suisse, l'Allemagne fédérale, les Pays-Bas, la Scandinavie et même contre son propre collègue français, Renault ».

« Création de la première Société nationale des autoroutes de France ». Une Société nationale des autoroutes (SNA) au capital initial de 120 millions de francs (80 millions de francs) a été créée le 12 juin au Maroc pour prendre en charge la construction, l'entretien et l'entretien du réseau autoroutier du pays, a-t-on annoncé de source officielle à Rabat. La société a obtenu la concession de l'unique autoroute actuelle Rabat-Casablanca (80 km), qui sera soumise au péage. — (AFP.)



# Économie

## AFFAIRES

Selon deux rapports du Commissariat du Plan

### Les industriels français de la chimie et de la pharmacie doivent poursuivre leurs regroupements

La chimie française doit poursuivre son remodelage et améliorer sa compétitivité. L'industrie pharmaceutique devra procéder à des investissements aussi bien en France qu'à l'étranger pour résister à la concurrence mondiale. Ces recommandations, présentées à la presse mardi 13 juin, sont issues de deux rapports effectués par le Groupement de stratégie industrielle chimie, une ins-

tance de concertation tripartite réunissant au Commissariat du Plan, depuis sa création en 1982, des dirigeants d'entreprise, des syndicats et des représentants de l'administration.

A l'approche de l'échéance européenne, des experts ont réfléchi sans passion et sans volonté alarmiste sur les deux thèmes suivants : « L'industrie chimique française dans la pers-

pective de 1993 » et « 1993 : opportunités et risques pour l'industrie pharmaceutique française ». En 1983, ce même groupe, présidé par M. Alain Hellbrunn, secrétaire national de la CFE-CGC, dressait un bilan catastrophique de la chimie, mettant en évidence la taille insuffisante des firmes, leurs coûts de production trop élevés, leurs internationalisations inachevées et

leurs efforts de recherche et développement trop faibles. Six ans plus tard, les spécialistes sont retournés au chevet du patient pour diagnostiquer les forces et les faiblesses de la cinquième nation chimiste mondiale. Éléments positifs : après la vague de restructuration, cette industrie reste porteuse, sa croissance en volume est même supérieure à celle de l'ensemble de l'activité industrielle française. Elle a retrouvé une rentabilité analogue à celle de ses homologues européens. Il est de même pour son autofinancement. Mais, souligne le rapport, « le problème de l'aptitude de l'industrie chimique française à rester dans le peloton des acteurs qui comptent au niveau mondial reste posé ». Les premières recommandations formulées sont donc de poursuivre le remodelage en améliorant la situation des fonds propres, pour pouvoir être à armes égales avec les concurrents internationaux, d'améliorer les portefeuilles de produits, d'intensifier la compétitivité et aussi de renforcer le développement international par des acquisitions.

#### Les rapports de forces

Ce souci d'extension de l'implantation se retrouve aussi dans le rapport sur la pharmacie présenté par M. Pierre Joly, président de la Fédération française de l'industrie et du médicament. Avec 60 milliards de francs de production, ce secteur représente 20 % de la production de l'Europe de l'Ouest, 25 % de la CEE et 6 % à l'échelle du monde. Il doit affronter la complexité croissante des travaux d'innovation ou encore l'utilisation des biotechnologies qui pourraient à terme modifier les rapports de forces. Or, constatent les experts, « face à ces défis, l'industrie pharmaceutique française souffre d'une implantation internationale encore insuffisante » ne pouvant lui permettre de « rentabiliser les investissements de la recherche sur de vastes marchés ». D'où la recommandation de « procéder simultanément à des investissements, des coopérations et des acquisitions aussi bien en France qu'à l'étranger ».

Parmi les autres thèmes abordés, les experts demandent une définition communautaire du médicament et des mesures pour lutter contre la contrefaçon. En matière de recherche et d'innovation, ils réaffirment l'urgence d'une restauration de la durée effective d'exclusivité commerciale, la formation de spécialistes dans des disciplines comme la pharmacologie clinique, la toxicologie ou le développement international.

Enfin, évoquant la politique des prix des médicaments actuellement très chers dans l'Hexagone, que dans les autres pays européens, le groupe rappelle que ce bas niveau a pénalisé les firmes. Avec le marché unique européen, une homogénéisation des tarifs à la hausse s'effectuera et « il apparaît indispensable que la France se prépare à cette échéance ». Il recommande donc la redéfinition de la politique de fixation des prix par les autorités françaises en préconisant deux mesures : l'amélioration de la concurrence dans la distribution et surtout « des critères clairs et durables déterminant des niveaux de prix dans les procédures de fixation ».

D. G.

#### Bonne activité pour les entreprises artisanales du bâtiment

Au cours du premier trimestre, 6 727 entreprises artisanales de bâtiment ont été créées, soit une hausse de 4,9 % en douze mois, indique la confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB). Ce sont essentiellement les créations d'entreprises sans salariés (+ 6,5 % sur un an) et l'augmentation du nombre d'entreprises de 6 à 10 salariés (+ 5,5 %) qui expliquent ce bon résultat. L'embauche de salariés dans les entreprises artisanales du bâtiment se poursuit à un rythme supérieur à 3 % par an ; on dénombre 391 678 ouvriers dans ces entreprises à la fin mars 1989.

Le léger fléchissement de l'activité constaté à la fin de l'année 1988 semble désormais évanoui, ajoute la CAPEB. En effet, la variation du nombre d'heures travaillées a retrouvé un rythme annuel d'évolution proche de 3,5 %, ce qui peut être considéré comme un bon résultat.

## ÉNERGIE

Après la réunion de l'OPEP à Vienne

### Chute des cours mondiaux du pétrole

Les cours mondiaux du pétrole et des produits pétroliers ont vivement réagi depuis le début de la semaine, les opérateurs tirant les conséquences du semi-échec de l'OPEP la semaine passée à Vienne. A Londres, le brut « Brent » a perdu 1 dollar, s'établissant à 16,60 dollars par baril, le WTI américain tombant, lui aussi, à 19,26 dollars. La plus forte chute a touché les cours de l'essence qui, à New-York, sont tombés au plus bas niveau depuis onze semaines.

Après quelques jours d'incertitude suivant la conférence de l'OPEP, au cours de laquelle le Koweït a repris sa liberté, refusant le quota qui lui était attribué dans le cadre du nouveau plafond de production adopté jusqu'en septembre, les milieux pétroliers se sont,

semble-t-il, convaincus que le cartel, faute d'accord solide, allait surprendre pendant l'été. Une inquiétude renforcée par la publication, lundi 12 juin, par la revue spécialisée *Petroleum Intelligence Weekly (PIW)* d'informations montrant que le Koweït, loin de limiter sa production comme il l'avait promis à l'issue de la conférence de Vienne, avait, au contraire, récemment poussé celle-ci à plus de 2 millions de barils/jour, soit presque deux fois son quota, et moitié plus que le niveau annoncé (1,3 million de barils/jour). De plus, selon la revue, l'Émirat, compte tenu des contrats en cours, s'apprêterait à maintenir ce rythme pendant tout l'été, ce qui poserait la production du cartel bien au-delà du plafond annoncé et surtout de la demande prévisible.

### Nouveaux quotas de production adoptés par l'OPEP

(en millions de barils par jour)

Pays	Anciens quotas	Nouveaux quotas	Production estimée en mai 1989
Algérie	0,495	0,733	0,475
Égypte	0,338	0,242	0,295
Côte	0,166	0,175	0,205
Indonésie	1,24	1,397	1,17
Iran	2,64	2,783	2,53
Irak	2,64	2,783	2,85
Libye	1,837	1,893	1,625
Koweït	1,837	1,893	1,88
Nigéria	1,355	1,428	1,63
Qatar	0,312	0,319	0,45
Arabie saoudite	4,524	4,769	4,45
Émirats Arabes unis	0,988	1,041	1,09
Venezuela	1,636	1,774	1,66
TOTAL	18,506	19,506	21,66

## REPÈRES

### Agro-alimentaire

#### Vers un accord de compensation franco-soviétique

À l'issue de son voyage en URSS, le ministre français de l'Agriculture, M. Henri Nallet, et le vice-premier ministre soviétique, M. Lou Vorobiev, sont parvenus à un accord de principe sur le développement de la coopération entre leurs deux pays dans le secteur agro-alimentaire. Ainsi devrait être créé un consortium, entre une dizaine d'entreprises françaises dont Soufflet (céréales), Sucres et Denrées, Yoplait, Intergra et Sanofi. Avec le relais du Crédit lyonnais, ce consortium mettrait en place une « carte de compensation » selon M. Nallet pour que soient étendus à tous les secteurs de l'économie « les échanges habituellement passés entre Français et Soviétiques dans le seul domaine agro-alimentaire ».

### Automobiles

#### Baisse des ventes en mai

Le marché automobile français, perturbé par les jours fériés, a baissé de 7,9 % en mai par rapport à l'année précédente. Ce recul, qui aurait eu cependant en partie rattrapé au cours de la première semaine de juin, a particulièrement touché les constructeurs français, dont les ventes ont diminué de 10 % alors que celles des fabricants étrangers augmentaient de 7,2 %.

Renault a subi une chute des ventes de près d'un tiers (29 %), ce qui a ramené sa part de marché à 24,2 %, contre 35,3 % pour le groupe PSA, et 40,5 % pour l'ensemble des constructeurs étrangers. Sur les cinq premiers mois de 1989, le marché reste en progression : 860 656 voitures ont été immatriculées, soit 5,6 % de plus que l'an dernier au cours de la même période.

### Conjoncture

#### Tassement des ventes aux États-Unis

Les ventes au stade du détail aux États-Unis ont progressé de 0,1 % en mai après une augmentation de 1 % en avril (chiffre révisé remplaçant une hausse de 0,4 %) et de 0,1 % en mars.

Les ventes de détail constituent un bon indicateur des dépenses de consommation, qui représentent environ les deux tiers du PNB (produit national brut) américain. La faible hausse des ventes en mai pourrait être un signe de ralentissement de la croissance américaine.

Pour l'ensemble des trois derniers mois (mars à mai), les ventes de

détail ont augmenté de 5,1 % par rapport à la même période de 1988.

La décléation de mai s'explique par la faiblesse des ventes des grands magasins et surtout des ventes automobiles. Ces dernières ont progressé de 0,2 % seulement après un bond de 2 % en avril.

### Fusions-acquisitions

#### Fortes hausses en 1988

Le nombre des fusions et concentrations d'entreprises (1 159 en 1988) a augmenté, l'an dernier, de 30 % en Allemagne fédérale par rapport à l'année précédente, a annoncé, mardi 13 juin, M. Wolfgang Karthe, président de l'Office fédéral des cartels. Cette tendance s'est poursuivie au cours des cinq premiers mois de 1989, au cours desquels le nombre des fusions a augmenté de 12 %.

Pendant les deux dernières années, a précisé M. Karthe, l'Office, qui examine toute participation supérieure à 25 % du capital, n'a opposé son veto qu'à huit occasions, dont cinq concernant le secteur de la Presse, sur un total de 2 046 dossiers. Par ailleurs, vingt-six projets ont été modifiés ou abandonnés au cours de la même période. Plus du quart des fusions des deux dernières années correspondaient à des achats de firmes allemandes par des entreprises étrangères.

### Paiements extérieurs

#### Déficit trimestriel de 30,7 milliards de dollars aux États-Unis

Le déficit de la balance des paiements courants des États-Unis, qui s'était fortement réduit l'an dernier, s'est creusé de 7 % au premier trimestre par rapport au dernier trimestre 1988, cela malgré une nette amélioration du déficit commercial, a annoncé mardi 13 juin le département du commerce. Il s'est élevé à 30,99 milliards de dollars de janvier à mars contre 28,68 milliards au quatrième trimestre 1988 (chiffre révisé à la baisse).

Les États-Unis ont réussi à réduire de près de 10 % leur déficit des paiements courants de 1988, tombé à 126,55 milliards de dollars (chiffre révisé) contre 154 milliards en 1987, montant reçu.

L'aggravation du déficit au premier trimestre est imputable en dépit d'une réduction de 13,7 % du déficit commercial, qui a chuté à 27,63 milliards de dollars. Elle s'explique notamment par une forte réduction de l'excédent dans la catégorie des services, tombé à 389 millions seulement contre 8,36 milliards au dernier trimestre de l'an dernier.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### CASINO

a acquis une participation de 33% dans une filiale de

### LA RINASCENTE

LAZARD FRÈRES & COMPAGNIE

## GROUPE TOTAL

### TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES

communiqué

#### ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 12 JUIN 1989

Réunies le 12 juin 1989 sous la présidence de M. François-Xavier ORTOLI, Président-Directeur Général, les Assemblées Générales Ordinaire et Extraordinaire de TOTAL CFP ont adopté toutes les résolutions qui leur étaient proposées. Les comptes de l'exercice 1988 ont été approuvés, de même que la mise en paiement, le 19 juin 1989, d'un dividende net de 20 F par action (auquel s'ajoute un avoir fiscal de 10 F par action).

Au cours de son allocution, le Président a présenté l'évolution de la Compagnie et du Groupe TOTAL en 1988 et au début de 1989. Concernant l'année qui vient de s'écouler, il a souligné que le Groupe, en dépit d'un nouvel accès de faiblesse des prix du pétrole brut, avait substantiellement accru à la fois sa marge brute d'autofinancement, ses investissements et son résultat consolidé.

S'agissant de l'année en cours, le Président, tout en se refusant à tirer de l'observation des premiers mois des conclusions pour l'année entière, a déclaré que le résultat du premier semestre devrait être nettement supérieur à celui du premier semestre 1988. Cette progression résulte notamment, a expliqué M. ORTOLI, du rétablissement des cours du pétrole, de la confirmation du redressement de l'aval, et du bon comportement des activités non pétrolières du Groupe.

Le Président a enfin réaffirmé la détermination de la Compagnie de poursuivre la voie qu'elle s'est fixée pour améliorer sa profitabilité. Cette voie consiste essentiellement, a-t-il rappelé, à accroître les réserves d'hydrocarbures, à renforcer davantage la compétitivité du raffinage et de la distribution, et à pratiquer une politique de diversification sur des activités rentables et proches de la culture du Groupe.

#### Exercice 1988

Le résultat comptable consolidé ressort à près de 2 milliards de francs contre 1,3 milliard de francs en 1987. Hors

effet de stock, la progression est plus forte : 2,6 milliards de francs contre 1,1 milliard de francs. Après déduction des impôts minoritaires, la part du Groupe dans le résultat consolidé hors effet de stock s'établit à 2,1 milliards de francs, en hausse de 72 % par rapport à l'exercice 1987.

Cette amélioration est due pour l'essentiel aux activités de raffinage et de distribution qui ont bénéficié à la fois d'un redressement de la conjoncture, particulièrement à l'étranger, et de l'effet des mesures de restructuration poursuivies au cours de ces dernières années. Elle découle aussi des bonnes performances des filiales non pétrolières du Groupe, en particulier HUTCHINSON et POP.

Les événements marquants de l'exercice ont été les suivants : - concernant l'amont : aux États-Unis, l'acquisition de la société d'exploration-production CSX OIL & GAS qui permet au Groupe d'avoir 20 % de sa marge brute d'autofinancement amont réalisés en Amérique du Nord ; la progression des travaux de développement du champ d'Hidra (Argentine) mis en production en 1988 ; la montée de la production de pétrole et de gaz du champ d'Alwyn ; le lancement des projets gaziers de Tunu et Tambora (Indonésie) ; enfin, la poursuite de l'exploration avec des résultats encourageants dans plusieurs zones et l'obtention de permis dans de nouveaux pays tels le Yémen du Sud, le Viet-Nam, la Nouvelle-Zélande et l'Australie.

- dans le secteur du raffinage : l'amélioration des marges, les efforts de restructuration et de modernisation entrepris les années précédentes et poursuivis en 1988, ont permis d'obtenir un résultat positif en France hors effet de stock ; à l'étranger, l'activité raffinage du Groupe a été largement bénéficiaire.

- en matière de distribution, d'importants investissements ont été consacrés à la modernisation du réseau et aux diversifications afin d'offrir de nouveaux services à la clientèle ; de plus, le Groupe a poursuivi ses efforts pour développer ses activités en Espagne et au Portugal.

Le résultat comptable consolidé ressort à près de 2 milliards de francs contre 1,3 milliard de francs en 1987. Hors

Dividende, mis en paiement le 19 juin 1989, de 20 F net par action auquel s'ajoute un avoir fiscal de 10 F.

La brochure « TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES EN 1988 » est disponible, en français ou en anglais, sur demande au : Secrétariat Général / Service Information des Actionnaires, 5, rue Michel-Ange - 75781 PARIS CEDEX 16 - FRANCE.

MINITEL 3614 TAPÉZ TOTALCFP

TOTAL



# Économie

## SOCIAL

### Les élections des administrateurs salariés dans les entreprises nationalisées

- Baisse de la participation.
- Forte progression de la CGT.

Les élections des représentants des salariés, « parrainés » par les organisations syndicales, dans les entreprises nationalisées, en application de la loi de démocratisation du secteur public de 1983, font ressortir à partir d'une dizaine de résultats significatifs quelques grandes tendances sur l'état des forces. De 1984, date des premières élections, à 1988, la chute des effectifs inscrits est parfois impressionnante, comme chez Renault (de 156 766 à 111 102), aux Charbonnages de France (de 57 394 à 30 781) ou encore chez Thomson (de 108 083 à 51 186).

Signe d'une désaffection pour ce type de consultation qui témoigne peut-être au-delà du sentiment d'indifférence des syndicats d'un doute quant à l'utilité de la présence des salariés dans les conseils d'administration, la participation est partout en baisse, oscillant de 47,5 % des suffrages exprimés chez Bull à 84,8 % à EDF. Les baisses vont de 5 points aux Charbonnages à 14,21 à la SNECMA (dont les résultats sont regroupés ici avec ceux de la SEP), en passant par - 10 points chez Rhône-Poulenc, - 11,93 chez Bull, - 12 à la RATP ou - 9,23 à la BNP.

Autre tendance lourde, la progression de la CGT, qui est là aussi quasi générale, sauf aux Charbonnages, où elle reste en tête avec 37,8 % mais recule de 1,1 point, et chez Thomson, où elle perd 1,7 point. Comme dans les dernières élections professionnelles, la centrale de M. Henri Krasinski recapture une partie du terrain perdu dans la dernière période. Même s'ils sont souvent peu prompts à se mobiliser derrière les mots d'ordre de la CGT, les salariés ont-ils voulu prendre une « assurance » face à un avenir souvent incertain en renforçant le syndicat le plus combatif ? Toujours est-il que la CGT enregistre des gains, autant chez Rhône-Poulenc qu'à la BNP, chez Bull, à EDF, à la SNECMA, chez Renault, chez Elf-Aquitaine et même à la RATP (11,2 points avec le même nombre de voix). Dans la majorité des cas, la CGT reste en tête avec 50,8 % à la RATP, 52 % chez Renault et 54,6 % à EDF.

Arrivée à la première place chez Bull, chez Thomson et à la BNP, la CGT s'en sort généralement bien, sauf chez Renault, où elle recule de 1,46 point, et à la RATP où elle est

stable. Chez Thomson, où elle avait largement contribué à la mise en forme du récent accord sur la gestion des effectifs sans toutefois le signer en fin de parcours, la centrale de M. Jean Kaspar gagne 7,1 points. Mais elle progresse aussi un peu partout. Chez Bull, la CFDT avec 41,1 % gagne 12,1 points, mais elle bénéficie de l'affaiblissement de la liste Union pour la démocratie dans l'entreprise qui s'était présentée en 1984 et avait obtenu 13 % des suffrages.

Si les salariés ont voulu par leurs votes avoir deux fers au feu - une « assurance » vers la CGT et une « prime » réaliste - avec la CFDT - force est de reconnaître que FO apparaît comme la grande perdante de ces élections. Dans plusieurs entreprises, comme Rhône-Poulenc, Renault, EDF et Thomson, la centrale de M. Marc Blondel perd l'unique siège qu'elle détenait. A l'exception de Bull, où elle gagne 0,45 point, FO recule partout, parfois dans des proportions importantes : elle perd jusqu'à 6,9 points à la RATP. FO est peut-être victime de plusieurs phénomènes : un brouillage de son image après le départ de M. Bergeron et l'arrivée (mouvante) de M. Blondel et un investissement limité dans des conseils au sein desquels elle n'a pas toujours clairement défini son rôle.

Parmi les autres organisations, la CFDT enregistre toute une série de reculs, certains étant très légers, d'autres s'avérant plus sensibles, comme chez Rhône-Poulenc (- 1,9), à la BNP (- 2,65) et surtout aux Charbonnages (- 2,9), où elle reste pourtant 16,6 % assez bien implantée. La CGC subit elle aussi une érosion quasi généralisée même si elle progresse à la SNECMA, elle recule particulièrement chez Bull, chez Rhône-Poulenc, à EDF et Elf-Aquitaine. Pour les syndicats qui font tous état, sans en apporter la démonstration, d'un regain de syndicalisation, ces résultats, même partiels, méritent d'être soigneusement médités.

MICHEL NOBLECOURT.

### Menace de grève des pilotes le 21 juin

Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) appelle l'ensemble des pilotes des compagnies aériennes françaises à un arrêt de travail de vingt-quatre heures le 21 juin. Selon le SNPL, cet arrêt de travail est motivé par « la profonde inquiétude des navigants devant le développement de procédures anarchiques de validations de licences étrangères par les services officiels à la demande des compagnies aériennes ; l'absence d'un plan de formation cohérent et suffisant pour permettre au transport aérien français d'assurer son développement, l'ouverture à l'étranger et son avenir à long terme ».

« Le SNPL craint de voir « l'aviation française envahie par des pilotes titulaires de licences étrangères ». Il se dit prêt toutefois à répondre d'ici au 21 juin à toute offre de négociation avec l'administration et les directions des compagnies.

### Au comité d'établissement SNCF d'Auvergne

#### La CGT ne veut pas réintégrer le communiste rénovateur

Après la décision du conseil des prud'hommes de Clermont-Ferrand (le Monde du 7 juin) d'ordonner la réintégration de M. Jean-Pierre Ferrand au comité d'établissement de la SNCF de la région Auvergne dans ses fonctions de directeur administratif, M. Jacky Grand, secrétaire régional du comité, à l'origine de ce licenciement très contesté d'un communiste rénovateur, a décidé de saisir le tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand. Il considère, en effet, que les différentes décisions de justice n'ont pas résolu le problème de fond, et estime que « cette situation n'a d'autre but que de tenter de conduire le comité d'établissement de la région SNCF de Clermont-Ferrand vers une paralysie et une inaction ». (Corresp.)

## EN BREF

● Grève des dockers dans tous les ports français. - L'appel à la grève des dockers, lancé par la CGT, a été suivi à 100 %, le 13 juin, et ce mouvement a paralysé la quasi-totalité des ports français.

Par cette nouvelle grève de vingt-quatre heures, qui fait suite à celle de deux jours des 5 et 6 juin et se situe à la veille de la réunion de son congrès, la Fédération CGT des ports et docks entend amener l'Union

nationale des industries de manutention (UNIM) à ne pas remettre en cause le statut des dockers datant de 1947.

A Marseille, où le ministre de la mer doit se rendre le 23 juin, les dockers ont occupé le port afin de protester contre le projet de transformation des installations de la Joliette en marina pour bateaux de plaisance et d'une partie du quel du Maroc en gare maritime.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### LABINAL ET SUNDSTRAND Corp. ANNONCENT LEUR INTENTION DE CRÉER UNE JOINT-VENTURE DANS LE DOMAINE DES SYSTÈMES AUXILIAIRES DE PUISSANCE POUR AVIONS COMMERCIAUX

LABINAL et SUNDSTRAND Corp. se sont mis d'accord sur le principe de la création d'une société commune destinée à concevoir, développer, fabriquer, vendre et assurer le support après-vente de Systèmes Auxiliaires de Puissance de technologie avancée pour l'aviation commerciale. L'annonce a été faite aujourd'hui au Salon du Bourget. Les deux compagnies ont l'intention de signer un accord définitif avant la fin de l'année dont les détails seront alors communiqués.

Les Systèmes Auxiliaires de Puissance, dans lesquels interviennent des turbines à gaz pour assurer leur fonctionnement, sont utilisés sur avions où ils fournissent l'énergie électrique, hydraulique ou pneumatique nécessaire pour démarrer les moteurs, assurer le bon fonctionnement des systèmes de tests, de chauffage et de conditionnement d'air ainsi que pour produire l'énergie électrique de secours.

Basée à Rockford, dans l'Illinois, la société américaine SUNDSTRAND Corp. réalise des ventes annuelles excédant 1,6 milliard de dollars. C'est un des leaders dans le domaine de la conception, fabrication et vente de composants et systèmes de technologie avancée développés par la société. Les équipements mécaniques, électromécaniques, électroniques fabriqués par SUNDSTRAND Corp. sont utilisés dans un grand nombre d'applications aéronautiques et industrielles. SUNDSTRAND Corp., par l'intermédiaire de sa division Power Systems basée à San Diego, fournit déjà des Systèmes Auxiliaires de Puissance à plusieurs programmes d'avions commerciaux.

LABINAL, dont le siège social est à Montigny-Le Bretonneux, près de PARIS, réalise, en 1989, un chiffre d'affaires excédant 1 milliard de dollars. Deux tiers de ses ventes sont réalisées dans le marché aéronautique et militaire, et un tiers dans le marché automobile. La Société a des filiales et des usines dans un certain nombre de pays étrangers, y compris en Amérique du Nord, où elle emploie plus de deux mille personnes. Le groupe LABINAL, par l'intermédiaire de ses divisions TURBO-MECA et MICRO-TURBO, est l'un des leaders mondiaux dans le domaine de la conception et de la fabrication de turbines à gaz de faible et moyenne puissances utilisées principalement pour motiver les hélicoptères, les avions militaires d'entraînement, les missiles tactiques, les engins ciblés et les Systèmes Auxiliaires de Puissance.

La joint-venture envisagée par les deux sociétés dans le domaine des Systèmes Auxiliaires de Puissance pour avions commerciaux tirera profit du savoir-faire technique et industriel ainsi que de l'expérience respective de LABINAL et SUNDSTRAND dans le domaine des turbines à gaz, des systèmes de génération électrique et des Systèmes Auxiliaires de Puissance pour saisir de nouvelles opportunités dans le marché mondial de ces derniers systèmes.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Electricité de France 1988

Les activités d'Electricité de France en 1988 s'inscrivent dans une stratégie d'ouverture sur le monde et une politique d'innovation sociale, fondées sur une conception plus moderne et plus forte du service public.

L'Europe, une réalité commerciale pour EDF  
Electricité de France est aujourd'hui le premier exportateur d'électricité européen, avec un solde de 36,7 milliards de kWh en 1988, pour une recette de 72 milliards de francs.

Ses meilleurs clients sont les Britanniques (13 milliards de kWh), les Italiens (10 milliards de kWh), les Suisses (9 milliards de kWh). La dimension internationale d'EDF s'affirme également avec ses ventes d'ingénierie dans plus de 50 pays parmi lesquels la Chine, devenue un gros client.

L'électricité, énergie leader sur le marché intérieur  
Trois affaires ont été particulièrement significatives du dynamisme de la politique commerciale qui contribue notamment à l'implantation d'industries fortes consommatrices d'électricité et génératrices d'emploi :

- Pechiney installe à Dunkerque une usine de production d'aluminium, de préférence au Canada ou au Venezuela ;

- le groupe américain Air-Products and Chemical choisit Strasbourg pour implanter une unité de production de gaz industriel qui exportera vers l'Allemagne ;

- Chromatop, filiale du groupe espagnol FESA, construit une usine de ferrochrome à Dunkerque.

En même temps, Electricité de France joue un rôle moteur dans le développement de l'habitat « intelligent », en pratiquant des alliances avec des spécialistes de la gestion globale du chauffage, de la sécurité et de la communication dans les immeubles de bureaux ou d'habitation.

La qualité, condition nécessaire du développement de l'entreprise  
Electricité de France a consacré 10 milliards de francs à l'amélioration des réseaux en 1988. L'objectif est de mettre les réseaux au niveau européen de qualité d'ici 1992.

L'adaptation des hommes au changement  
Avec le ralentissement du rythme de construction des grands ouvrages et les gains de productivité dus à la modernisation des méthodes de travail, EDF pour la première fois de son histoire, adapte ses emplois à la baisse. Cette situation nouvelle s'accompagne d'un vaste mouvement de reconversion interne : il faudra désormais embaucher et former plus de commerciaux et plus de spécialistes de la maintenance nucléaire.

Une telle évolution suppose un management rénové et une concertation sociale à tous les niveaux. C'est le sens de l'accord signé avec quatre fédérations syndicales qui prévoit, notamment, un élargissement du dialogue sur la gestion des ressources humaines. Concertation, mais aussi motivation : depuis 1988, un intéressement au dépassement des objectifs de l'entreprise s'ajoute à la rémunération.

L'outil nucléaire, un atout pour le développement

La compétitivité du produit électricité repose sur l'excellence de l'outil nucléaire, arrivé à maturité. Les centrales ont livré 260 milliards de kWh, représentant 70 % de la production totale d'électricité. Leur disponibilité s'est tenue autour de 80 % pour les tranches 900 MW et 72 % pour les tranches 1 300 MW, ce qui constitue un score remarquable sur le plan mondial. Un rapport d'experts de l'AIEA confirme la qualité d'exploitation de l'ensemble du parc français.

Deux nouvelles unités ont été mises en service : Belleville 2 et Nogent 2. Le redémarrage de Creys-Malville a été autorisé le 12 janvier 1989, après une année d'études complémentaires.

Vers un nouveau contrat de plan  
L'excédent brut d'exploitation, en progression de 1,4 %, a été de 58,4 milliards de francs, tandis que le taux d'autofinancement a fait un bond de 58 % à 65 %. Les emprunts nets sont passés de 15 milliards de francs en 1987 à 3,3 milliards de francs en 1988. Grâce à une gestion performante de la dette, le coût des ressources financières

externes a très nettement diminué. L'entreprise a rempli très largement les objectifs contenus dans le contrat de plan 1984-88. Sur la période, les tarifs auront baissé en moyenne de 2,5 % par an en francs constants et le prix de revient du kWh de 3,9 %.

Un nouveau contrat de plan a été signé le 11 avril 1989 qui s'achèvera en 1992. Ses principaux objectifs concernent le désendettement (20 milliards de moins en fin de période), la baisse des tarifs (- 1,5 % par an en termes réels), la qualité de service, une politique industrielle et commerciale active, enfin un renforcement des relations contractuelles en matière sociale.

L'espace d'autonomie de l'entreprise est désormais clairement identifié. Il lui faut maintenant assurer, dans un climat de concurrence internationale plus rude, sa propre compétitivité face aux autres énergies en France, mais aussi sur le marché européen.



Gagner un an sur les quatre à six que demande un arbre pour donner des premiers fruits, plus nombreux et meilleurs, c'est ce que recherchent les producteurs. C'est ce que leur apporte DSM, l'un des principaux groupes chimiques européens.

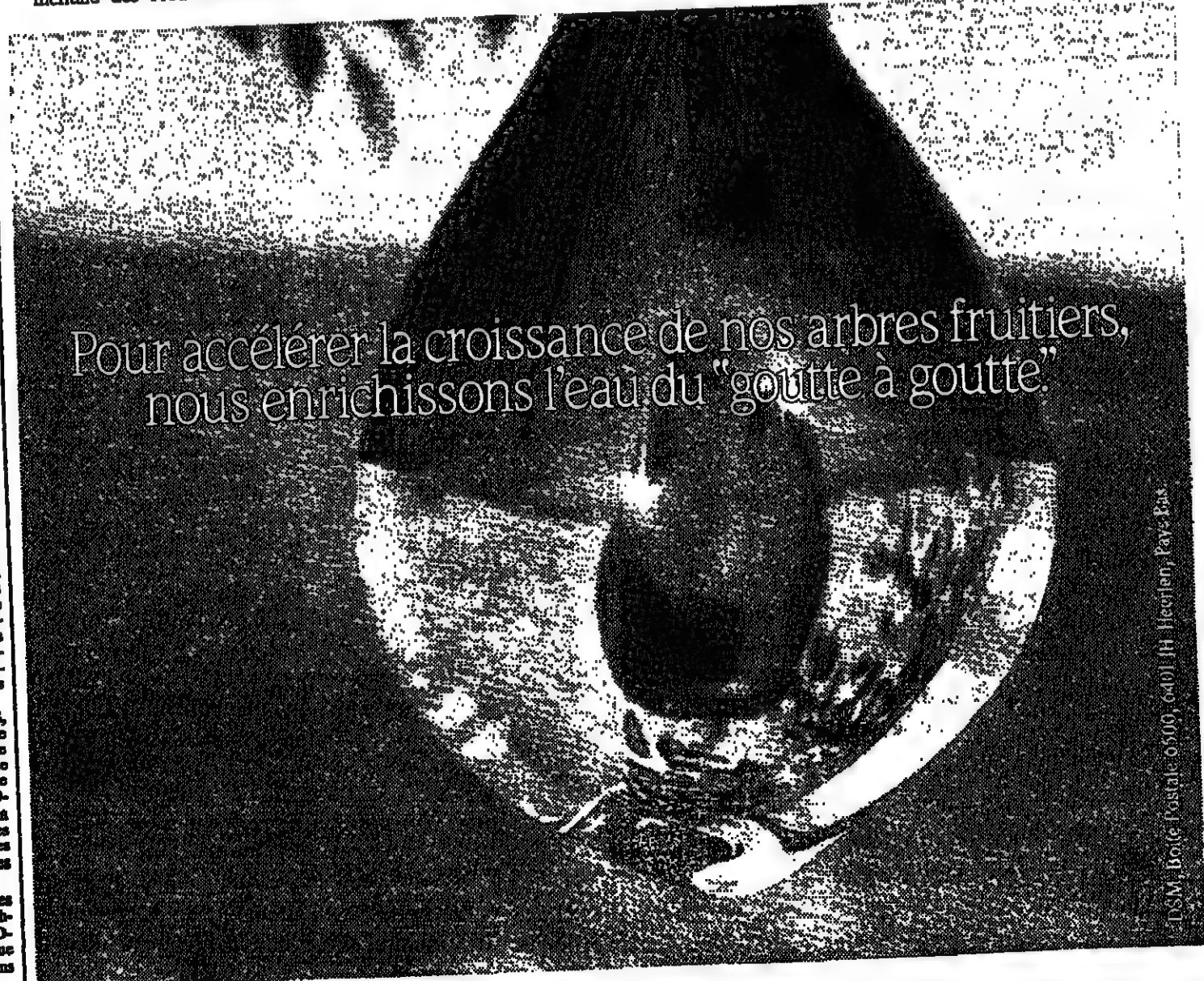
En liaison avec la Station Expérimentale des Producteurs de Fruits aux Pays-Bas, les chercheurs de DSM ont mis au point un procédé inédit en Europe du Nord, alliant fertilisation et irrigation : la Fertigation.

Un engrais soluble spécialement équilibré enrichit l'eau d'irrigation qui, du même coup, goutte à goutte, fournit aux racines de l'arbre humidité et éléments nutritifs.

Bien qu'en avance d'un an, les fruits obtenus affichent déjà de réels progrès de productivité et de qualité gustative. La Fertigation : certainement, parmi nos technologies, l'une des plus fructueuses.



Nous avons déjà la solution, ou bien nous la trouvons.



Pour accélérer la croissance de nos arbres fruitiers, nous enrichissons l'eau du "goutte à goutte".

DSM, Boite Postale 05500, 68001 Ill. Heerlen, Pays-Bas.

مكتبة الأصيل



هذه امانة الاصل

SE-U....	9 1/4		9 1/2	9 5/16	9 7/16	9 1/4	9 3/8	9 1/8	9 1/4
Pine.....	6 1/2	6 3/4	6 1/2	6 11/16	6 13/16	6 1/2	6 5/8	7 1/8	7 1/8
Rain.....	6 3/4	7	6 3/4	7	7 1/8	7 1/8	7 1/4	7 3/8	7 3/8
E.R.(H)....	7	7	7 1/8	8 1/4	8 5/16	8 5/16	8 5/8	8 11/16	8 11/16
F.S.....	7 3/8	7 1/4	7 1/4	8 1/2	8 7/8	7 7/8	7 3/8	7 1/8	7 1/4
L.O(H)....	10 3/4	11 3/4	11 3/4	11 1/2	11 7/8	11 5/8	12	11 3/4	12 1/4
S.....	12 3/4	13	13	14 1/8	14 1/4	14 5/16	14 7/16	14 5/8	14 3/4
F Comp..	8 7/8	9	9 1/8	8 7/8	8 7/8	8 7/8	9	8 15/16	9 1/16



## BOURSE DU 14 JUIN

VALEURS						Règlement mensuel										VALEURS					
Compteur	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%				
					+ -						+ -						+ -				
3889	C.M.E. 35 *	3820	3835	3811	- 0.34																
1073	B.M.P. T.P. *	1115	1115	1118	+ 0.27																
1270	C.E.F. T.P. *	1200	1209	1209	- 0.08																
1280	Edif. Gen. T.P.	1332	1332	1332																	
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	80	Lo. Lyen. (2) *	840	828	830	- 1.56	2120	Lo. Beller. *	2050	2082	2050	- 0.15				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.	1725	1720	1720	- 0.28	1140	Lo. Lyen. (2) *	1086	1080	1080	- 1.10	1470	Lo. Beller. *	1678	1680	1684	+ 0.12				
1270	Edif. Gen. T.P.																				

# Comptant (selection)

# SICAV (selection)

13/6

VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission (Fr. incl.)	Rachet net	VALEURS	Emission (Fr. incl.)	Rachet net	VALEURS	Emission (Fr. incl.)	Rachet net
<b>Obligations</b>						<b>Étrangères</b>											
Em. 6.80 5/77	106 62	0 530	C.I.C. (France) del.	226 50		C.I.C. (France) del.	226 50		A.A. Act.	1014 10	989 57	France Obligations	452 62	448 04	Paribas	857 03	867 60
8.00 6/76 3/2	101 82	0 046	C.I. Marseille	160	150	C.I. Marseille	160	150	Act. Act.	224 10	228 59	France Obligations	476 68	464 65	Paribas	261 61	266 58
10.00 5/76 3/4	104 80	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
12.50 5/76 3/4	104 10	0 389	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
15.00 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
18.00 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
20.00 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
22.50 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
25.00 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
27.50 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
30.00 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
32.50 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
35.00 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
37.50 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
40.00 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
42.50 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
45.00 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
47.50 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
50.00 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
52.50 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
55.00 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
57.50 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
60.00 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
62.50 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
65.00 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
67.50 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
70.00 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
72.50 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
75.00 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
77.50 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
80.00 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
82.50 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
85.00 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
87.50 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
90.00 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
92.50 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
95.00 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
97.50 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51
100.00 5/76 3/4	103 94	0 374	C.I. Marseille	1232	1232	C.I. Marseille	1232	1232	Act. Act.	537 06	516 42	France Obligations	104 18	101 10	Paribas	170 70	171 51

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
<b>Actions</b>											
Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841	
A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490	
Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841	
A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490	
Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841	
A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490	
Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841	
A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490	
Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841	
A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490	
Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841	
A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490	
Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841	
A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490	
Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841	
A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490	
Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841	
A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490	
Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841	
A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490	
Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841	
A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490	
Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841	
A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490	
Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841	
A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490	
Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841	
A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490	
Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841	
A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490	
Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841	
A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490	
Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841	
A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490	
Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841	
A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490	
Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841	
A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490	
Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841	
A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490	
Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841	
A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490	
Agache (St. Paul)	1490		A.B.F. (St. Paul)	841		Agache (St. Paul)	1490				



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	BICENTENAIRE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La visite en RFA de M. Mikhaïl Gorbatchev. 4-8 La crise en Chine et ses répercussions. 7 La préparation des élections européennes. 8 Argentine : après la démission du président Alfonsín.	9-10 Le scrutin du 18 juin : une campagne indigente mais utile. - Le déclin caché de la démocratie chrétienne. 11 Les travaux du Parlement. 12 Le financement des partis politiques.	13 Fronde syndicale contre M. Arpaillange. - Les conclusions du colloque « Planète Terra ». 14 Un centre d'accueil à Paris pour les mères toxicomanes séropositives. - Les lauréats du Concours général. 26 Le 38 <sup>e</sup> Salon du Bourget.	15 Le Paris fou des célébrations. <b>CULTURE</b> 17 Rock : Living Colour à l'Elysée-Montmartre. 17 Communication : Kiss FM émet sur le réseau national soviétique en coopération avec le Monde.	27 La chute de la livre sterling sur les marchés des changes. 28 La chute des cours mondiaux du pétrole. 29 Les élections des administrateurs salariés dans les entreprises nationales. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 20 à 24 Campus ..... 18 Carnet ..... 18 Météorologie : poursuite de la grève. Mots croisés ..... 18 Radio-télévision ..... 28	● Les adhésions aux grandes écoles ..... RES ● La Chine en direct 24h/24h ..... ETR 3615 tapez LEMONDE ● Les corrigés du bac philo 3615 tapez LBRAC ● Les offres d'emploi du Monde ..... EMPLOI 3615 tapez LM

## Le général Jaruzelski :

« La Pologne est un champ d'expérience pour les autres pays socialistes »

Le général Wojciech Jaruzelski estime, dans une interview publiée mercredi dans le Figaro, que son pays était « un champ d'expérience pour les autres pays socialistes ». Interrogé sur la défaite du parti communiste au premier tour des élections législatives, dimanche dernier, le chef de l'Etat polonais affirme : « Il faut que, en commun avec l'opposition, nous fassions tout notre possible pour éviter la dégradation d'un processus qui, soudain, pourrait se révéler incontrôlable ».

A propos de la composition du futur gouvernement, le général Jaruzelski déclare : « Nous sommes ouverts à toute solution. Nous avons proposé une grande coalition. Nous sommes prêts à accepter une participation importante de l'opposition au gouvernement ». Toutefois, il refuse la thèse selon laquelle un ministre battu aux élections ne pourrait pas participer à un prochain gouvernement. « En France, observe-t-il, un ministre n'a pas besoin d'avoir été élu député. En Pologne non plus ».

## Raid israélien au sud-est de Beyrouth

Beyrouth. — L'aviation israélienne a effectué, mercredi matin 14 juin, un raid sur la montagne druze, au sud-est de Beyrouth, contrôlée par la milice de M. Walid Jumblatt, où des organisations palestiniennes procurent le maintien des positions selon une source des services de sécurité. Quatre fortes explosions ont secoué la capitale libanaise vers 10 h 50, et des colonnes de fumée noire se dégageaient des lieux visés par les appareils israéliens, qui survolaient dix minutes plus tard le sud de Beyrouth. — (AFP.)

## M. Mitterrand au conseil des ministres : le Bicentenaire doit être « une célébration grandiose de la République »

Le conseil des ministres réuni le mercredi 14 juin a entendu des communications de M. Roger Fauroux sur la politique industrielle et de M. Pierre Arpaillange (lire pages 27 et 13). Après que M. Jack Lang eut exposé le programme des célébrations du Bicentenaire, M. François Mitterrand en a pris vigoureusement la défense.

Selon M. Louis Le Pen, porte-parole du gouvernement, le président de la République a fait remarquer que « c'était un alphabet compliqué qui lui valait d'avoir en cette même période la présidence de la Communauté économique européenne, la présidence du conseil des sept pays industrialisés ». M. Mitterrand a ajouté que, « pour la France, avoir présents en ces moments des représentants des plus anciennes démocraties, des pays les plus riches, mais aussi une vingtaine de représentants des pays du tiers-monde était à considérer comme une chance ». Selon M. Mitterrand, « nombreux sont les chefs d'Etat qui ont demandé à participer aux cérémonies autour du Bicentenaire ». Le président s'est interrogé : « Est-ce une mauvaise chose pour la France ? ». M. Mitterrand a aussi rappelé, à l'indignation de M. Le Pen, que « le 14 juillet était la fête de la République et que cela appelait une célébration grandiose de la République », et que « de nombreux chefs d'Etat qui ont demandé à participer et à être invités faisaient une référence permanente à la portée du 14 juillet dans l'histoire mais aussi dans l'histoire de leur pays ».

## Le Louvre fermé du 12 au 15 juillet

Mardi 12 juin, le service de presse du Louvre annonçait la fermeture du musée entre le 10 et le 16 juillet. Aujourd'hui, un communiqué du ministère de la culture précise que cette fermeture sera effective les 12, 13, 14 et 15 juillet. Devant les nombreuses protestations provoquées par cette décision, on peut s'attendre à une réduction des jours de fermeture.

## Le sort du terroriste libanais emprisonné en France

## M. Chirac souhaite que M. Mitterrand « réfléchisse » à la libération d'Anis Naccache

M. Jacques Chirac a exprimé, mardi 13 juin, son inquiétude en ce qui concerne une reprise des attentats terroristes en France et a demandé qu'on réfléchisse à une libération du Libanais Anis Naccache. Le président du RPR s'exprimait aux « Mardis de l'ESSEC », organisés par les élèves de l'École supérieure de sciences économiques et commerciales et par le Monde.

Les craintes de M. Chirac concernant l'éventuelle reprise du terrorisme en France sont moins « brutales » que l'ancien premier ministre ne l'a prétendu mardi soir. Elles reposeraient en fait sur des renseignements concordants parvenus récemment à M. Chirac, qui continue à s'intéresser au sort de certains otages américains et britanniques toujours détenus au Liban. Ces renseignements feraient état de deux évolutions :

— une irritation croissante de la Syrie à l'égard de la France, d'abord pour avoir été mise notamment en cause par plusieurs responsables français dans l'affaire libanaise, ensuite pour l'accueil réservé par M. Mitterrand à M. Yasser Arafat, qui reste la bête noire de Damas ;

— une imprévisibilité accrue des extrémistes libanais, qui seraient bien moins contrôlés par l'Iran qu'ils ne l'étaient dans le passé ; cette imprévisibilité se serait accrue depuis la mort de Khominey et ferait craindre le pire à M. Chirac. Le fait est que le jour même où M. Chirac s'est exprimé, un haut dignitaire intégriste libanais, le cheikh Zuhair Kanj, a déclaré à Saida, retour de Téhéran, qu'il n'était pas question de libérer les otages occidentaux « même si les Etats-Unis débloqueraient les avoirs iraniens » et que « les musulmans doivent demeurer fidèles à la voie tracée par Khominey ».

M. Chirac, que nous avons joint mercredi matin, a formellement démenti que sa suggestion concernant la grâce de Naccache ait quel-

que rapport que ce soit avec un « marché » qu'il aurait conclu pour obtenir en mai 1988, à la veille de l'élection présidentielle, la libération des trois derniers otages français, MM. Kaufmann, Carton et Fontaine. Le seul engagement pris à cette occasion par son gouvernement, et respecté par M. Mitterrand, a été la reprise des relations diplomatiques avec Téhéran, nous a-t-il répété.

Cette version des faits a été mise en doute par certains responsables socialistes ainsi que par M. Velayati, ministre iranien des affaires étrangères, mais jamais aucune preuve n'a été produite pour la détruire. M. Chirac, simple premier ministre, n'avait d'ailleurs pas le pouvoir de gracier l'auteur libanais de la tentative d'attentat perpétrée en 1980 à Paris contre M. Chirac, ancien premier ministre iranien, et qui avait fait deux morts. Ce pouvoir appartenait et appartient toujours au président de la République, qui avait un moment envisagé d'en user à la condition que tous les otages français soient libérés ensemble, ce qui n'est pas le cas.

En signifiant la grâce de M. Naccache à l'occasion du 14 juillet, M. Chirac, explique-t-on dans son entourage, ne vise qu'à ce que la France se débarrasse d'une véritable

bombe à retardement à un moment où aucun otage français n'est détenu au Liban. Pour l'ancien premier ministre, qui n'avait pas informé au préalable les autorités françaises de ses déclarations, un tel geste ne peut qu'être unilatéral et doit intervenir hors de toute discussion.

Les craintes de M. Chirac pour les mois qui viennent seraient d'autant plus vives qu'il espère la publication, prévue pour l'automne, des Versets sataniques, de Salman Rushdie, chez Christian Bourgois. Tout en reconnaissant qu'aucun texte ne peut empêcher la publication de ce livre « médiocre et misérable », M. Chirac a déclaré mardi soir : « La liberté, c'est très bien, mais il ne faut pas rajouter de raisons qui refaront de la France une cible ».

Les déclarations intempestives de M. Chirac posent au moins trois questions à l'ancien premier ministre : n'aurait-il pas été bien inspiré de communiquer les renseignements dont il dispose aux autorités compétentes avant d'en faire état publiquement ? Faut-il, d'autre part, s'autocensurer systématiquement en fonction de critères qu'un ancien démocrate ne peut accepter ? N'est-ce pas déjà aller à la manœuvre jusqu'à cette attitude d'esprit peut-être ?

JACQUES AMALRIC.

## Les attentats de 1986 à Paris

## Réunion d'information au Palais de justice pour les victimes parties civiles

M. Gilles Boulouque, juge d'instruction chargé des informations judiciaires ouvertes après les attentats terroristes de l'automne 1986, a réuni mardi au Palais de justice, devant le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques et arabes du Proche-Orient (CSPPA), devant réuni mercredi 14 juin à la « salle des crises » du Palais de justice, les victimes de ces attentats qui se sont constituées parties civiles.

Il s'agit, par ce geste, à la fois de « témoigner du respect de la justice » à l'égard de ces victimes et de les informer de l'état des dossiers respectifs afin qu'elles sachent, au moins approximativement, combien de temps sera encore nécessaire pour un règlement judiciaire. A ce jour, quarante-neuf constitutions de parties civiles ont été enregistrées, alors que le bilan des attentats perpétrés entre décembre 1985 et septembre 1986 à Paris a été de treize morts et deux cent soixante-dix blessés.

Pour sa part, le Fonds de garantie aux victimes, créé par la loi du 9 septembre 1986, prévoit des indemnités sans condition de nationalité de toute personne victime d'un attentat sur le territoire national ainsi que des ressortissants français, résidant à l'étranger, tués ou blessés en raison d'attentats analogues. Il a déjà versé aux victimes des attentats que le juge Boulouque est chargé d'instruire une somme de 14,21 millions de francs. Ces versements ont été le plus souvent l'aboutissement de transactions entre les avocats des victimes et le Fonds de

garantie dans la mesure où cette solution apparaît préférable à l'attente hypothétique d'une solution judiciaire.

Dependant des contestations sont élevées. Le Fonds de garantie calcule les indemnités selon des barèmes légèrement supérieurs à ceux des accidents de la circulation alors que certaines victimes estiment qu'elles devraient être indemnisées à des taux comparables à ceux que l'Etat consent en cas d'actes de guerre.

## Mort de M. Pierre Tabanou député (PS) du Val-de-Marne

M. Pierre Tabanou, député PS du Val-de-Marne et maire de L'Hay-les-Roses, est décédé, mardi 12 juin, des suites d'une crise cardiaque. Il sera remplacé à l'Assemblée par son suppléant, M. Patrick Sève, premier secrétaire de la fédération socialiste du Val-de-Marne.

[Né le 14 décembre 1918 à Ailly (Gard), diplômé d'études supérieures de lettres et de l'École nationale des douanes, Pierre Tabanou avait adhéré aux Jeunes socialistes dès 1937. Fonctionnaire à la direction des douanes, il devint inspecteur central des douanes et fut par la suite conseiller municipal de L'Hay-les-Roses en décembre 1956. Adjoint au maire jusqu'en 1965, il devint maire de cette ville cette année-là, fonction qu'il occupa sans interruption. Conseiller général du Val-de-Marne depuis 1967, conseiller régional d'Ile-de-France depuis 1976, Pierre Tabanou est élu en 1981 député de la deuxième circonscription du Val-de-Marne.]

## DÉCOUVREZ LE TOURISME VERT

Au cœur de l'Aveyron, dans un des plus beaux villages de France, la résidence François de Naja est un village de vacances qui vous offre confort et distraction, sports et animations, nature et liberté, dans un cadre de verdure, d'oiseaux, de rivières et de sentiers.

Les prix y sont très intéressants : forfait de base TRAIN+SEJOUR, exemple calculé au départ de toutes les gares de la région parisienne, en 2<sup>e</sup> classe.

**PRIX PAR PERSONNE ET POUR UNE SEMAINE**  
— En bungalow, pension complète : de 1 780 F à 2 640 F selon la saison, avec gratuité pour les enfants de 2 à 4 ans et réduction pour les enfants de 4 à 12 ans ;  
— En appartement : de 895 F à 1 380 F pour les appartements accueillant 4 personnes.

**RESEIGNEMENTS ET RESERVATIONS**  
Par téléphone : 45-43-63-14.  
Par correspondance : B.P. 62.08 Paris Cedex 08.

## Sur le vif

## Désert révolutionnaire

J'avais rendez-vous hier à l'heure du déjeuner avec une collègue. Faut-il qu'on parle d'un tas de trucs très importants : Qu'est-ce qu'on fait ? On garde nos cotillons ou on se colle un produit bronzant ? Et question dessous de bras, ardoises, déodorants, tout ça, par cette chaleur, veut mieux quel ? Un stick ou un spray ? C'était pas le genre de discussion qu'on puisse avoir dans la promiscuité bruyante et détreillée d'une terrasse de café en plein soleil. On voulait un coin tranquille, écarté, à l'abri des oreilles indiscrettes.

On a trouvé : les Tuileries 89, la grande expo du Bicentenaire. Si vous cherchez le silence des vastes espaces inviolés, c'est le pied ! On s'y est baladées longuement, toutes aux graves préoccupations qui nous agitaient, sans rencontrer un chat. Ah si, un ! Enfin pas un chat, un chien, un gardien qui nous a réclamé 35 francs pour pénétrer dans ce havre de silence et de paix. Parait qu'ils vont les brader, leurs tickets, bien obligés, mais faudra payer une énorme suppléance pour avoir le droit de grimper sur l'une des deux tours de la Liberté. L'autre est fermée aux visiteurs. Ils l'ont fourguée à un traître. Grand bien lui fasse ! Elles sont nulles, ces tours, moches, prétentieuses, vides,

avec une vue impressionnante sur les échafaudages qui mesurent la Pyramide du Louvre.

Quant aux boutiques de souvenirs tricolores, style bonnet phrygien, calécos pour sans-culottes ou cartes postales à dix baïes, on en a vite fait le tour, il n'en reste pratiquement plus. Elles font pas un café, ces vendeuses rengorgées qui s'amusent à croquer des fleurs, à regarder passer — Tenez v'là quelqu'un — la petite cohorte des élèves d'un CM 2 traînée à la force par une maîtresse déboussolée : Pardon, mademoiselle, c'est qu'il se passe quelque chose ? Il se passe rien. Nulle part.

Et surtout pas, ça c'est la plus forte, sous l'écume terne, dessinée par la Croix-Rouge à l'intention des foules qui s'agglutinent, se bousculent et se plaignent dans la seule imagination des organisateurs ! Encore une chance qu'ils nient pensés à mobiliser les flics, dits donc ! Ils seront pas trop de trente mille pour applaudir notre éternel bien-aimé quand il fera son apparition solennelle au balcon, place de la Concorde, le 14 juillet. Moi, ma copine on y va pas. On regardera, en famille, à la télé, ce sera bien plus convivial.

CLAUDE SARRAUTE.

## M. Simon Veil invité jeudi 15 juin à « Grand Jury RTL-Le Monde »

Dans le cadre de la campagne pour les élections européennes, « Le grand jury RTL-Le Monde » recevra jeudi 15 juin, de 18 h à 19 h, M. Simon Veil, député de la Haute-Saône, élu à la Haute-Saône.

L'ancienne présidente de l'Assemblée de Strasbourg répondra aux questions d'André Fontana et de Daniel Carton de Montrouge, et de Pascaline Thibault et de Bernard Lenoir, de RTL, le débat étant dirigé par Jean-Pierre Delfino.

Le numéro du « Monde » daté 14 juin 1989 a été tiré à 504 043 exemplaires.

**Raffinée...**  
Les meilleures tables de Paris ont choisi VOLVIC, l'eau qui respecte le goût des vins et des mets.

La liste complète en brochure : 6330 VOLVIC.

**GLOBE**  
DE JUIN  
LA MYSTÉRIEUSE MALADIE DES YUPPIES

LES 27 & 28 JUIN, SE PASSE QUELQUE CHOSE AUX MINQUETTES...

L'information page 19 est pour vous

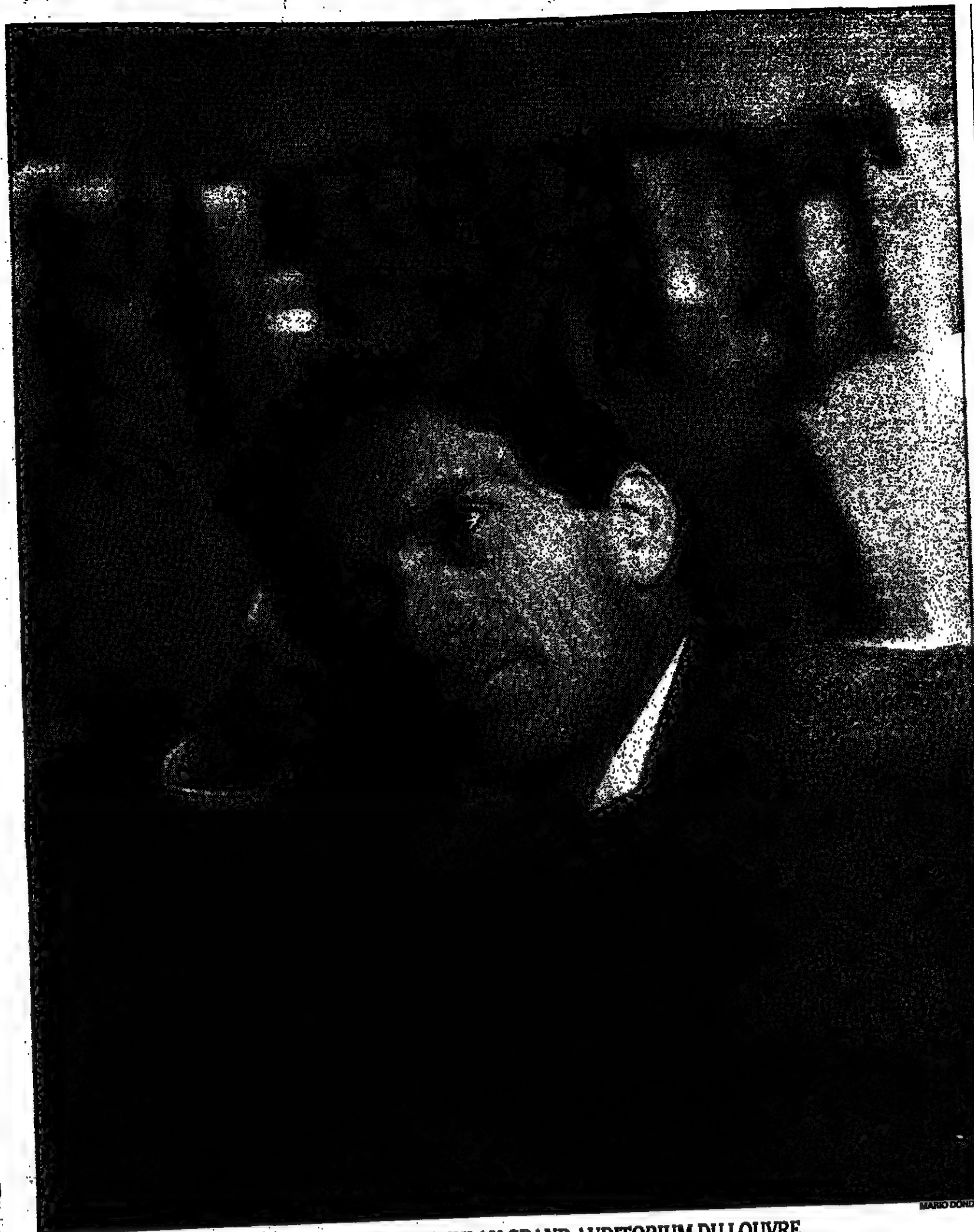
A C D E F G H

150 من الأصل



Le Monde

# ARTS • SPECTACLES



RÉTROSPECTIVE PASOLINI AU GRAND AUDITORIUM DU LOUVRE

## Pier Paolo, poète et martyr

Un vieux paysan bêche un coin de champ, à l'ombre. Le trou est assez grand déjà, profond. La voix d'Accatone — autant dire la voix de Pasolini — lui demande de creuser un mètre plus loin, un mètre pas plus, mais au soleil. Pour regarder l'endroit choisi, il faut relever un peu les yeux : toute une terre promise apparaît, toute une plaine, une chaîne qui barre l'horizon, les lignes d'arbres, les éclats des eaux des rivières, les fumées des fermes. Vous vous dites que le soleil tourne, qu'elle ne va pas rester dix minutes au soleil, cette tombe. Pasolini vient de rêver sa mort.

Il faudrait pouvoir sentir, mais ce n'est pas possible, pourquoi, dès *Accatone*, dès son premier film, Pasolini s'évadait du cinéma. Sa volonté d'homme, son besoin d'intervener, son désir brut tout court, se jetaient à corps perdu contre des tentatives qui lui serraient la gorge : la faim de manger quelque chose, cette exécution de se voir rejeté aux épandages des villes, là où une panade de boue et de ferrailles remplace les chaussées du centre, là où l'on s'asphyxie la nuit à douze dans un réduit avec les enfants recroquevillés

par terre sur des chiffons et des épines. Et lui serrait la gorge aussi la stérilité foncière, le refus de bouillir ses jours contre trois sous par semaine, et cette impulsion, cette confiance du tréfonds, cet élan à faire fond sur ce factieux marginal dont Jean, Matthieu, Marc, Luc, racontent les opérations de commando, et aussi cette impulsion du cœur, du corps, cette évidence irréfutable, de serrer contre sa poitrine, contre sa respiration, contre le courant de son ventre, un garçon et pas une fille, un homme et pas une femme.

Et tout est là : *Accatone*, ce n'est pas des images et des voix, des sons, que Pasolini aurait faits, réunis, pour faire partager par autrui une idée de tout cela. *Accatone*, comme tout le cinéma de Pasolini, c'est tout cela qui, comme une flèche, comme un tigre, comme une bourrasque, comme une vague de l'équinoxe, saute là-devant. Il n'y a pas ici d'imagination intermédiaire. La caméra, le faisceau de rayons, l'écran, disparaissent après avoir permis à la volonté de Pasolini de se déclarer, de se projeter, telle quelle.

Par terre, deux hommes se battent à mort. Fous de rage, de haine. Ils s'étreignent, une sauvagerie, ils se serrent les veines du cou, de l'aîne, ils ne font qu'un seul corps de sang qui se roule. Avant Pasolini, jamais vous n'avez vu deux hommes se battre. Deux hommes ne pas pouvoir se lâcher. Et voici trois autres hommes, qui rient aux larmes, par terre au bord d'un trottoir. Ils n'ont rien mangé depuis trois jours. Ils ont des gueules de fantômes. Ils ont été à deux doigts de se boucher de spaghetti, nous avons assisté à la cérémonie, presque la messe italienne, des spaghetti cuits dans une tonne d'eau comme il faut faire, mais ils sont partis avant que ce soit cuit, pour rien, un mot dit de travers, et ils ont cherché quoi voler, ils n'ont pas trouvé, ils sont vanaés, assis par terre, et l'un d'eux enlève ses chaussures, il a les pieds en feu, et parce qu'il dit qu'il ne s'est pas lavé les pieds depuis août ou juillet, voilà qu'ils partent tous dans un fou rire.

MICHEL CURNOT.

(Lire la suite page 11.)

Supplément au numéro 13804. Ne peut être vendu séparément

THÉÂTRE

VII

### Marthe Villalonga sous les soleils de la scène



Certains succès ont la peau dure. Ainsi cette pièce de Paul Fux, *Comment devenir une mère juive en dix jours*, interprétée avec toute la gouaille, toute la drôlerie d'une comédienne qui a fait de l'humour son métier, Marthe Villalonga, ici aux côtés d'André Valardy. Cela dit, la réjouissance de la *Famille Hernandez* n'en aime pas moins élargir sa palette, comme avec Sam Fuller et André Téchiné qui lui ont offert des rôles « graves ». Ou tout simplement retrouver son piano qui lui valut beaucoup de joies.

MUSIQUES

IX

### REM, le rock qui songe

D'anciens (Pete Townshend, la rédaction du *Rolling Stone* américain) voient en eux le meilleur groupe de rock actuellement en activité. Leurs lyrics sont vagues et entêtants comme des souvenirs de rêves, mais leur musique est solide et audacieuse. A les voir sur scène, emmenés par Stipe, le chanteur, une présence hypnotisante, on se prend à penser que d'anciens ont sans doute raison.

ARTS

XI

### L'Amérique, années 30, signée Edward Hopper



Mieux que personne, Edward Hopper, dont on voit ci-dessus l'autoportrait, a peint les chemins de fer sans convoi, les routes sans automobile, les chambres où l'on s'ennuie et les villes désertes. Ce peintre de l'Amérique des années 30, dont on peut voir à Marseille la première rétrospective en France, est assurément l'occasion de l'une des expositions-phares de cet été.

ملکة امینة الأصل



# CINÉMA

ALBERTO MORAVIA SE SOUVIENT DE PIER PAOLO PASOLINI

## Une vie fiévreuse

Le regard brillant prudemment abrité par le rempart barbelé de ses sourcils, Alberto Moravia bougonne, l'égo en bataille : « En général, lorsque j'accorde des interviews, c'est pour parler de moi. » Aujourd'hui, à Rome, il fait une exception. Pour parler d'un de ses amis les plus proches, Pier Paolo Pasolini.

— Ne vous paraît-il pas étrange que Pasolini « le scandaleux » soit promu désormais de festival en festival comme un monument littéraire ?

— Le destin de Pasolini, sa gloire, peuvent être rapprochés du destin et de la gloire de Jean Genet. Le scandale Pasolini, ce n'est pas son œuvre, c'est le reflet de son œuvre renvoyé par la bourgeoisie. Pasolini scandalisait le bourgeois par son homosexualité et lui, scandalisé par cette attitude, se vengeait alors en les scandalisant. Le processus autour du personnage de Jean Genet était le même. A un détail près. Pasolini se disait communiste. Or les bourgeois, bien que détestant les communistes, leur attribuent une vertu, un esprit d'ordre. Que Pasolini refusait. Pour les bourgeois, on ne pouvait concilier le désordre des mœurs et l'ordre politique. Le « scandale » était donc complet.

— Un autre point commun entre Pasolini et Genet est leur immense talent en rupture avec la société de leur temps mais en aucun cas avec la culture de leur pays respectif. Pasolini est l'héritier d'une tradition tout à fait classique. Il avait une connaissance phénoménale de la langue italienne, comparable à celle de D'Annunzio. Genet et Pasolini sont deux monuments de la littérature à qui il faut reconnaître une légitimité particulière.

— Quel est votre lien personnel par rapport à Pasolini ?

— C'est très simple, nous étions amis. Une amitié fraternelle. A tel point que nous avons bâti une maison ensemble pour vivre près de la mer. J'étais son opposé. Alors, on se complétait. J'étais quelque chose qu'il n'était pas. Il était quelque chose que je n'étais pas. Nous étions d'accord, parce que nous étions en désaccord. Nos discussions étaient surtout idéologiques ! Il attribuait la corruption de la société italienne, sa vulgarité, à la révolution industrielle. Affirmant une nostalgie semblable à celle des préraphaélites pour l'artisanat, le retour à la nature, créative selon lui de tout ce qu'il y avait de beau, de sain ! Moi j'étais de l'avis contraire, je pensais que tous les maux de la société italienne venaient de la putréfaction de la civilisation paysanne. En effet, disais-je, les crimes de la Mafia, de la Camorra sont typiques de cette civilisation-là.

— Comment l'avez-vous rencontré ?

— Par l'intermédiaire de ma première femme, Elsa Morante, qui l'a connu avant moi. Ensuite, j'ai publié dans ma revue *Nuovi Argomenti* un de ses premiers grands poèmes, *Les Cendres de Gramsci*. Puis, nous avons fait ensemble de grands voyages. L'Afrique, Togo, Dahomey, Nigéria d'abord. Une autre fois, le tour de la Tanzanie jusqu'au lac Tanganyika. Et puis l'Inde, et puis le Maroc. Pour les repérages d'*Edipe roi*, qui était financé par un Marocain, un marchand de plantes exotiques, un vendeur de cactus.

— Je voyais Pasolini pratiquement tous les jours. La veille de sa mort encore. Nous dînions ensemble dans



Alberto Moravia et Pier Paolo Pasolini en 1976 : « Nous étions amis, dit l'écrivain. Une amitié fraternelle. A tel point que nous avons bâti une maison ensemble pour vivre près de la mer. »

un restaurant romain... Après le repas, il disparaissait rapidement pour chercher des amours, disons-le franchement.

— Vous éprouviez un sentiment de danger ?

— Lui j'éprouvais. Il m'avait dit : « Je risque chaque soir d'être tué. » Son rapport avec les mauvais garçons des faubourgs avait commencé quand il était encore un petit professeur. C'est alors qu'il a conçu cette idée, assez étrange à mon avis, que le sous-prolétariat italien était semblable au sous-prolétariat qui entourait Jésus-Christ. C'est-à-dire que ces mauvais garçons allaient amener un renouveau de la société... Ces mauvais garçons étaient pauvres, lui était pauvre. A un moment donné, il y a eu le boom, l'expansion économique, la prospérité. Les mauvais garçons se sont jetés sur les Vespas, et sont devenus des consommateurs. Pasolini a été très déçu.

— Mais bien qu'une fois déjà, dans un jardin public, on lui ait appuyé un revolver sur la tempe pour lui faire signer un chèque, il n'était en rien épouvanté. Ce n'était pas un homosexuel attaché à l'affection d'un compagnon unique. Il avait le goût des groupes et ne pouvait se soustraire à cette hantise. Dans l'épisode qui a signé sa mort, on est obligé de voir l'aboutissement de rapports sado-masochistes. Mais il n'y a pas eu de fatalité intérieure. Ce fut un accident. Un jour, il a rencontré son assassin. Il est mort comme on passe sous un tram.

— Il aimait vivre. Il était plein de projets. Il voulait faire de la politique avec le Parti radical. Il était en

train d'écrire un gros roman, *Petrolia*, inspiré des *Posidés*, de Dostoïevski, et il préparait un grand film autour de saint Paul. Il modernisait les voyages de saint Paul, l'envoyait jusqu'en Amérique... Malgré cette vitalité, il y avait cependant en lui, sûrement, une sorte de fatigue, de dégoût du sexe. Il l'a écrit.

— Parlez-vous avec vous de versant nocturne de sa vie ?

— Non. Mais il n'était pas secret pour autant. Ni honteux. Un jour, il m'a dit : « Tu ne sais pas ce que tu perds... » Je lui avais répondu : « Toi non plus, tu ne sais pas ce que tu perds... » (rires). De toutes façons, il n'était pas bavard, sur aucune chose. Il avait une attitude chaleureuse, sympathique, une forte présence. Mais il parlait vraiment peu.

— Il mettait sa vie dans son cinéma ?

— Le cinéma de Pasolini, comme toutes les œuvres d'art d'une certaine élévation, est inspiré en même temps par des questions personnelles et par des choix culturels. Il est clair que c'était un auteur qui s'exprimait toujours à la première personne, comme tous les metteurs en scène majeurs. En même temps, il se préoccupait de la fusion, par-delà les siècles, de la géographie, de certaines données culturelles. Ainsi *Salo*, son film posthume. Il y a là une très curieuse contamination entre Sade et Marx. D'un côté Pasolini traduit en image les *Cent Vingt Journées de Sodome*, qui est un catalogue d'horreurs. De l'autre côté, il attribue les horreurs qu'il représente, non pas à la dépravation de la classe aristocratique à laquelle

appartenait Sade, mais à une altération de la société exprimée par le fascisme.

— Pasolini avait de l'insouciance, mais avait-il du succès ?

— Il a eu un très grand succès avec *Accatone*, son premier film. Également avec *l'Évangile selon saint Matthieu*. Et d'autres. Mais en fait, il a été rarement capable d'équilibrer les problèmes de l'art et les problèmes de recettes. Ses films avaient un succès critique de loin supérieur au succès commercial. C'était un metteur en scène célèbre, considéré comme quelqu'un qui avait su libérer le cinéma italien du néo-réalisme, y réintroduisant la donnée culturelle, alors totalement abandonnée. Il était aimé par la jeunesse, très admiré. Très admiré pour tout ce qu'il faisait, poésie, romans, articles dans le *Corriere della Sera*. Mais le succès n'empêchait pas sa vie d'être sexuellement fiévreuse, économiquement instable et juridiquement infernale. Il était en permanence persécuté par les autorités. Couvert de procès. Il en souffrait énormément. Même physiquement, il a eu notamment une très grave hémorragie interne due à un ulcère à l'estomac... Mais rien ne pouvait le détourner de son œuvre, infiniment personnelle, même si elle se servait parfois de rappels et d'extraits à de grands réalisateurs ayant les mêmes affinités, d'Eisenstein à Mizoguchi, ou, pour la manière, aux peintres italiens des treizième et quatorzième siècles.

— Pasolini n'a pas d'héritier. Il n'a d'héritiers en rien. Il n'a pas créé une manière qui puisse être imitée facilement. Comme... comme disons Hemingway, ce grand écrivain qui a créé un poncif. C'est facile de « faire de l'Hemingway ». Pas de Pasolini.

— Il a été un metteur en scène historique ; il a marqué, signé une certaine période du cinéma italien, et il reste un exemple de collaboration réussie entre la culture et le cinéma. Quand il utilisait des acteurs non professionnels, au contraire du néo-réalisme, ce n'était pas pour décrire des stéréotypes sociaux, l'ouvrier, le bourgeois, l'intellectuel, mais des types humains. Il avait la même attention aux visages que pouvait avoir Piero della Francesca ou Masaccio. Cela est particulièrement sensible dans le film de Pasolini que je préfère : *la Ricotta*, épisode d'un film à épisodes.

— La caméra de Pasolini, souvent, se fixe sur un visage, très longuement. Comme pour nous faire comprendre qu'il y a là un mystère.

Propos recueillis par  
DANIELE HEYMANNE

## Vingt-deux films pour un hommage

Le Centre culturel italien présente une rétrospective des œuvres de Pasolini au grand auditorium du Louvre du 14 au 25 juin. Deux colloques publics sont également organisés : Le premier « La conservation et la circulation des films, le droit des auteurs, des acteurs et du public », ouvrira les journées, le 14 juin, à 9 h 30, avec la participation de Laura Betti, Bernardo Bertolucci et Liliana Cavani. Jean-Luc Godard et Christian Boustaud interviendront lors du second, « Cinéma et peinture », qui se tiendra les 16 et 17, à 9 h 30.

Le *Décembre* (1971) : jeudi 15 à 14 heures, dimanche 25 à 20 h 30.

Les *Contes de Canterbury* (1972) : jeudi 15 à 18 heures, vendredi 23 à 14 heures, dimanche 25 à 18 h 30.

Les *Mille et Une Nuits*, avec deux épisodes inédits (1974) : jeudi 15 à 20 h 30, dimanche 25 à 15 h 30.

Quatre épisodes cinématographiques, dont un inédit, *la Ricotta* (1963) ; *Le Tiro au blanc* (1966) ; *On s'écrit sur les vitres* (1968) ; *La Séquence de la fleur de papier* (1969) : samedi 17 à 20 h 30, jeudi 22 à 16 heures.

Le *Rapin* (1963) et un court métrage inédit, *Les Murs de Sana'a* (1971) : dimanche 18 à 10 heures, jeudi 22 à 18 h 30.

Séle ou les *Cent Vingt Journées de Sodome* (1975) : dimanche 18 à 11 h 30, jeudi 22 à 18 h 30.

*Accatone* (1961) : dimanche 18 à 14 heures et 20 h 30, vendredi 23 à 16 heures.

*Mamma Roma* (1962) : dimanche 18 à 16 h 30, lundi 19 à 16 heures.

*Enquête sur la sexualité* (1964) : dimanche 18 à 18 h 30 et lundi 19 à 14 heures.

*L'Évangile selon saint Matthieu* (1964), précédé de l'histoire du tournage du film : *Sopraluoghi in Palestina* : lundi 19 à 18 h 30, dimanche 25 à 11 h 30.

*Edipe roi* (1967) : mercredi 21 à 14 heures, samedi 24 à 20 h 30.

*Théorème* (1968) : mercredi 21 à 16 heures, samedi 24 à 14 heures.

*Porchetta* (1969) : mercredi 21 à 18 heures, samedi 24 à 16 heures.

*Médée* (1970) : mercredi 21 à 20 h 30, samedi 24 à 16 heures.

Des *olseux petits et gros* (1966) : jeudi 22 à 14 heures, vendredi 23 à 20 h 30, samedi 24 à 12 heures.

Notes pour un film sur l'Inde (1968) et *Cinéma de notes pour une Oreste officieuse* (1970) : vendredi 23 à 18 h 30, samedi 24 à 18 heures.

## Pasolini, poète et martyr

(Suite de la page I.)

C'est dément, c'est interminable, c'est un ouragan du poumon, du larynx, une tétanie affreuse des muscles, et là c'est pareil : au cinéma, avant Pasolini, jamais vous n'aviez vu des hommes rire, cette offensive désespérée du rire contre la faim, contre la vie, l'horreur.

Il est vrai qu'il y a derrière, là encore, *Matthieu* et les autres, ce lavement des pieds, ce manque de pain, mais le rire s'arrête pile, ils volent, la police, Accatone saute sur une vespé, au prochain carrefour il passe le feu rouge, c'est là qu'il est tué.

Le corps d'Accatone sur le goudron. Ses potes les braqueurs qui, menottes au poignet, font le signe de croix. La maigre et la paleur d'Accatone, visage de faim, de dénuement. Accatone et la liberté des jours.

Accatone et la solitude, quoique Accatone avec ses mecs. Accatone incompris, entier, insaisissable. Pasolini insaisissable. D'*Accatone à Salò*, son dernier film, Pasolini, son Christ compris, n'a jamais fait semblant de saisir l'homme qu'il projetait. Il le mettait dans le soleil, comme la tombe d'Accatone, mais jamais il ne le fracturait.

MICHEL CURNOT.



« Un jour, il a rencontré son assassin. Il est mort comme on passe sous un tram. »



# CINÉMA

UN CHEF-D'ŒUVRE EN VERSION INTÉGRALE

## « La Porte du paradis » sort du purgatoire

Film maudit, mutilé, *La Porte du paradis* sort enfin dans sa version complète : 3 heures 40. Ce n'était pas plus long qu'Antan en emporte le vent, mais le réalisateur était l'homme à abattre. Non seulement il avait mis un studio (Les Artistes associés) au bord de la faillite, mais il s'attaquait aux mythes fondateurs de l'Amérique.

**L**e Canadien, curieux polar avec Clint Eastwood, avait vaguement fait connaître Michael Cimino. C'était en 1974. Quatre ans plus tard, un succès fondroyant lui tombait dessus, avec son deuxième film, *Voyage au bout de l'enfer*, chronique de la guerre du Vietnam et des brisures de l'Amérique profonde, à travers les destins de trois amis, ouvriers sidérurgiques d'une petite ville industrielle de Pennsylvanie. Quatre Oscars et divers prix, la renommée internationale.

A trente-cinq ans, Michael Cimino se place dans la génération des cinéastes visionnaires : Coppola, Spielberg, Scorsese qui, à la suite de Stanley Kubrick, ont réagi contre les mythologies sclérosées d'Hollywood. Le succès appelle le succès, dit-on. Après *Voyage au bout de l'enfer*, Cimino peut faire accepter à l'âme des « major companies », Les Artistes associés, un scénario qu'on lui a refusé plusieurs fois ailleurs.

C'est *Heaven's Gate* (*La Porte du paradis*), chronique des événements qui, en 1892, ensanglantèrent le comté de Johnson, dans le Wyoming : la guerre des éleveurs contre les émigrants d'Europe de l'Est qui, réduits à la misère, volaient du bétail. Au départ, le budget prévu est de 8 millions de dollars. Il passe à 11,5 millions pour un tournage de trois mois, dans l'euphorie du triomphe commercial de *Voyage au bout de l'enfer*. Cimino obtient les pleins pouvoirs des Artistes associés. De janvier à avril 1979, il fait des repérages dans le Montana, dont les paysages correspondent mieux à sa conception esthétique ; il fait construire une ville, avec le « Heaven's Gate », l'immense hangar-cabaret-hôtel des émigrants.

Quand le tournage débute en avril, le budget est déjà dépassé. Cimino réclame de plus en plus de figurants, fait venir, de Californie, des wagons Pullman datant de 1879. Il ne montre que quelques rushes aux Artistes associés. Après avoir songé tout de même à remplacer Cimino par Norman Jewison, la firme continue de satisfaire aux demandes d'argent, de figurants, de matériel, du nouveau « wonder boy ». Le budget final atteindra 35 millions de dollars. Ce n'est pas la première fois qu'une chose pareille se produit à Hollywood. Mais il faudrait que le film terminât soit rentable.

### TROIS JOURS À L'AFFICHE

Le 18 novembre 1980, *La Porte du paradis* est présenté en première mondiale, à New-York, dans une version de 3 heures 40 : celle que Cimino a conçue, voulue, réalisée et montée. C'est le désastre, la curée. La presse se déchaine contre la longueur du film, les « prétentions » du réalisateur, brandit le drapeau du « public ordinaire » qui réclame de la distraction. Trois jours plus tard, le film est retiré de l'affiche. Et, la mort dans l'âme, Cimino doit accepter des coupes, ici et là, pour que le film soit ramené à 2 heures 30.

Cette version amputée est envoyée en sélection officielle au Festival de Cannes 1981. A la première séance, pour la presse internationale, il semble que les gens les plus mal élevés du monde se soient donné rendez-vous pour hurler, siffler et manifester : désapprobation trop violente pour qu'on n'y sente pas la cabale. La polémique réagira sur le public de la soirée de gala. Le film est rejeté. Et, pourtant, même mutilé, l'œuvre est d'une originalité et d'une beauté qui n'échappent pas aux critiques non prévenues, aux Français, en particulier, encore que ce ne soit pas l'unanimité. *La Porte du paradis* ne figurera pas au palmarès, la malédiction était bien orchestrée. Cimino n'y a gagné que l'insulte répétée d'un génie broillon et tyrannique, gaspillant des millions (de dollars) pour des satisfactions nombrilistes. Les critiques américains ont voulu sa peau. Ils l'ont.

Mais l'injustice ne paie pas forcément plus que le crime. L'idée que *La Porte du paradis* doit avoir droit à un procès en appel fait son chemin. Le 6 décembre 1982, La Cinémathèque française est prise d'assaut pour l'unique projection publique en France (patronnée par le Festival d'automne, et les Cahiers du cinéma) de la version intégrale. C'est l'enthousiasme. Pas suffisant pour amener une sortie commerciale.

Finalement, aujourd'hui, neuf ans après le désastre, Commaissance du cinéma et Les Films Saint-André-des-Arts, distributeurs indépendants, prennent le risque (bravo !) de programmer, dans les conditions du cinéma d'art et d'essai, cette version intégrale, le vrai film.

Mais pourquoi y a-t-il eu une affaire Cimino ? L'argument de la longueur ne tient pas. *La Porte du paradis* dure quarante minutes de plus que *Voyage au bout de l'enfer* (que personne n'a rejeté), il a exactement la même durée qu'*Antan en emporte le vent*, film pour lequel personne n'a jamais demandé la moindre coupure. Sans doute, on peut parler de malentendu entre Les Artistes associés, favorables à une superproduction, et Cimino, bien décidé à réaliser, librement, un film d'auteur. A la fin des années 70, Hollywood regimait, à la suite de quelques insuccès commerciaux, contre certains cinéastes auxquels on avait, d'abord, laissé la bride sur le cou. Cimino n'avait pas été plus « raisonnable » qu'antérieurement Eric von Stroheim et Orson

Welles, dans des conditions d'ailleurs différentes. S'il est vrai que Les Artistes associés ne se relevèrent pas, financièrement, de l'échec de *La Porte du paradis*, aucun effort sérieux ne fut tenté pour imposer le film.

L'affaire Cimino est, essentiellement, une affaire américaine. Il s'agissait moins de rabattre le caquet d'un cinéaste mégalomane et glorieux, que de refuser la vérité historique démasquée par cet anti-western. On acceptait, dans l'Amérique de Reagan, la mauvaise conscience de la guerre du Vietnam, mais pas la remise en cause des codes nostalgiques et rassurants de la conquête de l'Ouest. Or Cimino faisait du conflit des riches éleveurs du Wyoming et des émigrants un épisode de la lutte des classes dans une société agri-

cole, il montrait que la nation américaine, en s'appuyant sur la légalité (ici, le droit de punir les voleurs de bétail) a pu se forger dans la justice expéditive et sans souci de la morale. Dans *La Porte du Paradis*, ce sont les ancêtres des petites gens du *Voyage au bout de l'enfer* qu'on assassine.

S'agit-il donc d'un film patriotique ? Non, mais d'une épopée prodigieuse, et tous les moyens matériels ont été mis au service du style cinématographique — gênant lui aussi, par-dessus le marché, tant il refuse le spectacle artificiel. Les coupes furent imposées pour approcher cette conception. Elles n'ont pas réussi à

altérer l'épopée et les pauses intimistes concernant les relations du shérif fédéral James Averill (Kris Kristofferson), du tireur d'élite Nate Champion (Christopher Walken) et de la femme qu'ils aiment tous les deux, Ella Watson (Isabelle Huppert), tenancière de bordel d'origine française, placée, elle aussi, sur la liste noire des éleveurs. Mais la suppression de certaines scènes avait gravement endommagé les sens historiques et sociaux de cette fresque, où il est dit que l'individu — thème cher à Michael Cimino — ne peut pas être épargné — le voudrait-il ? — par les crises de la nation américaine.

D'où l'importance du prologue, situé en 1870 au collège de Harvard dans le Massachusetts, dont on avait supprimé tout le discours de l'étudiant Billy Irvine (John Hurt) raillant l'idéalisme officiel du doyen Joseph Cotton. D'où l'obligation de respecter les scènes de la rébellion armée contre les mercenaires et les soldats, et l'épilogue de 1903, tel qu'il est rétabli, avec la méditation muette de James Averill sur le passé que le spectateur vient de vivre.

*La Porte du paradis* est une œuvre magnifique, dont les images, parfois composées en sépia, ont le réalisme des photographies d'époque, dont la mise en scène est un travail sur l'espace comme dans certains westerns d'Anthony Mann, et sur le « champ historique » selon Cimino. Une œuvre emportée par un rythme épique, assimilant, transcendant l'apport qu'on avait cru perdu de King Vidor. Il n'est pas un plan, pas une séquence, qui ne vous étonne, vous transporte, vous passionne, pas un interprète qui ne soit remarquable. A l'enthousiasme, à l'émotion qu'on éprouve, se joint pourtant un regret : qu'on ait empêché ce film génial d'être un tournant décisif dans l'histoire du cinéma américain.

JACQUES SICLIER.

La tenancière (Isabelle Huppert) et le shérif (Kris Kristofferson)



DOLBY STÉRÉO dans les salles équipées  
Paris V.O. : GAUMONT Champs-Élysées  
GAUMONT Alésia — GAUMONT Les Halles  
GAUMONT Opéra — GAUMONT Parnasse  
14 JUILLET Bastille — 14 JUILLET Beaugrenelle  
14 JUILLET Odéon

SELECTION OFFICIELLE / FESTIVAL DE CANNES 1989  
**Le plus grand succès critique du festival de Cannes 1989**



مكتبة مصر، الأقصر



« BUNKER PALACE HOTEL », LE PREMIER FILM D'ENKI BILAL

## Une BD au cinéma, sans faux raccord

De la case à l'écran, du phylactère aux dialogues, Enki Bilal a tout emporté de son univers : son graphisme, ses couleurs et ses obsessions. Et chaussé des bottes de metteur en scène.

Le cinéma et la bande dessinée se sont toujours vampirisés l'un l'autre. Sans *Flash Gordon*, la Guerre des étoiles n'aurait pas eu lieu. Sans Jean-Paul Belmondo, le nez du lieutenant Blueberry aurait été plus banal. Mais, faute de moyens, faute d'audace, le cinéma français a toujours préféré puiser chez les comiques, de Reiser à Gotlib, plutôt que chez les grands délirants, Moebius ou Drullet.

Enki Bilal, dessinateur de *Partie de chasse*, auteur complet de la *Femme-Piège* a décidé d'assurer lui-même le passage à l'écran de son univers. « Dès le début de ma carrière de dessinateur, je n'ai voulu utiliser qu'une texture pour la pierre et les visages. Ce qui m'intéresse, c'est le moment de la cristallisation. » Cette fascination pour le passage de l'organique au minéral fait que Enki Bilal, né il y a trente-huit ans à Belgrade de père serbo-croate et de mère tchèque, s'intéresse plus aux vieillards fossilisés par le pouvoir qu'aux forces qui essaient de les renverser. *Partie de chasse* racontait le crépuscule d'anciens combattants du Komintern. *Bunker Palace Hotel* décrit l'agonie d'un groupe de dirigeants, enfermés sous la surface d'un monde ravagé par la guerre civile, sur lequel ils régnaient il n'y a pas si longtemps.

Bilal pensait commencer sa carrière de cinéaste par un court métrage, dont il avait écrit le scénario, une histoire de vieux enfermés dans un hôtel, sur fond d'apocalypse. « J'ai rencontré Maurice Bernart (le producteur de *Thérèse*), dit-il. Il m'a expliqué qu'un court métrage représentait une dépense de temps et d'énergie disproportionnée par rapport au résultat et m'a proposé les moyens de réaliser un long métrage. » Quand Enki Bilal a demandé à Pierre Christin (le romancier et scénariste avec qui il avait réalisé plusieurs albums, dont *Partie de chasse*) d'écrire *Bunker Palace Hotel*, à partir du scénario de son court métrage, il a tout de suite pris conscience que les enjeux n'étaient plus les mêmes : « Pour une bande dessinée, Christin me donnait un scénario fini, découpé, que je dessinais en changeant éventuellement quelques détails. Là, j'étais en position de refuser ou d'accepter ses propositions et ces propositions avaient des conséquences matérielles, financières. »

Il n'y a pas de faux raccords entre le monde que dessine Bilal et celui qu'il filme : mêmes couleurs (« J'ai voulu beaucoup de gris, quelques taches de couleur, la chevelure rousse de Carole Bouquet, et j'ai encore densifié tout ça à l'étalonnage de la pellicule », mêmes physiques (Trintignant le crâne rasé, Bouquet qui se met à ressembler à la Femme-Piège), mêmes obsessions (le pouvoir et sa représentation, l'esthétique déglutée de l'Europe de l'Est poussée au paroxysme).

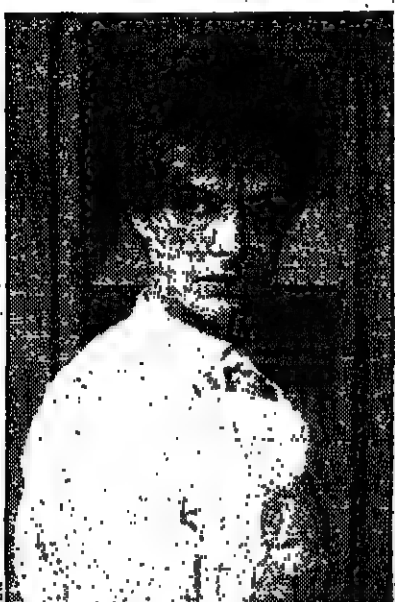
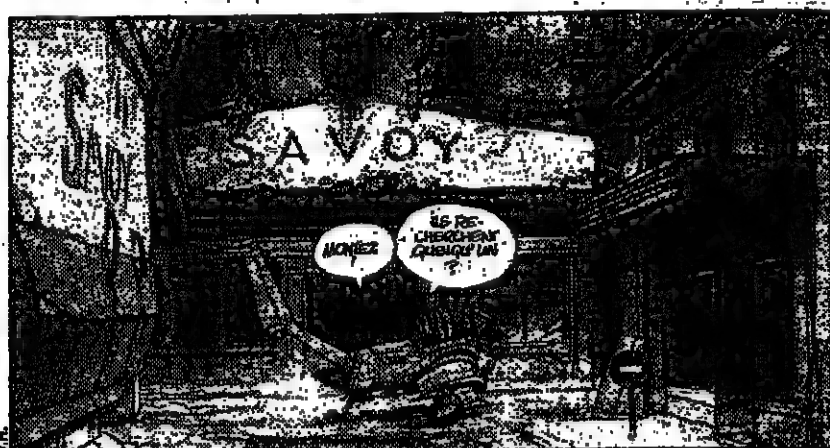
Sur le plateau, le dessinateur a chaussé sans mal ses bottes de metteur en scène. « Quand j'avais rencontré



Alain Resnais (il a dessiné l'affiche de *Mon oncle d'Amérique* et réalisé certains décors de *La vie est un roman*), j'ai été frappé par sa sérénité et son calme, j'imaginai les réalisateurs comme des gens hystériques. Pendant le tournage j'ai adopté cette attitude, je n'imaginai pas à quel point le réalisateur influait sur l'ambiance du plateau. » Bilal a demandé à ses comédiens des choses qu'ils n'avaient pas l'habitude de faire et les a obtenues, il a réalisé un film en jouissant presque des contraintes matérielles que son imagination n'avait jamais rencontrées quand il dessinait. « Il me semble que le cinéma français repose trop sur les mots. J'ai fait un film de dessinateur. Il en faut de temps en temps. »

THOMAS SOTINEL

*Bunker Palace Hotel* a été tourné en Yougoslavie. Bilal y a retrouvé ou reconstruit ses architectures déglutées, caractéristiques de l'Europe de l'Est comme du monde imaginaire de la Femme-Piège.



Même les acteurs sont passés au filtre de la vision de Bilal. Carole Bouquet prend des faux airs de Jill Bioskop (l'héroïne de la *Femme-Piège*) et Jean-Louis Trintignant, le crâne rasé, ressemble à un apparatchik de *Partie de chasse* (albums parus aux éditions Dargaud).

« LE PEUPLE SINGE », DE GERARD VIENNE

## Des hommes à quatre mains

Dans le *Grand Bleu*, de Luc Besson, tout de même, on ne voyait pas beaucoup de dauphins, le malin lapin de *Roger Rabbit*, après tout n'était qu'un dessin, et les ours de Jean-Jacques Annaud, stars sauvages, humains, très humains. Quand aux Gorilles dans la brume, n'ont-ils pas été légèrement civilisés par un traitement hollywoodien ? La cause est entendue, le film animalier, le



seul, le vrai, l'apothéose du genre, sort enfin : c'est le *Peuple singe* de Gérard Vienne.

L'auteur du *Territoire des autres* et de la *Griffe et la Dent*, a mis cinq ans à réaliser son film, à approcher avec patience, discrétion, humilité, toute sorte d'espèces de primates, du plus petit, 200 grammes, au plus gros, 200 kilos. Il a construit dans la forêt amazonienne dix-sept plates-formes d'observation afin que les animaux s'habituent à la présence de l'homme et ne modifient en rien leurs habitudes. Du Brésil à l'Indonésie et à l'Éthiopie, du Gabon en Gambie, passant par le Japon, le Kenya ou la Tanzanie sans oublier le Rwanda, le *Peuple singe* a été saisi dans son intégrité et dans sa vérité. Orang-outang, macaque, cobbe noir et blanc, très élégant, vivant en harem.

babouins anubis, sapejou, ouistidi, somniphèque coiffé punk, ou ouakari chauve très rare et très timide, sort au rendez-vous, et ce qu'ils nous disent, nous apprennent sur nous-même est troublant.

Outre sa qualité scientifique et la beauté de ses prises de vue, le *Peuple singe* constitue avant tout une immense leçon de modestie. Aucune tentation d'antropomorphisme ici, mais au contraire la confondante certitude que papa Darwin n'avait pas tort et que le zoomorphisme n'est pas une déviation. Ne sommes-nous pas, parfois, ou n'avons-nous pas été, autrefois, ou ne devrions-nous pas être, plus souvent, comme ces bêtes à qui nous ressemblons tant ? Tout spectateur suffisamment observateur et lucide reconnaîtra sans peine dans le *Peuple singe* un oncle bien aimé, un homme de lettres notable, un acteur disparu. Et chacun de nous ressentira devant les attitudes, les comportements, les regards de ces êtres à quatre mains, comme une vague et poignante connivence.

Le grand mérite de Gérard Vienne est d'avoir eu l'audace de ne pas « ranger » sa moisson d'images par espèces, mais par thème. Ainsi voit-on une succession sublime de gestes de tendresse maternelle, des enchaînements désoyants où la gent simiesque démontre sa faculté à utiliser

des outils (le cul peut se révéler un instrument épatant pour casser une grosse noix). Ainsi voit-on une suite d'échauffourées territoriales ou amoureuses, mais aussi une guerre fratricide, ainsi constate-t-on que les singes ont l'érotisme facétieux et la lubricité sans complexes...

La musique de Jacques Loussier est sobre (à l'exception d'une petite complaisance valseuse lorsque d'heureux acrobates s'élancent de liane en liane), tout comme le commentaire succinct, dit par Michel Piccoli. A la fin, on entend des menaces dans la forêt, on ne nous montre rien, ni scies, ni hélices, ni bulldozers, mais on voit l'inquiétude effrayante des singes, libres et égaux dans la grande arène. La voix de Piccoli s'élève alors, disant un texte d'une évidente actualité : « Plus l'espèce humaine se multiplie, se perfectionne, plus les animaux sentent le poids d'un empire aussi terrible qu'absolu. »

« Mais qu'épouvantent-ils contre des êtres qui savent les trouver sans les voir et les abattre sans les approcher ? » Ce texte date de 1740. Il est signé Buffon.

D.R.

Un bel album, co-signé par Gérard Vienne et Jean-Yves Collet, conseiller scientifique du film, retrace les différentes étapes du tournage. 216 pages, de nombreuses photos en couleurs. Hatier, 275 F.







# CINÉMA

## SÉLECTION

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le Monde du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-spectacles.

### L'Amour est un chien de feu

de Dominique Deruddere, avec Jean De Pauw, Geert Houters, Michiel Pau, Gino Barone, André Clavier, Belge (1 h 28).

Trois âges de l'amour. Plus exactement, trois moments dans la vie sexuelle (et tourmentée) d'un héros de Charles Bukowski, c'est-à-dire un alcoolique non repenti, qui, un soir de sa vie, se retrouve avec un formidable désir de femme et en compagnie d'un cadavre. Il est vrai que, à douze ans, il a été traumatisé par la vision de son père en plein coït, d'où une éruption d'acné tenace qui le défigure. Influencé par James Ensor et Paul Devaux, ce film baroque et morbide irrite autant qu'il fascine.

VO : Utopia Champollion, 9 (43-28-94-65) ; Sept Paroissiales, 14 (43-20-32-20).

### Chimère

de Claire Dorey, avec Estelle Belle, Wladimir Stankovic, Françoise Frappot, Julie Bataille, Adriane Asti, Française (1 h 34).

L'histoire toute simple d'une femme qui veut un enfant et d'un homme qui n'en veut pas, vue par la cinéaste des ambiguïtés, des perversités, du masochisme tendre. Résultat : un film ambigu, pas tout à fait réussi, parfois ingrat, souvent très fort. Attachant.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-62-38) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 14 Juliette Beaubourg, 11 (43-67-90-81).

### Chino, ma douleur

de Dai Sijie, avec Guo Liang Yi, Tian Quan Niguan, Wang Han Li, Chi-Yi Sun, Truong Loi, Chang Cheung Shing, Française (1 h 28).

Abandonnée, imbelles californiennes de la révolution culturelle en Chine. Anticritique et camps de rééducation. Endurance et débrouillardise. Résistance et révolte. Tout ce qui touche à la Chine nous intrigue et nous concerne.

VO : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Racine Odéon, 6 (43-28-18-68) ; Elysees Linceol, 8 (43-59-36-14) ; La Bastille, 11 (43-64-07-78) ; Sept Paroissiales, 14 (43-20-32-20).

### Dead Bang

de John Frankenheimer, avec Don Johnson, Penelope Ann Miller, William Forsythe, Bob Balaban, Tim Reid, Frank Stallone, Américain (1 h 48).

Don Johnson, le fils blond de Miami, se trouve ici toujours flic, mais à Los Angeles, traquant les fascistes américains partout où ils se trouvent. Promenade dans des décors pittoresques et parmi des gens qui ne le sont pas moins. Rien d'original, mais suffisamment d'humour. Juste pour ceux que les mèches décolorées et les rides viciées de Don Johnson font craquer.

VO : Forum Aro-an-Ciel, handicapés, 1 (40-39-93-74) ; George V, 11 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 20 (43-59-36-14) ; 14 Juliette Beaubourg, 11 (43-67-90-81).

VF : Rex, 2 (42-36-63-63) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-68) ; U.G.C. Lyon Beaubourg, 12 (43-63-01-58) ; Pavetta, handicapés, 13 (43-31-58-98) ; Métrol, 14 (45-39-63-43) ; Pathé Mont-

parnasse, 14 (43-20-32-20) ; U.G.C. Convention, 15 (46-74-83-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-86).

### Les Inconnus

de Lino Brocka, avec Philip Salvador, Dina Bonnevie, Gino Alajar, Bembel Roco, Gino Sobrin, Albo De La Cruz, Philippine (1 h 35).

Séances, violence, espoirs de la révolte aux Philippines, et les déshérences de l'après-Marcos. Lino Brocka, cinéaste engagé, continue à dénoncer les faux semblants de la liberté et les vraies injustices.

VO : Studio 43, handicapés, 9 (47-70-63-40).

### Jésus de Montréal

de Denys Arcand, avec Lothaire Bluteau, Catherine Wilkening, Johanne-Marie Tremblay, Rémy Girard, Robert Lepage, Gilles Pelletier, Canadien (2 h).

Un acteur fait semblant de se pendre et le public y croit, un acteur tient le rôle de Jésus, et devient comme Jésus « celui par qui le scandale arrive » et en meurt. Simulacres du théâtre et miracles de la foi... La force rageuse et l'humour sardonique de Denys Arcand, pour cette nouvelle description du déclin d'un empire.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-62-38) ; Reflet Média Logos salle Louis-Jovet, 5 (43-54-42-34) ; U.G.C. Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; U.G.C. Blaritz, 8 (46-62-20-40) ; U.G.C. Opéra, 9 (45-74-38-40) ; U.G.C. Lyon Beaubourg, 12 (43-63-01-58) ; Métrol, handicapés, 13 (45-39-63-43).

### Monique Héro

de Patrice Leconte, avec Michel Blanc, Sandrine Bonnaire, Luc Thuillier, André Wilms, Française (1 h 20).

Une passion née du regard et qui devient une obsession. Les yeux, les visages, la fureur des silences, la violence des rires furtifs. Des images dépeintes, nettes, sur le trouble et les obscurités du désir. Suspense sur une histoire connue. Avec Sandrine Bonnaire, Michel Blanc, André Wilms, Luc Thuillier, un film d'acteurs splendidement mis en scène.

Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-62-38) ; U.G.C. Odéon, 6 (42-25-10-30) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; U.G.C. Blaritz, 8 (46-62-20-40) ; U.G.C. Opéra, 9 (45-74-38-40) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; U.G.C. Lyon Beaubourg, 12 (43-63-01-58) ; U.G.C. Gobelins, handicapés, 13 (45-39-63-43) ; Métrol, handicapés, 14 (45-39-63-43) ; 14 Juliette Beaubourg, 11 (43-67-90-81) ; U.G.C. Convention, 15 (46-74-83-40) ; U.G.C. Métrol, handicapés, 17 (47-48-08-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

### New-York Stories

de Martin Scorsese, avec Francis Coppola, Woody Allen, avec Nick Nolte, Roman Arquette, Giacomo Giannielli, Telly Savell, Heather McComb, Woody Allen, Américain (2 h 04).

Les artistes branchés par Martin Scorsese. Le jet set par Francis Coppola. Les petits-bourgeois juifs par Woody Allen. Trois histoires plus ou moins réussies, dans



CINÉ CLASSIQUE

Quand Anna Karina ne pousse pas la chansonnette, elle joue et gagne au jeu dangereux de l'amour et de la jalousie. Jean-Luc Godard constate qu'une femme est une femme et orchestre un délicieux badinage bourré de tendresse. Le film d'un jeune réalisateur qui allait être primé à Berlin, comme son héroïne l'avait été lors du même festival.

Les efforts désespérés, et d'ailleurs vains, de Marcello Mastroianni pour sauver sa fille de chœur. Nostalgie des amours familiales, des spectateurs naïfs, des films en noir et blanc.

VO : Gaumont Paroissiales, 14 (43-20-32-20).

### Trop belle pour toi

de Bertrand Blier, avec Gérard Depardieu, Josiane Balasko, Carole Bouquet, Roland Blanche, François Cluzet, Didier Bernauer, Française (1 h 31).

L'amour est enfant de bohème et entraîne Depardieu sur les chemins de traverse en compagnie d'une Josiane Balasko éperdue, alors que Carole Bouquet se morfond dans son inutile beauté. Bertrand Blier réussit à rendre sauternes et passionnant ce thème pour romans-photo éditant.

Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Rex, 2 (42-36-63-63) ; U.G.C. Odéon, 6 (42-25-10-30) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Paquette, 7 (47-06-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 20 (43-59-36-14) ; Saint-Lazare-Pavetta, 8 (43-37-35-43) ; U.G.C. Blaritz, 8 (46-62-20-40) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; U.G.C. Lyon Beaubourg, 12 (43-63-01-58) ; Métrol, handicapés, 13 (45-39-63-43) ; 14 Juliette Beaubourg, 11 (43-67-90-81) ; U.G.C. Convention, 15 (46-74-83-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-86).

### Poux de vaches

de Patrice Mazzy, avec Sandrine Bonnaire, Jean-François Stévenin, Jacques Spiesser, Sandrine Bonnaire, Laura Duthilleul, Jean-François Gallotte, Française (1 h 30).

Les Atrides dans la campagne française. On a pu par-

ler de « western » à propos de ce film étrangement fort, original, très maîtrisé.

Forum Horizon, handicapés, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Saint-André-des-Arts 2, 8 (43-28-50-25) ; Sept Paroissiales, 14 (43-20-32-20).

### Splendor

de Ettore Scola, avec Marcello Mastroianni, Massimo Troisi, Marina Vlady, Paolo Bonolis, Pamela Villoresi, Giacomo Pirelli, Italien, couleur et noir et blanc (1 h 53).

Les efforts désespérés, et d'ailleurs vains, de Marcello Mastroianni pour sauver sa fille de chœur. Nostalgie des amours familiales, des spectateurs naïfs, des films en noir et blanc.

VO : Gaumont Paroissiales, 14 (43-20-32-20).

### Trop belle pour toi

de Bertrand Blier, avec Gérard Depardieu, Josiane Balasko, Carole Bouquet, Roland Blanche, François Cluzet, Didier Bernauer, Française (1 h 31).

L'amour est enfant de bohème et entraîne Depardieu sur les chemins de traverse en compagnie d'une Josiane Balasko éperdue, alors que Carole Bouquet se morfond dans son inutile beauté. Bertrand Blier réussit à rendre sauternes et passionnant ce thème pour romans-photo éditant.

Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Rex, 2 (42-36-63-63) ; U.G.C. Odéon, 6 (42-25-10-30) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Paquette, 7 (47-06-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 20 (43-59-36-14) ; Saint-Lazare-Pavetta, 8 (43-37-35-43) ; U.G.C. Blaritz, 8 (46-62-20-40) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; U.G.C. Lyon Beaubourg, 12 (43-63-01-58) ; Métrol, handicapés, 13 (45-39-63-43) ; 14 Juliette Beaubourg, 11 (43-67-90-81) ; U.G.C. Convention, 15 (46-74-83-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-86).

VF : Paramount Opéra, handicapés, 9 (47-42-58-51) ; Pathé Montparnasse, 14 (46-22-47-84) ; Images, 19 (46-22-47-84) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-86).

## REPRISES

### Autant en emporte le vent

de Victor Fleming, George Cukor, Sam Wood, avec Vivien Leigh, Clark Gable, Leslie Howard, Olivia de Havilland, Américain, 1939 (2 h 40).

Les yeux verts et la taille fine de Vivien Leigh. La monture et la fessette de Clark Gable. L'incendie d'Atlanta et la robe taillée dans un rideau de velours vert. La guerre fratricide entre aristocrates sudistes et soldats nordistes. Le film le plus célèbre du monde, en copie neuve.

VO : Gaumont Convention, 19 (46-22-42-27).

### Lawrence d'Arabie

de David Lean, avec Peter O'Toole, Alec Guinness, Anthony Quinn, Omar Sharif, Jack Hawkins, José Ferrer, Américain, 1962 (3 h 36).

Peter O'Toole était jeune. Omar Sharif était jeune. Les chevaux restent blancs, la splendeur du désert ne s'est pas effacée. Le film a juste l'âge d'être daté sans paraître démodé. En copie restaurée et intégrale.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1 (45-08-57-57) ; U.G.C. Normandie, 2 (47-42-72-82) ; Saint-André-des-Arts 2, 8 (43-28-50-25) ; Sept Paroissiales, 14 (43-20-32-20).

### La Nuit fantastique

de Marcel L'Herbier, avec Fernand Grévy, Micheline Presle, Marcel Lévesque, Jean Parédès, Michel Vitold, Bernard Blier, Français, 1941, noir et blanc (1 h 31).

Marcel L'Herbier n'oublie pas qu'il a été un maître du cinéma surréaliste dans cette comédie tournée pendant l'Occupation, où le charme se mêle au rêve et qui, en son temps, a valu à Micheline Presle le prix de la critique.

Epée de Bois, 9 (43-57-57-47) ; Le Triomphe, 9 (45-62-45-76).

### La Porte du paradis

de Michael Crichton, avec Kris Kristofferson, Christopher Walken, Isabelle Huppert, Sam Waterston, John Hurt, Joseph Cotton, Américain, 1980 (2 h 40).

Lire notre article page III.

VO : Saint-André-des-Arts 1, 8 (43-28-50-25) ; Les Trois Bistrot, 9 (45-62-45-76) ; Éclair, 12 (47-07-28-04).

### Une femme est une femme

de Jean-Luc Godard, avec Anna Karina, Jean-Paul Belmondo, Jean-Claude Braly, Nicole Papillon, Marie Dubois, Marion Sarraute, Française, 1961, noir et blanc (1 h 20).

Il ne veut pas d'enfant, elle voudrait être mère, un ami est tout prêt à le décevoir, mais elle ne veut pas de lui. Pourtant, elle fait croire que ce serait possible... Mariage et jeu de mots à la Godard. Quand il a tourné ce film - prix spécial du jury à Berlin en 1961 - il venait d'épouser son héroïne, Anna Karina, prix d'interprétation au même festival.

Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de la Sorbonne, 6 (43-22-52-23) ; Les Trois Bistrot, 9 (45-62-45-76).

### West Side Story

de Robert Wise, Jerome Robbins, avec Natalie Wood, Richard Beymer, Russ Tamblyn, Rita Moreno, George Chakiris, Américain, 1960, copie neuve (2 h 36).

Ronéo et Juliette dans les bas quartiers de New-York. La rivalité entre les Montagues et les Capulets transposée en bagarres de gangs. Mais, surtout, des ballets fabuleux sur une musique pleine de tubes.

VO : Max Under Panormo, 11 (45-34-55-55).

La sélection cinéma a été établie par Colette Godard.





# THÉÂTRE

MARTHE VILLALONGA REPREND « COMMENT DEVENIR UNE MÈRE JUIVE... »

## Le charme discret de la popularité

Née sous le soleil d'Algérie, Marthe Villalonga se nourrit des soleils artificiels du théâtre et de l'écran, petit ou grand. Premier prix de piano à la fin de ses études musicales, elle doit à sa carrière et à son public, de longue date, un premier prix de fantaisie. Depuis ses débuts dans la *Famille Hernandez* jusqu'au triomphe de *Maguy*, un feuilleton-fleuve qui ne l'empêche pas de retrouver les planches.

À la voir attaquer, d'une main fermement accrochée au volant de sa minuscule Fiesta, les méandres pentus de la rue de l'Armée-d'Orient, à Montmartre, pour rejoindre notre point de ralliement, on aperçoit déjà que Marthe Villalonga est une femme de caractère, de caractère comique, certes, mais de caractère. Le temps de trouver une place pour son auto, et la voilà, petite et ronde, un sourire en béton barrant un visage où l'on peut lire, d'émotion, tant de réminiscences gais de l'enfance.

Enfance familiale et plutôt facile, à Maison-Carrée, Algérie. Descendante d'une lignée de pianistes, comme sa mère avant elle, Marthe Villalonga entre donc dans le monde du travail — acharné — par le piano. Cela lui vaudra un premier prix du Conservatoire et des Beaux-Arts d'Alger. « J'aime beaucoup la musique mais j'ai très vite préféré jouer pour moi seule. Ces études musicales poussées m'ont énormément apporté : rigueur, discipline, le goût du travail bien fait. Et aussi le plaisir. Parce que, attention, je pouvais jouer entre choses que la Lettre à Elise. Malheureusement, ma carrière de comédienne me tient éloignée du clavier, quelquefois pendant plusieurs mois. J'ai perdu un peu de dextérité. Je me venge en écoutant *Chopin*, surtout les concertos, Liszt, Chopin... »

### « MAGUY », 28<sup>e</sup> ÉPISODE

Ses emplois ne lui permettent qu'une fois de jouer de son instrument, « une petite scène dans un film où l'interprète un Nocturne de Chopin. J'ai failli jouer le rôle de la répétitrice d'un enfant prodige mais l'auteur du scénario est mort avant que son travail ne soit achevé... »

Aujourd'hui, pour un nombre impressionnant de spectateurs, on plutôt de télé-spectateurs, Marthe Villalonga est Rose, la bonne à l'origine d'une série américaine, « *Mand* », avant de devenir un produit cent pour cent français. Curieusement, son per-



« Au théâtre, les gens aiment que je les fasse rire. Je réserve les emplois sérieux pour le cinéma ou les téléfilms. »

sonnage dans ce feuilleton n'était pas mentionné dans le curriculum vitae communiqué par le service de presse de son prochain spectacle. « Un oubli, pas un choix, dit Marthe Villalonga qui, pour rien au monde, n'hésiterait à assumer ce rôle. Le 14 juin prochain, pour la cinquième année consécutive, on recommence à tourner. À la fin de ce tournage, on en sera à deux cent dixième épisode... À un ou deux techniciens près, tous ceux qui étaient là au début sont encore de l'aventure, une vraie troupe. C'est très amusant à faire, on nous donne les rails de l'intrigue et on peut changer des mots, des attitudes. Et puis, ça plaît beaucoup aux gens, on entre chez eux, presque de force, et ils sont contents. »

Incontestablement, ce feuilleton a donné à Marthe Villalonga une popularité qu'elle n'imaginait pas. Une

popularité dont elle se satisfait. D'autant que les professionnels ne l'ont pas pour autant étiquetée. « On ne m'a pas enfermée dans un personnage définitif et personnel ne m'a proposé depuis cinq ans un rôle de bonne à l'accueil pied-noir. Le personnage de Rose ne m'a pas vraiment apporté quelque chose de nouveau dans mon travail, sinon que je « fais plus de fantaisies » et que les metteurs en scène me regardent d'une autre manière. »

Après le cinéaste Samuel Fuller, qui lui avait donné son premier rôle dramatique dans *Les Voleurs de la nuit*, André Téchiné lui proposait un petit rôle dans son dernier film, les *Immortels*, au côté de Sandrine Bonnaire. Patrouille revêche d'un hôtel, Marthe Villalonga apparaissait devant les caméras d'un réalisateur qui sait filmer les femmes, toutes les femmes, sous un jour vraiment sombre.

La comédienne, qui avait quitté l'Algérie en 1957 avec une troupe d'amateurs pour jouer à Paris — et pour trois ans de succès — la *Famille Hernandez* commençait de dessiner une jolie carrière d'actrice.

### LA CHALEUR DE LA SCÈNE

Comme toutes les fantasistes, Marthe Villalonga a toujours eu envie de sortir de son emploi de rigolote. « Dans les rôles dramatiques, j'allais dire qu'on travaille plus. Ça n'est pas tout à fait ça, mais c'est une tout autre discipline, un lent travail d'intériorisation. J'accepte ces rôles au cinéma sans aucune arrière-pensée. En revanche, il n'est pas question que je joue un rôle grave au théâtre. Les gens veulent que je les fasse rire et je ne vois pas pourquoi je les priverais ou je me priverais de les faire rire. Me mettre tous les soirs dans la peau d'un personnage grave, et pour cent cinquante représentations, je ne pourrais pas. Me taper tous les soirs la tête contre les murs, merci, non. En plus, je suis sûre que le public ne viendrait pas. Je réserve donc les emplois sérieux pour le cinéma ou les téléfilms. »

En attendant, la voici, « ni mère ni juive » à la ville, dans la pièce de Paul Fuks adaptée du roman de Dan Greenburg et mise en scène par Tooti Masson, *Comment devenir une mère juive en dix leçons*. Reprise donc de l'un de ses plus grands succès sur scène. « C'est un personnage qui démarre à cent à l'heure et finit à trois cents à l'heure. À l'origine, c'était le portrait d'une mère juive ashkénaze mais on peut le lire aussi comme la quintessence de la mère italienne, espagnole, méditerranéenne par excellence. En Algérie, j'ai trompé dans un milieu où se mélangeaient les races, les ethnies, les religions. J'ai donc trouvé très vite mon personnage de mère dominatrice, débordante d'amour jusqu'à l'étouffement. »

Et retrouvé la joie du théâtre, la chaleur de la scène, substitut vital pour cette femme qui, si elle ne faisait pas ce métier, aurait sans doute « beaucoup plus froid ».

### OLIVIER SCHMITT.

★ Théâtre Saint-Georges, 51, rue Saint-Georges, 75009 Paris. À partir du 17 juin. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée le dimanche à 15 heures. Tél. : 48-78-74-37. De 100 F à 200 F.

## SPECTACLES NOUVEAUX

### Hecresse I

de Henri Becque, d'après la baronne Staële, mise en scène de Laurent Pelly, avec Yveline Hannon, Catherine Corringar, Patrice Jeannet et René Ghilès.

Laurent Pelly est un jeune metteur en scène qui a beaucoup travaillé aux côtés de Jean-Louis Martin-Barbaz tandis qu'il faisait ses propres armes dans la compagnie qu'il a créée en 1980, le Pélécas. Venu du Nord donc, il s'attaque à deux auteurs légers du XIX<sup>e</sup> siècle et aux préceptes édictés par la bien-pensante baronne Staële et s'approprie le très beau péristyle du musée Galliera.

Musée de la mode, 10, av. Pierre-1<sup>er</sup> de Serbie, P. À partir du 17 juin. Du mardi au dimanche à 21 h 45. Tél. : 43-47-33-53. Durée : 1 h 20, 70 F et 100 F.

### Quelle Chaleur I

avec Jean Benguigui.

Seul en scène, un homme rond et jovial qui quitte la compagnie de nos meilleurs metteurs en scène pour une aventure écrite, mise en scène et interprétée en solitaire. Ça ne devrait pas être triste.

Splendid Saint-Martin, 48, fg. Saint-Martin, 10<sup>e</sup>. À partir du 16 juin. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-05-21-83. Durée : 1 h 15. De 80 F à 180 F.

### La Rochelle

Erzèle, rivière, brève

de Jean-Pol Fargeau, mise en scène de Robert Giraud, avec Serge Abouzeid, Jean-Paul Dolore, Atangana Masi et Amadou Samba Thiam.

Création mondiale à La Rochelle d'un spectacle estampillé Bicentenaire et qu'on a tout de même très, très envie de voir, une performance... La Maison de la culture s'est associée avec le Théâtre de la Reprise, dirigé depuis presque vingt ans par Robert Giraud, qui met en scène ce spectacle, avec le Théâtre Potemkine, Charentes, la ville de Fort-de-France pour cet hymne à la liberté en trente et une séquences et autant de lieux, vingt-sept comédiens et une armée de figurants. C'est le Code noir de nos anciennes colonies qui a servi de base d'écriture à Jean-Pol Fargeau ainsi qu'un patient voyage en Afrique et en Martinique. Voilà donc une œuvre de cœur et d'intelligence qui, une fois n'est pas coutume, déplace de Paris en région l'événement théâtral de ce mois de juin.

Maison de la culture, Chef de Baie. Du 16 au 24 juin. Tous les soirs à 21 heures sauf le lundi 19. Tél. : 49-52-57-57. Durée : 2 heures environ. De 55 F à 93 F.

## SELECTION PARIS

### Amour pour amour

de William Congreve.

Mise en scène d'André Stenger, avec Catherine Schmitt, D. Rozan, C. Mathieu, G. Michel, M. Bozonnet, L. Arbessier, N. Nerval, J.-P. Puymerlin, F. Barbin et T. Hancissa.

Congreve a vingt-quatre ans quand il fait jouer, en 1695, *Love for love*. On s'aperçoit très vite, et l'on redécouvre aujourd'hui, qu'il n'a pas son pareil pour créer sans cesse, avec cynisme et brusquerie, des tons de voix, des images, presque des hallucinations. Sa pièce met aux prises, autour d'un trio pas vraiment habituel moins un jeune homme, une jeune femme, le père du jeune homme, moins toute une ronde d'obédés, d'étreintes. Toute l'affaire est de rejoindre un lit ou son équivalent... Le décor de Claude Lemaire est splendide, la mise en scène d'André Stenger remarquable et l'interprétation des comédiens du

Français d'une pureté parfaite.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1<sup>er</sup>. Les 15, 16 et 20 juin, 20 h 30 (et les 24, 27, 30 juin, 1<sup>re</sup>, 5, 8, 12, 17, 21, 23 et 28 juillet). Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 heures. De 60 F à 180 F.

### Le Fusil de chasse

de Yasushi Inoue.

Mise en scène de Stuart Seide, avec Catherine Schmitt, D. Rozan, C. Mathieu, G. Michel, M. Bozonnet, L. Arbessier, N. Nerval, J.-P. Puymerlin, F. Barbin et T. Hancissa.

Nouvelle mise en scène de Stuart Seide, talentueux acteur et metteur en scène américain installé à Paris depuis bientôt vingt ans. Une nouvelle fois, il s'est entouré de servants du théâtre de qualité comme les comédiennes Martine Pascal et Laurence Roy et le compositeur Pascal Dusapin pour adapter le récit d'un écrivain japonais tend par les connaisseurs pour l'une des plus importantes plumes de son temps.

Théâtre 13, 24, rue David, 13<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-58-16-30. Durée : 1 h 30, 80 F et 90 F.

## DANSE

### Pina Bausch

Pas de création cette fois-ci chez la grande dame de Wuppertal, mais la reprise de succès confirmés : le sublime *Nelken*, dans un océan d'oeillets plantés sur la scène (1), *Bando-néon* (2) et 1980 (3), déjà présentés au Théâtre de la Ville en 1983.

Théâtre de la Ville. (1) les 16, 17, 20 et 21 juin à 20 h 30, le 18 juin à 14 h 30, (2) du 24 au 26 juin à 20 h 30, (3) du 28 au 30 juin à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. Durée non précisée (entre deux et trois heures). 115 F et 160 F.

### Ballet de l'Opéra de Paris

Don Quichotte, chorégraphie de Rudolf Noureiev

d'après Marius Petipa. Les rôles de Kiti et de Basilio sont dansés le 21 par Monique Loutchides et Manuel Legris, le 22 par Françoise Legris et Jean-Yves Lemaire, le 23 par Isabelle Guérin et Irak Mouskhamov (du Bolchoï), le 24 par Sylvie Guillem et Laurent Hilaire.

Grand Palais. Du 21 au 24 juin à 21 h 30. Tél. : 45-28-40-50. Durée non précisée. De 100 F à 250 F.

La sélection théâtre a été établie par :

Olivier Schmitt.

Danse :

Sylvie de Nassac.

## LIDO



20 h - dîner dansant, revue et champagne : à partir de 530 F  
22 h et 24 h - revue et champagne : 365 F  
Prix nets - Service compris.  
116 bis, Champs-Élysées.  
Tél. (1) 45.63.11.61 et agences.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde  
DES LIVRES

## STUDIO des CHAMPS-ÉLYSÉES

ELEONORE HIRT ALAIN LIBOLT

## NA REZVANI

Mise en scène PIERRE CHABERT, Avec le Théâtre de l'Avant-Scène JACQUELINE REGIS

LOCATION 47 23 35 10

## AIMER SANS SAVOIR QUI

de LOPE DE VEGA

THEATRE AVRIL MARIANNE CLEVY

« Ce serait criminel de ne pas s'y rendre... » FIGARO « Une agréable soirée... La troupe est géniale, amusante » FIGAROSCOPE J.L. Janner « Un texte vif et drôle (Oé)... » LIBERATION F. Reynaert

9 juin - 12 juillet  
Loc. : 42 26 47 47

18

## THEATRE EUROPE

DU 13 JUIN AU 9 JUILLET

## DIALOGUES MANQUÉS

ANTONIO TABUCCHI

Mise en scène Henning BROCKHAUS

avec Roland Amstutz, Michel Bony, Monique Couturier, Philippe Paimblanc, Lino Troisi.

En langue française et en langue italienne

18 h - PETIT ODEON - 43 25 70 32

## DERNIERE LE 25 JUIN

## Le Fusil de Chasse

DE YASUSHI INOUE

LAURENCE ROY

STUART SEIDE

MARTINE PASCAL

LAURENCE ROY

ALISON HORNUS

« La mise en scène de STUART SEIDE et l'interprétation sont au niveau d'excellence de l'œuvre du romancier »

G. Schmitt - LE MONDE

« C'est beau, juste, d'une rigueur parfaite d'ordre narratif »

P. Maréchal - LE FRANS

« Un chant profond, universel et douloureux »

A. Hélot - QUOTIDIEN DE PARIS

« Voici un spectacle servi comme un secret, qui existe, pareil à moi-même »

E. Klossner - EL DI JOURN

« Quel rare bienfait ! »

P. Tesson - EXPRESS PARIS

45.88.16.30

théâtre 13

مكتبة الأصل



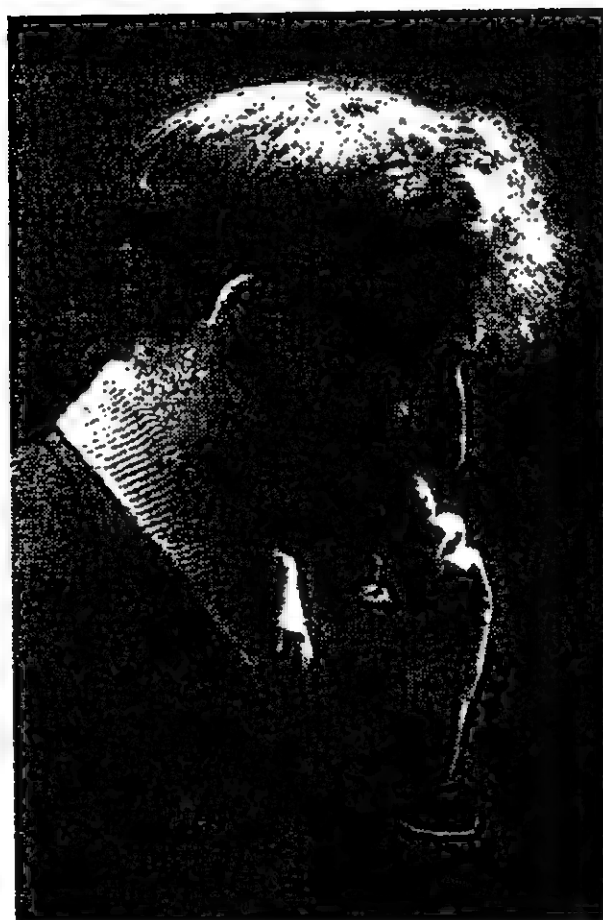
مكتبة امين، الأصل

VIII Le Monde • Jeudi 15 juin 1989 •

# CHAGALL

du 7 juin au 15 juillet 1989

Peintures  
Sculptures  
Temperas  
Œuvres sur papier



*"Ne m'appellez pas fantasque !  
Au contraire, je suis réaliste.  
J'aime la terre."*

**GALERIE ENRICO NAVARRA**

75, rue du Fbg St. Honoré  
75008 Paris  
Tél. 1-47.42.65.66

Les pe

HENRI  
OLYMPIA  
LOCATION



# MUSIQUES

« REM » AU GRAND REX

## Les petits hommes verts de Géorgie

Ils avaient réussi à concilier les joies du rock'n'roll et les délices de l'hermétisme. Mais le quatuor athénien (d'Athènes, Géorgie) est bien trop talentueux pour n'être que la coqueluche des campus américains. Emmenés par Michael Stipe, ils sont partis à la conquête de la planète. Leur passage à Paris intervient exactement au moment de leur consécration, méritée.

L'ATMOSPHÈRE d'admiration généralisée qui entoure REM, leur image, leur musique, leur place dans la grande tapisserie du rock, a quelque chose d'exaspérant dans sa soudaineté. Jusqu'à l'année dernière, et la sortie de *Green*, leur dernier album, REM était un groupe-culte. Un secret partagé par quelques dizaines de milliers d'initiés, surtout concentrés sur les campus américains, avec leurs débats, leurs mots de passe, leurs rites.

Le groupe s'est formé en 1980, à Athens, ville universitaire de Géorgie qui avait déjà donné au monde les B52's. Leur premier 45 tours, *Radio Free Europe*, sorti en 1981, attira l'attention des critiques et des programmeurs radio les plus aventureux. Le groupe commença à tourner inlassablement à travers les États-Unis. Dès cette époque, le charme de REM opérait grâce à la contradiction entre l'accessibilité immédiate de leur musique et le mystère soigneusement entretenu autour de leur discours. Le nom qui revenait le plus souvent quand on recherchait leurs racines musicales était celui des Byrds. On retrouvait chez les Géorgiens les guitares nasales et ondulantes (des Rickenbacker) et les harmonies vocales des Californiens. Sauf que... Michael Stipe, le chanteur de



REM : l'acronyme de rapid eye movement

REM, est doté d'un vibrato très lent, à la limite du chevrottement, ses paroles sont obscures, volontairement. A chaque fois qu'une phrase semble approcher de la cohérence, la suivante vient la faire exploser (et pourtant, comme lorsqu'on se souvient des fragments d'un rêve, on a l'impression d'une signification cachée, mais présente). Les pochettes des albums, détails photographiques flous, comme ceux qu'on voit dans les journaux pour enfants (petit ami, sauras-tu reconnaître cet objet pourtant bien familier ?), venaient ajouter au mystère. Et enfin le nom : Stipe a toujours affirmé que cette séquence de trois lettres avait été choisie de manière aléatoire. Mais REM est l'acronyme de *rapid eye movement* (mouvement oculaire rapide), le terme médical qui désigne la phase du sommeil pendant laquelle le dormeur rêve.

### DES BARS AUX STADES

Il y avait là de quoi construire une petite secte. Mais le talent de Stipe et de ses collègues (Peter Buck est un guitariste exceptionnel, classique et audacieux ; les mélodies — composées par l'ensemble du groupe — sont fortes, mémorables et rarement banales) était un peu trop grand pour ces habits-là. Depuis 1987 et *Document*, REM était devenu un secret de Polichinelle. En 1988, *Green* est devenu disque de platine, le groupe est passé des bars aux stades, les sectateurs originels se sont sentis trahis. D'autant que, si les paroles restent obscures, le discours du groupe s'est fait plus précis. A chaque étape de leur tournée mondiale, ils offrent un stand à Greenpeace, et le vert du titre de leur album (à pochette orange quand même) est bien celui de l'écologie.

Fin mai, à Londres, le groupe a rempli deux soirs de suite le Hammersmith Odeon, grand et beau cinéma reconstruit dans le rock'n'roll. Au fil des années, la musique de REM s'est densifiée, la rythmique (Michael Mills, basse et jolies harmonies vocales, Bill Berry, batterie sobre et jamais prise en défaut) s'est alourdie, et Peter Buck joue plus fort, plus lourd, plus étiré. L'addition, sur scène, d'un cinquième musicien (secondo guitare, claviers) ajoute encore un peu de profondeur de champ au son. Les musiciens se conduisent normalement : ils sautent, courent et s'amuse, comme on le fait généralement en jouant du rock. De toute façon, on les voit à peine, Stipe est une présence hypnotisante, un chaman-showman qui passe de la transe à la séduction, reste trois quarts d'heure sans s'adresser au public puis entame des monologues irrésistibles de drôlerie entre deux chansons. Vêtu d'une combinaison blanche, entre le peintre en bâtiment et l'infirmer, il est maquillé de noir. Ses cheveux sont très courts, mais une petite tresse lui descend au milieu du dos. C'est un sorcier qui fait danser, sans qu'on sache jamais sur quel pied.

Un concert de REM est ponctué de moments où la musique, les chansons, coulent avec une facilité et une énergie telles que l'on se prend à aimer le rock'n'roll avec une passion adolescente qui n'a plus rien à voir avec l'âge.

THOMAS SOTINEL

★ Le 20 juin au Grand Rex, 1, bd Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup> à 20 heures. En première partie, un autre bon groupe de rock, les très suaves Go Betweens. Places : 110 F.

## SÉLECTION MUSIQUES

Mercredi 14 juin

Donizetti  
Mozart  
Verdi  
Puccini  
Mercedante  
Rossini

Airs d'opéra

Luciano Pavarotti (ténor), Andrea Grimaldi (basse), Orchestra Colonna, Leone Magiera (direction). Pavarotti à Bercy ? Il faut, hélas ! s'y résoudre. L'Orchestra Colonna ? Une catastrophe. Andrea Grimaldi ? Un flûtiste qui joue en mesure quand il y pense, et juste de temps en temps. Leone Magiera ? Un bon chef, qui fera ce qu'il pourra. Bercy ? Une salle de sport trop vaste pour que la musique puisse y sonner en grandeur réelle. Et pourtant ce concert affiche presque complet. C'est à s'y méprendre.

Palais omnisports Paris-Bercy, 20 h 30. Tél. : 43-46-12-21.

Haydn

La Création

Anne-Marie Rodde, John Alar, Victor von Haem, Chœur Victoria d'Île-de-France, Orchestra philharmonique de Radio-France, Rolf Rasmussen (direction).

L'un des chefs-d'œuvre de l'histoire de la musique, admirablement distribué. Une œuvre cependant : pour être sérieux, compétent, Rolf Rasmussen manque parfois de ce grand souffle indispensable pour soulever cette Création. Eglise Saint-Germain-des-Prés, 20 h 30. 90 F.

Martin Y Soler

Gilvian

Sor

García Lorca

Airs, mélodies et lieder

Teresa Berganza (soprano), José Miguel Moreno (guitare).

On ne présente plus Teresa Berganza, son art du chant incomparable, sa beauté rayonnante... Ce soir, elle chante dans son arbre généalogique. Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 46-27-82-25. Location Franc. Minut 3615 code MATIC. De 50 F à 280 F.

Haydn

Symphonie n° 5

Britten

Concerto pour violon

Beethoven

Symphonie n° 5

Alex Magiera (violin), Orchestra de Paris, Gunther Herbig (direction).

Pour sa troisième venue à la tête de l'Orchestra de Paris, Gunther Herbig va diriger la 5<sup>e</sup> Symphonie de Beethoven (il avait déjà dirigé les 3<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup>). Une fois de plus, il va pousser l'orchestre au-delà de ses limites, une fois de plus il va sans doute nous donner une remarquable leçon de musique et de direction d'orchestre. Remercions encore une fois Daniel Barenboim d'avoir su attirer, en quinze années à la tête de l'Orchestra de Paris, quelques-uns des meilleurs musiciens mondiaux, et regrettons au passage que l'on ait choisi le jeune Byshkov de préférence à Herbig (ou à d'autres), chef de la plus racée des écoles de direction d'orchestre. La France musicale sera toujours la France musicale. Salle Pleyel, 20 h 30 (+ le 16). Tél. : 46-63-88-73. De 48 F à 180 F.

Krause

La Star

Victoria Cortez, Sylvia Valery, Ensemble Musique vivante, Jorge Lavelli (mise en scène).

Les avis sont partagés sur cette Star du compositeur polonais Zigmunt Krause, dans la mise en scène de Jorge Lavelli. Mais quelle création ne divise pas ? Théâtre national de la Colline, 20 h 30 (+ le 16). Tél. : 43-86-43-86. De 50 F à 110 F.

Samedi 17 juin

Mendelssohn

Rondo capriccioso op. 14

Schumann

Carnaval

Frank

Prélude, choral et fugue

Liszt

Étude transcrite n° 10

Deux études de concert

Scriabine

Fantaisie op. 29

Études n° 1 op. 2 et n° 12 op. 8

## Pour les abonnés du « Monde »

SALLE PLEYEL  
DES PRIX PRÉFÉRENTIELS  
POUR DEUX RÉCITAUX  
DE LA SÉRIE PIANO QUATRE ÉTOILES

Les abonnés du Monde ont la possibilité d'assister aux récitals de deux pianistes, en bénéficiant d'une réduction de 15 % sur le tarif habituel.

Cent places en première et en seconde catégories leur sont réservées, pour chacun des récitals suivants :

— Le mardi 20 juin, à 20 h 30, récital de la pianiste Maria Tijo : Bach (*Fantaisie chromatique et fugue*), Schubert (*Sonate en la mineur op. 42*), Debussy (*quatre Préludes*), Bartok (*Danse roumaine*).

Un début de carrière éblouissant, suivi d'un repli vers l'enseignement et l'enregistrement de disques mieux que beaux : utiles (une intégrale des sonates de Clementi), puis des retrouvailles avec la scène. Paris ne cesse de les fêter.

— Le 23 juin, à 20 h 30, récital du pianiste Vlado Perlemuter : Beethoven (*Sonate « les Adieux »*), Fauré (*trois Nocturnes*), Chopin (*quatre Ballades*).

Le doyen des pianistes français en activité, le plus grand aussi, sans doute, depuis la grande époque de Net et de Cortot. La leçon d'un grand maître.

Cent places, au prix préférentiel de 220 F (au lieu de 280 F) et de 180 F au lieu de 190 F. Location aux caisses de la Salle Pleyel (venir avec votre dernière bande d'expédition), tous les jours de 11 heures à 18 heures, sauf dimanches et jours fériés.

### VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - L. E. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS		RIVE DROITE	
JOHN JAMESON 10, rue des Capucines, 2 <sup>e</sup> 40-15-00-30/40-15-08-08	T.L.J. An 1 <sup>er</sup> et, le premier restaurant, hôtel de Paris, 46, place Vendôme, spécial. de saison fumé et poisson d'été, menu dégust. à 95 F net. Au rendez-vous, KITTU OMBAS : « Le vrai pub irlandais », ambience à la fois et musicale. La plus gr. choix de whiskys du monde. Jang. 2 h de nuit.	Déj. dîner 12 h. CASSOLET, CONFIT, FOIE GRAS, oies, morilles, DINER FERGOURDIN 130 F a.c. av. spécial. Carte 200-250 F. Ouv. sam. soir.	VOS DÉJEUNERS ET DINERS dans un CADRE BRETON, POISSONS, CRUSTACÉS ET FRUITS DE MER, CRÊPES et GALETTE. Jusqu'à 23 h.
LE SARRADANS 2, rue de Vienne, 9 <sup>e</sup> 45-22-23-62	F. dim., midi, dîn. 45-22-23-62	Déj. dîner 12 h. CASSOLET, CONFIT, FOIE GRAS, oies, morilles, DINER FERGOURDIN 130 F a.c. av. spécial. Carte 200-250 F. Ouv. sam. soir.	Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 1 à 45 personnes. T.L.J. sauf samedi midi et dimanche.
TY COZ 35, rue Saint-Georges, 9 <sup>e</sup> F. dim., midi.	F. dim., midi, dîn. 45-22-23-62	Déj. dîner 12 h. CASSOLET, CONFIT, FOIE GRAS, oies, morilles, DINER FERGOURDIN 130 F a.c. av. spécial. Carte 200-250 F. Ouv. sam. soir.	Déj. et dîn. Maintenez une cuisine inspirée de traditions dans un cadre raffiné. Spéc. Jambon Pays au Sorbet Melon. Tournois Pâtisseries. P.M.R. 150/200
LE GOURMAND CANINE 6, pl. Montebellain, 17 <sup>e</sup> (pl. Poisson)	43-40-01-41	Déj. dîner 12 h. CASSOLET, CONFIT, FOIE GRAS, oies, morilles, DINER FERGOURDIN 130 F a.c. av. spécial. Carte 200-250 F. Ouv. sam. soir.	Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 1 à 45 personnes. T.L.J. sauf samedi midi et dimanche.
LE ZÉPHYRE 1, rue du Jourdain, 20 <sup>e</sup>	46-36-63-61 F. dim.	Déj. dîner 12 h. CASSOLET, CONFIT, FOIE GRAS, oies, morilles, DINER FERGOURDIN 130 F a.c. av. spécial. Carte 200-250 F. Ouv. sam. soir.	Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 1 à 45 personnes. T.L.J. sauf samedi midi et dimanche.
RIVE GAUCHE			
LA TABLE DES PÊCHES (Maison) 5, rue Saint-Benoît, 6 <sup>e</sup>	45-48-01-22 F. dim.	Déj. dîner 12 h. CASSOLET, CONFIT, FOIE GRAS, oies, morilles, DINER FERGOURDIN 130 F a.c. av. spécial. Carte 200-250 F. Ouv. sam. soir.	Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 1 à 45 personnes. T.L.J. sauf samedi midi et dimanche.
RESTAURANT THOUVENIN 79, rue Saint-Dominique, 7 <sup>e</sup>	47-05-49-75	Déj. dîner 12 h. CASSOLET, CONFIT, FOIE GRAS, oies, morilles, DINER FERGOURDIN 130 F a.c. av. spécial. Carte 200-250 F. Ouv. sam. soir.	Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 1 à 45 personnes. T.L.J. sauf samedi midi et dimanche.
LE TAGORE 25, avenue du Maine, 15 <sup>e</sup>	45-44-94-41 T.L.J.	Déj. dîner 12 h. CASSOLET, CONFIT, FOIE GRAS, oies, morilles, DINER FERGOURDIN 130 F a.c. av. spécial. Carte 200-250 F. Ouv. sam. soir.	Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 1 à 45 personnes. T.L.J. sauf samedi midi et dimanche.

### DINERS-SPECTACLES

L'ESPAGNE A PARIS  
« CHEZ VINCENT » 4, r. St-Laurent (10<sup>e</sup>)  
Dinners-spectacles de danse-Accrochages  
Avec LOS MUCHACHOS  
Jusqu'à l'aube - 46-07-21-27 - F. dim.

### SOUPERS APRÈS MINUIT

LA TOUR D'ARGENT  
HUITRES TOUTE L'ANNÉE  
POISSONS DU MARCHE  
Plats traditionnels « Vins à découvrir »  
Décor : « Braserie de Luxe »  
TERRASSE au pied de l'Opéra Bastille  
T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin.  
6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

### DES RESTAURANTS OUVERTS 24 h sur 24

CONGRÈS MAILLOT  
Porte Maillot : 80, av. de la Grande-Armée  
HUITRES, COQUILLAGES toute l'année  
POISSONS, VIANDES à l'os grillées  
45-74-17-34 - Ouvert T.L.J.

## HENRI DÈS

du 21 au 31 décembre 1989

LOCATION OUVERTE 47.42.25.49

DISQUE, K7, CD/DISTRIBUTION MUSIDISC/AZ

## PIANO

20 JUIN  
MARIA TIPO

23 JUIN  
VLADO PERLEMUTER

SALLE PLEYEL  
LOCATION : 45.63.88.73

مكتبة الأصم



# MUSIQUES

→ **Marie-Catherine Girel** (piano). Si Marie-Catherine Girel n'est pas la pianiste française la plus en vue, si elle n'est pas la plus régulière (il lui arrive de se « planter » magistralement), son jeu flamboyant, virtuose, en fait l'une de nos personnalités musicales les plus attachantes. Le programme qu'elle s'est choisi lui va comme un gant.

**Montchaume, Église Sainte-Madeleine, 21 heures. Tél. : 43-54-83-03.**

**Donizetti**  
L'œuvre de Donizetti, Jean Sutherland, Alberto Kraus, Martine Dupuy, Michèle Parnot, Alfredo Hollborn, Orchestre et Chœur de Liège de Barcelone, Richard Bonny (direction).

Une œuvre qui ne « tient » que par ses interprètes, et ceux-ci sont les meilleurs qu'on puisse réunir. On ne bonsoiera, ce soir-là, au Théâtre des Champs-Élysées.

**Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 40-27-82-25. Location Paris, Minist. 3815 code MATIC. De 100 F à 400 F.**

**Francis**  
Le Chœur vocal.

**Saint-Saëns**  
Symphonie n° 1.

**Medel**  
Ouverture de la Chasse du jeune Henri.

**Beethoven**  
Concerto pour piano et orchestre n° 1.

Orchestre national de France, Philippe Entremont (direction et piano).

Décidément quelque chose ne tourne pas rond au National ! Dirigé par un chef de troisième zone, il joue devant un San Carlo rempli au quart à Naples, Wolfgang Sawallish annule son hommage à Richard Strauss car l'administration son ne se comporte pas, selon lui, de façon professionnelle. Et maintenant, cette même administration invite Philippe Entremont, chef et pianiste estimable, certes, mais pas vraiment « digne » d'un tel orchestre.

**Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-55-55-73. De 150 F à 175 F.**

**Dimanche 18 juin**  
Musique de salon du dix-neuvième siècle.

Amick Charbonnet (piano), Trio d'Orsay.

Que ce soit Amick Charbonnet ou le Trio d'Orsay, les concerts de midi du Musée d'Orsay renouent avec la musique de salon, la plus

démocratique, la plus charmante. Pour se reposer des concerts de l'Ensemble InterContemporain.

**Musée d'Orsay, 18 heures.**

Accès avec le billet d'entrée au musée.

**Lundi 19 juin**  
**Schubert**

Impromptu op. 90 n° 1 et 4. Sonate en la majeur op. 120.

**Albeniz**  
Berceuse, extraits.

**Granados**  
Goyescas, extraits.

Alicia De Larrocha (piano).

La France boudée encore Alicia De Larrocha : tant pis pour la France. Elle a inscrit Schubert, Albeniz et Granados à son répertoire du Festival de Paris. Qui les joue avec cette sonorité venue du fond du piano, cette luminosité ?

**Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 40-27-82-25. Location Paris, Minist. 3815 code MATIC. De 40 F à 220 F.**

**Mozart**  
Divertissement en la majeur.

Concerto pour violon et orchestre en la majeur. Ave verum corpus. Vierge solennelle d'un compositeur.

Kim Lee (soprano), Anna Holroyd (mezzo-soprano), Van Houten (basse), Daniel Petrovitch (basse), Constantin Bobescu (violin), Orchestre de chambre.

Bernard Thomas, Chœur du personnel d'Air France, Angèle Charline, Michel Piquemal et Bernard Thomas (direction).

Un programme superbe servi par d'excellents solistes. Une curiosité : le chœur du personnel d'Air France. Michel Piquemal qui sait tirer le maximum d'un chœur d'amateur saura sans aucun doute l'animer d'une grâce aérienne.

**Église Saint-Augustin, 21 heures. Tél. : 43-56-48-43. Minist. 3815 code PSTL. 100 F.**

**Haydn**  
Sonate.

**Beethoven**  
4 Ballades op. 10.

**Weber**  
Sonate op. 39.

**Mendelssohn**  
Variations sérieuses.

**Beethoven**  
Sonate Appassionata.

Alfred Brendel (piano).

Si Brendel s'est surtout fait applaudir comme interprète de Schubert, Beethoven et Liszt, il ne faut pas oublier pour autant que ce diable de pianiste joue tout, ou à peu près. Ce programme renoue avec ses anciens amours :



THOMAS MONTY

Weber, Mendelssohn. Ce jour-là, passionnant de la réécoute. Luis de Pablo peut être considéré comme le chef de file de cette nouvelle école qu'on ne finit pas de découvrir.

**Théâtre René-Barrault, 20 h 30. Tél. : 40-27-82-25. Location Paris, Minist. 3815 code MATIC. De 105 F à 120 F.**

**Mardi 20 juin**  
**Bach**

Fantaisie chromatique et fugues.

**Schubert**  
Sonate en la mineur op. 42.

**Debussy**  
4 Préludes.

**Bartók**  
Danse roumaine.

Maria Tjipi (piano).

Curieuse pianiste, cette Maria Tjipi ! An disque, elle joue parfois avec un kitsch (Bach-Busoni), un mauvais goût (Beethoven), une dureté de sonorité (Scriabin) qui effraient ou une grâce admirable (intégrale des sonates de Clementi). Au concert, elle sait trouver des sonorités sublimement belles, capter son auditoire par des interprétations vraiment originales.

**Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-55-55-73. De 100 F à 280 F.**

**Durufé**  
Suite.

**Rosenberg**  
Prélude et fugue.

**Messiaen**  
Éclat.

**Carli**  
Pièce pour orgue.

**Linde**  
Fantaisie op. 18.

**Tournemire**  
Vieux temps passés.

Louis Robillard (orgue).

Ah ! si nous avions un organiste au jeu virtuose, aux registrations intelligentes, au répertoire en prise sur le vingtième siècle. L'entendre est un bonheur. Hélas ! mille fois hélas ! il joue sur le Denon-Gonzales de la Maison de la radio. Un instrument néoclassique qui est à l'orgue ce que le piano électrique est à un quatuor de concert Steinway.

**Maison de Radio France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.**

**Alfred Brendel** s'est fait connaître du public français en jouant Schubert. Du même coup, il faisait découvrir le compositeur viennois aux Français. Depuis, l'un et l'autre sont devenus les favoris des mélomanes. Aujourd'hui Brendel retourne à ses anciennes amours et joue Brahms, Weber et Mendelssohn. **Salle Pleyel, le 19 juin.**

**Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 40-27-82-25. Location Paris, Minist. 3815 code MATIC. De 40 F à 180 F.**

**Falla**  
Psyché.

**Holifutter**  
Antiphonisme.

**Delas**  
Concerti, musica para Gensueto di Venosa.

**Del Puerto**  
Dance.

**Raxach**  
Paraphrase.

Christina Ancher (mezzo-soprano), Daniel Campion (percussion), Ensemble InterContemporain, Arturo Tamayo (direction).

Un programme tout espagnol par l'Ensemble InterContemporain (la Szababell de Dresde de la musique contemporaine), qui associe une œuvre éponymique mais de référence de Manuel de Falla à des œuvres peu connues (voire inconnues pour certaines) de jeunes et moins jeunes compositeurs espagnols.

**Théâtre René-Barrault, 20 h 30. Tél. : 40-27-82-25. Location Paris, Minist. 3815 code MATIC. De 105 F à 120 F.**

**Debussy**  
Général et cordes.

**Fauré**  
La Bonne Chanson, pour soprano, quatuor à cordes et piano.

Françoise Pollet (soprano), Jean Hubeau (piano), Nouveau Quatuor Vocal.

Beau programme dominé par la soprano Françoise Pollet et le pianiste Jean Hubeau, qu'il est étonnant de retrouver dans la Bonne Chanson de Gabriel Fauré, un compositeur fait pour lui.

**Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 46-53-05-07. De 50 F à 170 F.**

**Schubert**  
Ouverture dans le style italien.

**Schubert/Berio**  
Rondino, d'après les esquisses de la 10<sup>e</sup> Symphonie.

**Beethoven**  
Symphonie n° 3 « Héroïque ».

Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, Nikolaus Harnoncourt (direction).

Ah ! si nous avions un orchestre français de la qualité du Concertgebouw d'Amsterdam, combien nous serions heureux... Entendre Nikolaus Harnoncourt — le pape de l'interprétation philologique — diriger Berio (même s'il a achevé la Dixième de Schubert) prouve que les musiciens baroques sont moins sectaires qu'on ne veut bien le dire.

**Maison de Radio France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.**

**Alx-en-Provence**  
Alx en musique.

Le 15, trois opéras minute de Darius Milhaud, par l'Académie de Detmold, manufacture des allumettes, 21 h 30. Entrée libre.

Le 17, La Couronne, de Giac (création en France), par l'Académie de Detmold, manufacture des allumettes, 21 h 30. 50 F et 70 F.

Le 27, Beethoven, Schumann, Grieg, par Sonia Wieder-Atherton (violoncelle) et Laurent Cabasso (piano), cloître de la cathédrale Saint-Sauveur, 18 h 30. Entrée libre.

Le 28, Schumann, par Catherine Collard, cloître de la cathédrale Saint-Sauveur. Entrée libre.

Alx en musique. Tél. : 42-63-06-78.

**Dijon**  
Ere musical.

Le 19, Scarlatti, Corelli, par Véronique Dietsch, Alain Zaepffel, l'Ensemble Grégorien, église Saint-Michel, 21 heures. 60 F et 80 F.

Le 23, Chœur du monastère orthodoxe de Zagorsk, cathédrale Saint-Bénigne, 21 heures. De 50 F à 100 F.

Le 26 juin, Méli, par les Musiciens du Louvre, Grand Théâtre, 21 heures. De 80 F à 120 F.

Festival de Dijon. Tél. : (16) 80-67-17-71.

**Montpellier**  
**Bizet**

Carmen, avec Magali Danon, James Holcomb, Gilles Caporale, Daniela Bort, Martine Oussé, Sophie Fournier, Antoine Harmand, Philippe Dohé.

Les Chœurs de l'Opéra de Montpellier. Recherche pluridisciplinaire de Langues-Roussillon, Cyril Dieckh (direction), Pierre Strasser (sûreté scène).

Une distribution proche de l'une de celle de Bercy, mais un lieu fait pour l'opéra et un metteur en scène qui n'a pas à occuper un trop grand espace. Carmen demeure cependant l'un des opéras les plus difficiles à mettre en scène (combien de metteurs en scène s'y sont cassés les dents ?).

Pierre Strasser a au moins une qualité : celle de son acolyte : Fellini et Méliès de Debussy... et ce n'est pas précisément un opéra facile à monter.

Les 16 et 20 juin, à 20 heures ; le 18 juin, à 15 heures. Opéra. Tél. : (16) 67-05-00-02. De 30 F à 135 F.

**Rouen, Le Havre**  
Festival de Saine-Martin.

Le 15, Mozart, Granados, Ravel, par Margaret Price (soprano) et Graham Johnson (piano). Le Havre, cathédrale, 20 h 30. De 70 F à 100 F.

Les 17 et 18, Arvo Part (création), par The Hilliard Ensemble, Paul Hillier (direction), abbaye de Saint-Martin de Boscerville, 20 h 30. De 50 F à 80 F.

Le 21, Méli, Cambini : musique de la révolution, par Les Musiciens du Louvre, Le Havre, musée d'histoire naturelle, 22 heures. Entrée libre.

Les 29 et 30, Berlioz, Strauss, Beethoven, Moussorgski, Schubert, Debussy, Ravel, par l'Orchestre philharmonique de Munich, Sergi Celibidache (direction), Rouen, chapelle de la Madeleine, 20 h 30. De 80 F à 120 F.

Festival de Saine-Martin. Tél. : (16) 36-70-04-07.

**Sully-sur-Loire**  
Festival de Sully.

Le 23, Schubert, par Gidon Kremer (violin) et Oleg Maisenberg (piano), châtea, 21 heures. 170 F et 215 F.

Le 25, Schubert, Liszt, Ravel, par Mikhaïl Rudy (piano), châtea, 21 heures. De 155 F à 190 F.

Le 7, Chopin, Schumann, par Sergel Edelmann (piano), 21 heures. De 155 F à 190 F.

Festival de Sully-sur-Loire. Tél. : 05-05-45-08 (semaine vert, appel gratuit).

**Jazz**  
Renaissance d'Europe.

Renaissance d'Europe. Rena d'Europe réunit pour « Halle that jazz » un groupe de grande envergure. Européens ou pas Européens ? La question n'a pas grande importance, sinon pour signaler une origine du jazz comme une autre. Niels Henning Ørsted Pedersen est le plus américain des Danois. On nous en fait le tour du monde, grâce à Paul Simon.

Le 16 juin, à 20 h 30, palais omnisports de Paris-Bercy, Paris 12e. 180 F. Paris, Virgin Mégastore.

**La sélection**  
« Musiques » a été établie par : Alain Lompech « Jazz » : Francis Marmande « Rock » : Thomas Sotinel

Le 16 juin à 21 heures, Grande Halle, Paris de France, renseignements : tél. : 42-45-72-22. 160 F.

**Un sommet d'artistes**  
Phil Woods, Jackie McLean, Frank Morgan et d'autres encore sont conviés pour un hommage à Charlie Parker : c'est un sommet d'artistes, l'affiche ne trompe pas, mais ce n'est pas pour autant que Bird est revenu parmi nous. Outre la passion du jeu, à retenir tout de même une fidélité d'exécution dans le timbre comme dans le traitement des thèmes.

Halle that jazz, Alto Summit, les 16 et 17 juin, à 21 heures, Grande Halle, Paris de France, renseignements : tél. : 42-45-77-22, 160 F.

**Michael Legrand et les cordes**  
Parker a voulu enregistrer avec des violons. Verve lui a permis de le faire. Les disques datent de 1950. La polémique qui va avec a donc une quarantaine d'années. On ne reprend les arrangements d'orchestre que très exceptionnellement. Michael Legrand s'attelle à la tâche. Frank Morgan est dans le rôle du soliste.

Halle that jazz : Michael Legrand et orchestre à cordes, le 17 juin à 21 heures, Grande Halle, Paris de France, renseignements : tél. : 42-45-77-22, 160 F.

**ROCK**  
Les Négresses vertes.

Certains critiques britanniques les ont baptisées les Négresses vertes, parce qu'ils sont nombreux et éblouissants facilement leurs instruments. Par moments, ils font aussi penser à Ray Ventura et ses Collégiés, grâce à leur côté gamain. Mais les Négresses vertes sont surtout un cocktail (dans le meilleur sens du terme : on reconnaît les ingrédients mais le goût est original) musical étonnamment tonique, à base de rock, de flamenco, de jazz, de rythm'n'blues. A consommer de suite.

Le 14 juin à 20 h 30, au Palais, 8, rue de Faidherbe-Montmartre, Paris, 18e. 100 F. Paris, Virgin Mégastore.

**Simply Red**  
Mick Hucknall est l'une des plus belles voix apaisées récemment sur la scène rock. On met souvent en doute ses talents de compositeur mais ses chansons trépident dans toutes les têtes. Et sur scène, Simply Red chante. En première partie, Sarah Jane Morris, ex-vocaliste des Communards de Jimmy Somerville.

Le 14 juin à 20 h 30, au Zénith, porte de Pantin, Paris 19e. 140 F. Paris, Virgin Mégastore.

**Paul Simon**  
Graceland Tour.

Deux ans après la sortie de l'album Graceland et la tournée qui l'avait suivi, Paul Simon revient accompagné des mêmes musiciens présenter un concert très similaire à celui du Zénith, en 1987. On retrouvera autour du Woody Allen du rock les polyphonies irascibles de Latifum Black Mambazo, la chorale de Soweto, la voix impériale de Miriam Makeba, la guitare de Ray Phiri, et les rythmes infatigables de la mbaqanga, la musique des ghettos d'Afrique du Sud, qui en est sortie, pour faire le tour du monde, grâce à Paul Simon.

Le 16 juin, à 20 h 30, palais omnisports de Paris-Bercy, Paris 12e. 180 F. Paris, Virgin Mégastore.

## AIX

EN PROVENCE  
FESTIVAL  
10-30 JUIL.

### 5 OPÉRAS

Une création scénique (Purcell - Noble)  
Une création mondiale (Prey - Larroche)  
Une nouvelle production (Mozart - Lavelli)

### ET 13 CONCERTS

dirigés par  
Jordan, Christie, Tate, Maazel  
Nagano, Cohen, Boder, Nahon

### 6 ORCHESTRES, 6 CHOEURS

Orchestre/Choeurs Les Arts Florissants  
English Chamber Orchestra, Ens. Orchestral  
Paris, Orchestre National de France, Ars Nova,  
Orchestre/Choeurs Opéra de Lyon  
Boston Camerata, Hilliard Ensemble  
Ensemble Organum, Choeurs Festival

### 19 RÉCITALS ET 1 HEURE AVEC

Zylis-Gara, Edda Moser, Olaf Bär,  
H. P. Blochwitz...

RÉSERVATION : 16.42.23.11.20  
Palais Ancien Archevêché. 13100 A-en-P.

سكوا من الأصل



# ARTS

MARSEILLE REND HOMMAGE A EDWARD HOPPER

## Peinture du désastre ordinaire

Grande première au musée Cantini : grâce à des prêts venus des États-Unis, hommage est rendu à Edward Hopper, l'un des plus grands peintres américains du siècle. Il faut s'y précipiter, car c'est assurément la plus originale et la plus passionnante des expositions de l'été.

**E**DWARD HOPPER est l'Amérique. Comme Faulkner, Hemingway, Welles et de Kooning. Comme eux, quoique d'une manière absolument différente, absolument singulière et incomparable. S'il n'y avait qu'une image, une seule peinture de l'Amérique de l'entre-deux-guerres, ce serait *House by the Railroad*, la Maison près de la voie ferrée, la demeure à colonnades, fenêtres néo-gothiques et mansardes à bulbe, plantée abasourdiement le long d'une voie. La maison est vide, probablement, les vitres, cassées, les ardoises du toit disjointes, les stores délaissées. Désolatoire monument sans habitant ni usage, elle attend la ruine, sur fond de ciel bleu.

L'attente et la lenteur sont dans la plupart des peintures de Hopper, huiles et aquarelles — il fut l'un des meilleurs et des plus habiles aquarellistes de l'histoire de l'art... Les maisons attendent de tomber ; les paysages, que quelque chose bouge, une voiture, un train, un image, le feuillage d'un arbre. La femme nue qui lit dans sa chambre d'hôtel attend un événement, ou le sommeil, ou l'amant qui ne vient pas. La femme vêtue de noir de *New York Movie* attend la fin du film qu'elle ne regarde pas, l'heure d'un rendez-vous, la nuit, qui sait ? Tout dans cette peinture est latence, incertitude, immobilité, rêve déçu, départ ajourné, fuite qui n'aura pas lieu et qui, du reste, ne servirait à rien. Tout est fixe et fixé. L'ordre des lignes, l'arrangement des tons, les poses et les plans, les hommes et la nature. Rien ne se passe.

Et il ne se passera rien. Telle est la force de sa peinture, que Hopper parvient à exprimer sans le moindre excès, sans le plus petit expressionnisme, l'accablant sentiment de l'ineffable et de la vacuité. L'absence de tout imprévu, du songe et de l'accidentel : le prévisible, le banal, le vrai en somme, un vrai qui ne tient pas à l'exactitude des détails mais à la vérité du sentiment.

On aurait dû fait de déambuler dans ses tableaux les indices de la vie moderne et les symptômes d'actualité. Hopper peint l'Amérique qu'il traverse au cours d'interminables explorations automobiles d'Est en Ouest, et jusqu'en Mexique. Il énumère ses signes caractéristiques, passages à niveau, ponts métalliques, néons, pompes à essence, bureaux et bars. Il y a du photographique en lui. Soit ! Il est réaliste, peut-être. Naturaliste, si l'on veut. Mais réaliste du tragique ordinaire. Naturaliste des désastres habituels. Son art, qui s'impose la netteté, la rigueur et cette vertu suprême, l'impersonnalité, à quelque chose d'ineffable.

Les angles sont à leur place, les silhouettes détachées par le dessin et l'acidité des couleurs, les volumes dotés d'une densité insistante, les lumières, solaires et électriques, sont trop fortes et crues. Nulle ombre où se cacher, nulle imprécision qui repose le regard : le voyeurisme est à son paroxysme, la vision hypertrophiée.

### LES MAUVAISES CONSCIENCES DE L'AMÉRIQUE

On peut protester. On l'a fait, parfois, parce qu'un regard si neutre insupporte. Une satire, une caricature, cela s'admet, car, dans l'exercice, il se perd un peu de vraisemblance. Une description apparemment indifférente gêne davantage. Voyez *Night Windows*, les trois fenêtres éclairées d'une chambre aperçue du haut du métro aérien. La moquette est vert billard, le couvre-lit rouge. Une femme se déshabille, on distingue son dos, la combinaison rose, les cuisses un peu courbées, une épaule blanche. Pas plus. Est-elle seule ? Homme femme, prostituée, jeune ? On ne sait pas. Mais on sait que le spectateur voudrait voir et qu'il enrage de cette exhibition masquée et interrompue. La peinture, parce qu'elle ne montre pas le corps, renvoie le voyeur à la conscience de son envie et de son indiscret, elle lui fait honte, l'ayant auparavant sournoisement agacé. Beau piège de moraliste qui



Pennsylvania Coal Town et son étude préparatoire. Une œuvre exécutée en 1947, actuellement au Whitney Museum de New-York.

tire le portrait de l'Amérique bien-pensante et de ses mauvaises consciences.

Tout cela fait terriblement penser à Degas et à Valentin, à l'ironie du premier et à la violence retenue du second. Ce n'est pas simple comparaison : Edward Hopper eut une longue formation parisienne. Il vécut en France en 1906 et 1907. Non pour y découvrir Matisse et Picasso à la suite des Stein, mais pour y connaître l'impressionnisme et ses prolongements, Manet, Lautrec et Bonnard. Il y fit quelques paysages du Louvre et de la Seine qui ont la lumière blonde et la désinvolture de Caillebotte. Puis repartit à New-York, exposa à l'Armory Show de 1913 — en même temps que Duchamp — et acquit une notoriété de plus en plus triomphale. Il eut des disciples et des imitateurs. Puis des ennemis. Et, pour finir, il subit la concurrence de l'expressionnisme abstrait après 1945. Il a connu la crainte de passer pour périmé, lui qui vécut jusqu'en 1967, célébré par des rétrospectives qui, tout en l'honorant, l'enfouissaient dans le passé des années 20 et 30.

De nos jours, ce soupçon d'anachronisme a peu d'importance. Comme ses illustres devanciers français, comme Héliou plus tard, Hopper a confondu peinture et regard extérieur. Il n'a cru ni aux théories ni à l'introspection. Né Américain, il a compris, l'un des premiers de ce continent, qu'il n'avait rien de mieux à faire que d'appliquer sa lucidité à la description de ce qui était autour de lui sans laisser ce soin aux seuls photographes et cinéastes. Il leur a disputé le terrain et l'a conquis. Voilà ce qui fait de lui un peintre admirable. Et de ses toiles les fragments d'une mythologie.

PHILIPPE DAGEN.

\* Du 24 juin au 24 septembre, musée Cantini, 19, rue Grignan, tél. : (16) 91-54-77-75. Tous les jours de 10 h à 19 h, entre 12 F et 15 F.

## NOUVELLES EXPOSITIONS

### Margaret Bourke-White

Officiellement photographe de guerre de 1942 à 1945, cette opératrice spécialisée dans le document industriel, photographia les rescapés de Buchenwald avant l'arrivée des alliés. Elle signa la première couverture de *Life*. De la guerre de Corée aux reportages sociaux en URSS, cette rétrospective rend hommage à une grande figure du photo-journalisme.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris, 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-35-55. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h. Du 15 juin au 4 septembre. 25 F (entrée du musée).

### Les Envois de Jacques-Henri Lartigue

Voir notre photo légendée

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gallieni, Paris, 8<sup>e</sup>. Tous les jours sauf mardi et mercredi de 12 h à 19 h. Du 14 juin au 31 décembre. 12 F.

### Marseille

#### La mémoire d'Odessa

Odessa, ce n'est pas seulement le célèbre escalier du *Cuirassé Potemkine*, mais encore une ville à l'histoire étrange. Fondée en 1794 par Catherine II, conçue selon les règles de l'architecture néo-classique, elle évolua vers l'éclectisme fin de siècle, tout en attirant nombre d'artistes et d'écrivains. Pouchkine, Maïakowski et Kandinsky y vécurent avant l'exposition. L'exposition retrace cette histoire jusqu'en 1924, à l'aide de prêts venus d'Union soviétique. Elle s'accompagne d'une rétrospective du peintre Philippe Hossain, qui naquit à Odessa en 1894.

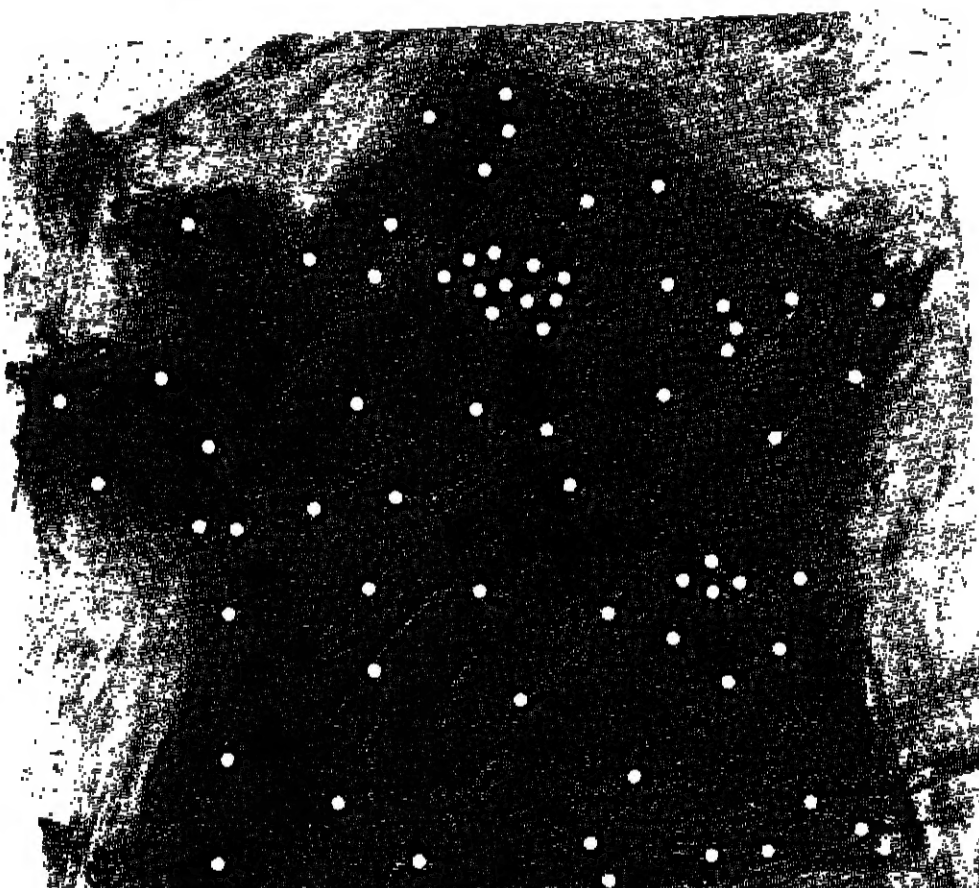
Centre de la Vieillesse, 2, rue de la Charité, 13200. Tél. : 91-58-22-33. Tous les jours de 10 heures à 17 heures. Du 17 juin au 24 septembre. Rétrospective Hossain jusqu'au 10 septembre.

### Pontivy

#### Trésors des bibliothèques de Bretagne

Venus de tous les coins de Bretagne, de bibliothèques

## Le premier média pour l'art : Cercle d'Art et 300 libraires



### Déjà 80 libraires "Point Art" :

Aix-en-Provence : Goulard Amiens : Marzelle Annemasse : Lib. de Savoie Antony : Lib. Condorcet Arras : Brunet Blois : Labbé Bordeaux : Minis Machine à Lire - Mollat Boulogne-sur-Mer : Duminy Bourg-en-Bresse : Montbarbon Caen : Guillaume Chambéry : Garin Clermont-Ferrand : Les Volcans Colmar : Harmann Creil : Quenette Grenoble : L'Université - Arthaud La Défense : Temps de Vivre Le Chesnay : Temps de Vivre Libourne : Anticourt Lille : Furet du Nord Limoges : Euro Librairie Lisieux : Joie de Connaître Lyon : Flammarion Bellecour - FNAC - Flammarion La Part-Dieu - Decitre - Marseille : Opus Montpellier : Sauramps Nancy : Hall du Livre - AG. Diffusion Nantes : Colliard Nîmes : Goyard - Teissier Nogent-sur-Marne : Lib. Grande-Rue Orgeval : FNAC de Vivre Orléans : Lodde - L'Alphabet Paris : Art Étoile - Printemps Hausmann - Weil - Del Duca - Lardanchet - Artcurial - Magnard - Lib. des Saint-Pères Terrasse de Gutenberg - La Hune - L'Arbre à Lettre - Lib. Compagnie - Fischbacher - Le Bon Marché - La Librairie Lib. Technique Gilbert - Lettre Ouverte - A l'enseigne du Marais - Delatte - Lib. Front de Seine - Lib. Fontaine V.-Hugo - Galignani - Gallimard Périgueux : Mandragore Perpignan : Torcatis Reims : Guerlin Rouen : FNAC Saint-Étienne : Dubouché - Lib. de Paris Saint-Germain : Le Pavé Saint-Germain Strasbourg : Mésange - Kießer - Oberlin Toulon : Bonnaud Toulouse : Privat - Castella Tours : La Boîte à Livres Valence : Crissol Vélizy : Temps de Vivre Versailles : Cassandre Vincennes : Millepages...

L'Amour de l'Art, l'Art d'être Libraire.

Pour tous renseignements concernant "Point Art" Éditions Cercle d'Art, 90, rue du Bac 75007 Paris

Galerie Beaubourg  
**Jean Tinguely**  
c/o  
**Marianne & Pierre Nahon**  
3 RUE PIERRE AU LARD - PARIS - 42 71 20 50

**GALERIE JEANNE BUCHER**  
53, rue de Seine 75006 Paris (1) 43 26 22 32

**Jean Dubuffet**  
paysages du mental

مكتبة الأصل



هذه امة الاصل

# ARTS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (sauf vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

→ municipales comme d'abbaye, quelques deux cent cinquante livres, incunables, manuscrits, imprimés, sont réunis pour l'été dans le château médiéval de Pontivy.

Château des Ducs de Rohan, 56300. Tous les jours de 10 h 30 à 18 h 30. Du 16 juin au 18 septembre.

## Tourcoing

### Martin Barré

Venue de Nantes, ville natale du peintre, l'exposition Martin Barré est à Tourcoing, puis elle ira à Nice. Elle témoigne de l'engagement profond de l'artiste dans une peinture non figurative, exigeante et économe de moyens.

Musée des beaux-arts, 2, rue Paul-Doumer, 59200. Tél. : 20.25.33.22. De 10 heures à 17 h 30, le dimanche de 10 heures à 18 heures, fermé le mardi. Du 17 juin au 10 octobre.

### Villeneuve-d'Ascq

#### Daniel Dezeuze

En trois cents œuvres, une rétrospective, ou presque, d'un ancien du mouvement Support/Surface, préoccupé par ce que regarder et voir veulent dire.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20.06.42.46. De 10 heures à 18 heures, samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 18 heures, fermé le mardi. Du 18 juin au 30 août.

## MUSÉES

### Dessins de Matisse

Pour fêter la parution du catalogue raisonné des œuvres de Matisse dans les collections du Musée national d'art moderne, une centaine de feuilles éloquentes de l'évolution de son œuvre, du fauvisme aux derniers projets pour Venise. Admirable, naturellement.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris, 6<sup>e</sup>. Tél. : 43-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche de 10 h à 22 h. Jusqu'au 27 août.

### Dessins d'Ingres de Montauban

Des très riches collections du musée de Montauban — ville natale d'Ingres — sont venues des dessins, études, esquisses, portraits. L'amour du trait courbe et de la forme ronde s'y allie à une méthodique exploration

de l'anatomie et de l'expression.

Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau, Paris, 1<sup>er</sup>. Tél. : 43-33-32-50. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 3 septembre. 25 F.

### Joan Fontana

Le projet d'une exposition Fontana était dans l'air du côté de Beaubourg, avant de se concrétiser au Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Qui rend un grand et juste hommage à l'auteur des *Oxgas* : plus de cent cinquante peintures, des dessins, des gravures ainsi que la quasi-totalité des sculptures retracent l'ensemble du parcours de cet artiste majeur de la scène française.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris, 10<sup>e</sup>. Tél. : 47-33-01-57. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 24 septembre. 15 F.

### Les siècles d'or de la médecine

La médecine de l'Ancien Régime ne se limite pas aux préceptes des praticiens de Molière. L'exposition du Jardin des plantes nous raconte l'évolution de cette science du XV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, à Padoue, l'une des plus célèbres universités d'Europe. C'est aussi une plongée dans un imaginaire des plus curieux.

Musée d'histoire naturelle, galerie de zoologie, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris, 6<sup>e</sup>. Tél. : 43-30-14-61. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 17 h, samedi et dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 18 décembre. 25 F.

### L'inspiration du poète

Autour d'une toile maîtresse de Nicolas Poussin, qui célèbre la poésie et l'art, une enquête sur les allégories du Parnasse du seizième au vingtième siècle, à travers tableaux, tapisseries, gravures, dessins et livres illustrés.

Musée de Louvre, pavillon de Flore. Entrée porte Joazeur, côté jardin des Tuileries, Paris, 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 18 h. Jusqu'au 22 août. 25 F. Billet d'accès au musée.

### Magiciens de la Terre

An cinquième étage du Centre Georges-Pompidou et à la Grande Halle de La Villette, une exposition d'art

contemporain d'un type nouveau, dont on peut discuter des tenants et aboutissants. Tout en lui reconnaissant le mérite de vouloir faire éclater les frontières de la scène internationale en rassemblant, sous un même toit, des créations de la création occidentale et des inconnues venues d'Afrique, d'Océanie, de Chine, d'Amérique centrale. Pour un dialogue des cultures du monde.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 6<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris, 6<sup>e</sup>. Tél. : 43-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 14 août. 32 F, 60 F. Billet musée Grande Halle au Centre Georges-Pompidou.

### Michel-Ange dessinateur

Dessins d'architecture, dessins d'anatomie, études pour les fresques de la Sixtine ou pour les sculptures du tombeau de Médici, projets pour la Bibliothèque Laurentienne... Sélectionnées dans les plus grandes collections, quatre-vingt-huit feuilles offrent au public une anthologie des méthodes de Michel-Ange dessinateur à chacune des grandes étapes de sa carrière.

Musée du Louvre, galerie Médicis. Entrée par la pyramide, direction Denon, Paris, 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 18 h, mercredi jusqu'à 21 h 45 et un lundi sur deux jusqu'à 21 h 45. Vis. cont. 75 jusqu'au 21 h 45. Jusqu'au 31 juillet. 25 F + 7 F (majoration du droit d'entrée au musée).

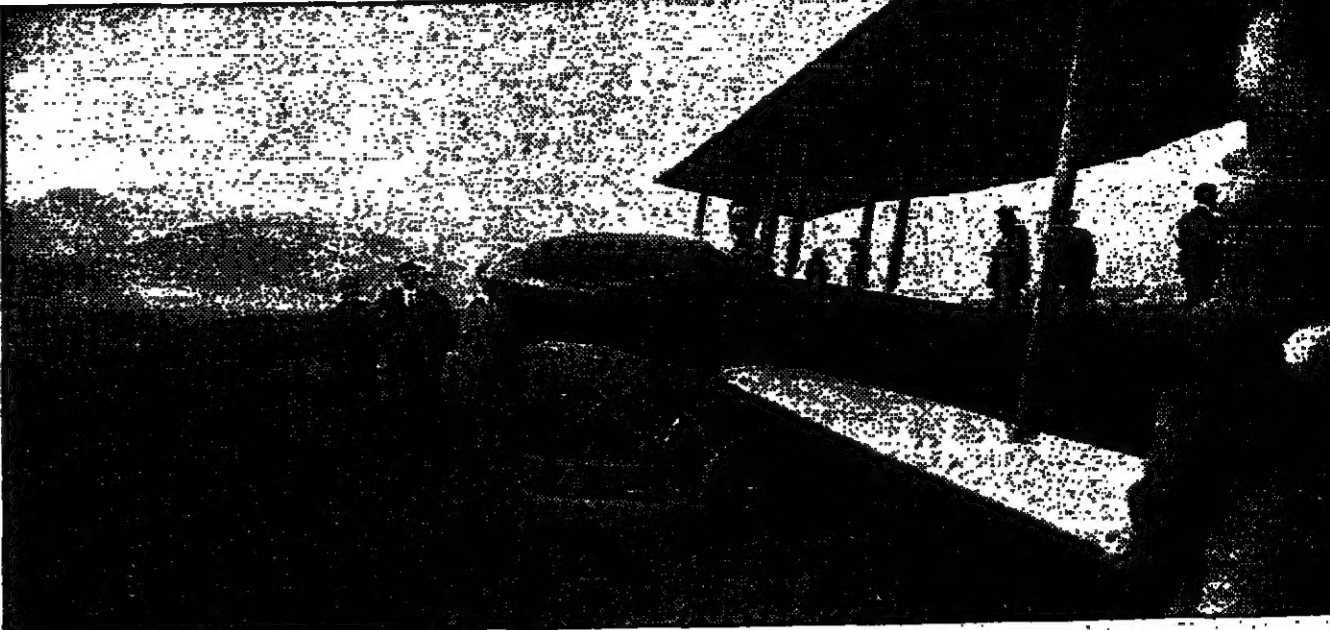
### 1789 : le patrimoine libéré

La Bibliothèque royale devenue nationale au moment de la Révolution s'enrichit considérablement des confiscations opérées aux dépens de l'Eglise ou des émigrés. Les plus belles pièces de cette mission sont présentées ici : l'évangéliaire de la Sainte-Chapelle, le manuscrit des *Pensées* de Pascal, les *Heures* d'Anne de Bretagne ou la *Jérusalem libérée* du Tasse, reliée pour la marquise de Pompadour.

Bibliothèque nationale, galerie Mamey, 52, rue de Richelieu, Paris, 2<sup>e</sup>. Tél. : 47-03-01-24. Tous les jours de 12 h à 18 h. Jusqu'au 10 septembre. 20 F.

### Mucha

Ivan Lendl n'est pas seulement le numéro 1 du tennis mondial. C'est aussi un amateur d'art. Le Musée de l'affiche expose sa collection de Mucha, le plus parisien des artistes tchèques, inventeur du style « vermicelle », champion de la décoration florale, qui régna sur l'art



J.-L. LANTIER

décoratif français de 1895 à 1910.

Musée de la publicité, 18, rue de Paradis, Paris, 10<sup>e</sup>. Tél. : 43-45-13-06. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 18 h. Jusqu'au 17 juillet. 10 F.

### Petits et grands théâtres du marquis de Sade

Est-ce un « bloc d'écriture » ou un martyr des lettres, un délinquant ou un apôtre de la liberté ? Pour les organisateurs de cette remarquable exposition, Sade est d'abord un homme de son temps, ni ange, ni monstre, dont la principale occupation est le théâtre.

Paris Art Center, 38, rue Falguère, Paris, 15<sup>e</sup>. Tél. : 43-22-33-47. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 14 h à 18 h. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet.

## GALERIES

### Marc Chagall

Paisiblement, régulièrement, la réputation posthume de Chagall s'établit sur le marché. A preuve cette exposition de peintures, œuvres sur papier et sculptures — deux de ces dernières étant inédites. Au total vingt-cinq œuvres.

Galerie Enrico Navarra, 75, rue de Valenciennes, Paris, 10<sup>e</sup>. Tél. : 47-42-05-06. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 h à 19 h. Jusqu'au 16 juillet.

### Jean Debuffet

Des *Lieux* et *Non-Lieux* et des *Figures équivoques*, et des dessins, des aquarelles, des gouaches, des collages, des livres et diques, pour

insolites et vibrants, sensibles à la moindre saute du vent, les monopliens et bipliens, ballons sphériques et cerfs-volants sont pour Lartigue de grands oiseaux de papier. Leurs « envois » ont le Grand Palais pour port d'attache, jusqu'en décembre.

choix de tableaux complétés par des œuvres sur papier présentées à la galerie voisine de Thomas Le Guillou. Des sculptures en tôle d'acier inox sont aussi exposées chez Alain Oudin, rue Quincampoix.

Galerie Louis Carré, 10, av. de Ménilmontant, Paris, 19<sup>e</sup>. Tél. : 45-62-57-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h 30, samedi de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h 30. Jusqu'au 13 juillet.

### Nouvelle Pologne

Une vieille maison d'encadrement et de restauration de tableaux fait un peu de place afin de montrer le travail des artistes polonais contemporains. Les premiers invités sont dix peintres et sculpteurs de Varsovie. D'autres cycles présenteront des artistes de Gdansk et de Cracovie.

Espace-temps, 27, rue Saint-Dominique, Paris, 7<sup>e</sup>. Tél. : 45-51-18-38. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 10 h à 19 h 30 et de 14 h à 18 h 30. Jusqu'au 30 septembre.

### Cindy Sherman

Pour Cindy Sherman, la photographie est une question de grain, de peau et de visages humains, et son art un art du temps, très troublant. Cette fois encore, avec ses gens d'aujourd'hui recyclés dans des parodies de portraits de l'époque de la Révolution.

Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Gîtouville, Paris, 6<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-55-57. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 22 juillet.

### Tal Coat

On connaît Tal Coat peintre des *Loirs* (1940) au *Tigre des Ming*, en passant par les vases baroques de Venise, un

peintre d'avant-guerre, auteur de portraits et de *Masques* inspirés par la guerre d'Espagne. C'est dire l'intérêt de cet exposition.

Galerie Fouzy-Guillevin-Lafaille, 123, bd Haussmann, Paris, 8<sup>e</sup>. Tél. : 45-62-02-00. Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 29 juillet.

### Jean Tinguely

Des années 60 aux années 80, une assemblée de débris de machines remuantes, à plans et à roues, pour faire la pique au monde industriel. Vingt sont au rez-de-chaussée de la galerie et cinq sont en haut, dont une monumentale terminée en juin pour l'exposition.

Galerie Beaubourg, 3, rue Pierre-et-Louis, Paris, 6<sup>e</sup>. Tél. : 40-04-34-40. Tous les jours sauf dimanche et lundi. 60 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 29 juillet.

## RÉGIONS

### Calais

Œuvres de XX<sup>e</sup> siècle

Laurent, Lipchitz, Pommer, Archipenko, Giacometti, Caro, tous sculpteurs majeurs de ce siècle, ont été collectionnés par le Wilhelm-Lembrecht-Museum de Duisbourg. Celui-ci a prêté leurs œuvres au Musée de Calais, qui a rétrospectivement, même aux Elus-Lin.

Musée de Calais, 25, rue Richelieu, 62100. Tél. : 21-40-62-00. De 10 heures à 17 h 30, fermé le mardi. Jusqu'au 2 juillet.

### Grasse

Œuvres de XX<sup>e</sup> siècle

En plus de cent gravures, pour la plupart issues de la

collection de M. et M<sup>me</sup> Prout, l'œuvre en noir et blanc d'un peintre qui débute comme illustrateur de mode à la Belle Époque, vient le cubisme, en tira une grande rigueur qu'il aime faire passer dans des visages et paysages gravés, taillés, tracés au burin.

Musée du dessin et de l'écriture originale, hôtel de ville, place Charles-Victor, 95000. Tél. : 23-23-00-13. De 14 heures à 17 heures, samedi et dimanche de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Entrée gratuite. Jusqu'au 3 septembre.

### Grenoble

#### Leon Polk Smith

Bien que son rôle dans le développement de l'abstraction américaine, de l'art géométrique au minimal, soit reconnu, l'œuvre de Leon Polk Smith reste peu connue et n'a jamais été consacrée par une importante rétrospective, même aux Elus-Lin.

Le Musée de Grenoble, après celui de Ludwigshafen, consacre donc une

Musée de peinture et de sculpture, place de Verdun, 38000. Tél. : 78-54-00-52. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 10 juillet.

### Lyon

#### De Géricault à Léger

Le Musée des beaux-arts de Lyon est l'un des plus riches de France. On peut le visiter aussi à son cabinet des dessins, qui est en plein redéveloppement. L'exposition actuelle compte une forte majorité d'œuvres du dix-neuvième siècle, notamment de Prud'hon, Courbet, Ingres, Delacroix et Rodin.

Musée des beaux-arts, palais Saint-Pierre, 20, place des Terreaux, Tél. : 78-29-07-00. De 10 h 30 à 18 heures, fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 3 septembre.

### Marçay-en-Bocaux

Avant la Pyramide, le Louvre

Une exposition sur les fouilles conduites avant les travaux de construction de la Pyramide. Plus de 400 objets du haut Moyen Âge au dix-neuvième siècle, dont les fameux modèles de Bernard Palissy, y sont présentés.

Fondation Septentrion, 57000. Tél. : 29-40-38-02. De 14 heures à 18 heures, le dimanche de 14 heures à 19 heures, fermé le lundi. Jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre.

La collection Arts a été établie par Genevieve Bretonne, Philippe Dugas, Frédéric Edelmann, Patrick Rogien et Emmanuel de Roux.

**GALERIE COARD**  
12, rue Jacques-Callot, 75006 PARIS - 43 26 99 73  
**PIERRE LESIEUR**  
jusqu'au 8 juillet 89

**MUSÉE BOURDELLE**  
16, rue Antoine Bourdelle, M<sup>o</sup> Montparnasse  
**POUGNY BOGRATCHEV**  
Peintures Sculptures  
tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40  
DU 2 JUIN AU 1<sup>er</sup> OCTOBRE

**Galerie H. Odermatt-Ph. Cazeau**  
85 bis, fg St-Honoré 75008 Paris - (1) 42 66 92 58  
**MAÎTRES DES XIX<sup>e</sup> ET XX<sup>e</sup> SIÈCLES**  
10 MAI - 29 JUILLET

**PROTÉE**  
23, rue Croix-Baragnon  
31000 TOULOUSE  
Tél. : (16) 61 53 84 44  
**CHASSE-POT**  
8 Juin - 1<sup>er</sup> Juillet

25 mai - 25 juillet  
**James Brown**  
Peintures et sculptures  
**Galerie Lelong**  
15-14, rue de Téhéran, Paris 8<sup>e</sup>

**GALERIE LOUIS CARRE & Cie**  
10, avenue de Messine 75008 Paris - 45 62 57 07  
**CHARLES LAPICQUE**  
Peintures  
Jusqu'au 13 Juillet

**GALERIE CAILLEUX**  
**LES ÉTAPES DE LA CRÉATION**  
ESQUISSES ET DESSINS DE BOUCHER A ISABEY  
136, Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris - Tél. : 43 59 25 24  
du 12 juin au 13 juillet

**GALERIE BELLIER**  
7, QUAI VOLTAIRE - 75007 PARIS - TEL. 42 60 74 72  
**VUILLARD**  
"le chemin de la création"  
Jusqu'au 29 juin